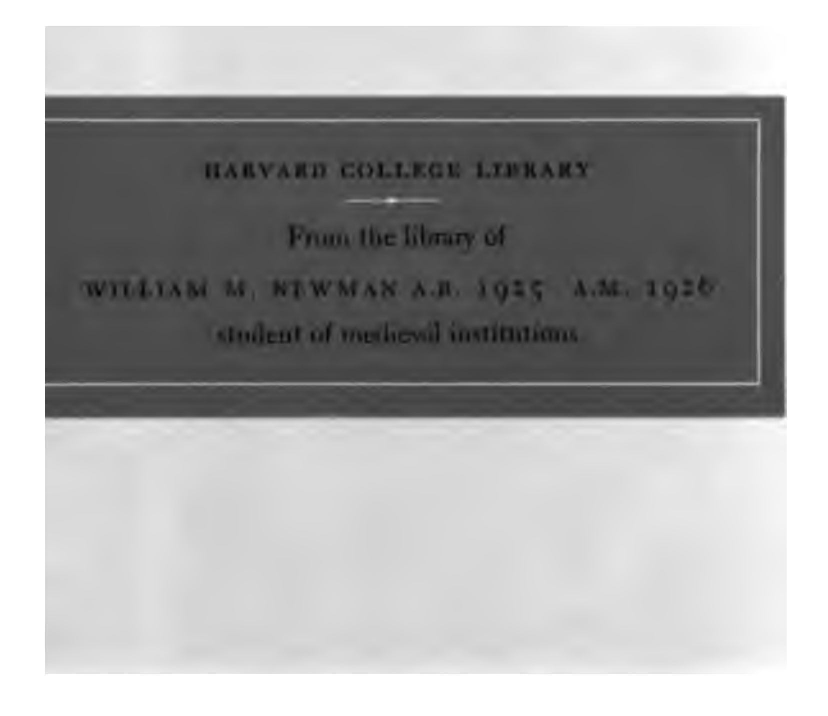




ARCHIVES DU DIOCÈSE DE CHARTRES

I

SAINT-DENIS

DE

NOGENT-LE-ROTROU

1031-1789

Histoire et Cartulaire

ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

PAR LE

Vicomte DE SOUANCÉ et l'Abbé Ch. MÉTAIS



VANNES
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LAFOLYE

1899

ESSAI HISTORIQUE

SUR

L'ABBAYE DE SAINT-DENIS

DE NOGENT-LE-ROTROU

INTRODUCTION

L'histoire de l'abbaye de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou est si intimement liée à celle des comtes du Perche, qu'il est difficile de retracer la vie des moines, sans l'associer à celle des seigneurs de Nogent.

M. des Murs s'est efforcé de faire revivre ces derniers, avec les usages et les coutumes du moyen-âge. Revenir sur ce sujet n'aurait aucun intérêt, et ce nouveau travail serait une pâle copie de l'*Histoire des comtes du Perche*. Le seul but de cette étude sur Saint-Denis est de rapporter dans l'ordre chronologique les faits et les événements

SAINT-DENIS

DE

NOGENT-LE-ROTROU

CHAPITRE PREMIER

De la construction du monastère a l'arrivée des religieux de Cluny a Nogent-le-Rotrou.

I. — *Fondation du monastère et construction de l'église.*

Le premier soin de Geoffroy, seigneur de Nogent-le-Rotrou et vicomte de Châteaudun, après avoir établi son pouvoir et surmonté les difficultés qu'il rencontra de tous côtés, fut, suivant les historiens du Perche, de relever le château de Nogent et la chapelle de Saint-Jean détruits au IXe siècle par les Danois[1]. Ces travaux, malgré leurs proportions grandioses, ne furent cependant pas jugés suffisants par Geoffroy, pour rappeler à la postérité « l'éclat de sa race, sa puissance et ses richesses[2]. »

Comme couronnement de son œuvre, à l'exemple des rois de France et de tous les grands feudataires de la couronne, il voulut construire, près de son château, un monastère considérable, avec une basilique imposante, qui deviendrait le lieu de sépulture de sa famille. Il choisit à cet effet le bourg situé au pied même de la colline de Saint-Jean, sur les rives de l'Huine et de la Rhône.

Transportez-vous aux pieds du château : devant vous se déroule le magnifique panorama de la riche vallée de l'Huine, la ville de Nogent s'y déploie à son aise ; à droite

[1] *Antiquités et Chroniques percheronnes*, par l'abbé Fret, t. III, p. 159.
[2] Ch. V.

l'Hôtel-Dieu avec sa gracieuse chapelle, devant vous Saint-Hilaire et sa maîtresse tour, plus près l'église de Saint-Laurent, à l'ombre de laquelle s'élevait l'abbaye.

Fixez sur ce point votre regard. Les restes du monastère sont toujours là, témoins de l'œuvre du puissant fondateur. L'église abbatiale sert aujourd'hui de préau au collège de la ville, quelques bâtiments anciens s'y rattachent auxquels d'autres ont été ajoutés pour répondre à la nouvelle destination. Mais le spectateur ne peut qu'admirer ce site enchanteur. Du haut de leur château, les Geoffroy, les Rotrou pouvaient contempler avec orgueil et amour les moines qui priaient nuit et jour pour eux, pendant que, fiers guerriers, ils allaient combattre sur des plages lointaines pour la foi chrétienne et la gloire de la France[1].

Le bourg de Saint-Denis, du nom même de la nouvelle abbaye, entouré au XIIe siècle[2] de fossés pleins d'eau, fait aujourd'hui partie de la ville de Nogent, mais en était autrefois entièrement séparé. Un aveu du XVIIe siècle, rendu au roi par les religieux, permet d'en tracer les limites[3]. Il s'étendait « du coin du grand cimetière de l'église de Nostre-Dame, vers le soleil levant, où il y a une fontaine[4], et se continue, en descendant vers le couchant, le long du fossé et cours de ladite fontaine, jusques à la rue de Malafre, et, tournant à droite, vers le septentrion, sur ladite rue, jusques à une borne, qui fait la séparation entre les petits prez de Saint-Denys, possédés à présent

[1] Voir la planche à la fin de cet essai.

[2] Charte XCIX.

[3] Archives nationales, P. 908, n° 38, et *Essais sur le Perche*, p. 227.

[4] Cette fontaine existe encore aujourd'hui, rue Saint-Laurent, presque en face la rue des Poupardières. L'église Notre-Dame se trouvait dans la même rue sur l'emplacement occupé par la sous-préfecture.

par le sieur du Plessis Bordel, escuyer[1], et un arpent de pré appartenant aux héritiers du deffunct sieur Chaillou[2] ; et de ladite borne tournant à la main gauche, vers le couchant, en suivant la séparation desdites pièces de prez jusques en la rue des Prez et au travers d'icelle, au coin de la maison et appartenances nommée la Chancelle, incluse en ces présentes limites, et auquel lieu est la devise et la séparation des paroisses de Saint-Laurent et Saint-Hilaire dudit Nogent, suivant lesdites appartenances de ladite maison jusques au cours de la rivière d'Huisne, et remontant sur la droitte, le long de ladite rivière, jusqu'au droit du moulin de Grandin, appartenant à l'abbaye des Clairets, et traversant la rivière, environ dix à douze pieds au-dessous du pignon de la maison dudit moulin, laquelle est hors des présentes limites, jusques à un autre cours d'eau qui passe sous les moulins de Saint-Denys, nommez vulgairement les moulins du Pont de Bois ; et suivant ledit cours d'eau en remontant à la droitte, vers le septentrion, jusque au pont de Saint-Hilaire, et dudit lieu, tournant à la main gauche, vers le couchant et le midy, tout autour de l'églize et le cimetière dudit Saint-Hilaire, qui sont inclus dans les présentes limites, remontant dans la

[1] La famille Bordel, dont les armes étaient : *d'azur à une tour d'argent*, était une des plus considérables des environs de Nogent. Ses membres furent successivement sieurs de la Bouteillière, du Plessis, de Vaugouin, de Messesselle, de Viantais. Elle a donné un prévôt du Perche, un colonel d'un régiment de cavalerie et brigadier des armées du roi, deux chanoines de la collégiale de Saint-Jean de Nogent-le-Rotrou, un prieur du prieuré de Cherré, Saint-Antoine de Rochefort et la Ferté-Bernard, un secrétaire du roi.

[2] La famille Chaillou, originaire de Nogent-le-Rotrou, a donné dans le courant du XVIII[e] siècle un greffier de la ville de Nogent, et un greffier aux eaux et forêts de Bellême, dont les armoiries furent enregistrées en 1696 par d'Hozier, savoir : celles du premier : *d'azur à un croissant d'argent accompagné de trois besants de même, deux en chef et un en pointe*; celles du second : *d'argent à une aigle de sable*.

concernant l'abbaye, la vie monastique, aussi bien dans l'intérieur du cloître qu'en dehors du bourg de Saint-Denis.

Les comtes du Perche n'apparaîtront que comme bienfaiteurs de la basilique « aux magnifiques sculptures[1] » qu'ils élevèrent au pied de leur redoutable forteresse[2].

[1] Charte VI.

[2] Afin d'éviter toute confusion entre les différents seigneurs de Nogent, appartenant à la famille des anciens comtes du Perche, qui portèrent les mêmes noms, il est nécessaire de faire observer qu'ils seront désignés de la façon suivante :

GEOFFROY III, fondateur de l'abbaye, quatrième vicomte de Châteaudun, fils de Geoffroy II, arrière-petit-fils de Geoffroy Ier, premier vicomte de Châteaudun (v. 1005 à v. 1040).

ROTROU II, sixième vicomte de Châteaudun, seigneur de Nogent-le-Rotrou (v. 1040 à v. 1079).

GEOFFROY IV, premier comte du Perche (v. 1079 à 1100).

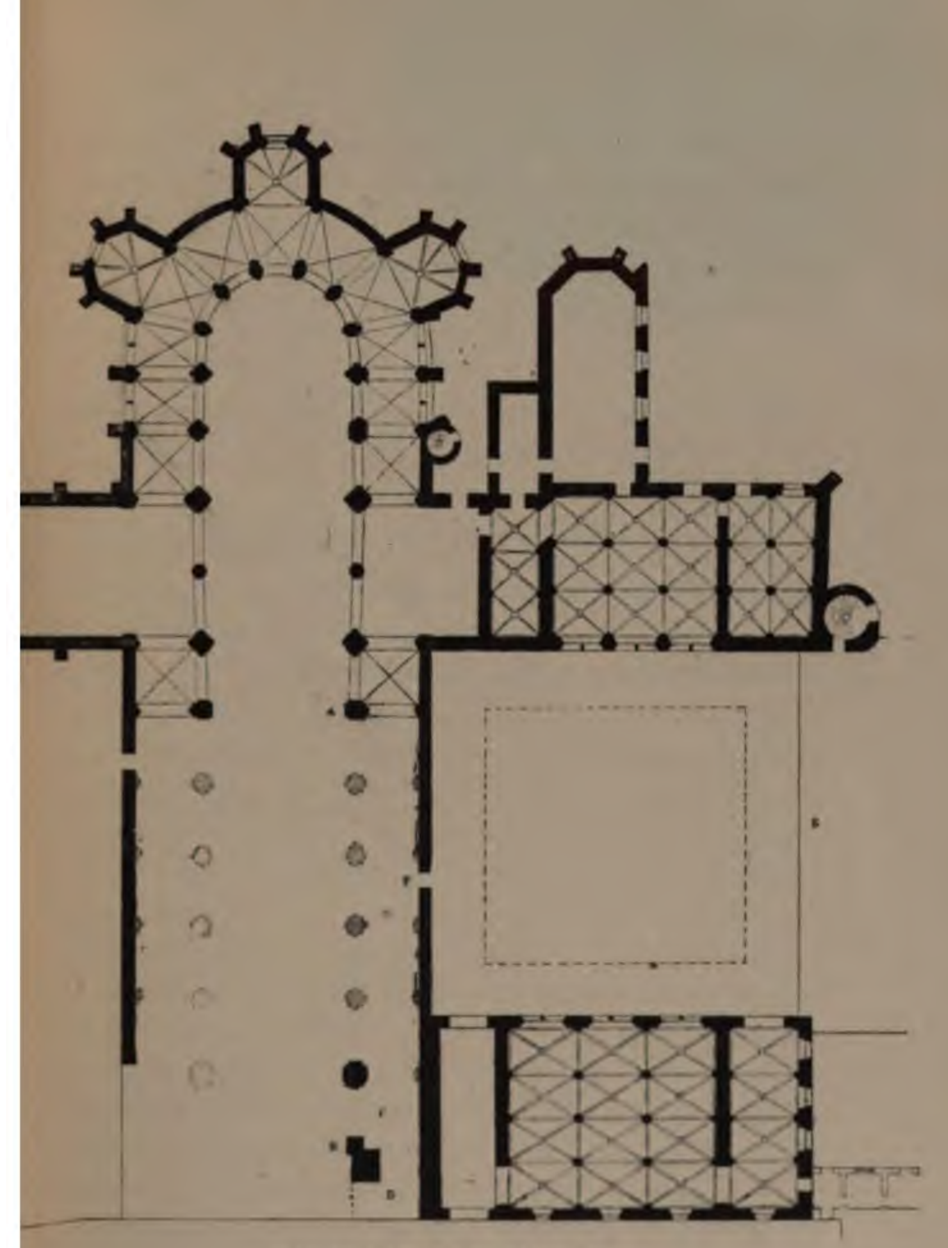
ROTROU III, le Grand, deuxième comte du Perche (1100-1144).

ROTROU IV, troisième comte du Perche (1144-1191).

GEOFFROY V, quatrième comte du Perche (1191-1202).

THOMAS, cinquième comte du Perche (1202-1217).

GUILLAUME, évêque de Châlons, sixième comte du Perche (1217-1226).



PLAN DE L'ABBAYE DE SAINT-DENIS.

CHAPITRE PREMIER

De la construction du monastère a l'arrivée des religieux de Cluny a Nogent-le-Rotrou.

I. — *Fondation du monastère et construction de l'église.*

Le premier soin de Geoffroy, seigneur de Nogent-le-Rotrou et vicomte de Châteaudun, après avoir établi son pouvoir et surmonté les difficultés qu'il rencontra de tous côtés, fut, suivant les historiens du Perche, de relever le château de Nogent et la chapelle de Saint-Jean détruits au IXe siècle par les Danois[1]. Ces travaux, malgré leurs proportions grandioses, ne furent cependant pas jugés suffisants par Geoffroy, pour rappeler à la postérité « l'éclat de sa race, sa puissance et ses richesses[2]. »

Comme couronnement de son œuvre, à l'exemple des rois de France et de tous les grands feudataires de la couronne, il voulut construire, près de son château, un monastère considérable, avec une basilique imposante, qui deviendrait le lieu de sépulture de sa famille. Il choisit à cet effet le bourg situé au pied même de la colline de Saint-Jean, sur les rives de l'Huîne et de la Rhône.

Transportez-vous aux pieds du château : devant vous se déroule le magnifique panorama de la riche vallée de l'Huine, la ville de Nogent s'y déploie à son aise ; à droite

[1] *Antiquités et Chroniques percheronnes*, par l'abbé Fret, t. III, p. 159.
[2] Ch. V.

l'Hôtel-Dieu avec sa gracieuse chapelle, devant vous Saint-Hilaire et sa maîtresse tour, plus près l'église de Saint-Laurent, à l'ombre de laquelle s'élevait l'abbaye.

Fixez sur ce point votre regard. Les restes du monastère sont toujours là, témoins de l'œuvre du puissant fondateur. L'église abbatiale sert aujourd'hui de préau au collège de la ville, quelques bâtiments anciens s'y rattachent auxquels d'autres ont été ajoutés pour répondre à la nouvelle destination. Mais le spectateur ne peut qu'admirer ce site enchanteur. Du haut de leur château, les Geoffroy, les Rotrou pouvaient contempler avec orgueil et amour les moines qui priaient nuit et jour pour eux, pendant que, fiers guerriers, ils allaient combattre sur des plages lointaines pour la foi chrétienne et la gloire de la France[1].

Le bourg de Saint-Denis, du nom même de la nouvelle abbaye, entouré au XII[e] siècle[2] de fossés pleins d'eau, fait aujourd'hui partie de la ville de Nogent, mais en était autrefois entièrement séparé. Un aveu du XVII[e] siècle, rendu au roi par les religieux, permet d'en tracer les limites[3]. Il s'étendait « du coin du grand cimetière de l'église de Nostre-Dame, vers le soleil levant, où il y a une fontaine[4], et se continue, en descendant vers le couchant, le long du fossé et cours de ladite fontaine, jusques à la rue de Malafre, et, tournant à droite, vers le septentrion, sur ladite rue, jusques à une borne, qui fait la séparation entre les petits prez de Saint-Denys, possédés à présent

[1] Voir la planche à la fin de cet essai.

[2] Charte XCIX.

[3] Archives nationales, P. 988, n° 38, et *Essais sur le Perche*, p. 227.

[4] Cette fontaine existe encore aujourd'hui, rue Saint-Laurent, presque en face la rue des Poupardières. L'église Notre-Dame se trouvait dans la même rue sur l'emplacement occupé par la sous-préfecture.

par le sieur du Plessis Bordel, escuyer[1], et un arpent de pré appartenant aux héritiers du deffunct sieur Chaillou[2] ; et de ladite borne tournant à la main gauche, vers le couchant, en suivant la séparation desdites pièces de prez jusques en la rue des Prez et au travers d'icelle, au coin de la maison et appartenances nommée la Chancelle, incluse en ces présentes limites, et auquel lieu est la devise et la séparation des paroisses de Saint-Laurent et Saint-Hilaire dudit Nogent, suivant lesdites appartenances de ladite maison jusques au cours de la rivière d'Huisne, et remontant sur la droitte, le long de ladite rivière, jusqu'au droit du moulin de Grandin, appartenant à l'abbaye des Clairets, et traversant la rivière, environ dix à douze pieds au-dessous du pignon de la maison dudit moulin, laquelle est hors des présentes limites, jusques à un autre cours d'eau qui passe sous les moulins de Saint-Denys, nommez vulgairement les moulins du Pont de Bois ; et suivant ledit cours d'eau en remontant à la droitte, vers le septentrion, jusque au pont de Saint-Hilaire, et dudit lieu, tournant à la main gauche, vers le couchant et le midy, tout autour de l'églize et le cimetière dudit Saint-Hilaire, qui sont inclus dans les présentes limites, remontant dans la

[1] La famille Bordel, dont les armes étaient : *d'azur à une tour d'argent*, était une des plus considérables des environs de Nogent. Ses membres furent successivement sieurs de la Bouteillière, du Plessis, de Vaugouin, de Messeselle, de Viantais. Elle a donné un prévôt du Perche, un colonel d'un régiment de cavalerie et brigadier des armées du roi, deux chanoines de la collégiale de Saint-Jean de Nogent-le-Rotrou, un prieur du prieuré de Cherré, Saint-Antoine de Rochefort et la Ferté-Bernard, un secrétaire du roi.

[2] La famille Chaillou, originaire de Nogent-le-Rotrou, a donné dans le courant du XVIII[e] siècle un greffier de la ville de Nogent, et un greffier aux eaux et forêts de Bellême, dont les armoiries furent enregistrées en 1696 par d'Hozier, savoir : celles du premier : *d'azur à un croissant d'argent accompagné de trois besants de même, deux en chef et un en pointe*; celles du second : *d'argent à une aigle de sable.*

rue aux Corps jusque au droit de la rue des Places, et suivant à main droitte toute laditte rue jusques à la croix de la Contesse et une petite sente, qui va au pré du Breuil de notre domaine, et dudit lieu, en retournant à la main gauche, tout le long de la rue de la Bretonnerie, des deux costées jusques et par dessus le pont d'Huisne ou de Saint-Denys, cy-devant nommé le Pont de Bois, jusques à la rue des Tanneurs ; suivant la rue à main droitte, vers le midi, à la rue du Pont-Perrin et des Petites-Eaux, et tout le chemin devant la maison et appartenances de l'Orme-Charins, qui sont compris en ces présentes limites, jusques au grand-chemin de Nogent à la Ferté-Bernard, où est le bout de l'enclos et pourpris du couvent des pères Capucins[1], inclus aussy dans les présentes limites ; et dudit lieu, descendant à main gauche, vers le septentrion, par la rue Saint-Lazare, tout le costé de ladite rue, vers le couchant, jusques au cours d'eau nommé la Jambette, où il y a un petit pont au coin de la maison de Catherine Le Roy, veufve de Michel Brette ou ses héritiers, qui est aussy de notre fief, ensemble les maisons, appartenances qui furent antiennement à Denis Robion, qui sont à l'austre costé de la dite rue, dans celle du Guay des Pierres, et suivant ledit cours d'eau de Jambette jusques à la rivière de Ronne, et au travers d'icelle dans les jardins de la maison nommée antiennement le Guignart, appartenant aux héritiers de deffunt René Courtin, prestre, sieur de la Tourlaudière[2], où il y a des bornes et devises séparant

[1] Le couvent des Capucins fut fondé en 1601, par M. Denis Hubert, bailli de Nogent.

[2] Les différentes branches de cette grande famille percheronne, dont la généalogie a été écrite par le vicomte de Poli, s'étendirent dans toute la province. René Courtin écrivit, en 1611, une histoire du Perche en cours de publication dans les *Documents sur la province du Perche*, dont tous les historiens postérieurs à lui, ont tiré un grand parti.

notre fief, vers le couchant, dans le fief de la Cheneslière[1] ; au levant jusques à la rue par laquelle l'eau de la grande fontaine descendant au pont de Ronne, joignant la maison d'Hillaire de Villaine ; et suivant ladite rue, à main gauche, jusques au coin de ladite maison, nommée le Guignart, appartenant auxdits héritiers du feu sieur de la Tourlaudière Courtin ; et tournant à main gauche, au coin de ladite maison, jusques à la rue des Poupardières, et, suivant icelle jusques à la grande rue Notre-Dame, avons tout le costé gauche de ladite rue des Poupardières, jusques et compris la maison antiennement dite le Cheval-Blanc, appartenant au sieur de la Renardière, et du coin de ladite maison, traversant ladite rue de Notre-Dame, on joint la maison du sieur Gouin de la Raspillère[2], laquelle fut antiennement aux Gabelles, et partie de laquelle fut autrefois de notre seigneurie, mais à présent, en faict la borne extrême jusques au jardin bas des dames Ursulines, compris dans nos limites, qui se continuent en droicte ligne jusques à ladite fontaine qui est au coin dudit grand cimetière, où il y avait autrefois des maisons et jardins qui se nommaient la petite Barre. »

Les premiers fondements du monastère, placé sous le vocable de Saint-Denis, furent jetés vers 1028 ou 1029. Au moment de son achèvement, les moines de l'ordre de Saint-Benoît y furent appelés avec mission « d'y prier jour et nuit pour tous les fidèles tant vivants que défunts ».

Enfin, en 1031, pour sanctionner son œuvre d'une fa-

[1] Le fief de la Chenelière relevait de la seigneurie de Saint-Denis et appartint successivement aux familles de Dampierre, de Savary et de Preaux.

[2] Les Gouin, dont les armes étaient : *d'argent à une fasce de gueules chargée de trois besants d'or*, possédèrent au XVII et XVIII[e] siècles les seigneuries de la Raspillière, de Brunelles, de Vichères, de Champrond-en-Perchet, des Chapizeaux et de Coudreceau.

çon solennelle, Geoffroy, revêtu de son armure, vint déposer sur l'autel de la basilique, la charte de fondation de l'abbaye, en présence de ses fils Hugues et Rotrou, de Thierry, évêque de Chartres, de Eudes, comte Palatin et de Chartres, son suzerain, et d'un grand nombre de seigneurs. Au milieu d'une foule recueillie, il fit vouer par l'évêque de Chartres « à la mort d'Ananie et de Saphire et au supplice du traître Judas, tous ceux, qui par cupidité chercheraient à dépouiller l'abbaye[1] ». Les paroles de l'évêque furent suivies de l'énumération des dons faits par le seigneur de Nogent au nouveau monastère, savoir : dix arpents de pré autour de l'église ; le terrain s'étendant jusqu'à la Rhône avec quatre moulins, l'église de Saint Hilaire[2] avec ses dépendances, la terre qui avait appartenu à Burcard, son oncle, avec le Breuil, la terre de la Beausserie, tous droits en ses forêts, excepté dans celle de Perchet, l'église de Champrond-en-Perchet[3] et la terre de Nigelles[4], mais seulement après le décès de

[1] Ch. V.

[2] L'église Saint-Hilaire dont la fondation remonte au X[e] ou XI[e] siècle se compose d'une nef principale et de deux nefs latérales. Le manque d'unité dans le style montre qu'elle a été édifiée à plusieurs reprises et à des époques différentes. De l'église primitive, qui était peu considérable, il reste fort peu de chose. Les chapelles latérales sont du XVI[e] siècle et le chœur ainsi que la nef semblent avoir été refaits au XVII[e] siècle. Elle est entièrement construite en pierres de taille. Le clocher, surmonté d'une lanterne entourée d'une galerie en pierres, commencé en 1548, fut terminé vers 1560. L'église dépendait, dit-on, primitivement du diocèse de Séez. Le cimetière, qui était au sud de l'église, a été coupé une première fois en partie lors de la construction du pont qui antérieurement était au nord du chœur. Il a été déplacé entièrement il y a quelques années.

[3] La paroisse de Champrond-en-Perchet a été supprimée en 1803 et réunie à celle de Brunelles.

[4] Le fief de Nigelles, relevait de la seigneurie de la Bouchère et appartenait en 1669 à Benjamin Vignier, sieur de la Mothe, gouverneur du château de Richelieu. *Arch. d'Eure-et-Loir*, B. 2672.

sa mère Mélisende ; les Viviers, un moulin sur l'Erre, le cens qu'il avait sur les moulins de Chartres, l'église du Saint-Sépulchre de Châteaudun qu'il venait d'élever, à la condition d'être desservie à l'avenir par des moines de Saint-Benoît ; cinq étaux pour la vente du sel et de la viande dans la ville de Châteaudun ; droit d'asile dans le bourg de Saint-Denis ; enfin droits de juridiction et de seigneurie, qui s'étendaient jusqu'à celui d'avoir des hommes d'armes pour veiller à la sécurité du bourg et du monastère, comme le rapporte Bry de la Clergerie dans son *Histoire du Perche*, suivant le folio 126 de l'inventaire des papiers des ducs d'Alençon, où « se voient lettres du comte Pierre, prenant qualité de comte d'Alençon et du Perche, du vingt-troisième octobre 1387, contenant le don faict par luy à Michel de Blandé, écuyer, du consentement et volonté du doyen et couvent de Sainct-Denys de Nogent-le-Rotrou, de la capitainerie et garde de la forteresse de Sainct-Denys, avec commission du troisième may 1390, obtenue par frère Pierre de Chastillon, doyen dudict Sainct-Denys, pour lui faire ouverture et en prendre possession[1]. »

Ces divers privilèges accordés dès le principe au nouveau monastère et ceux dont il fut enrichi dans la suite, consistaient en : 1° droit de justice, haute, moyenne et basse[2], de notariat et scel à contrats, de sergenterie fieffée, dont l'exercice entrainait la nomination d'un bailly[4], d'un

[1] *Histoire du Perche*, par Bry de la Clergerie, p. 303. Charte XCIX.

[2] *Arch. nat.*, P. 937, n° 38 et *Essais sur le Perche*, par M. Gouverneur, p. 224.

[3] Les plaids de la justice de Saint-Denis se tenaient au-dessus des halles du monastère, édifiées au carrefour de la rue Saint-Laurent.

[4] Parmi ceux qui exercèrent cette charge, les plus connus sont Rene d'Amilly reçu en 1634, Pierre Durand en 1554 et Pierre Duve... en 1581. C'est Pierre Durand, appartenant à la famille Durand de P.

lieutenant, un procureur fiscal[1], un greffier et un notaire.

2° Droit de prison close[2] dans le monastère pour la garde et la correction des délinquants et malfaiteurs, et droit de parc pour les animaux saisis pour cause de dommages

3° Droit de poteaux et de pilori, près des halles, et droit de fourche patibulaire à quatre piliers, érigée sur le grand chemin de Nogent à Mortagne.

4° Droit d'amendes, confiscations et aubaines appartenant aux seigneurs châtelains.

5° Droit de halles et d'étalages.

6° Droit de foire dans la ville de Nogent, le 9 octobre, jour de la fête de Saint-Denis.

7° Droit de péage sur le Pont de Bois.

8° Droit de boucherie et de charcuterie.

9° Droit de maîtrise de tanneurs et corroyeurs de cuirs, de tisserans, sergers, étaminiers.

10° Droit d'avoir chaque année une paire de souliers de chaque cordonnier ayant boutique.

11° Droit de four banal, et de banalité de moulin.

A la suite de cette longue énumération des privilèges, Geoffroy arrêta le plan des divers bâtiments à grouper autour de la basilique dont la description trouve sa place ici. Cette église construite de 1040 à 1080 environ, dont il reste encore une partie considérable, est un des rares specimens de l'architecture romane secondaire du diocèse

sieux et de Mongraham, qui fit construire dans la rue Saint-Laurent, à côté même du monastère, cette jolie maison de style renaissance tant de fois reproduite et portant l'inscription suivante : De Pierre Blanche, Durand Febvrier je fut faicte, 1542.

[1] Gabriel Le Vaillant occupait cet emploi en 1550 ; Pierre Leroy en 1680, révoqué en 1681 ; Pierre-Charles-Clément Vasseur en 1750.

[2] Une sentence de 1652 assigna les prisons de l'abbaye de Saint-Denis pour servir de lieu de dépôt aux prêtres traduits devant l'officialité de Nogent-le-Rotrou. (*Arch. d'Eure-et-Loir*, B. 2622.)

de Chartres. Le plan en est des plus réguliers : la nef est séparée du chœur par un bras de croix rectangulaire, et terminée par une abside avec trois chapelles rayonnantes. Elle est composée de trois nefs dont la principale mesurait 66m de longueur et 13m de largeur. Les deux nefs latérales séparées de la principale, par une rangée de piliers réguliers ornés de colonnettes demi-circulaires n'ont que 5m de largeur. Les trois chapelles absidiales sont à cinq pans percés de fenêtres, avec contre-forts extérieurs aux quatre angles ; celle du fond est plus profonde que les deux autres, d'après une règle qui semble générale. La partie subsistante encore est divisée en six travées régulières, plus une septième à l'extrémité de l'abside du chœur. La première, qui se trouvait en deça du bras de croix est la seule de la grande nef, qui ait été conservée. Elle mesure 5 mètres, ce qui nous fait croire que, de ce point (A), jusqu'en (B), où se terminait d'après les fouilles, le corps de l'église, il y avait encore six travées de même largeur qui sont détruites aujourd'hui. L'église avait donc 76 mètres dans sa plus grande longueur, et 22 dans sa plus grande largeur.

En jetant un coup d'œil sur le plan, on voit de suite l'heureuse proportion du monument élevé suivant l'expression même des chartes, avec art et richesse.

Le transept mesure à lui seul 10 mètres de largeur sur une longueur totale de 34 mètres, toutefois le bras du côté de l'évangile est plus profond.

Si nous entrons dans un plus grand détail nous remarquons de suite que les quatre piliers du transept sont plus gros que ceux du chœur[1] et formés par la réunion

[1] Les piliers du chœur dont la clôture était formée par quatre grilles en bois de chêne, se trouvaient reliés entre eux par quarante-huit stalles en chêne, tant hautes que basses.

Inventaire de 1788. *Arch. d'Eure-et-Loir*.

de trois colonnes. Ils s'élèvent jusqu'à un cordon formé d'une simple rainure débordante d'environ cinquante centimètres et qui régnait tout autour du chœur et probablement de l'église entière. Rien ne peut laisser actuellement soupçonner l'existence d'une voûte. La planche publiée page 21, qui donne l'aspect le plus exact du sanctuaire, ne laisse apercevoir, au-dessus de ce cordon, aucune brisure. Les deux gros piliers sont séparés l'un de l'autre par une autre colonne plus légère soutenant la retombée de deux arcades régulières. Le sanctuaire est tout entier fermé par dix colonnes semblables donnant un ensemble de dix-huit arcades légères et gracieuses. Celles-ci sont surmontées d'un triforium ou galerie qui prend jour sur la grande nef par des baies géminées en plein cintre et séparées par une colonnette à chapiteau ; l'arcature de chaque baie s'appuyant de l'autre côté sur une colonnette engagée dans le mur. La colonnette de séparation est généralement simple, excepté toutefois dans le transept où la baie est à trois ouvertures séparées par deux colonnes géminées. Chaque cintre est formé de pierres taillées à l'arête rectangulaire sans la moindre moulure, et les colonnes s'appuient sur un piedestal carré à arêtes vives. Les planches publiées pages XXIX et XLV complètent cette essai de description sommaire.

Nous remarquons cependant que le sol actuel de l'église ne laisse rien apercevoir des piedestaux des colonnes enterrés profondément à plusieurs reprises. D'après les renseignements recueillis, le pavage était formé de grandes dalles. Le monument lui-même est construit en pierres dures taillées régulièrement. Le clocher avec ses deux grosses cloches, d'après le plan exact, ne pouvait se trouver qu'à l'entrée de l'église en C, faisant face à un

petit réduit voûté occupé actuellement par le concierge. (D). A l'époque où il fut démoli, à cause du mauvais état dans lequel il était, le 15 pluviôse an VII, il était surmonté d'un toit peu élevé dit « en bâtière[1] »; mais nous ne pouvons en donner ni la hauteur, ni les proportions. L'espace entre cette tour et la conciergerie actuelle formait l'atrium, qu'on trouve dans toutes les églises de cette époque.

Le cloître placé entre l'église et les bâtiments de l'abbaye, devait être large et spacieux, vu l'emplacement de la cour intérieure autour de laquelle s'élevaient ses arceaux. Malheureusement il n'en reste plus aucun vestige ; mais les constructions encore adjacentes à l'église au nord, ne laissent rien ignorer de leur style et de leur beauté. La salle située à l'entrée même du monastère était formée de quatre nefs voûtées, séparées par cinq rangées de colonnes, dont deux engagées dans les murs latéraux. D'une petite élévation, elles ne pouvaient guère être destinées qu'à former des celliers ou autres réduits d'un usage domestique. On y a ménagé de nos jours un assez grand nombre de cellules servant de prisons et de caves. La partie attenante au transept est mieux conservée. Plus élevée, plus élégante, divisée en trois nefs par deux rangées de colonnes dégagées elle formait la salle capitulaire toujours rapprochée de l'entrée de l'église réservée aux moines. Comme l'autre partie, elle est défigurée actuellement par des cellules occupant toute une nef et par un passage dont la planche publiée page LXI donne une perspective prise de l'intérieur de l'église. Ces deux bâtiments étaient reliés par un troisième (E), parallèle à l'église formant ainsi un rectangle parfait. Le cloître courait tout autour, adossé d'une part

[1] *Essais historiques sur le Perche*, par M. Gouverneur p. 286.

aux murailles de ces diverses constructions et de l'église, et de l'autre côté, comme dans toutes les abbayes, s'appuyait sur ces colonnes multiples et gracieuses laissant pénétrer de toutes parts l'air et la lumière. Du cloître, on entrait dans l'église par une première porte à côté du transept, et par une seconde située au milieu de la nef (F).

Le plan, publié en tête de l'ouvrage, relevé avec le plus grand soin par M. Vaillant, architecte, fera mieux comprendre que toute description, l'agencement et l'ensemble de l'abbaye.

Quant au monastère dont l'enclos était entouré de hautes murailles, il comprit après son achèvement, en dehors du cloître qui vient d'être décrit, un grand bâtiment prieural avec des logements réguliers, dortoirs, chapitre, réfectoire, cuisine, basse-cour, un bâtiment nommé chanterie, l'infirmerie, le tout au milieu de jardins et de cours, un moulin[1], une grange dîmeresse avec un autre grand bâtiment, une petite cour et un jardin nommé la Courtille, et un autre bâtiment avec jardin[2].

Outre ces divers bâtiments destinés aux religieux, il y avait la prévôté où demeurait le prévôt claustral de l'abbaye. Elle était située à l'extrémité ouest de l'enceinte et placée au-dessus du porche réunissant le monastère à l'église Saint-Laurent. Elle se composait de trois pièces, tendues, suivant l'inventaire fait en 1788, de tapisseries représentant des verdures[3]. Dans l'une de ces chambres était percée une petite fenêtre donnant dans l'église Saint-Laurent, par laquelle le prévôt « avait droit de vue. »

[1] La chute de ce moulin était formée par un petit ruisseau alimenté par une partie des eaux de la Rhône détournées à cet effet.

[2] *Arch. nat.* P. 938 n° 38.

[3] *Arch. d'Eure-et-Loir.*

tefois cette fenêtre devait être garnie d'une grille de fer.
ırmi les prévôts de Saint-Denis, il faut citer Restald
›ccupe une place spéciale dans l'histoire. Il fut un des
: élus qui eurent la mission de porter le décret de son
:ion au roi, probablement Philippe Ier.
fut mêlé aux graves débats soulevés entre Saint-Père
'luny. Sur l'ordre de l'abbé Landry, il aurait effectué
ion du monastère de Saint-Denis à l'abbaye de Saint-
:. Malheureusement les documents sont trop peu
icites pour pouvoir préciser davantage ; mais on voit
:e seul fait le rôle considérable qui leur était attri-
dans l'administration extérieure des intérêts de la
munauté[1].
ıelques années, s'étaient à peine écoulées, après la
ise solennelle de l'acte de fondation de l'abbaye de
.t-Denis aux moines de saint Benoît, par le seigneur
'ogent, qu'une nouvelle cérémonie attirait dans la
lique la même foule nombreuse et recueillie. C'était
: fois, pour rendre les derniers devoirs à Geoffroy,
nardé, au milieu de ses chevaliers, en sortant de la
édrale de Chartres, vers la fin de l'année 1040, et dont
ırps, suivant sa volonté expresse, devait être déposé
; l'église de Saint-Denis,

– Rotrou, seigneur de Nogent, confie le gouvernement de bbaye à un religieux de Saint-Père. Hubert abbé est expulsé. offroy, comte du Perche, mande les moines de Cluny. Dis- ssion à ce sujet entre Saint-Père et Cluny.

:s débuts de l'abbaye ne répondirent pas aux désirs
ıx souhaits du fondateur. Comme cela eut lieu en
tres endroits, tels qu'à la Trinité de Vendôme, les

[1] *allia Christiana*, t. VIII, col. 304. *Annales Sancti Benedic*. IV, p. 353.

moines, envoyés à Nogent, vinrent de différents monastères. Chacun apportait les idées, coutumes, usages des prieurs ou abbés sous la direction desquels il avait suivi les préceptes de la règle de saint Benoît. De ces interprétations diverses des détails de la vie monastique naquirent bientôt la confusion et un défaut de discipline. L'abbé, revêtu d'une autorité contestée, ne put introduire dans son abbaye l'observance stricte de la vie religieuse. D'ailleurs, toute cette époque reste dans la plus complète obscurité et les chartes ne nous révèlent même pas le nom de ce premier abbé, placé par Geoffroy à la tête du monastère.

Rotrou, voulant remédier à ces maux, accueillit favorablement la demande de l'abbé Landry, qui gouvernait à cette époque l'abbaye de Saint-Père de Chartres. Celui-ci ne semble pas avoir eu des vues désintéressées, et la notice qu'il fit rédiger avoue franchement son dessein de prendre possession pleine et entière du couvent de Saint-Denis. Le vénérable abbé Landry, dit la charte[1], se présenta devant le seigneur de Nogent et le supplia, en mémoire de son épouse, de ses fils et de ses ancêtres, de donner ce nouveau monastère aux religieux de Saint-Père en Vallée. Rotrou, sans s'arrêter à ce dernier projet, accueillit de ses mains un religieux, dont le nom ne nous est pas parvenu, pour gouverner ses moines. Ce sous-entendu amena bientôt des froissements, et quelque temps avant la dédicace de l'église, l'abbé de Saint-Père voulut interposer son autorité, prétendant que le couvent et la basilique avaient été mis sous son pouvoir. Indigné, Rotrou envoya à Chartres deux de ses chevaliers et un clerc. L'évêque de Chartres était alors Geoffroy de Boulogne dont l'élection était discutée. Il se

[1] Charte CXVIII : « abbas Landricus me adiens obnixe rogavit quatenus eumdem monasterium Sancto-Petro Carnotensi donarem. »

préparait à aller à Rome pour se défendre devant le pape Grégoire VII. Son oncle, Geoffroy, évêque de Paris, était venu à Chartres pour l'accompagner dans son voyage. Les envoyés de Rotrou comparurent devant eux. Le clerc, venu de Nogent, étendant alors la main sur le saint évangile, fit le serment que cette revendication était injuste. L'abbé de Saint-Père, Eustache, successeur de Landry, ne put que se soumettre.

La dédicace de l'église de Saint-Denis eut donc lieu au milieu de l'allégresse et de l'entente générales, vers 1078; après quoi, Rotrou, sentant sa fin approcher, manda de nouveau l'abbé Eustache, dont la soumission et la douceur l'avaient sans doute séduit, et le pria de bien vouloir lui donner un religieux, digne et capable de gouverner son abbaye, sans engager toutefois l'indépendance et l'autonomie de Saint-Denis vis-à-vis de Saint-Père. C'est alors qu'Eustache lui envoya Hubert, ancien abbé de Saint-Père, déposé en plein synode pour ses fautes éclatantes, auquel Rotrou remit le bâton pastoral. Le même abbé eut bientôt fait de gagner la confiance de celui qui l'accueillait avec tant de bonté et obtint un testament en sa faveur. Par cet acte, Rotrou faisait abandon aux moines de Saint-Denis de tout ce qu'il possédait : or, argent, vin, blé, et enlevait ainsi la plus grande partie de sa succession mobilière à tous les siens. Peu après, vers 1079, le testateur mourut et fut inhumé comme son père dans les caveaux de la basilique de Saint-Denis. Les religieux exigèrent aussitôt l'accomplissement des clauses du testament qui les concernaient. Ce manque de délicatesse commis par l'abbé amena une rupture avec les héritiers de Rotrou. Geoffroy IV, son fils, et Béatrix de Roucy, épouse de celui-ci, justement irrités, chassèrent de Nogent les moines venus de Saint-Père, refusèrent de leur re-

mettre le legs à l'exception d'un riche calice en or, que Rotrou avait fait ciseler et que Béatrix leur offrit[1]. Hubert se plaignit hautement et exigea la totalité du don, nécessaire, disait-il pour cultiver les terres et élever de nouvelles constructions. Le comte du Perche se contenta de répliquer à Hubert, qu'envoyé il est vrai par l'abbé de Saint-Père, il s'acquittait sans zèle et sans autorité de ses fonctions et laissait péricliter la communauté religieuse qui lui avait été confiée par son père, et que s'il n'avait pas la capacité suffisante il devait se démettre de sa charge. L'historien de Saint-Père laisse même supposer qu'il fut chassé violemment.

Remarquons ici le jour nouveau sous lequel apparaissait la question : l'abbé Hubert en appella devant les conciles pour faire reconnaître et proclamer sa dignité abbatiale et non plus pour revendiquer la domination de Saint-Père sur Saint-Denis.

La cause fut portée devant le concile de Saintes réuni en janvier 1081[2]. Il exposa sa cause devant le cardinal légat, le priant de lui donner la bénédiction abbatiale. Econduit, il ne se découragea pas, et se présenta devant le concile d'Issoudun, convoqué le 18 mars 1081, par les légats Hugues de Die et Amé d'Oléron, mais il ne fut pas plus heureux.

[1] L'inventaire, dressé en 1788, fait connaître la valeur et le nombre des vases sacrés. Il y avait en effet dans la sacristie : 2 calices d'argent et leurs patènes ; 1 soleil d'argent doré ; 1 ciboire d'argent ; 6 grands chandeliers ; 1 croix de cuivre jaune ; 1 chasuble ; 2 tuniques ; 2 chapes de drap d'or ; 1 devant d'autel en drap d'or ; 1 chasuble de damas rouge et blanc ; 1 chasuble de camelot rouge ; 12 chasubles ; 1 chape violette ; 1 encensoir d'argent et sa navette ; un bénitier avec son goupillon en argent ; 1 croix d'argent ; 1 bâton de chantre d'argent ; 1 lampe de cuivre jaune ; 6 reliquaires placés aux pieds de six petites statues de saints. (*Arch. d'Eure-et-Loir*).

[2] *Trésor de Chronologie*, du comte de Mas-Latrie.

Fort de cette décision et fatigué de cette insistance et de cette lutte continuelle, Geoffroy IV prit le parti de rompre définitivement et d'une façon éclatante avec les moines de Saint-Père de Chartres ou leurs représentants. Il envoya donc à Cluny un de ses moines les plus instruits « *grammaticum* », afin de prier l'abbé d'accepter en pur don le monastère de Nogent. Cette prière fut favorablement accueillie. La remise de l'abbaye fut faite solennellement en présence de Richer archevêque de Sens, de Geoffroy évêque de Chartres, de Thibaut, comte Palatin et de son fils Etienne ; de Béatrix son épouse, de Rotrou son fils et de tous les barons et chevaliers ses vassaux ; avec leur assentiment « il donna délivra, concéda, transmit à l'autel des bienheureux Pierre et Paul, sis au lieu nommé Cluny, où est abbé le seigneur Hugues qui gouverne des moines priant jour et nuit, ce que son aïeul et son père avaient donné, avec toutes les acquisitions faites depuis et celles qui seront faites dans l'avenir[1]. »

Puis craignant que cette simple donation ne fût pas suffisante, il ajouta : « Je fais cette donation sans aucune réserve ni condition, en vertu de ma puissance et de ma volonté, de façon que, de ce jour et dans la suite, le seigneur abbé et ses successeurs possèdent l'abbaye toute entière, la tiennent, la conservent, la régissent, la gouvernent à leur guise. »

La charte rédigée à cette occasion est une des plus importantes du cartulaire. C'était dans la pensée de Geoffroy IV une nouvelle fondation de l'abbaye, sa constitution définitive, et pour lui donner une sanction plus forte, il se fit représenter l'acte primitif octroyé par son père. Il employa les mêmes expressions, invoqua les mêmes au-

[1] Charte VII.

torités surnaturelles, énuméra de nouveau tous les biens, privilèges, et s'entoura des plus nobles seigneurs de la province, au nombre desquels nous devons citer : Giroye de Courville, Rodolphe Payen, Hugues de Silly[1], Guillaume Guitard, Gauthier de Lamothe, Geoffroy de Somboon, Guillaume de Courcerault, Gautier Chesnel, Giroye de l'Orme, Fulchroi de Memberolles[2].

Huguesde Sémur, abbé de Cluny, s'empressa de prendre possession de Saint-Denis, en envoyant deux de ses religieux, Robert et Hubert, ce dernier en qualité de prieur. Cependant l'abbé Hubert, dépossédé, ne perdit pas courage et ne se rebuta pas devant les faits accomplis. Il se rendit à Meaux, en octobre 1082, pour réclamer justice devant les pères du concile. Son homonyme, le prieur Hubert, venu de Cluny à Nogent, le suivit et fut accueilli par le cardinal avec la plus grande affabilité. Celui-ci en effet l'embrassa avec effusion et le fit asseoir devant lui. A cette vue Hubert, l'abbé dépossédé, s'enfuit ; et ce fut en vain

[1] La famille de Silly apparait dans le duché d'Alençon dès le XII[e] siècle. Le 28 octobre 1340, Jeanne de Lonray, qui fit entrer le fief de Lonray dans la famille de Silly, veuve de Guillaume de Silly, donna à l'abbaye des Clairets cinquante livres pour faire construire dans l'église du monastère une chapelle dans laquelle elle demandait à être ensevelie. (*Carl. des Clairets*, charte XCI).

François de Silly, seigneur de Lonray, lieutenant de la compagnie des gens d'armes du duc d'Alençon, mourut sous les murs de Pavie, en 1525. Odolant-Desnos : *Mémoires historiques sur Alençon*, t. II, p 252.

Le duc d'Alençon nomma, le 14 mars 1525, René de Silly, frère de François, bailli d'Alençon. Il devint gouverneur du duché et mourut en 1558. Ce fut ce René de Silly, assisté de Jean Caiget, vice-président de la Chambre des Comptes d'Alençon, qui convoqua les nobles du duché, en 1509, à l'effet de lever la contribution de 2 000 l. décrétée à l'occasion du mariage du duc Charles IV avec Marguerite, sœur de François I[er].

Odolant-Desnos, *Mémoires historiques sur Alençon*, t. II, p. 406 et 407

Louise de Silly nièce de Jacques de Silly, évêque de Séez, fut abbesse de l'abbaye d'Almenèches, et mourut en janvier 1462.

[2] Charte VII.

que le cardinal le fit rechercher. Malgré tout, la sentence fut prononcée en faveur de Cluny.

Cette fois Hubert renonça à continuer la lutte et se fit nommer prieur de Brezolles[1], où il mourut entre 1090 et 1094.

La mort d'Hubert ne découragea pas cependant les moines de Saint-Père. L'abbé profita de la réunion du concile d'Autun, le 16 octobre 1094, sous la présidence de Hugues de Lyon, légat du Saint-Siège, pour en appeler des sentences rendues par les conciles précédents et revendiquer encore ses droits sur le monastère de Saint-Denis.

Geoffroy, comte de Perche, y envoya son représentant qui exposa les faits tels qu'ils étaient. Il retraça la conduite des seigneurs de Nogent depuis la fondation du monastère, et jura sur les saints Evangiles que rien ne pouvait excuser et justifier les prétentions de l'abbé de Saint-Père. Ce dernier prit la parole à son tour en alléguant, pour justifier sa réclamation, les raisons qu'il avait énumérées précédemment. Le cardinal lui fit alors observer qu'il devait tout au moins savoir la façon dont le monastère avait été donné à Saint-Pierre de Cluny et connaître la sentence portée contre lui-même au concile de Meaux, ajoutant que lui, cardinal, l'avait confirmée pour Dieu et saint Pierre et qu'il la confirmait de nouveau. Mais il ajouta qu'avant de rendre le jugement d'une façon éclatante, il l'autorisait à aller trouver l'abbé de Cluny et à lui demander la rétrocession du monastère de Nogent, et à l'accepter, s'il obtenait son consentement. Dans le cas contraire, il lui imposerait silence.

L'abbé de Saint-Père, sans se troubler devant ces paroles, se rendit donc auprès de Hugues, abbé de Cluny, et le

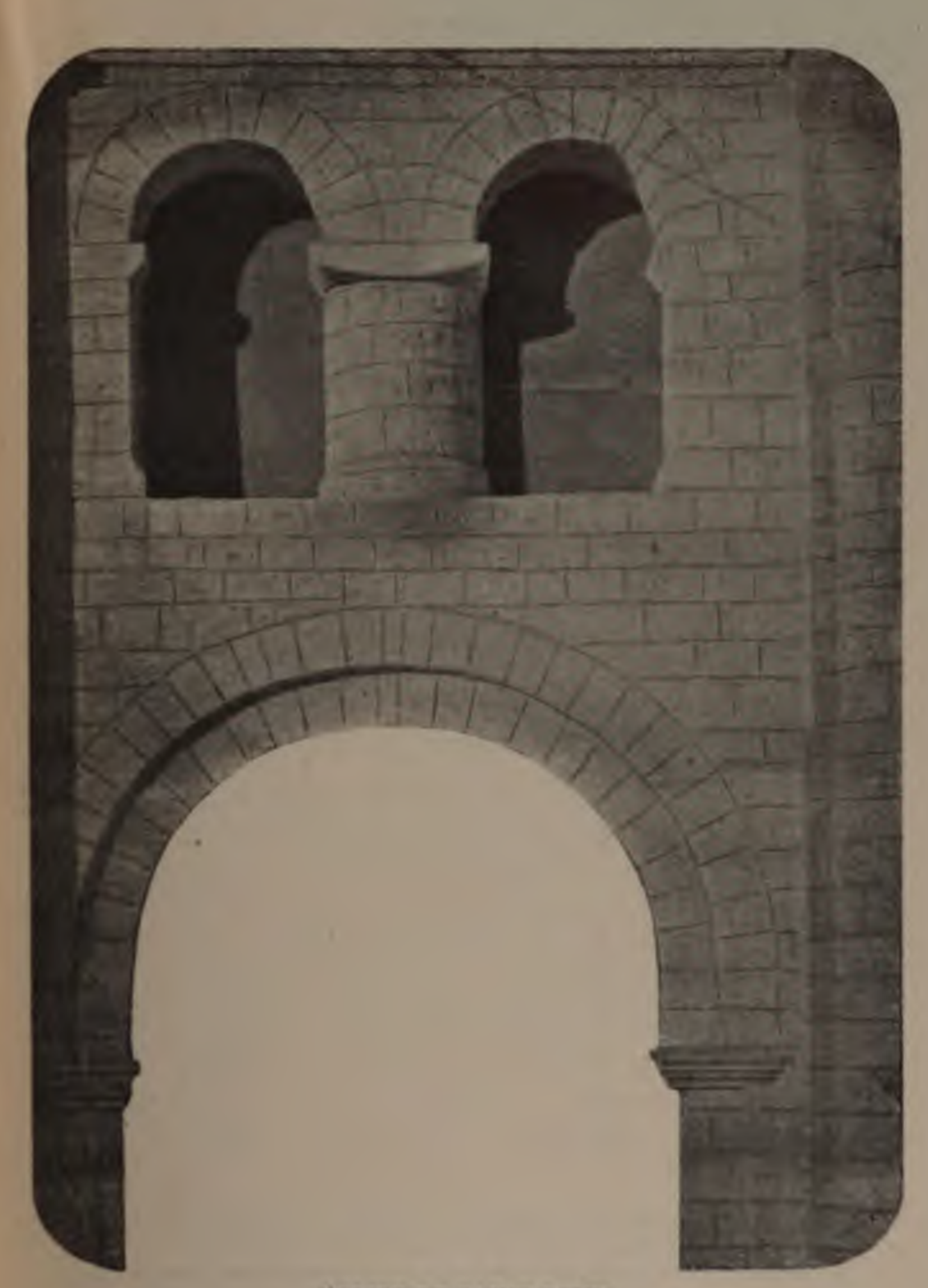
[1] Le prieuré de Brezolles fondé au XI[e] siècle subsista jusqu'à la Révolution.

somma de lui rendre le monastère de Nogent, Hugues lui répondit simplement : Vous en avez appelé au concile, il faut donc se soumettre au jugement rendu ! Mais pour lui il était bien décidé à soutenir au concile, en face de tous lesévêques, la légitimité et l'intégrité du don qui avait été fait à Dieu et à Saint-Pierre de Cluny par Geoffroy comte du Perche. Devant cette attitude résolue l'abbé de Saint-Père dût renonçer à poursuivre ses revendications et retira sa plainte. L'abbé de Cluny devant cet abandon lui laissa trois jours pour réfléchir et consulter les abbés des monastères de la région sur le parti qu'il jugerait devoir prendre. Le troisième jour, l'abbé de Saint-Père revint auprès de l'abbé de Cluny, accompagné de Lambert, évêque d'Arras, de l'abbé de Saint-Lomer de Blois, de celui de Saint-Florentin de Bonneval, et en leur présence, après mûre réflexion, il se désista pour l'avenir de toute réclamation à ce sujet de quelque nature qu'elle fût ; mettant ainsi un arrêt à ces longs débats et à ce procès difficile[1].

En effet, le 25 mai 1108, le pape Pascal II, après avoir rappelé succinctement les événements antérieurs et après avoir pris connaissance des faits, au concile de Trèves, confirma solennellement à l'abbaye de Cluny la paisible possession du monastère de Saint-Denis à l'encontre des prétentions de l'abbé de Saint-Père de Chartres[2].

Rome avait parlé, la cause devait être finie. Il n'en fut cependant pas ainsi, et en 1124 eut lieu un dernier accord par lequel, pour obtenir enfin la paix, Saint-Denis consentit à faire un sérieux sacrifice. Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres, fut l'arbitre choisi par les deux partis. Il convoqua dans la salle du chapitre de Saint-Père, Guillaume, abbé de ce monastère, et Bernard, prieur de Saint-

[1] Charte XX.
[2] Charte XX *bis*.



ÉGLISE DE SAINT-DENIS
(Arcade et galerie du fond du Sanctuaire).

Denis, assisté de trois moines : Eudes, Gauthier et Guillaume. L'abbé de Saint-Père, s'inclinant devant les décisions des papes Urbain et Pascal, reconnut solennellement l'indépendance, les privilèges et les droits du prieuré de Nogent. Aussi, en signe d'amitié, Bernard abandonna aux moines de Chartres l'église de Brou et ses dépendances à l'exception des vignes. Pierre de Montboissier, abbé de Cluny[1], s'empressa de ratifier ce pacte scellé en présence de Bernier abbé de Bonneval, de Hugues de Lèves prévôt, de Galeran abbé de Saint-André, de Sanson doyen du chapitre de Chartres et d'autres dignitaires du chapitre[2].

III. — *Bienfaiteurs de l'abbaye de Saint-Denis de 1030 à 1080.*

Le premier soin de Geoffroy III, après avoir fait déposer solennellement l'acte de fondation de l'abbaye de Saint-Denis, sur l'autel de la basilique, fut de demander au roi de France la sanction de son œuvre. C'était un usage constant, que nous rencontrons à chaque pas dans l'histoire, de faire intervenir les rois de France dans les pieuses fondations des grands feudataires de la couronne. D'une part, quel hommage rendu à la majesté royale, de l'autre, c'était une gloire et un appui d'avoir l'approbation et les encouragements du souverain. La mort vint frapper trop tôt Geoffroy pour lui permettre de recevoir ce précieux privilège. Nous n'avons pas la charte dans le Cartulaire.

[1] Pierre de Montboissier, dit le vénérable, mourut le 25 décembre 1166. Il était fils de Pierre Maurice de Montboissier en Auvergne et de la bienheureuse Ringarde, cousine du comte de Nevers, morte religieuse dans l'ordre de Saint-Benoît. Il était père de Héraclius, archevêque de Lyon en 1153. *Dictionnaire de la noblesse de La Chesnaye-des-Bois*.

[2] Charte CXIX.

mais René Courtin, dans son *Histoire du Perche*[1], nous a rapporté l'acte par lequel Henri Ier donna, en 1041, aux moines de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou deux setiers de sel, pour leur usage, à prendre dans ses domaines et greniers du comté de Paris[2].

A l'exemple de leur suzerain, les seigneurs du Perche s'empressèrent de faire des dons à la nouvelle abbaye. Vers 1040, un chevalier, nommé Salier, abandonna aux religieux le droit de tonlieu qu'il avait sur le pain dans le bourg de Saint-Denis et reçut en échange du seigneur de Nogent un droit de ban à prélever le jour de la Pentecôte[3].

Vers 1058, Rotrou, comte du Perche, et Yves, évêque de Séez, sanctionnèrent et approuvèrent le don fait à Saint-Denis par Guillaume Le Borgne et son fils Normand. Ce don consistait dans la moitié de l'église de Saint-Pierre-la-Bruyère[4], la moitié du presbytère, du pain, de l'offrande, de la chandelle, en un mot tout ce qui entrait dans l'église, la moitié du cimetière et de la dîme[5], et un arpent de terre labourable, en présence de Yves de Courville, d'Aymery de Condé[6].

Bientôt après, un autre chevalier, nommé Guarin, vendit aux religieux, alors sous le gouvernement du moine Regnault, du consentement de sa femme et de ses enfants, Geoffroy, Hugues et Guarin, deux fermes appelées Radrais et Dextrée. Bien que cette vente eût été faite en

[1] Charte CXVII

[2] *Ibidem.*

[3] Charte L.

[4] Cette église n'a rien de remarquable : du diocèse de Séez, elle dépendait autrefois du doyenné de Bellême.

[5] Cette dîme portait sur le pain, le lin, le chanvre, les moissons, les veaux, les agneaux, la laine, les porcs, les volailles.

[6] Charte XXXVIII.

présence du comte, Guillaume Goutard, fils de Guarin, qui n'avait pas figuré dans l'acte, obtint de Rotrou, la rétrocession de la ferme des Radrais. Gautier, troisième prieur (*tercius regens*) du monastère protesta contre cette spoliation, et obtint, en 1074, que Guillaume Goutard se désistât de la propriété de cette ferme en venant déposer solennellement l'acte de renonciation sur l'autel de l'église[1].

Peu après, vers 1078, la basilique fut consacrée en présence des évêques de Chartres et du Mans, de l'abbé de Saint-Calais et de Thibaut comte Palatin et de Chartres. Huit autels y furent élevés. A la fin du siècle dernier, ils étaient encore en nombre égal. Les sept autels secondaires étaient connus sous les dénominations suivantes : celui de saint Gilles, orné d'un tableau représentant ce saint et de deux petites statues en bois de saint Marc et de saint Placide; celui de l'Annonciation, élevé dans une chapelle portant ce nom et fermée par une balustrade en pierre, où il y avait un tableau représentant la Visitation et deux statues en pierre reproduisant la scène de l'Annonciation ; celui de la Nativité de la sainte Vierge, construit dans une chapelle semblable à la précédente ; celui de la Croix de Notre-Seigneur, placé dans une chapelle décorée d'un tableau figurant la descente de croix et deux statues en pierre de saint Denis et de saint Félix ; celui de Notre-Dame de la Délivrance, édifié dans une chapelle, aux murs de laquelle étaient suspendues des statuettes en pierre représentant l'Assomption, saint Jean-Baptiste et saint Pierre ; celui de saint Barthélemy et de saint André ; enfin celui dédié à saint Martin, sur lequel étaient également la statue de saint Blaise et un

[1] Charte XXVI. — En 1788, cet autel était en bois doré surélevé de trois marches. (*Arch. d'Eure-et-Loir*).

tableau rappelant le trépas de saint Benoît. Ces deux derniers autels en pierre étaient dans la nef même de l'église et construits en forme de tombeaux[1].

Comme cela avait eu lieu lors de la fondation de l'abbaye, Rotrou II, déposa l'acte de consécration sur l'autel, rappela les dons faits par son père, et énuméra ceux qu'il faisait lui-même à l'occasion de cette cérémonie. Ces derniers consistaient en dix arpents de vigne à Fréteval, un arpent de terre dans la forêt de Morissure, la moitié de l'église de Margon, le moulin de Lartoir avec toute la mouture, la terre de Cour-Bremier avec la métairie, la moitié de l'église de Beauvilliers et de la forêt d'Ostenganis[2].

Lorsque Geoffroy comte du Perche abandonna l'abbaye de Saint-Denis aux moines de Cluny, nous avons vu qu'il y joignit tous les dons faits par son aïeul et son père. Il ne se contenta pas cependant de rappeler et d'énumérer ces bienfaits; il voulut contribuer lui-même à la prospérité du monastère et ajouter aux possessions antérieures: l'église de Saint-Malo de Mortagne; l'église de Nully; tous droits de tonlieu; la dîme du bourg de la comtesse Béatrix son épouse; la dîme du four et du moulin sis sur l'étang au pied du château; l'église de Saint-Etienne et celle de Saint-Jean du château de Nogent; la dîme du marché de Nogent; un minot de sel dû par les habitants du bourg de Saint-Denis; les chaussures que lui devaient les cordonniers de ce bourg; droit de havage[3]; droits de franchise et d'asile pour le bourg de Saint-Denis; droit de prendre du bois de chauffage et de construction dans

[1] Inventaire de 1788 et 1789. *Archives d'Eure-et-Loir.*

[2] Charte VI.

[3] Havage: petite mesure usitée dans le Perche, valant à peu près une poignée (*Millin, t.* III, *p. 10, fig. 26*).

toutes les forêts, à l'exception de celle de Perchet ; la terre entre la Rhône et Chamnauset ; le panage des porcs des moines et de leurs serfs dans la forêt de Réno[1]; enfin la dîme du marché de Mortagne[2]. Les religieux de Saint-Denis abandonnèrent ce dernier don au curé de Saint-Malo de Mortagne à la charge pour lui et ses successeurs de faire construire une école et d'instruire les enfants de la ville[3].

Himolde Boschet, Ameline son épouse, Robert et Durand ses fils se donnèrent eux et leurs biens au monastère afin de jouir de l'association spirituelle. Ils abandonnèrent toutes les dîmes acquises par eux sur l'église de Saint-Martin de Bellou. Les moines donnèrent alors à Robert, qui était prêtre, la cure de cette paroisse à condition toutefois qu'après sa mort, tous ses biens feraient retour à l'abbaye[4].

[1] La forêt de Réno, dont le sol est très aride, est sur le sommet d'une hauteur dont les flancs sont escarpés. C'est au milieu de cette forêt qu'était construite la Chartreuse du Val-Dieu, élevée en 1170 et démolie au moment de la Révolution. Rotrou, comte du Perche, donna au Val-Dieu, en la forêt de Réno, la partie comprise entre le chemin de Mortagne à Longny, le monastère de Saint-Victor de Réno, le ruisseau de Villette jusqu'au Plessis-Gaultier, et du Plessis-Gaultier, au moulin de Saivoux. (*Recueil des Antiquités du Perche*, par Bart. des Boulais, p. 137.)

[2] Charte VII.

[3] *Recueil des Antiquités du Perche*, par Bart. des Boulais, p. 111. L'école construite près de l'église de Saint-Jean, fut ruinée en 1570 pendant les guerres de Religion.

[4] L'église de Bellou sur Huine appartient à la période romane du XI[e] au XII[e] siècle. Elle n'a qu'une nef, au bas de laquelle était autrefois l'entrée principale. Plusieurs vestiges de sculpture se remarquent encore dans l'église, elle était autrefois dédiée à saint Martin, elle a pour patron actuel saint Paterne, évêque d'Avranches. *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, t. v, p. 94.

CHAPITRE II

Développement de l'abbaye — gouvernement intérieur par des prieurs.

Avant de commencer cette nouvelle période de l'histoire du monastère de Saint-Denis ; il faut faire remarquer que les données pour assigner des limites certaines à l'administration de chaque prieur sont insuffisantes. Rien n'indique d'ailleurs leur mode d'élection et la durée de leur gouvernement. Il se peut, comme dans plusieurs autres maisons religieuses du même ordre, qu'ils ne fussent élus que pour un intervalle limité de trois ou six ans, et qu'ainsi ils aient été élevés plusieurs fois à la dignité de prieur.

Dans l'impossibilité d'attribuer à chaque prieur des dates précises et certaines, les faits qui sembleront correspondre le plus exactement avec leur administration seront groupés sous le nom de chacun d'eux.

Le monastère avait primitivement porté le nom d'abbaye, parce que le fondateur en avait confié le gouvernement à un abbé. Son choix n'avait pas été heureux, car il dut peu après lui enlever le gouvernement de Saint-Denis. On trouve à la tête du couvent, vers 1071, Rainaud, avec le titre de recteur, *rector ecclesiæ Sancti-Dionisii*[1] ; en 1073, Guillaume, sous le nom de prévôt *præpositus*[2]. Après lui, Gauthier est appelé le troisième régent, *tercius regens*[3]. Le moine envoyé à Nogent par l'abbé Eustache,

[1] Charte XXVI.
[2] *Ibidem.*
[3] *Ibidem.*

le fameux Hubert, ne porta lui-même que très peu de temps le titre d'abbé, comme on l'a vu dans le premier chapitre.

I. — *Hubert, Ier prieur, vers 1090*[1].

La détermination de Geoffroy IV, comte du Perche, et le don de l'abbaye de Nogent aux moines de Cluny sont d'une grande importance dans l'histoire de Saint-Denis, car le monastère, autonôme jusqu'à cette époque, devenait un simple prieuré, dépendant de la grande abbaye bénédictine. Les prieurs de Nogent relevèrent entièrement soit au point de vue ecclésiastique, soit au point de vue purement civil de l'abbé de Cluny. Celui-ci accepta le don qui lui était fait par le comte du Perche, par l'entremise d'un moine de Saint-Denis nommé Ascelin, envoyé à cet effet à Nogent. Puis afin de faire de suite acte d'autorité et de prise de possession, il envoya pour réorganiser le monastère deux de ses moines, Robert et Hubert, en nommant de suite ce dernier à la tête du nouveau prieuré[2].

A l'exemple du comte du Perche, beaucoup de seigneurs percherons rivalisèrent de zèle et de générosité dans les bienfaits qu'ils se plurent à répandre sur les moines de Cluny, à leur arrivée à Nogent.

Geoffroy Bastard, chevalier et seigneur de Loisé, vint revêtu de son armure, faire hommage au nouveau prieur de la moitié de l'église de Saint-Germain de Loisé, et de la moitié de l'église de Saint-Jean-de-Mortagne[3], pour ex-

[1] Charte XX.
[2] *Ibidem.*
[3] L'église Saint-Jean était construite sur le deuxième fossé des fortifications primitives de Mortagne. Elevée au Xe siècle, elle se com posait de trois nefs voûtées en pierres, et avait six chapelles. Parmi

actions commises en guerroyant. Il reçut en échange cinquante livres, deux arpents de pré et deux onces d'or pour son épouse[1].

Gérard de Sassy, également seigneur en partie de Loisé, du consentement de son épouse Odeline et de son fils Hugues, abandonna ses droits dans les mêmes églises en échange de trois cents sous de monnaie dunoise, que lui donnèrent Geoffroy comte du Perche et Béatrix son épouse[2].

Enfin Gauthier Gruel, Béatrix son épouse et Guillaume son fils complétèrent ces dons en y joignant la troisième partie de ces deux églises, sur la demande du comte Geoffroy, dont ils reçurent trente-cinq livres onze sous, et la jouissance de la métairie d'Yvernade[3].

Herdburge, veuve de Rodolphe l'Hermite, fit don d'un tiers d'arpent de vigne sis à Montmirail et reçut en échange seize sous et six deniers de monnaie chartraine[4]. Hilde-

les sépultures faites dans cette église il faut citer celles d'un grand nombre de membres de la famille de Catinat.

Consulter sur l'église Saint-Jean de Mortagne l'*Histoire religieuse de Mortagne*, par J. Besnard, publiée dans les *Documents historiques sur la Province du Perche*).

[1] Charte XXI.

[2] Charte XXII.

[3] Charte XXIII.

A cette époque, Gauthier Gruel partageait la seigneurie de Loisé avec Gérard de Sassy de Loisé et Geoffroy Bastard de Loisé qui étaient de la même famille que lui. Tout le territoire de la ville de Mortagne, à l'exception de l'enceinte du château fort, relevait dans l'origine de la seigneurie de Loisé. Au dix-septième siècle, les Gruel étaient encore seigneurs de Loisé. Comme les habitants de la partie sud de la ville de Mortagne ne pouvaient, pendant l'hiver, aller à l'église de Loisé dont ils dépendaient, Mgr Camus de Pontcarré, évêque de Séez, par une ordonnance du 30 octobre 1634, permit de construire dans l'intérieur de la ville l'église de Sainte-Croix, simple annexe et succursale de Saint-Germain de Loisé.

Madame de la Peltrie, par l'abbé Gaulier, *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, t. x, p. 434.

[4] Charte XXXI.

garde accrut ces possessions d'une charruée de terre à Mauves, de sept arpents de pré sur les rives de l'Huîne, d'un moulin sur cette rivière et de deux bourgeois à Mortagne[1].

Robert, fils d'Arnault, dont la famille était de Mortagne, abandonna quatre arpents de terre près de l'église de Saint-Germain de Loisé. A sa mort, Barbin des Loges, après avoir soulevé plusieurs difficultés, confirma ce don en posant sa main sur l'autel et reçut cinq sous de monnaie dunoise[2].

Giroie de l'Orme, et son épouse Agnès, donnèrent l'église de Coudreceau[3] avec ses dépendances. Le comte de Perche présent à la remise de la charte, avec Béatrix son épouse et Rotrou son fils, y joignit la justice de cette église, et Odon d'Arcisses abandonna tous les droits qu'il pouvait y avoir. Il fit intervenir dans l'acte sa nombreuse famille : ses fils, Eudes, Payen, Robert et Hubert ; sa fille Anne, et son frère Rotrou. Il faut remarquer les termes mêmes de la donation : le *presbyterium*, le droit de patronage et de présentation du curé ; l'*atrium*, le porche de l'église où s'accomplissaient les principaux actes de la vie civile, et où se rendait la justice ; enfin le *cimeterium* où les redevances prélevées sur les sépultures[4].

Geoffroy de Somboon confirma ce don de l'église de Coudreceau qui dépendait de Giroie de l'Orme et le don de Dreux de Marollès de l'église d'Happonvilliers, avec toutes ses dépendances et le droit de nommer le curé[5].

[1] Charte XXXIV.
[2] Charte XLVII.
[3] L'église actuelle de Coudreceau est du XVI[e] siècle. Sur la cloche placée en 1607 sont gravés deux écussons : ceux d'Antoine de Meaussé, écuyer, seigneur de la Bretonnière en Coudreceau, et de Anne de Bienvenue son épouse. *Annuaire d'Eure-et-Loir*, de Lefèvre.
[4] Charte LII.
[5] Charte LV.

Foucher de Bray donna la terre des Planches, sur le territoire de Ceton[1].

Enfin Guillaume, curé de Verrières, abandonna la dîme de la Bruyère qu'il avait acquise de Gérard de la Bruyère pour soixante sous. Ce dernier contesta d'abord cet achat, mais bientôt consentit à cette cession pour la somme de vingt sous[2].

A cette époque, soit que le comte de Perche ait désiré rentrer en possession de la métairie de la Cour-Bremier, soit que les moines voulussent faire de nouvelles constructions ou augmenter le clos de l'abbaye, le prieur échangea avec le seigneur de Nogent, la terre de la Cour-Bremier à l'exception de la moitié de la dîme concédée par Richer Le Forestier, contre tout le terrain entre le Rhone et Chamnoseth, et entre l'Huine et la forêt située au-dessous du Mont-Felon avec tous les prés se trouvant des deux côtés, ce qui permettait de dégager les dehors du monastère[3].

II. — *Rainaud, prieur, vers 1090 à vers 1100*[4].

Le successeur de Hubert fut Rainaud, qui parait pour la première fois peu après la mort d'Hubert, vers 1090, en mettant fin, à cette époque, à un long débat soulevé entre son abbaye et les fils de Baudouin Fortin. Ceux-ci prétendaient que le patronage de l'église de Verrières leur appartenait; les moines soutenaient le contraire. Enfin d'un commun avis la question fut soumise au jugement d'hommes intègres qui firent conclure aux par-

[1] Charte LXXIX.
[2] Charte LXXXII.
[3] Charte XXIV.
[4] Charte XLVI (vers 1090) ; XXV (vers 1100).

ties adverses l'accord suivant. Les héritiers de Baudouin Fortin renonçaient à leurs prétentions à condition toutefois que le titre de curé serait laissé, sa vie durant, à Hugues, un des fils de Baudouin, qui était prêtre, et que les autres fils recevraient dix livres de monnaie dunoise[1].

Vers 1096, Gauthier Chesnel donna l'église de Saint-Pierre de Ceton[2] et ses dépendances, l'étang de Ceton, le moulin situé sur cet étang, un moulin sur la Maroisse, au-dessous du mont Tedbert, l'église de Saint-Nicolas et ses dépendances, le droit de panage pour les porcs, et le droit de prendre du bois de chauffage et de construction dans tous ses bois, à l'exception de celui de Corbon, enfin toute la dîme de Ceton. Yves Chesnel, frère du donateur, ayant approuvé l'acte de Gauthier, reçut des moines en signe de reconnaissance un cheval qu'il emmena à la croisade[3].

Il ne fut du reste pas seul à suivre Rotrou en Terre-Sainte. Un grand nombre de seigneurs du Perche parmi lesquels Robert Gruel, Raoul de Prez, seigneur de Ceton, Robert Carel, seigneur de Vauvineux, Marin de Melleray, Geoffroy de Rivray, Godefroy de Villiers, Guinebaut de Balon, Angebault de Coësme, Guillaume de Regmalard, Gouffier de Villeray, Guillaume de Longny[4] avaient répondu à l'appel de Geoffroy, qui leur avait donné pour chef son fils aîné Rotrou. Il avait dû renoncer à se mettre à la tête de ses vassaux, à cause de sa santé déjà fortement ébranlée. Ce fut en effet pendant cette expédition, en l'ab-

[1] Charte XLVI.

[2] L'église de Ceton fut fondée par Saint-Julien, évêque du Mans, et ne fut réunie au diocèse de Séez qu'en 1801. La partie la plus ancienne de l'église actuelle est la tour qui est romane; le chœur est du XIII[e] siècle et la nef du XVI[e].

[3] Charte XVIII.

[4] Cette liste est tirée de l'*Histoire du Perche*, de René Courtin, chap. V.

sence de son fils, qu'il mourut. Dans les derniers jours de sa vie il se fit transporter processionnellement au monastère de Saint-Denis, où il fit profession de vie religieuse. Il prononça les trois vœux accoutumés entre les mains du prieur et revêtit l'habit de l'ordre. Peu après cette cérémonie, il mourut et fut inhumé dans les cavaux de la basilique auprès de son père[1].

Le jour de l'inhumation, Giroye de l'Orme donna aux moines la terre qu'il possédait pour le repos de l'âme du comte Geoffroy, son seigneur et suzerain[2].

Aussitôt son retour des lieux saints, Rotrou, son fils, alla, le sixième jour qui suivit son entrée solennelle à Nogent, au monastère, prier sur sa tombe. Puis en présence de ses compagnons d'armes et spécialement de Geoffroy de Rivray, qui lui était particulièrement attaché, il rendit grâces à Dieu pour ses succès et son heureux retour. Il donna ensuite lecture de l'acte de confirmation et de donation faite par son père et sa mère du monastère de Saint-Denis à Saint-Pierre de Cluny et déposa sur l'autel la charte avec les palmes qu'il avait rapportées de Jérusalem[3].

Il sanctionna, en 1099, et approuva le don de l'église de Boisvillette fait par les fils de Guillaume de Brou, Hugues et Rodolphe, ainsi que celui d'une terre sise à Arteville avec franchise de toutes servitudes féodales. Le seigneur du fief donna son assentiment et reçut pour lui dix livres avec trois chevaux de prix et pour sa femme quinze sous[4].

Robert de Montdoucet, en partant pour Jérusalem,

[1] *Histoire des comtes du Perche*, par O. des Murs, p. 239.
[2] Charte LI.
[3] Charte X.
[4] Charte LXXXI.

ajouta à ces libéralités la terre de Tubœuf ou de Tuebonne, qui relevait en fief de Guillaume Anaton. Plus tard, pendant le retour, se voyant en danger de mort, il pria les moines, par l'intermédiaire de Robert de Somboon, d'obtenir l'amortissement de cette terre auprès de Guillaume Anaton. Celui-ci fit de nombreuses difficultés, mais voyant le peu de profit qu'il en retirait, il y consentit et en fit aumône aux religieux de Saint-Denis qui lui donnèrent une somme de quarante sous de monnaie dunoise, deux muids d'hibernage, un muids d'avoine, mais surtout une part dans leurs prières et leurs bonnes œuvres[1].

A l'exemple de son père, Rotrou, pour jeter un nouvel éclat sur l'abbaye et montrer l'importance qu'il attachait à tout ce qui la concernait, fit humblement supplier le pape Urbain II, de sanctionner ses actes et ceux de ses vassaux. En 1099, le pape, par une bulle datée d'Agnagne, confirma au monastère la paisible possession de tous ses biens en rappelant que le prieuré de Saint-Denis appartenait aux moines de Cluny[2].

C'était alors un usage universel en France et dans toute l'église, de faire sanctionner par l'autorité souveraine du pape toutes les fondations religieuses. Seule la sauvegarde du chef spirituel semblait être assez puissante pour imposer le respect et motiver les aumônes de tous envers la nouvelle église. On ne trouve pas d'exemple d'une seule abstention en pareille circonstance, témoignage universel et de la plus haute éloquence de la soumission filiale de toute la chrétienté envers le chef suprême de l'Église, soumission d'autant plus admirable qu'elle était

[1] Charte LVI.
[2] Charte II.

plus spontanée de la part de seigneurs plus puissants et plus rebelles à toutes domination et autorité supérieures. Cette approbation et cet encouragement solennels du pape donnèrent une nouvelle impulsion à la générosité des vassaux du comte du Perche.

Roger de Fayet et son fils Lancelin donnèrent aux moines l'église de Verrières et et reçurent à cette occasion, huit livres de monnaie du Perche de la main de Rotrou[1], qui en plusieurs circonstances se plaisait à suppléer ainsi à la pauvreté des moines et à payer pour eux la modique compensation réclamée par les donateurs.

Guillaume de Sougi abandonna tout ce qu'il possédait dans l'église de Saint-Père de Ceton et sa part de l'église de Neuville, en échange de soixante sous de monnaie du Maine[2] que lui donnèrent les religieux.

Hervé de Villeray offrit la moitié de l'église de Verrières dépendant du fief de Lancelin, fils de Roger de Fenert, qui en abandonna l'hommage au monastère. En reconnaissance de ce don, Rotrou et les religieux gratifièrent Hervé de Villeray, surnommé Mal-Fait, de vingt livres en deniers de Châteaudun, son épouse Marie, fille de Guillaume de la Bruyère, de quarante sous, Lancelin de cent sous, son épouse de dix sous, sa mère de dix sous, chacun de ses deux fils Hugues et Jean de douze deniers, enfin Hugues fils d'Auger de dix sous et d'un chêne. Mais peu après, Lancelin refusa de ratifier le don d'une terre qu'Auger tenait d'Hervé. Il réclama la dîme de cette terre et s'empara du cheval qui la rapportait au couvent. Les moines citèrent Lancelin en jugement, devant la cour du comte pour se faire rendre le cheval.

[1] Charte XXVIII.
[2] Charte XLI.



ÉGLISE DE SAINT-DENIS
(Galerie au-dessus du transept).

Lancelin, bien que le comte eût été témoin de la donation, refusa de reconnaître la légitimité de la réclamation des moines. Le duel entre Lancelin et les religieux fut donc décidé d'un commun accord. Alors un des domestiques de ces derniers, nommé Inger, fils de Renault Le Joyeux, intepella Hugues, fils d'Auger, un des témoins de Lancelin, le sommant de dire la vérité. Il nia comme Lancelin. Mais comme il était faible de corps, un de ses neveux, nommé Guicelin, s'offrit pour sa caution dans le jugement du duel, et les champions se rendirent en champ clos. Lorsqu'ils en vinrent au serment, plusieurs seigneurs, entre autres Robert, sénéchal du comte et son parent, Robert de Beaumont, et Haimeric de Villeray, neveu de Hugues, bien que persuadés du bon droit et de la bonne foi des moines, supplièrent le prieur de s'opposer au duel parce que cela leur « faisait une mauvaise réputation », et de faire plutôt la paix avec Lancelin en lui donnant soixante sous. Cette transaction acceptée des deux partis termina la querelle[1].

A la même époque un accord entre les moines de Saint-Denis et les fils du meunier Bonon fait intervenir de nouveau le prieur Rainaud vers 1100. Il fit preuve de la haute condescendance. Déjà il avait abandonné aux susdits meuniers le tiers d'un moulin construit sur la rivière de l'Huine, qui pouvait valoir deux muids de blé plus le droit de mouture. Ceux-ci réclamèrent encore un droit semblable sur un moulin récemment construit et connu sous le nom de Borneth. Rainaud y consentit avec réserve toutefois des avantages assurés antérieurement à son monastère.

[1] Charte LIII.
[2] Charte XXV.

III. — *Bernard* (senior) *prieur*, 1° v. 1100. — 2° v. 1105. A 1109[1].

A peine nommé prieur, Bernard de Narbonne, *Narbonensis*, qui avait été auparavant sacristain, eut à porter un question devant la cour du Perche, en priant le comte d trancher un différend survenu à propos d'un don fait a monastère.

Robert de Messesselle, blessé d'une flèche au cou a siège d'une ville attaquée par Rotrou et croyant sa mor prochaine, avait abandonné aux moines de Saint-Denis du consentement de Foulques d'Arrou, tout ce qu'il possédait à Fontaine-Raoul. Mais contre tout espoir il recouvra la santé. Ceci ne l'empêcha pas de confirmer sa donation, abandonnant sa terre aux religieux après sa mort Il le fit notifier officiellement par Richard Le Forestier e Eudes d'Arcisses, et se fit transporter lui-même vers la fin de sa vie à l'église de Saint-Denis, où il déposa sur l'aute l'acte de donation avec un petit couteau ou coultre d charrue. Peu après avoir accompli ce pieux pèlerinage, i mourut. A peine avait-il disparu, que Jean d'Arrou e Gohier, son frère, revendiquèrent ces biens et s'en emparèrent de force. Sur la demande du prieur, Geoffroy fi citer les deux parties devant lui en présence d'un gran nombre de sages et nobles chevaliers. Jean et Gohier d'Arrou, devant ce tribunal imposant, avouèrent leur féloni et restituèrent les biens. Mais un chevalier nommé Sallie qui assistait au jugement, réclama ces biens comme lu appartenant à titre d'héritage, et ajouta qu'il en avait ét injustement et violemment dépouillé par le donateur Bernard, prieur de l'abbaye, répondit à cela que les moine

[1] Chartes : XIX, LVIII, LXXXIV, (vers 1100) ; LIV (1100-1107).

avaient joui paisiblement de ces biens pendant dix ans sans qu'aucune contestation n'ait été soulevée par personne. Sallier répliqua qu'il n'avait pas eu connaissance de ce fait. A quoi Gautier de la Motte démontra que la terre appartenait par suite, sans aucune contestation possible, à l'abbaye.

Sallier ne voulut pas céder. Le comte du Perche après s'être fait expliquer les faits et avoir entendu les dépositions de Bernard de la Ferté, Gauthier Chesnel, Hugues Le Noir, Girard Chevreuil, et Guillaume Anaton, débouta Sallier de ses prétentions et le condamna à payer une amende[1].

Des pourparlers avaient eu lieu entre Gérard Gastineau, la comtesse Beatrix et Rotrou son fils d'une part, et ces deux derniers et les moines de Saint-Denis d'autre part, relativement à une métairie que le comte et sa mère possédaient près de Mauves et qu'ils avaient donné au monastère. Gastineau faisait des démarches pour que les donateurs s'entendissent avec les moines à l'effet de rentrer en pleine possession de cette métairie, ancien bien de ses ancêtres, qui l'avaient perdu par suite d'engagements. Dans le cas où la rétrocession lui serait faite, il s'engageait de son côté à donner à la comtesse et à son fils l'église de Mauves[2] qui était sa propriété et à abandonner aux religieux les revenus qui y étaient attachés. Cet échange ayant eu lieu, la comtesse fit donation de l'église de

[1] Charte XIX.

[2] C'est dans cette église de Mauves que fut fondée, le 1er décembre 1570, la chapelle de Saint-Jean-Baptiste. Elle fut édifiée par Robert de la Vove, seigneur de Tourouvre, et Antoinette Goevrot son épouse, exécuteurs testamentaires de Jehan Goevrot et de Marie de Brévedent, père et mère d'Antoinette. Le chapelain avait cent livres de revenu. Après la Révolution cette chapelle fut mise sous le vocable de saint Joseph. — (*Bulletin de la Société archéologique de l'Orne*, t. II, p. 43).

Mauves au prieur Bernard. Ernault, curé de Mauves, se rendit alors à Nogent pour faire hommage aux moines de Saint-Denis, après avoir reçu le consentement de Guillaume de Courgeoust et de Hugues son fils, sur le fonds duquel avait été édifiée l'église. Gastineau reçut alors des moines un excellent palefroi[1].

Les dons faits à l'abbaye dans le principe n'avaient sans doute pas été spécifiés d'une façon assez précise, car à la même époque, c'est à-dire vers 1100, Geoffroy, comte du Perche, eut à trancher un nouveau différend soulevé à à l'occasion d'un don fait par Henri de Maleterre, son vicomte de Mortagne. Celui-ci avait donné, en présence du comte du Perche, de sa mère, de ses frères, Hugues vicomte de Châteaudun et Rotrou de Montfort, trois parties de l'église de Saint-Lubin de Flacey avec toutes ses dépendances, une terre d'un arpent, le bois de Tolfol et le droit de cornage[2]. La mort ayant surpris le vicomte de Mortagne sur ces entrefaites, la ratification de ce don amena des difficultés. Joscelin de Maleterre, son fils, refusa de mettre les moines en possession des biens énumérés dans l'acte passé par son père. Geoffroy intervint alors en qualité de seigneur suzerain. Il le manda en sa cour et prononça le jugement en présence d'un très grand nombre de seigneurs. Après de nombreuses altercations et de longs débats, soulevés par la lecture de la charte du vicomte de Mortagne, Joscelin consentit enfin à sanctionner tout ce qui y était écrit et la remit de sa propre main dans celle de Bernard, prieur de Saint-Denis. Il reçut en signe de reconnaissance quarante sous dunois, dont dix pour son épouse[3].

[1] Charte LVIII.
[2] Charte XLIX.
[3] Charte LXXXIV

Une charte qui doit être placée entre 1100 et 1107 prouve que Bernard était encore prieur à cette époque ; mais il est également certain qu'il ne le fut pas sans interruption pendant un si long espace de temps. Un autre prieur Guicher, auquel il succéda, gouverna en effet l'abbaye comme on le verra plus loin entre les deux élections de Bernard. Pendant cette seconde période, ce dernier eut à lutter contre Hugues de Villeray à l'occasion des dispositions testamentaires de Gouffier de Villeray dont il sera question dans le paragraphe suivant et qui font précisément l'objet de cette charte citée à l'appui du fait[1].

Vers cette époque, vers 1109, peu de temps après la mort du bienheureux Hugues de Sémur, abbé de Cluny, Bernard quitta le prieuré de Nogent et retourna à Cluny, à la suite de circonstances qu'il rapporta lui-même. Sur le point de mourir, en effet, il pria Pontius de Melgueil, abbé de Cluny, de s'approcher de son lit, et, en présence de plusieurs religieux il lui dit : Quand j'étais prieur du monastère de Nogent, Saint-Denis l'aréopagiste m'apparut une nuit, pendant mon sommeil, et m'adressa ces paroles : Retourne, mon frère, le plus tôt possible à Cluny, va saluer l'abbé Hugues, ton supérieur, qui est sur le point de rendre son âme à Dieu. Tu verras Pons, son successeur, que les princes des Apôtres ont envoyé de Rome en lui confiant le bâton pastoral pour prendre le gouvernement de l'abbaye. Sous l'empire de cette vision, j'ai quitté aussitôt Nogent et pris le chemin de Cluny. Malheur à moi, infortuné ! mon père n'était plus de ce monde ; j'ai été indigne de me prosterner à ses pieds avant qu'il ne rendit le dernier soupir. Accuserai-je ce sommeil qui m'a retenu

[1] Charte LIV.

ou le bénirai-je? Je ne sais, car s'il m'a nui il m'a été également utile. En tenant mes yeux fermés, il m'a empêché de voir notre père mourant, mais d'un autre côté il m'a fait entrevoir le lieu où son âme s'était envolée. J'ai vu, et j'en prends Dieu à témoin, la Cour céleste rangée autour de la bienheureuse Vierge Marie. La phalange des martyrs et des confesseurs est passée devant moi, portant d'une façon apparente les signes de leurs vertus et de leur gloire respectives. J'ai reconnu les bienheureux Martial, Martin et Benoît, la gloire des abbés, qui s'apprêtaient à recevoir l'âme de notre père. Pendant qu'ils l'accueillent en triomphe, survinrent des démons, armés de flèches, qui à la vue de la Vierge s'enfuirent effrayés et confus. La Mère de miséricorde avait étendu son manteau pour protéger le nouveau venu et mis ainsi en fuite ses ennemis. Martin et Benoît conduisirent alors l'âme du bienheureux Hugues dans une vigne très fertile, en l'invitant à se reposer de sa vie laborieuse. Là, tandis que j'admirais la gloire des élus et les événements qui s'accomplissaient, Hugues, jetant ses yeux sur moi avec la plus grande bonté, me dit : Arrête-toi, mon frère, et mange avec nous de ces raisins dorés dont nous avons en abondance. Je séjournerai ici pendant trois jours, jusqu'à ce que mes pieds fatigués par une longue marche se soient reposés, et que la poussière de la route soit tombée, puis j'irai dans une autre demeure que le Seigneur m'a préparée pour l'éternité. Tu diras à Pons mon successeur de rester humble en toutes circonstances, de s'adonner aux œuvres de miséricorde, d'oublier les injures, de consoler les affligés, de faire observer la règle avec zèle, d'être ferme sans lâcheté ni emportement envers les coupables. Il parlait encore quand mon réveil mit fin à cette vision agréable à mon cœur. Pour vous, mes frères, si je meurs,

sachez que j'ai dit la vérité et que j'en appelle à la justice de Dieu, pour prouver la sincérité de mes paroles. »

Trois jours seulement après ce récit, le jour de la Toussaint, Bernard mourut laissant à ses frères en religion le témoignage de la gloire de l'abbé Hugues et l'espérance de son propre salut[1].

Ce récit historique fait le plus grand honneur à l'abbaye de Nogent : gouvernés par un si saint religieux, les moines firent de grands progrès dans la vertu, et comme la ferveur et la régularité sont toujours des attraits irrésistibles, ils durent voir leur nombre s'accroître rapidement. Nous avons pu constater d'ailleurs dans ce paragraphe, le respect universel, la déférence empressée de tous envers le saint religieux.

IV. — *Guicher prieur :* 1° VERS 1100 : — 2° EN 1107 : — 3° EN 1112[2].

Gouffier de Villeray après avoir donné aux religieux de Saint-Denis la terre de Levainville avec ses hôtes et son moulin, situés sur le fief de Geoffroy, comte de Mortagne et seigneur de Nogent[3], voulut encore faire abandon de tous ses biens et même renoncer à sa propre liberté. Il fit donc les vœux monastiques entre les mains du prieur Guicher. Peu après il mourut. Mais entre l'époque où il prononça ses vœux et celle de son décès, Guicher fut remplacé par Bernard dans le gouvernement de l'abbaye. Ce dernier, accompagné de deux moines, Geoffroy sacristain et Etienne de Beaumont, se rendit à Villeray réclamer le corps de Gouffier de Villeray pour le trans-

[1] Voir chartes CXXXVI et CXXXVII.
[2] Chartes LIV vers 1100 ; LXXII 1105-1107 ; LXII vers 1112.
Charte XXXVII.

porter dans la basilique de Saint-Denis, revêtu d'habits religieux. A cette nouvelle, Hugues, frère de Gouffier de Villeray, se porta au-devant de lui, suivi de plusieurs chevaliers. Après de longs pourparlers, le prieur lui remit une coupe en argent rehaussée de ciselures en or avec un couvercle semblable, valant plus de trois cents sous, suivant l'estimation faite par le donateur quand il l'avait offerte à l'église de Saint-Denis. Hugues ratifia alors les dons faits par Gouffier et Aimeric, et promit en outre au prieur, en l'embrassant, aide et assistance en toutes occasions[1].

Guillaume de Loisail offrit au monastère l'église de Saint-Martin de Loisail avec toutes les dépendances et deux parties de dîmes. Rotrou et sa mère lui donnèrent en échange douze livres en monnaie de Chartres et dix livres en monnaie dunoise, qui furent remises à Hugues de Nogent à qui Guillaume de Loisail les devait. Les principaux seigneurs qui assistèrent à cette donation furent le comte du Perche, Béatrix sa mère et Mathilde son épouse, Rotrou de Montfort, Robert Aguillon, Giroye Fortin, Girard Chevreuil et son fils Gervais. Serlon d'Orgères, évêque de Séez, entouré d'une nombreuse assistance, où se trouvaient réunis Richard de Champeaux, Gouffier de Villeray, Hubert Chevreuil, approuva et sanctionna publiquement l'acte de Guillaume de Loisail en invitant Odeline, épouse de ce dernier, et Richard son fils, à déposer la charte sur l'autel, en présence de Hugues des Champs et Payen de Villeperdue. Le prieur remit alors douze livres de monnaie chartraine à Guillaume de Loisail, à Odeline son épouse et à Hugues des Champs[2].

Le prieur Guicher reçut, vers 1105, de Payen de Mont-

[1] Charte LIV.
[2] Charte XI.

colin la dîme de Corbion, en présence du comte Rotrou, de Garin et Hugues Chevreuil, de Jean Rufin et d'Adralde, sous-prieur du monastère[1].

Ingelric de Dôles, voulant entrer en religion, donna une terre et des prés venant du fonds de Payen de Buré. Mais une fois entré dans le cloître, Hamelin son gendre revendiqua ces biens. Il prétendait qu'Ingelric les lui avait abandonnés en lui donnant sa fille en mariage. Ingelric fit appel à tous ceux qui avaient assisté à la donation et démentit le fait en prouvant qu'à l'époque du mariage, il n'avait pas cette terre, qui par suite n'avait pu constituer la dot de sa fille. Les prétentions furent si vivement soutenues de part et d'autre qu'il fallut en appeler au comte lui-même. Rotrou, pour clore les débats, décida que le gendre d'Ingelric retirerait sa plainte en échange de deux arpents de pré donnés aux moines longtemps avant le mariage et à condition toutefois que si, à la mort de son beau-père, il voulait céder ce pré aux religieux, il en recevrait cent sous[2].

A la même époque, Rotrou eut encore à trancher un différend. Geoffroy de Somboon avait donné, du consentement de sa femme et de son fils, tout son domaine d'Happonvilliers, c'est-à-dire l'église, les bâtiments, la dîme, le quart de tout le territoire du domaine, excepté la féodalité de ses chevaliers. Plus tard il voulut conserver le servage de toute la terre, réduisant ainsi la valeur du domaine. Après des pourparlers qui n'amenèrent aucune solution, les moines se décidèrent à en appeler à la cour du comte. Rotrou après avoir fait comparaître les deux partis, soumit la cause à l'arbitrage de Payen de Villeperdue et d'Aldric de Montdoucet, présents à la donation.

[1] Charte LXXII.
[2] Charte LXXIII.

Ceux-ci déclarèrent les allégations des moines absolument justifiées. En conséquence, le servage du domaine d'Happonvilliers leur fut attribué. Toutefois les chevaliers de Geoffroy de Somboon, prétendant avoir un droit héréditaire à leur possession féodale, seraient tenus de prouver cette hérédité en présence des moines, après quoi ces biens seraient distraits du domaine de l'abbaye. Cette clause fut insérée à la suite des réclamations faites à ce sujet par deux chevaliers, Robert de l'Eau et Ansold de Chartres. Pour prix de cet arrangement, Robert, un des fils de Geoffroy de Somboon, reçut deux bons palefrois, dont l'un donné par le comte et l'autre par Payen Le Cocq, et Hildeburge femme de Geoffroy eut une bourse d'or[1].

Gilbert de Prulay abandonna la dîme de Corbon du consentement de Gervais de Prulay en échange d'un marc d'argent[2].

C'est à cette époque, en 1108, que Bernard arriva dans le Perche pour y fonder une abbaye élevée en 1109 à Tiron. L'emplacement qu'il choisit tout d'abord était auprès d'Arcisses. Mais Béatrix, sur la demande des moines de Saint-Denis, obtint de Rotrou, son fils, qu'il retirât à Bernard et à ses compagnons l'autorisation de s'installer si près de Nogent[3].

Enfin une charte fait connaître que Guicher gouvernait encore l'abbaye vers 1112, c'est celle rapportant le don de la dîme de Montcolin fait par Payen de Moncolin, en présence d'Herbert Male-Terre, de Hugues des Champs. Guicher donna en échange, cinquante sous dunois à la mère de Payen de Montcolin et quarante sous à Guillaume son frère, et autant à Guarin, son gendre[4]

[1] Charte LXXXVIII.
[2] Charte XCIV.
[3] *Introduction du cartulaire de Tiron*, par M. Merlet.
[4] Charte LXII.

V. — *Bernard* (SECUNDUS) *prieur* : 1° VERS 1120 — 2° 1129 A 1130[1].

Un accord daté de 1120 environ, entre les religieux de Saint-Denis et ceux de Tiron dévoile l'existence d'un autre Bernard, nommé « secundus,» comme prieur du monastère de Nogent et successeur immédiat de Guicher. Il s'agissait de différents biens dont la possession était une source de litige entre les deux abbayes.

Les moines de Saint-Denis cédèrent à ceux de Tiron tout ce qu'ils possédaient au-delà du Loir jusqu'à la route pavée de Chartres, c'est-à-dire le terrain où les seconds avaient un moulin, une habitation, un étang et un petit jardin. En échange, Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres et son frère Goslin abandonnèrent au prieur de Nogent ce que Payen de l'Orme et Huges de Rivray tenaient en fief. Cette charte fut écrite par Gauthier et lue solennellement au chapitre en présence de Bernard, prieur de Nogent, de Boson, prieur de Tiron, de Hubert qui gouvernait le prieuré du Loir, de beaucoup d'autres moines, dont Guy de Ballon[2] et d'un grand nombre de laïcs, parmi lesquels Goslin de Marville, Richard de Chavannes et Garin de Lèves[3].

Quelques années auparavant, Legal de Montmirail avait donné à l'abbaye une vigne située près de Rosset. Cette vigne relevait à cens de Arnolphe, curé de Montmirail, à raison de quatre deniers par an, payables le jour de Noël. Legal fit cet abandon pour le repos de l'âme de son

[1] Charte LXIII (vers 1120) ; CXIX (1124) ; XXXIX et XL (1125) ; CXX (1130).

[2] Au XI[e] siècle, Ballon était une ville très importante, entourée de fortifications détruites en 1199.

[3] Charte LXIII.

épouse, de Guillaume son fils, en présence de Guillaume Gouet, d'Eustachie son épouse, de Hugues et Guillaume ses fils et de Hubert Chevreuil[1].

Comme on l'a vu dans le chapitre Ier, ce fut en 1124, pendant le temps où ce Bernard était prieur, que prit fin, d'une façon définitive la rivalité entre Saint-Père et Cluny[2]. Vers 1125, Gauthier, archidiacre de Chartres, choisi comme arbitre par le prieur de Nogent, Bernard, et Guillaume Gouet au sujet de la possession de certains biens, trancha le différend. Il fit reconnaître aux moines de Saint-Denis la propriété de ce qu'ils avaient dans les églises d'Unverre et de Brou, les vignes de Brou et celles de Montmirail, à la condition de célébrer à Cluny et à Nogent un anniversaire pour les parents de Guillaume Gouet. Cette transaction fut conclue en présence de plusieurs dignitaires du chapitre, Gautier archidiacre, Giroye chantre, Hugues de Lèves prévôt, Garin prêtre et Fulchroi organiste. Le premier consentit en outre à ce que l'eau bénite fut donnée dans l'église de Brou et qu'on y célébrât l'office divin, mais sans y exercer aucun droit paroissial[3].

Guillaume Gouet profita de son séjour à Chartres pour terminer une autre affaire. Eustachie, sa mère, avait enlevé aux religieux de Saint-Denis l'église d'Unverre qui leur avait été donnée par Gascon de Brou et avait mis en prison le prêtre desservant. Les moines n'avaient pas voulu la faire excommunier en considération de ses précédents bienfaits. A la mort d'Eustachie, son jeune fils Guillaume, malgré ses précédentes promesses, avait persévéré dans l'injustice de sa mère. En présence de l'archidiacre, il remit donc à Geoffroy de Lèves, évêque de

[1] Charte XXX.
[2] Charte CIX.
[3] Charte XXXIX.

Chartres, auquel il demanda l'absolution pour sa mère et pour lui, l'église et toutes les possessions, en le priant de les déposer lui-même entre les mains du prieur Bernard. Celui-ci lui donna en retour vingt livres et à Mabile son épouse cent sous de monnaie chartraine[1].

C'est à cette époque également que Guillaume de Queux et Hugues Lanciboc donnèrent aux religieux l'église de Saint-Ouen près de Moulhard[2].

Le 24 janvier 1130, Bernard, à la prière de Rotrou, comte du Perche, céda aux moines de Tiron la dîme du Vieux-Tiron, et celle d'un champ à Blainville. De son côté, l'abbé de Tiron confirma aux religieux l'entière possession du don que Robert Judas avait fait avant son départ pour l'Espagne pour rejoindre le comte du Perche, au prieur de Nogent, dans le cas où il viendrait à mourir, et qu'à son retour dans le Perche il avait fait aux moines de Tiron. Robert Judas en agissant ainsi avait usé seulement de son droit puisqu'il avait eu soin d'indiquer comme clause, sur la tablette déposée par lui sur l'autel de la basilique de Saint-Denis, que les religieux n'entreraient en jouissance de ses biens que dans le cas seulement où il viendrait à mourir en Espagne[3].

Après Bernard, la trace des prieurs est perdue pendant trente ans environ. A peine trouve-t-on quelques faits concernant l'abbaye pendant cette longue période. Vers 1135, Gervais de Malmouche donna au prieuré de Saint-Denis une terre qu'il avait près du Pin[4]. Le 20 janvier 1144

[1] Charte XL.

[2] Charte LXXI. Cette chapelle de Saint-Ouen et de Saint-Barthélemy existait encore en 1626 (*Dictionnaire topographique d'Eure-et-Loir*, de Lefèvre).

[3] Chartes XLV et CXX.

[4] Charte LXXV.

Rotrou fut tué devant Rouen. Son corps fut rapporté à Nogent et déposé dans le caveau du monastère[1].

VI. — *Yves, prieur* : 1° en 1160. — 2° en 1165[2].

Yves, nommé prieur vers 1160, demanda tout d'abord au pape et au nouveau comte du Perche, pour affirmer son autorité, une nouvelle sanction de tout ce qui s'était fait dans le prieuré depuis sa fondation. Le 18 décembre 1160, le pape Alexandre III assura au monastère la libre et paisible possession de tous les biens de l'abbaye par une bulle datée d'Agnagne[3]; et peu après, en 1165, le comte du Perche rappelant les dons faits à Saint-Denis par ses prédécesseurs, confirma au prieur Yves le droit de prélever la dîme des marchés de Mortagne et de Nogent, et la possession de l'église de Buré, en ordonnant que les bourgeois de Mortagne paieraient un droit le dimanche à partir de la troisième heure, attendu qu'il est d'usage de n'en payer aucun le samedi[4]. La même année, Yves, à la demande de Garnier de Frétigny, consentit à absoudre Hugues de Frétigny, père de Garnier, des revendications qu'il avait élevées au sujet de la dîme de l'église de Frétigny. Il fut convenu que la dîme serait mesurée en présence de Garnier ou tout au moins après deux avertissements faits par les moines qui seraient tenus de lui remettre une clef de la grange dîmeresse après le battage des grains. Les témoins de cet accord furent Eudes de Frétigny, Robert de Beaumont, Marguerite son épouse et

[1] *Documents historiques sur la province du Perche.*

[2] Chartes I (1160) ; XIII, XXXVI (1165), XIV (v. 1166).

[3] Charte I.

[4] Charte XIII.



ÉGLISE DE SAINT-DENIS
Salle voûtée à côté du transept Nord

Helvise sa fille ; Gohier de Morville ; Geoffroy de la Gaudaine ; Hubert Chevreuil ; Hugues de Mesnil[1].

Ce fut pendant le gouvernement de Yves que commença la querelle avec Hugues, vicomte de Châteaudun, au sujet de certains droits concernant le prieuré de Saint-Sépulchre, querelle qui sera rapportée plus loin.

VII. — *Simon, prieur* : 1° APRÈS 1160 ; — 2° EN 1166[3].

Rotrou, comte du Perche s'empressa de confirmer, après la nomination de Simon comme prieur, les libertés de l'église de Nogent par une charte datée d'Orléans[4], confirmation renouvelée quelques années après, par le pape Clément III[5]. Puis Froger, évêque de Séez, et Yves de Vieux-Pont, archidiacre de l'église de Rouen, en vertu d'une commission apostolique terminèrent un différend, qui s'était élevé au sujet de dîmes, entre les moines de Saint-Denis, de Pontlevoy et de la Trappe d'une part, et les clercs de Théval, de Saint-Hilaire-les-Mortagne, de Champs et de Bubertré d'autre part[6].

VIII. — *Nicolas, prieur*, VERS 1190[7].

Le comte du Perche sanctionna l'accord passé entre Giroye de l'Orme et les moines de Saint-Denis. Celui-ci se plaignait que des travaux exécutés par les religieux ame-

[1] Charte XXXVI.
[2] Charte XIV.
[3] Chartes VIII et XII (1160) CXIII (1166).
[4] Charte VIII et XII.
[5] Charte CXIII.
[6] Charte CXXI.
[7] Chartes XCII et LXX (vers 1190).

naient des inondations de la Rhône sur ses terres. Un conseil composé d'un grand nombre de clercs et de chevaliers réuni par le prieur Nicolas fixa la hauteur des eaux tant pour l'hiver que pour l'été. En signe de paix, le prieur donna à Giroye de l'Orme et à un de ses frères 20 sols et à un autre nommé Guillaume, qui se disposait à partir pour Jérusalem, un manteau de cuir de Cordoue[1].

Cet acte de Rotrou devait être un des derniers de sa vie, accompli à Nogent, car peu après, entouré de ses vassaux, il partit pour la Terre-Sainte. Le 13 juillet 1191, il fut tué, ainsi que Robert de Dreux, Thibaut comte de Blois et de Chartres sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Geoffroy, son fils, après avoir rendu les derniers honneurs à son père, quitta l'Afrique à la suite de Philippe-Auguste, pour revenir à Nogent et prendre possession de son comté.

L'année précédente, Guillaume de Villula dans le but d'obtenir l'admission de son fils Guillaume comme moine à Nogent, donna au prieur Nicolas la dîme de la Bruyère. Son frère Olric lui abandonna la dîme d'Unverre[2].

IX. — *Thibaut, prieur* EN 1179.

Un seul acte nous fait connaître ce prieur. C'est un accord entre les religieux de Saint-Denis et les pauvres de Saint-Lazare, touchant la dîme de la vigne des pauvres du Ponceau.

Il fut convenu que les pauvres paieraient chaque année aux moines cinq sols de rente. Mais Thibaut prieur du monastère, de concert avec ses religieux, considérant la soif et la faim presque inextinguibles des pauvres, leur

[1] Charte XCII.
[2] Charte LXX.

donnèrent en aumône la dîme du plan de la vigne des pauvres ; mais à la condition toutefois que s'ils recevaient d'autres vignes, ils en paieraient le droit aux moines de Nogent. Cet acte fut passé en présence de Thibaut prieur, Hubert sous-prieur, Durand prévôt, Terrier célerier, Jean de Châteaudun, Pierre de Mondoubleau, Rodolphe de Champrond, Eudes de la Bruyère, Jean Bretel, Regnault de Saint-Hilaire, Garnier, chapelain des pauvres à cette époque, et Robert de Cormes[1].

En 1189, Raignault de Mouçon, évêque de Chartres, en considération « du zèle, de la dévotion et des vertus des moines qui se vouent en toute ferveur et humilité au culte de Dieu » donna au prieuré toutes les dîmes novales présentes et futures dans les défrichements des forêts du comté du Perche[2].

Cette charte est une preuve certaine de la ferveur du prieuré de Saint-Denis à la fin du XII[e] siècle et montre combien les moines avaient su conquérir une place importante non seulement dans la sphère restreinte de Nogent, mais encore dans le diocèse de Chartres tout entier, puisque l'évêque lui-même en donnait un témoignage éclatant et en faisait le motif principal de sa générosité envers le monastère.

X. — *Hubert, prieur* DE 1192 A 1198.

Le nouveau prieur était fils de Hugues de la Bruyère et frère de Haimeri de la Bruyère[4]. Au moment où il fut appelé à gouverner Saint-Denis, Geoffroy, comte du Perche, était en Terre-Sainte. Les frais de cette croisade furent

[1] Charte CXXII.
[2] Charte XCVII.
[3] Chartes CX (1192) XCIII (1195) CVII (1198).
[4] Charte XCIII.

si considérables que malgré la *dime Saladine*, Geoffroy, comme un grand nombre de chevaliers, ne put faire face aux dépenses. Déjà, sous les murs de Saint-Jean d'Acre, il avait vendu à Laurent de Champfage deux métairies dans les bois des Clairets ; mais quand il revint à Nogent, il était, suivant ses expressions, chargé de grandes dettes. Comptant sur la reconnaissance des moines de Saint-Denis, il s'adressa donc pour satisfaire ses créanciers à leur prieur Hubert. Celui-ci s'empressa de lui remettre deux cents livres en monnaie d'Anjou. En échange de cette libéralité, le comte confirma tous les dons et privilèges de l'abbaye en leur renouvelant le droit de franchise et de juridiction absolue dans le bourg de Saint-Denis[1], à l'exception, ajoute M. des Murs, du duel et du droit de justice sur l'homme condamné[2].

Peu avant 1195, Guillaume de Villeray donna au monastère une terre sise à Lhomme, de concert avec André de la Bruyère[3], dont le fils eut avec le prieur Hubert des démêlés au sujet de biens donnés à l'abbaye à condition d'y être enseveli[4].

Ce même prieur Hubert céda, en juillet 1198, à l'archidiacre de Chartres les revenus de l'église de Notre-Dame de Nogent, contre une redevance de sept livres en monnaie du Perche. Il fit cependant exception pour la cire et les cierges[5].

Quatre ans seulement après, le comte du Perche mourut à Soissons, au moment où il se disposait à partir pour la croisade. Son corps fut rapporté à Nogent et déposé dans la basilique de Saint-Denis. Son frère Etienne

[1] Charte CX.
[2] *Histoire des Comtes du Perche*, par M. des Murs, p. 496.
[3] Charte LX.
[4] Charte XCIII.
[5] Charte CVII.

accorda aux moines toute la dîme du panage dans la forêt de Morissure et le droit de faire paître les porcs du monastère dans tous ses bois[1].

En 1200, fut tranché, en présence de l'évêque d'Orléans, un différend entre les moines de Saint-Denis et l'Hôtel-Dieu de Nogent. Il fut convenu que l'église de l'Hôtel-Dieu serait maintenue, mais avec un seul autel pour célébrer l'office divin et une seule cloche, petite et peu élevée au-dessus du toit, qui ne serait sonnée qu'une seule fois, le matin, à midi et le soir. Trois arpents seulement de jardin devaient être exempts de la dîme. Le cimetière était exclusivement réservé aux frères, aux pauvres et aux étrangers décédés dans la maison. Dans le cas où d'autres personnes éliraient leur sépulture dans ce cimetière, la permission préalable du curé était nécessaire. Quant au pain bénit, il ne devait pas être offert au dehors, et ne différerait pas du pain ordinaire de l'hospice[2]. Cette charte fait ressortir, les détails minutieux et précis avec lesquels étaient réglés les rapports des présentateurs et des détenteurs des églises. Ainsi s'explique pourquoi, dans le cours des siècles, les curés et les églises cherchent à s'affranchir de toutes ces prescriptions onéreuses. Peu à peu le groupement paroissial devient plus distinct, plus indépendant, on reconnaît son autonomie, souvent à peine déterminée au XI[e] siècle, mais qui s'affirme et se dessine de plus en plus, malgré les entraves et les servitudes féodales.

La comtesse du Perche après la mort de son époux entreprit la construction de l'abbaye des Clairets, et de l'église de Toussaint de Mortagne. Cette dernière fondation fut la source de réclamations de la part des religieux

[1] Charte XC.
[2] Charte CVIII.

de Saint-Denis, désireux de conserver intacts leurs anciens privilèges.

Le prieur et le chapitre de Saint-Denis avaient droit de présentation aux bénéfices des églises de Mortagne, ils s'opposèrent donc à la construction de cette église, sur un territoire soumis à leur juridiction exclusive ; le faire sans leur permission c'était les spolier d'un de leurs plus précieux privilèges[1]. Par une transaction passée en la présence du comte et de la comtesse du Perche et de l'archidiacre du Corbonnais, ils accordèrent enfin cette dérogation à leur droit, moyennant que le prieur de Saint-Denis recevrait le titre, transmissible à ses successeurs, de chanoine du chapitre de Toussaint, qu'il y siégerait après le doyen, et aurait pour sa prébande 40 sous de rente annuelle sans être tenu d'assister à l'office[2].

XI. — *Thomas, prieur* EN 1223[3].

Henri, archidiacre de Chartres, sur les conseils de l'évêque, céda aux religieux de Saint-Denis le droit de présentation à l'église de Brunelles en échange du droit de patronage que le monastère avait sur un des presbytères de Fretigny[4].

Rien ne faisait prévoir que pendant cette même année 1217 devait s'éteindre la descendance des premiers comtes du Perche. Thomas en effet avait répondu à l'appel du roi de France et l'avait suivi en Angleterre. Débarqué à Douvres, le comte du Perche était allé mettre le siège devant Lincoln. C'est sous les murs de cette ville qu'il

[1] *Recueil des Antiquites du Perche*, par Bart., des Boulais, p. 161
[2] Charte CIX.
[3] Charte XCV 1223.
[4] Charte CVI.



Les figures 1 et 2 représentent le fragment du sceau original de Thomas, comte du Perche, conservé aux archives de l'Orne ; les figures 3 et 4, le dessin complet du même donné par Gaignières, mss. latin 5441², f. 325, au bas d'une charte de 1214 ; le n° 5, le sceau d'une comtesse du Perche, nommée Marguerite, peut-être la 1re femme de Thomas, puisqu'il est dessiné par Gaignères à côté du précédent ; enfin le n° 6, le fragment du sceau de Hélisende de Réthel, veuve du comte Thomas, conservé aux archives de l'Yonne au bas d'une charte datée de 1231.

trouva la mort, le 12 mai 1217[1]. Il fut inhumé dans le cimetière de l'hospice de Lincoln, et eut pour successeur Guillaume, évêque de Châlons, son oncle paternel.

En 1220, Hubert Chevreuil céda, avec le consentement de son épouse et de ses fils, deux parts de la dîme de sa vigne et de son verger de la Bretêche[2]. Guillaume, évêque de Châlons et comte du Perche, confirma, en 1222, la possession de l'église de Saint-Malo de Mortagne[3]. Enfin, l'année suivante, Robert de Comblot donna la dîme de Comblot au prieur Thomas et reçut en échange la somme de treize livres[4].

XII. — *Philippe, prieur* EN 1234[5].

En 1233, Gauthier, prieur de Saint-Lazare de Nogent, échangea avec celui de Saint-Denis, une rente de treize sous à prendre sur des terres sises près de la Gauchetière et vingt livres, contre six sous de rente et deux deniers que le couvent de Saint-Denis avait le droit de prélever sur les biens du prieuré de Saint-Lazare[6]. La même année, Lysiard évêque de Séez, confirma aux moines de Nogent la paisible possession de tous leurs biens situés dans son diocèse[7]. En 1234, Bernard, ministre et religieux de Saint-Eloi de Mortagne, fit sa soumission au prieur de Saint-Denis, reconnaissant que le chapitre de Saint-Eloi devait cinquante sous de rente annuelle en monnaie de

[1] Nous donnons dans la planche ci-contre son sceau, et ceux de Marguerite et de Hélisende de Rehel, ses deux femmes.
[2] Charte XCVI.
[3] Charte XCI.
[4] Charte XCV.
[5] Charte CIV.
[6] Charte XCVIII.
[7] Charte CIII.

Corbon au monastère de Nogent, que le ministre nouvellement élu devait, dans l'espace de quinze jours, la foi et l'hommage au prieur de Nogent qui avait le droit d'être reçu tous les ans avec six chevaux à Saint-Eloi et de chanter la grand'messe le jour de la fête du patron[1].

Lucas, curé de Saint-Laurent de Nogent, donna, en 1234, au prieur Philippe la terre de la Pordière, que le clerc Guillaume avait autrefois achetée pour faire retour après sa mort à l'abbaye de Saint-Denis. Il demanda cependant à en conserver l'usufruit pendant sa vie[2].

Dans la description du bourg de Saint-Denis[3], nous avons vu que le domaine des religieux s'étendait jusqu'aux moulins de Grandin, en laissant seulement une étroite bande de terrain avant de franchir le cours d'eau, entre les limites des posessions des moines et les bâtiments de ce moulin. Ce voisinage amenait souvent des discussions entre le prieur de Nogent et les religieuses des Clairets, à qui appartenaient les moulins de Grandin. Le premier se plaignait que les eaux étaient tantôt trop hautes et inondaient par suite les prairies, tantôt trop basses laissant par conséquent l'herbe desséchée. Cette discussion fut close par une sentence du 31 décembre 1236, laissant les religieuses entièrement maîtresses du cours d'eau et de leurs moulins et leur enjoignant de payer aux moines de Saint-Denis neuf livres de rente, pour les indemniser de certains droits auxquels ces religieux renonçaient[4].

Jacques de Châteaugontier était alors seigneur de Nogent-le-Rotrou. Il fut animé pour les moines de Saint-Denis du même esprit de bienveillance et de générosité.

[1] Charte CXV.
[2] Charte CIV.
[3] Voir chapitre I[er].
[4] Charte CXI.

que ses prédécesseurs. Par amour de la paix il voulut déterminer de la manière la plus précise jusqu'où s'étendaient ses droits à côté de ceux des religieux. Les privilèges nombreux de ces derniers ne laissaient pas de susciter parfois des difficultés multiples, des discussions fâcheuses; les exemptions des droits seigneuriaux pour les achats, pouvaient surtout susciter des contestations. Voici les dispositions consenties de part et d'autre. Les vassaux, les hôtes, les religieux, les habitants du bourg de Saint-Denis, venant acheter des denrées sur le marché de Nogent, devront payer une fois pour toutes, chaque année, une redevance de deux sous entre les mains de l'officier chargé de la garde de la Plommée « *plumbata* ». Nul ne pouvait acheter par commission pour un tiers, ni former une société pour éviter cette redevance. Si telle association se formait, tous les membres étaient tenus à payer le même tribut. Ce droit annuel, on le voit, remplaçait avantageusement les mille servitudes auxquelles devaient se soumettre les acheteurs et vendeurs dans les transactions à cette époque. Cette charte est précieuse pour l'étude commerciale et mérite sous ce rapport un examen approfondi[1].

Primitivement, dans l'enceinte du château de Nogent, était construite une chapelle, dédiée à Saint-Etienne, à laquelle étaient attachés un chefcier et quatre chapelains ; la nomination à cette première dignité apppartenait aux religieux de Saint-Denis. Après la destruction de l'ancien château, le chapitre de Saint-Etienne fut fondu dans celui de Saint-Jean, et, en 1244, ce dernier chapitre reconnut au prieur de Nogent le droit de nommer le chefcier, à la condition toutefois que ce titre ne serait conféré qu'à un chanoine de la collégiale et de réduire sa

[1] Charte CXII.

prébende à 30 sous[1]. Ce droit ressortissait du privilège même qu'ils avaient eu dans le chapitre de Saint-Etienne.

Au milieu de ces débats et de ces différends particuliers, s'étaient déroulés des événements qui amenèrent une orientation nouvelle dans les destinées du comté du Perche. Guillaume, évêque de Châlons, était mort en 1226. Ce décès entraînait le démembrement, prévu depuis 1217, de la province. Les seigneurs de Nogent, de feudataires de la couronne, devenaient de simples vassaux du roi de France. Cet état devait nécessairement faire sentir son effet sur toutes les fondations.

Cependant le prieuré de Nogent ne semble pas avoir perdu toute importance ; et s'il n'avait plus les 27 religieux nécessaires pour conserver le titre de prieuré, « il fut cependant l'un des 13 doyennés donnés en bénéfices, avec un minimum de 20 moines. On y célébrait chaque jour trois messes chantées et au moins une basse, et chaque jour on faisait l'aumône aux pauvres. Les visiteurs pressèrent la stricte observance de la règle. Le doyen présent, le sous-prieur ne pouvait permettre aux moines de sortir en ville, le pain des religieux fut rationné, les revenus ne devaient pas être distribués en espèces aux religieux, mais réservés pour la nourriture, les vêtements et les dépenses de la communauté[2]. »

Il nous reste à relater les principaux faits de cette dernière période.

[1] *Recueil des Antiquités du Perche*, par Bart. des Boulais, p. 74.
[2] *Regula Sancti-Benedicti*, cap. XXI ; et surtout *Bibliotheca Cluniacensis*, édition de 1614, col. 1,713.

CHAPITRE III

Gouvernement intérieur de l'abbaye par des doyens jusqu'à la Révolution.

Au milieu du XIII[e] siècle, l'abbaye de Nogent, subissant le contre-coup des événements politiques, ne fut pas seule à souffrir de la décadence de l'influence religieuse, et les faits que nous avons à rapporter deviennent plus rares. Les documents eux-mêmes n'ont plus la même précision. Les fidèles, groupés en paroisse, se désintéressent de plus en plus du monastère pour s'attacher à leur église. C'est là leur sanctuaire, ils le gouvernent eux-mêmes, là qu'ils prient Dieu, là qu'ils dorment de leur dernier sommeil. C'est donc aussi de préférence à leur pasteur, à leur temple, qu'ils font leurs générosités.

Nous rapporterons donc les faits, dans leur ordre chronologique en relatant les noms des doyens, sans grouper les événements comme dans le chapitre précédent en paragraphes particuliers pour chacun d'eux.

Lorsque saint Louis, roi de France, vint prendre possession du comté du Perche, en 1257, il commença par confirmer toutes les églises et maisons religieuses de la province dans la paisible possession de leurs biens ; puis, en 1298, Philippe, roi de France, à l'exemple des anciens comtes du Perche, promit aux religieux de Saint-Denis de maintenir en leur faveur la sauvegarde et la justice royales, auxquelles ils avaient droit suivant leurs plus

anciens privilèges[1]. Trois ans à peine s'étaient écoulés que les religieux durent implorer la protection royale. Certains habitants de la ville de Nogent se soulevèrent et envahirent le prieuré de Saint-Denis avec violence et en armes. Ils brisèrent les portes du cloître, injurièrent les moines et causèrent de grands dommages[1]. Quel fut le motif de cette révolte ? Nous l'ignorons. Le roi de France avait donné en apanage, à son frère Charles, les comtés du Perche et d'Alençon ; la seigneurie de Nogent, était depuis 1286 entre les mains de Jean II, duc de Bretagne, qui ne cessait de se montrer le bienfaiteur de la ville. Aucun fait dans la conduite de ces deux princes ne permet de supposer que cette révolte ait eu lieu en vue de combattre leur autorité. Il faut plutôt l'attribuer à une circonstance fortuite, et lui donner, comme cause, une question personnelle entre les religieux de Saint-Denis et les habitants de leur bourg, telle que perception de rente, usage de certains droits, répression d'abus, ou application excessive de divers privilèges.

Quoi qu'il en soit, les religieux, incapables de rétablir la tranquillité, sollicitèrent le secours du roi Philippe qui fit intervenir les officiers royaux, en vertu d'un arrêt du parlement de Paris, d'après lequel il se réservait la connaissance particulière de cette invasion dans le prieuré, sans vouloir pour ce motif porter préjudice aux droits de son frère Charles, comte d'Alençon et du Perche[2]. C'est à cette occasion que fut établi un sergent royal chargé de la garde du bourg de Saint-Denis sous la suzeraineté du roi. L'année suivante, il y eut un nouvel arrêt à l'effet de réunir encore entre les mains royales la

[1] Charte CXXIV.
[2] Charte CXXV.

taxe des tailles à lever sur les habitants du bourg, contre ces derniers qui prétendaient avoir ce droit pour soutenir leur cause contre le doyen de Saint-Denis[1]. Si les religieux avaient demandé au roi son aide et sa protection, ils comptaient cependant ne pas renoncer à leurs droits sur le bourg, et voyaient avec regrets leur échapper une partie des privilèges dont ils avaient joui jusqu'alors. Ils sollicitèrent donc du roi de faire rapporter les deux arrêts rendus par le parlement. Devant l'insistance du doyen, le roi de France consentit à rendre ce droit de justice, sauf cependant dans le cas de litige entre les religieux et les seigneurs de Nogent. Cette dernière clause avait été spécifiée à la suite de discussions soulevées dans l'exercice des droits de justice. Dès l'année suivante, le roi de France, en vertu de cette clause, approuva la décision du comte du Perche, par laquelle les questions pendantes entre les deux partis, à l'exception toutefois de celles concernant le droit de garde, seraient soumises à l'arbitrage d'hommes érudits et intègres[2]. Charles de Valois avait hâte de voir cette question tranchée. Il était en effet sollicité par le pape Clément V de se transporter en Grèce, pour faire valoir les prétentions qu'il pouvait avoir sur l'empire de Constantinople du fait de sa femme[3]. Malgré son désir, la nomination de deux arbitres, Guillaume de Noë et Etienne de Mornay, n'eut lieu qu'à la fin de l'année 1313[4]. Ce dernier fut peu après remplacé par Jean de Cherchemont, chanoine de Paris. En 1318, après examen approfondi de la question, les deux arbitres désignés firent connaître leur décision, attribuant

[1] Charte CXXVI.
[2] Charte CXXVII.
[3] *Histoire du diocèse de Chartres*, par Souchet, t. III, p. 106.
[4] Charte CXXIX.

à Regnault, doyen de Saint-Denis, et à ses successeurs le droit de haute et basse justice dans le bourg de Saint-Denis, et au comte du Perche le droit de suzeraineté et de ressort, à cause de son château de Bellême[1]. Les deux partis ne furent sans doute pas satisfaits, car le conflit recommença. Mais comme le comte d'Alençon avait repris son projet de départ pour l'Orient et passé en Italie, en 1307, peu avant la mort de son épouse, arrivée le 2 janvier 1308, décès qui arrêta l'expédition, les choses traînèrent nécessairement en longueur[2]. Deux nouveaux arbitres furent nommés, Jean de Champeaux et Girard de Pommiers. Ce choix soumis à la sanction royale ne plut pas au roi, qui, en 1345, nomma André Roussier et Geoffroy de la Bretonnière. Le nouvel arrêt de ces deux juges confirma celui de 1318.

Nous n'avons à relater aucun fait concernant le monastère dans la première partie du XV[e] siècle. Les événements mêmes, qui avaient le Perche pour théâtre à cette époque, suffisent pour expliquer ce silence. Après la conquête de la Normandie, les Anglais s'étaient emparés du comté du Perche, substituant leur administration à celle des seigneurs français ; le comte de Salisbury s'était fait nommer comte du Perche, après s'être emparé de Nogent-le-Rotrou, qu'Ambroise de Loré parvint à reprendre en 1428. La victoire fit bientôt volte-face et Gerauld de la Paillière, à qui la défense de la ville avait été confiée, ne put résister dans le château de Saint-Jean, repris en 1429 par Salisbury. Le château fut brûlé avec la chapelle de Saint-Etienne, le territoire de Nogent pillé,

[1] Charte CXXX.

[2] *Mémoires historiques sur la ville d'Alençon*, par Odelant-Desnos, t. I, p. 357.

[3] Charte CXXXI.

l'abbaye de Tiron envahie et incendiée. Jusqu'à l'époque où Jean, bâtard d'Orléans, chassa définitivement les Anglais, le bourg de Saint-Denis, envahi successivement par les troupes françaises et anglaises, se trouvait être en quelque sorte le lieu même de la lutte. Le monastère eut donc à subir le même sort que le reste de la ville de Nogent.

Ce fut cependant dans le cours de ce siècle que les religieux obtinrent la direction des écoles de Nogent. Le 11 mars 1460, Gilles, doyen de Saint-Denis[1], reçut d'abord du chapitre de Saint-Jean le droit de conférer les grandes écoles de la ville[2], puis, le vendredi 12 mai 1497, une sentence du baillage de Chartres maintint les moines en possession des petites écoles avec le soin d'instruire les enfants qui les fréquentaient[3]. Ce fut un des derniers actes importants du monastère de Nogent, car au XVI[e] siècle commençait à s'appliquer la mesure qui devait amener la décadence de la plupart des abbayes en France, c'est-à-dire la nomination d'abbés commendataires désignés par le roi.

Charles de Hémard, licencié ès-lois, conseiller au grand conseil, après la mort de François de Cambray, en 1525, fut nommé prieur-doyen de Saint-Denis[4] ; il fut encore évêque de Mâcon en 1531, pronotaire et dataire de la légation de France, abbé commendataire de Saint-Aubin d'Angers, de Saint-Père de Chartres, ambassadeur de

[1] Gilles, doyen en 1260. 1260. 1487 *(Archives d'Eure-et-Loir)*.

[2] *Recueil des Antiquités de Perche*, par Bart. des Boulais, p. 175.

[3] *Mémoires de Guillaume Lainé* (Communication de Monsieur Durand).
Louis Charpentier, curé de Saint-Hilaire de Nogent, par son testament du 12 juillet 1727, institua l'Hôtel-Dieu son légataire universel, à la charge de donner aux frères des écoles chrétiennes une maison commode, paroisse de Saint-Hilaire, pour y tenir les petites écoles. *(Inventaire des archives des Hospices de Nogent-le Rotrou*, p. 19)

[4] *Dictionnaire de noblesse de* La Chesnaye-des-Bois.

France à Rome de 1534 à 1537, cardinal en 1536, évêque d'Amiens en 1538, mort le 23 août 1540 à 47 ans.

En 1539, il vint visiter le doyenné de Nogent-le-Rotrou[1] et fit refaire une partie des contreforts extérieurs de l'église, sur lesquels sont sculptés les armes de sa famille : *de... à trois pals de... posés sur une crosse.*

En 1546, nous trouvons mention, dans les minutes du notaire Guignard, aujourd'hui conservées dans l'étude de M. G. Besnard, à Chartres, de « Noble et discrète personne Charles de Ronsard[2], aulmonnier de Mgr le Dauphin, archidiacre de Laval en l'église du Menz, doien prieur du doyenné et prieuré de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou et prévôt de Mézanger en l'église de Chartres. »

Il eut pour successeur Jean Jouvenel des Ursins, fils du premier président au parlement de Rouen, doyen de Paris en 1542, puis évêque de Tréguier, et mort en 1566[3]. C'est à l'époque où Jean des Ursins était doyen de Saint-Denis qu'eut lieu dans la salle du chapitre du monas-

[1] *Histoire du diocèse de Chartres*, par Souchet, t. III, p. 572.

[2] Charles de Ronsard était frère du fameux poète de ce nom fils de Louis de Ronsard, seigneur de la Poissonnière, la Chapelle-Gaugain et de Sarceau, gentilhomme de la maison du roi en 1504, et de Jeanne de Chaudrier, veuve en premières noces de Guy des Roches, chevalier.

Il appartenait à une famille du Vendômois faisant remonter sa filiation à Gervais Ronsard, seigneur de la Poissonnière, vivant en 1404, et premier mari de Jeanne de Vendômois, remariée à Jean Bourbon, seigneur de Carency.

Il portait pour armes : *d'azur à trois poissons, appelés gardons, d'argent posés en face.*

(B. N. *Pièces orig.* Vol. 2540 f° 34).

[3] La famille Jouvenel des Ursins est une ancienne famille de Champagne, établie à Paris dans le XV siècle. Elle a donné un chancelier de France, deux archevêques de Reims, un évêque de Tréguier, un prévôt des marchands de Paris, un gouverneur de Paris et avait pour armes : *bandé d'argent et de gueules de 6 pièces au chef d'argent chargé d'une rose de gueules boutonnée d'or soutenue du même.* (*Dictionnaire de la noblesse*, de La Chesnaye des Bois).

tère la réunion des États de la province du Perche, pour la rédaction des Coutumes. Bien que cette affaire fût une des plus importantes, le prieur de Saint-Denis ne vint cependant pas à Nogent pour assister à cette réunion, ni pour sanctionner une sentence de 1560, qui, à la suite de nombreux démêlés, maintenait les religieux de Saint-Denis dans le droit de percevoir cent sous de rente sur le lieu des Coutiers en Mâle[1].

En 1558[2] en effet, suivant les lettres patentes du roi du 18 avril de cette année, furent rédigées les coutumes du Perche. Le mercredi, 20 juillet, Christophe de Thou, président, Barthelemy Faye, Jacques Viole, conseillers du roi en sa cour de parlement, arrivèrent à Nogent et logèrent chez Pierre Durand, bailly de Saint-Denis. Le 19 juillet, ils se rendirent en la salle du prieuré doyenné de Saint-Denis où furent réunis les principaux officiers de la province du Perche, auxquels ils exposèrent leur mission. Le samedi 23 juillet, ils se rendirent au chapitre, lieu fixé et préparé pour procéder à la rédaction des coutumes. Après avoir fait une entrée solennelle dans la salle, Christophe de Thou[3], assisté des deux conseillers du parlement, fit faire par le greffier la lecture de l'ordonnance royale et des lettres de commission. Jean de Surmont, avocat du roi au siège de Mortagne, assisté de Joseph Brisart[4], avocat du roi au siège de Bellême, de

[1] *Archives d'Eure-et-Loir*, B. 2491.

[2] *Procès-verbal de la rédaction des Coutumes du Perche* (édition Le Tellier 1759) p. 65.

[3] Christophe de Thou, seigneur de Bonœil 1508-1582), était fils de Augustin de Thou et de Claude de Marle. Il épousa Anne du Tulleu et eut, entre autres enfants, Marie de Thou, abbesse des Clairets (1588-1611)

[4] « La famille Brisart est une noble et ancienne famille, issue d'un gentilhomme de Champagne, nommé Mathurin Brisart, qui commandait pour le roi une garnison dans le Perche contre les Anglais, et

Gatien de la Bretonnière, et de Charles Cretot, substituts du procureur général du roi aux sièges de Bellême et de Mortagne, répondit que suivant la volonté du roi, et en vertu des lettres de commission, les députés des trois Etats du comté du Perche avaient été assignés à comparaître le 23 juillet dans la salle du chapitre de Saint-Denis[1].

« Pour ce qui concerne le prieuré de Saint-Denis il fut reconnu que les officiers du monastère avaient la même autorité que ceux de la seigneurie de Nogent, mais qu'aux officiers du roi à Bellême appartenait le pouvoir de faire exécuter les sentences de mort rendues par le bailly de Saint-Denis, lequel n'a que le jugement et doit venir requérir l'aide et le bras du juge royal pour l'exécution de ses jugements de mort et ne peut cognoistre des cas qui arrivent par combat de duel. »

Avant l'édit de Moulins, qui retrancha aux seigneurs l'un des deux degrés de juridiction dans la même ville, il y avait au bourg et ressort de Saint-Denis deux degrés comme à Nogent, l'un exercé par un sénéchal et un lieutenant qui jugeaient en première instance, et l'autre par le bailly et le lieutenant qui jugeaient les appels du sénéchal.

Ces détails nous sont rapportés en dehors du procès-verbal des séances, par Bry de la Clergerie qui dit en terminant :

« J'ai eté bailly dudit lieu aux premières années que je vins au barreau, et avais eu la charge en espousant defunte damoiselle Marie du Vau, ma chère et à jamais regrettable compagne, que Dieu absolve[2] ».

s'établit dans cette province » (*Histoire du Perche*, de Bry de la Clergerie, p. 372.)

[1] Les noms des députés sont rapportés dans le procès-verbal de la première séance. Il n'y a pas lieu de les donner ici.

[2] Le beau-père de Bry de la Clergerie était Pierre du Vau, qui, devenu veuf, se fit prêtre et devint chanoine prébendé de la Cathédrale de

Ce choix de la salle du chapitre de Saint-Denis pour la réunion des États du Perche avait-il été le fait du hasard, ou une intention bien déterminée du roi, désapprouvant ainsi d'une façon éclatante les faits dont la ville était le théâtre ? Louis de Bourbon, prince de Condé, seigneur de Nogent, embrassait ouvertement en effet à cette époque la cause des réformés et abjurait, peu après, le catholicisme. Que de divisions, que d'hésitations dans la population nogentaise, quand, en 1562, furent publiées dans la ville les lettres royales de ban et d'arrière-ban à propos de la révolte du prince qui, en confiant la garde du château à des chefs de son parti, appelait les bandes armées des réformés dans le Perche.

Quel fut le sort de l'abbaye de Saint-Denis ? Nous l'ignorons, mais nous pouvons en juger d'après le récit des événements qui eurent lieu à Tiron : le samedi 19 mars 1562, plus de mille cavaliers, appelés *Reistres* et appartenant à la religion réformée, arrivèrent à Tiron entre six et sept heures du matin.

« Ils tuèrent frère Guillaume Le Tourneur, secrétaire, frère Mille de Galle et frère François Janvier. Etant entrés dans l'église, ils brisèrent tous les autels et toutes les images, et enlevèrent tous les ornements, châsses et reliquaires. Les autres religieux s'étant enfuis, ils brûlèrent les livres, papiers, titres et tout ce qu'ils trouvèrent. Ceux qui vinrent piller l'abbaye en 1562 étaient des inconnus ; il s'en détacha quelques-uns, qui faisant le tour de l'enclos, abattirent un pan de murailles et vinrent ouvir les portes aux autres. Trois religieux furent tués dans le chœur, où on les enterra. Leurs

Chartres. Il fut inhumé en l'église de Saint-Laurent de Nogent, le 8 juillet 1659 ; « c'était un homme fort intelligent et de fort bon conseil ». Notes de J. Lormeau, curé de Notre-Dame de Nogent.

corps furent trouvés l'un sur l'autre. Les Huguenots restèrent dans l'abbaye depuis le 19 mars, jusqu'au 28 après dîner qu'ils s'en allèrent.

« Jules Galletier, receveur et homme d'affaires de M. le cardinal de Ferrare, alors abbé commendataire de Tiron, ayant appris que les gens de guerre couroient le pays, vendit la plupart des meublés et provisions et s'enfuit avant l'arrivée des Huguenots[1].... »

Le 7 mai 1563, la terreur fut telle dans le bourg de Saint-Denis que les objets du culte furent cachés et que les habitants s'armèrent pour les processions du 12 mai et du 24 juin. Ces faits ne cessèrent de se produire tant que les princes de Condé, seigneurs de Nogent, restèrent à la tête des Huguenots qui nécessairement trouvaient aide et protection dans la ville et les domaines en dépendant[2].

L'évêque de Tréguier eut pour successeur, comme doyen de Saint-Denis, Jean Lambert qui fut remplacé lui-même par Jacques de Nuchèze, évêque de Châlons-sur-Saône, consacré le 29 décembre 1624, mort le 1er mai 1658. Il était fils de Jacques de Nuchèze, baron des Francs, et de Marguerite Fremiot. Ce fut en sa faveur que la seigneurie de Brain fut érigée en comté, en 1637, à cause des services éminents rendus par sa famille aux rois de France[3].

[1] Manuscrit de dom Verninac — *Ephémérides du château et de la ville de Nogent-le-Rotrou*, par O. des Murs, p. 57.

[2] *Recherches historiques sur Nogent-le-Rotrou*, par J. Thomassu.

[3] La famille de Nuchèze, originaire du Poitou, s'est répandue successivement dans la Marche, l'Angoumois, le Bourbonnais, l'Anjou, le Maine. Elle compte des chevaliers et écuyers bannerets, des capitaines de cent hommes d'armes des ordonnances, des chevaliers de l'Ordre du roi, des chambellans, des gouverneurs de provinces, un commandeur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, un prieur d'Aquitaine en 1559. Elle portait comme armes : *de gueules à neuf molettes d'éperon à cinq raies d'argent.*

(*Nobiliaire de Saint-Alais*, t. XVI, p. 413).

Il résigna l'abbaye de Saint-Denis, avant sa mort, en faveur de son neveu Benigne de Nuchèze, abbé de Saint-Savin en Poitou, et fils d'Henri de Nuchèze, baron des Francs, et de Eléonore Turpin de Crissé ; il avait nommé comme prieur claustral Isaac Le Sage, bachelier en théologie.

Mais dom Pierre Mulot, docteur en théologie, obtint d'être nommé doyen par arrêt du grand conseil rendu contre Benigne de Nuchèze et fit prendre possession de son monastère, le 8 octobre 1659, par un religieux de Saint-Lucien de Beauvais. Or toutes les formalités tant pour la résignation que pour la prise de possession n'ayant pas été reconnues valables et dûment observées, le prieuré fut jugé vacant à la mort de l'évêque de Châlons, et le 12 février 1659 des bulles, expédiées de Rome par le pape Alexandre VII, nommèrent Nicolas Colbert prieur doyen commandataire de Saint-Denis[1].

Il vint lui-même prendre possession du monastère de Saint-Denis le 25 juin 1651, où il fut reçu solennellement par Jacques Ozan, prieur claustral du prieuré, mort à 81 ans, le 19 décembre 1657, « homme très considérable, et par son bon exemple et ses bons conseils, ayant beaucoup d'expériences en toutes sortes de choses[2]. » Son frère, Louis Ozan, religieux et sacristain, avait fait réparer de ses épargnes toutes les chapelles, qui étaient dans un état déplorable, comme du reste toute l'église, où il pleuvait jusque dans le chœur[3]. Un siècle seulement avait suffi pour entraîner la ruine et la décadence du monastère de Nogent. Car si les revenus s'élevaient, en 1698, suivant

[1] Notes de Jacques Lormeau, curé de Notre-Dame de Nogent.

[2] *Id.*

[3] *Gén. d'Alençon sous Louis XIV*, p. 197.

En 1569 le doyen de Saint-Denis fut taxé à la somme de 500 l. 16 s. tournois pour sa cote-part de la taxe levée sur le clergé de France par le roi.

l'estimation faite par M. de Pommereu, intendant d'Alençon, à 12000 l., réduits à 5 ou 6000 à cause des charges qui parfois étaient onéreuses, il n'y avait plus que douze religieux et encore ce nombre fut-il ramené à cinq dans le courant du XVIII siècle[1].

Nicolas Colbert[2], fils de Nicolas Colbert et de Marie de Pussort, évêque de Luçon en 1661, puis d'Auxerre, mort le 5 septembre 1676, conseiller du roi en ses conseils privés, fit notifier sa prise de possession du monastère de Nogent à Urbain Edouard, prieur claustral, le 29 septembre 1660, par Anthoine Froment, prêtre et docteur en théologie, présenté par Elie Riguet, prêtre, agissant comme notaire apostolique.

Il visita de nouveau son abbaye trois ans après et y séjourna six jours, du 1er juin 1663 au 7 juin. Il fut reçu avec tout le cérémonial dû à son rang et assista, le dimanche 3, aux offices de l'église Saint-Laurent[3].

Son successeur fut Pierre Desmarets[4], fils de Nicolas Desmarets, marquis de Maillebois, et de Madeleine de Bechameil[5]. Il fut évêque de Saint-Malo, doyen com-

[1] Pour rendre la perception plus facile des revenus, il fit dresser un « cueilleret ou état général de tous les cens, devoirs dudit prieuré, relié en parchemin à ses armes. » *(Inventaire dressé en 1788.)*

[2] Les armes de la famille Colbert sont : *d'or à une couleuvre d'azur posée en pal.*

[3] Notes de J. Lormeau, curé de Notre-Dame.

[4] En 1714, Claude Havé, religieux de Saint-Denis, donna avec la permission de Michel-Pierre Duperray, prieur claustral du monastère, et l'autorisation de Pierre Desmarets, prieur commandataire, d'Henri Oswal de la Tour d'Auvergne, abbé de Cluny, à l'évêque de Chartres, pour contribuer à l'établissement des orphelins de Nogent, sa ferme de Bel-Ebat ou Croix de la Comtesse, évaluée à 2500 l., à charge d'une rente viagère de 100 livres.

(*Archives de l'Hospice de Nogent-le-Rotrou*, A. 6 23e r. case 1).

[5] Les armes de la famille Desmarets, éteinte à la fin du siècle dernier, étaient : *d'azur à un dextrochère d'argent tenant trois lis de jardin de même.*

mandataire de Saint-Denis de Nogent, de Sainte-Benigne de Dijon, et de Saint-Nicolas-des-Bois au diocèse de Laon, et mourut le 27 septembre 1739. Les religieux perdirent encore à cette époque une de leurs prérogatives dans la ville[1]. Il fut décidé, en 1727, que les trois curés de la ville n'iraient plus à Saint-Denis, le jour des Rameaux, pour assister à la cérémonie de l'Adoration de la croix à l'issue de la grand'messe paroissiale, et qu'ils feraient chacun cette cérémonie dans leur église au milieu de leurs paroissiens, malgré les titres qui permettaient aux religieux de les contraindre d'assister à cet office dans le monastère.

La même année également, les trois curés de la ville cessèrent d'aller à Saint-Denis en procession, le jeudi de la Fête-Dieu, pour assister en surplis et en étole à la procession du Saint Sacrement que les religieux faisaient autour de la ville, comme ayant le pas sur tout le clergé des trois paroisses[2].

A la mort de Pierre Desmarets, Louis Denis Auguste de Polignac[3], fut nommé doyen de Saint-Denis.

[1] L'abbaye avait du reste perdu ses droits de franchise et d'asile, octroyés à l'époque de sa fondation, car elle n'était même plus à l'abri des visites domiciliaires, comme le prouve l'acte suivant : 19 novembre 1721, à la requête de Julien Pavée, receveur de l'entrepôt du tabac en corde et en poudre de Nogent, Jean Goislard du Puy, avocat au parlement, conseiller du roi, élu en l'élection de Mortagne, se transporta au monastère pour y faire une perquisition. Il y trouva à son arrivée messieurs Duperray, prieur, de Bretinière, chantre, du Chesnay, religieux et autres qui firent ouvrir leurs chambres où il ne se trouva pas de tabac. Signé : Duperray, prieur.

Arch. d'Eure-et-Loir, B. 2251. Analyse)

[2] Notes de J Lormeau ; feuillets supplémentaires écrits par Nicolas Tuffier ; J. Lormeau étant mort le 19 janvier 1686.

[3] La famille de Polignac est une des plus illustres de France. C'est Pierre de Chalençon, neveu par sa mère des derniers représentants de la première race des vicomtes de Polignac, qui fut appelé par le testament d'Armand IX de Polignac, en 1385, à recueillir tous les

Né en 1720, il était fils de Scipion Apollinaire Gaspard, marquis de Polignac, lieutenant général des armées du roi, et de Françoise de Treiley, sa seconde femme. Il fut chevalier de Malte, prieur de Nantua, colonel du régiment de Brie en 1748, brigadier en 1758, et mourut en 1759. A l'instigation de Louis Antoine Esparron, prieur claustral du couvent, qui fut nommé son député pour l'élection des notables[1], le nouveau doyen de Saint-Denis tenta de relever le prestige du monastère aux yeux des populations de Nogent et de reconquérir quelques-uns des privilèges dont le nombre se réduisait chaque jour.

A cette fin, il entreprit une longue procédure contre le chapitre de la collégiale de Saint-Jean et fit rédiger un volumineux mémoire tendant à prouver que les religieux de Saint-Denis avaient droit de préséance sur les chanoines de Saint-Jean, dans toutes les cérémonies qui avaient lieu à Nogent. Les principales raisons qu'il invoquait étaient le droit de nommer les curés des trois paroisses de la ville, de faire des processions générales dans Nogent, de désigner le chefcier du chapitre de Saint-Jean et l'obligation pour les chanoines de venir en procession à Saint-Denis, le jour de l'Invention de Saint-Denis, la possession de la haute moyenne et basse justice dans une partie de Nogent. De leur côté, les chanoines de Saint-Jean redigèrent un mé-

biens de sa maison, à la charge d'en prendre le nom et les armes, dans le cas où Armand X, frère du testateur, mourrait sans enfants, ce qui eut lieu en 1421.

La vicomté de Polignac fut érigée en duché en 1780, par lettres patentes de Louis XVI. Louis XVIII confirma à Auguste Jules, duc de Polignac, le titre de prince romain que le souverain pontife lui donna en 1820.

Les armes de cette famille sont : *fascé d'argent et de gueules*.

Annuaire de la noblesse de Borel d'Hauterive. 1843.

[1] *Arch. d'Eure-et-Loir*, B. 2367.

moire, qui devait être soumis aux membres du grand conseil du roi, et dans lequel ils réfutèrent les arguments émis par l'abbé de Saint-Denis. Ils rappelèrent que c'est au chapitre de Saint-Jean que les évêques de Chartres envoyèrent de tout temps les mandements pour le chant du *Te Deum* ou les prières des Quarante-Heures, leurs processions étaient aussi solennelles que celles des religieux, que le droit de désigner le chefcier venait d'une prérogative attribuée au chapitre de Saint-Etienne avant sa réunion à celui de Saint-Jean ; que leur justice, tout en étant moins étendue, il est vrai, n'en était pas moins égale.

Les religieux de Saint-Denis ne réussirent pas plus dans ce débat que dans celui soulevé encore contre le chapitre de Saint-Jean relativement à l'élection d'un notable. Il fut la cause de la lettre suivante écrite par M. de Laverdy, contrôleur général des finances, à M. de Mesnil, doyen de Saint-Jean :

« Paris, 28 juin 1765.

« Les religieux du prieuré de Saint-Denis ne peuvent avoir de contestation avec votre chapitre pour l'élection d'un notable, en exécution de l'édit du mois de may dernier. Sa Majesté n'a point entendu que les réguliers ayent aucune part à l'administration municipale ; ainsy quand mesme les religieux de Saint-Denys formeroient un chapitre, ils ne doivent envoyer ny député ny notable, et c'est à votre chapitre seul que ce droit est dévolu.[1] »

Pendant ces longues et fastidieuses contestations, Monsieur de Polignac avait eu pour successeur Pierre-Alexandre de Langlade, vicaire général du diocèse de Rouen.

Citons de lui, l'acte suivant :

[1] *Archives d'Eure-et-Loir*, B. 2802.

« 9 septembre 1760 concordat entre le sieur abbé de Langlade, prieur doyen commendataire actuel, et les sieurs prieur claustral et religieux par lequel est fixée la pension que ledit sieur abbé de Langlade fait aux dits sieurs prieurs et religieux, pour leur tenir lieu du tiers qu'ils croient en droit d'exiger de la mance, s'il se fut fait un partage, et par lequel concordat ledit sieur abbé de Langlade se charge encore de payer annuellement au sieur prieur claustral 300 livres. »

En 1787, saint Denis fut taxé à la somme de 928 livres, 14^{s} 6^{d} pour les décimes.

M. de Langlade fut le dernier doyen de Saint-Denis.

CHAPITRE IV

Révolution — Etat actuel — Collège — Prison Tribunal.

A la fin du XVIII[e] siècle, le monastère de Saint-Denis se trouvait, comme tant d'autres, dans un état de décadence complet. Les religieux, sous la direction d'abbés ou de prieurs, trop étrangers aux ordres qu'il étaient appelés à diriger, ne trouvant plus dans les cloîtres la paix et le recueillement des siècles passés, se groupaient moins nombreux autour des anciens sanctuaires.

Aussi lorsque éclata la Révolution, la communauté religieuse de Saint-Denis n'existait plus. En 1788, en effet les cinq religieux qui résidaient dans le monastère, sur l'ordre de l'abbé de Cluny et du roi, avaient dû renoncer à la vie commune, car l'ordre de Cluny tout entier était si peu prospère qu'un décret du Saint Père, daté du 4 juillet 1788, supprima la conventualité dans les maisons de l'ancienne observance de Cluny établies en France. Les moines de Nogent furent donc sécularisés par leurs supérieurs au moment où tous les autres religieux de France allaient être dispersés par la suppression révolutionnaire des ordres monastiques. L'évêque de Chartres, Jean-Baptiste-Joseph de Lubersac, délégua pour faire une enquête et juger de l'opportunité de la suppression du monastère de Saint-Denis, Lubin Fougères, curé de Saint-Laurent.

Celui-ci après, avoir entendu les quatre religieux qui résidaient encore à Saint-Denis, conclut en faveur de ces derniers en demandant la sécularisation et la suppression de la conventualité. S'inspirant donc du décret de Pie VI, du 4 juillet 1788, des lettres patentes du roi du 19 mars 1788, et des conclusions de Lubin Fougères, l'évêque de Chartres promulgua, le 1er février 1791, un décret « supprimant à perpétuité la conventualité et le monastère de Saint-Denis, de l'ancienne observance de l'ordre de Cluny, ensemble les titres de prieur claustral, places monachales, menses conventuelles et offices claustraux dudit monastère, sécularisant conformément aux dispositions desdits bref et lettres patentes chacun des ci-devant prieur et religieux profès composant ledit monastère qui l'ont demandé, savoir : le sieur Paul-Charles Poncet, le sieur Jacques-Martin Juteau, le sieur Pierre Bichon et le sieur Jacques-Michel Asselin, tous prêtres membres dudit monastère de Saint-Denis de Nogent le Rotrou ; les dispensant en conséquence de leurs vœux de religion, à l'exception de celui de chasteté, et les déchargeant de tous statuts, constitutions et observances réguliers, leur permettant de porter l'habit des ecclésiastiques séculiers et de demeurer où ils jugeront à propos sous la juridiction et l'obéissance des Ordinaires, selon les saints canons ; les autorisant à jouir des pensions annuelles et viagères qui leur sont respectivement attribuées, à partager entre eux le mobilier inventorié à l'exception de celui qui sert au culte divin[1] ».

Bien que l'abbaye ne fût, de fait, supprimée que par ce décret de l'évêque de Chartres, l'administration des biens avait cependant été retirée aux religieux dès l'année

[1] Charte CXXXIII.

1788. Un arrêt du conseil rendu le 27 mars de cette année, à la suite des délibérations du chapitre général de l'ordre de Cluny, fit connaître l'ordre du roi enjoignant que les biens du prieuré de Saint-Denis seraient administrés par le sieur Bullon de Saint-Jullien, receveur général du clergé. A cette fin, le 2 juin 1788, Gabriel-René Goislard, écuyer, conseiller au conseil de S. A. R. Monseigneur fils de France, frère du roi, subdélégué de l'intendance d'Alençon au département de Nogent-le-Rotrou, fit procéder à l'inventaire de tous les biens de Saint-Denis en présence de Paul-Charles Poncet, prieur claustral et chantre titulaire, assisté de trois autres religieux. Ceux-ci profitèrent de la présence de l'officier du roi dans le monastère pour faire enregistrer la requête suivante : « Les religieux de l'ancienne observance de l'ordre de Cluni, composant la communauté de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou, au diocèse de Chartres, se trouvant à raison de la dissolution de leur ordre dans l'impossibilité de continuer la vie commune, représentent très respectueusement qu'ils auroient besoin de secours en meubles pour former chacun en particulier un nouvel établissement ; qu'en conséquence ils réclament les bontés de Sa Majesté pour qu'il lui plaise de leur faire accorder leurs meubles et effets communs, particulièrement leur argenterie de table, observant les dits religieux que la plupart desdits meubles sont le fruit de leur économie, ainsi que leur bel ornement, le bâton de chantre, le dais et la garniture.

« Représentent en second lieu les susdits religieux que leurs pensions, fixées par l'arrêt du conseil du 27 mars 1788, n'étant pas proportionnées au revenu de leur communauté, ils supplient Sa Majesté de vouloir bien leur faire allouer une augmentation de pension, observant sur cet article lesdits religieux qu'ils vont se trouver obligés de



LA PRÉVOTÉ

faire subsister à leurs frais un vieux domestique qu'ils ont à leur service depuis plus de cinquante ans.

« Les suppliants représentent en troisième lieu que s'étant conformés à l'arrêt du conseil du 17 octobre 1787, qui leur permettoit de continuer leur résidence dans leur monastère, aux conditions d'en acquitter les charges et fondations, ils ont conséquemment continué de vivre en communauté et de faire les dépenses d'usage ; que par une suite nécessaire leur revenu se trouvant absorbé par l'acquit des objets cy-dessous mentionnés, ils sollicitent pareillement les bontés de Sa Majesté pour qu'il lui plaise les faire dispenser de tenir comptes au sieur Ballon de Saint-Julien ou à son préposé des revenus perçus depuis le 1[er] janvier 1788 jusqu'au 1[er] juillet suivant exclusivement, attendu que le montant desdits revenus peut à peine suffire pendant le cours de ces six premiers mois pour l'acquit des charges et impositions pour l'entretien de leur sacristie, l'entretien et la subsistance desdits religieux, la nourriture de leurs domestiques, les gages de ces derniers, ceux de leurs chantres et autres personnes au service de leur église, lesdits religieux s'étant en outre trouvés obligés (indépendamment de leurs aumônes ordinaires) d'en faire de surabondantes, ainsi qu'ils pourroient le certifier, pour venir au secours des pauvres dont le nombre s'est prodigieusement accru cet hyver, tant par la chute de la manufacture d'étamines que par une inondation subite qui a désolé une partie de la ville qu'ils habitent.

« Qu'il soit permis en quatrième lieu auxdits religieux de mettre sous les yeux de Sa Majesté la situation particulière de dom Asselin, le moins âgé de leur confrère, dont la santé est altérée tant par la violence des remèdes qu'il a été obligé de faire à l'occasion d'une morsure de

chien enragé, dont il a fait rencontre dans un voyage qu'il faisoit pour les affaires de la communauté, que par les douleurs de rhumatisme auxquelles il est sujet, et qui le privent de temps en temps du libre usage d'une partie de ses membres, ainsi qu'il est prouvé par le certificat ci-joint ; qu'en conséquence lesdits suppliants sollicitent de la bienfaisance de Sa Majesté une augmentation de pension en faveur dudit dom Asselin, vu que celle de 1400 livres qui lui est fixée, par l'arrêt du conseil du 27 mars 1788, est insuffisante pour qu'il puisse se procurer les secours dont il a besoin, tant en domestique que pour subvenir aux dépenses de cheval dont l'exercice lui est ordonné et aux frais des voyages qu'on lui conseille de faire aux boues de Saint-Amand en Flandre.

« Lesdits religieux supplient en cinquième lieu Sa Majesté de vouloir bien leur accorder pendant leur vie, la conservation de leur logement et la jouissance des jardins.

Signé : Bichon, Poncet, Juteau, Asselin[1]. »

Les termes mêmes de l'évêque de Chartres montrent qu'il fut fait bon accueil, sinon dans son ensemble, du moins en partie, à la requête des religieux de Saint-Denis, au moment où ils se dispersèrent.

Ce ne fut donc pas à la suite des lois votées le 2 novembre 1789 et le 19 février 1790 par l'assemblée constituante que disparut le prieuré de Nogent. Il fut en effet question d'utiliser les bâtiments du monastère pour y installer la maréchaussée. Mais la municipalité de la ville rejeta ce projet, par une délibération du 21 décembre 1790, statuant « qu'en considération du décret qui concède à chaque religieux son logement, que les religieux qui restent dans cette maison ayant pris leurs appartements

[1] *Archives d'Eure-et-Loir.*

respectifs, le surplus du local ne peut convenir. Signé : Crochard maire[1]. »

« Le 3 mai 1791, nouvelle proposition de transporter le tribunal et le siège du district dans les bâtiments de l'Hôtel-Dieu, et l'Hôtel-Dieu à la maison de Saint-Denis. Cette fois, le conseil général assemblé trouve la dépense de vingt mille livres, qui était prévue, trop exorbitante, vu la dureté des temps, et renonce au projet présenté. Bref, les bâtiments délaissés sont vendus à un sieur Rouvray (Décision du 11 frimaire an VIII), et la tour de l'église, menaçant ruine, est abattue par mesure de sureté publique, le 15 pluviôse de la même année. Enfin un décret impérial du 7 mars 1806 autorise la ville à se rendre acquéreur des bâtiments aliénés et à convertir l'antique monastère en collège, palais de justice[2] et prison[3]. »

C'est donc à cette époque qu'on doit faire remonter cette destruction systématique des bâtiments du monastère de Saint-Denis qui, loin d'avoir eu le développement et la splendeur de Cluny, rappelait cependant en bien des endroits la grande abbaye bénédictine. Après avoir détruit l'église, enlevé tout vestige du clocher, enfoui sous les décombres le caveau des comtes du Perche, le pavage de la basilique, la base des colonnes du transept et du chœur pour y établir des écuries, on attaqua les autres bâtiments. Sous prétexte d'utilité et de commodité rien ne fut épargné, et c'est au milieu de murs élevés dans tous les sens qu'il faut chercher les piliers et les voûtes primitifs. Là ont été découpés des corridors, ici des caves, plus loin des annexes de cuisine, ailleurs des

[1] *Archives municipales de Nogent.*

[2] La maison qui sertau jourd'hui de tribunal est bien évidemment de la Renaissance. Au dessus d'une fenêtre on lit encore la date de 1546.

[3] *Essais sur le Perche*, par M. Gouverneur, p. 235.

cellules de prisons, enfin des salles pour le tribunal. Il y a quelques années à peine le transept et les chapelles latérales, exposées à toutes les intempéries des saisons semblaient même être condamnées à tomber également sous la pioche, quand la voix autorisée d'un savant, ami de tout ce qui peut faire revivre et rappeler les souvenirs de la ville de Nogent et de la province du Perche, en reliant le passé au présent, put se faire entendre. Dès lors les ruines de la basilique de Saint-Denis étaient sauvées. Des mains habiles ont su compléter cette œuvre en les mettant à l'abri des injures du temps et en les conservant intactes tout en respectant la condition qui était imposée ; leur donner un but utile en faisant un préau pour les élèves. C'est donc un témoignage de reconnaissance qu'il faut adresser, en terminant ces quelques notes, à ceux qui ont conservé Saint-Denis aux amis de l'art, du passé et des vieux souvenirs du Perche.

Aujourd'hui, l'antique abbaye du comte Geoffroy, contient : dans son enceinte outre quelques maisons privées, 1°, la prison, où les blasphèmes des malfaiteurs se font entendre là où priaient, prisonniers volontaires, dans le silence et le calme, d'humbles et fervents religieux ; 2°, le tribunal, ou la justice humaine, bien faible et souvent boiteuse, juge et condamne là ou le prêtre, représentant du souverain juge, avait mission d'absoudre et de pardonner, et 3°, surtout le collège communal ; et sous ce rapport puissent les antiques voutes retrouver un écho fidèle de la science si chrétienne, mais aussi si profonde et si abondante en heureux fruits, des vieux moines d'Occident.

CHAPITRE V.

Sépultures.

L'usage de se faire ensevelir dans les églises remonte à l'origine du christianisme. Les fondateurs ou bienfaiteurs imposaient cette condition, en échange des dons qu'ils faisaient, et spécifiaient l'endroit même où ils désiraient être ensevelis. Cette coutume devint de plus en plus répandue : tout seigneur, tout prêtre, tout religieux était inhumé sous les dalles de l'église, transformée en vaste nécropole. L'espace venant à manquer, naquit l'habitude de placer le cimetière autour de l'église, le plus près possible du sanctuaire, pour rappeler aux vivants de ne pas oublier les défunts au moment où ils franchissaient le seuil de la maison de Dieu.

Dans la suite, cette coutume, source de revenus pour les abbayes, devint un privilège et un droit que les religieux eurent soin de faire transcrire dans leurs actes, comme l'atteste cet extrait de l'aveu rendu au roi le 2 juin 1690 par Louis Colbert, prieur commandataire de Saint-Denis : «..... Nous avons droit de sépulture dans notre église et lieux saints de notre prieuré pour toutes sortes de personnes qui auront la dévotion d'y être inhumées, sans que les sieurs curés dudit lieu (de Nogent) ny autres le puissent empêcher, ny prétendre aucune chose aux droits et émoluements, comme aussy avons droit d'empescher que dans les autres églises dudit lieu (de Nogent),

excepté les paroissiales, soient faites semblables inhumations des habitants dudit lieu, sans le consentement et permission des sieurs curés et qu'ils soient payés de leurs droits. »

Ce qui avait lieu ailleurs se fit donc également dans la basilique. Les preuves de ce fait abondent et remontent au principe même de l'abbaye. Le premier de tous, le fondateur désigna la chapelle où devait être creusé le caveau destiné à devenir le lieu de sa sépulture et de ses descendants.

C'est pendant un séjour à Chartres que Geoffroy II, en sortant de la cathédrale, fut assassiné, vers 1040, au milieu de ses chevaliers. Son corps rapporté à Nogent fut, suivant son désir, déposé dans le caveau. Les autres comtes du Perche qui reposèrent également sous les dalles de la basilique furent : Rotrou II, mort vers 1077; Geoffroy IV, décédé pendant que Rotrou III, son fils, était en Terre Sainte, après avoir fait, suivant certains auteurs, profession de vie religieuse quelques jours auparavant, et avoir revêtu la robe de bure des moines. Six jours seulement après son retour, Rotrou IV s'empressa de venir s'agenouiller sur la tombe de son père. Un grand nombre de seigneurs qui l'avaient accompagné à la croisade le suivirent pour rendre un dernier hommage à leur suzerain, et déposer sur l'autel les palmes qu'ils rapportaient de Jérusalem.

Les lauriers recueillis dans les pays d'outre-mer ne suffirent pas à Rotrou, qui trouva bientôt dans la guerre, dont la Normandie était le théâtre, une nouvelle occasion de guerroyer à la tête de ses vassaux percherons. Ce fut dans cette campagne qu'il trouva la mort sous les murs de Rouen en 1144 ; ses restes furent rapportés à Nogent et placés à côté de ceux de son père. Enfin Geoffroy V

mort en 1202 fut le dernier de sa race enseveli dans la basilique.

Pendant plus de six siècles, les restes des comtes du Perche, de leurs épouses et de leurs enfants, reposèrent en paix sous les voûtes de Saint-Denis. Mais en 1793, les tombeaux furent violés et détruits ; les cendres qu'ils renfermaient furent jetés au vent[1]. Le souvenir même de l'endroit où ils se trouvaient dans la basilique s'effaça ; et après un demi-siècle seulement on se demandait, au milieu des murs restés debout, quelle partie de l'édifice avait abrité les dépouilles des quatre fondateurs, et si l'on pourrait retrouver encore quelques pierres de leurs monuments, quelques traces de leurs tombeaux.

Des fouilles furent faites dans ce but. A deux reprises différentes on creusa sans succès dans le chœur sous l'emplacement de l'autel, dans l'espoir d'y découvrir une crypte, lorsque les arcades qui se voient sur les murs du transept de gauche attirèrent l'attention.

En regardant en effet au fond de cette partie de l'église on a devant soi trois petites arcades à plein cintre et à sa gauche deux plus grandes qui vont s'y rattacher. C'était sous des arcades creusées dans l'épaisseur des murailles que s'abritaient le plus souvent au moyen-âge les monuments funèbres élevés dans les églises.

En 1885 les fouilles furent donc dirigées de ce côté-là.

On creusa d'abord au pied des arcades de gauche, et bientôt, sous une couche de décombres de près d'un mètre d'épaisseur, on découvrait le long d'un mur une voûte étroite défoncée en trois endroits. C'était un caveau rempli lui-même de débris, qui couvraient le sol. Parmi ces débris, on distinguait des fragments de frises grecques,

[1] Cette notice sur le caveau des comtes du Perche est due à l'érudition de M l'abbé Godet, curé de Saint-Laurent de Nogent.

de rétables du XVII[e] siècle, de chapitaux du XI[e] siècle. Quelques ossements brisés s'y trouvaient mêlés.

En arrivant à l'angle des deux murailles, on mit au jour un massif carré tout en pierres ayant au milieu une ouverture circulaire semblable à un puits et remplie également de décombres. A l'intérieur, à cinquante centimètres environ au-dessus de l'orifice, une corniche se développait en saillie autour des parois. C'était l'ouverture du caveau. On voit encore en face l'arc creusé sur la muraille par le frottement de l'armature en fer de la double porte qui se refermait sur elle. Les fouilles se continuèrent au fond du transept au pied des petites arcades.

On découvrit d'abord un pavage moderne, puis plus bas le large pavé de l'église. Au-dessus de ce pavé et à une distance de près de deux mètres de la muraille, on rencontra un mur parallèle et formant avec elle une sorte d'enceinte non voûtée et remplie de terre. On y trouva, à une faible profondeur, non loin de l'ouverture du caveau, sans trace de cercueil et sans indice quelconque, un squelette entier qu'on laissa en place.

L'eau, dont on atteignait le niveau, empêcha la continuation des travaux et l'on fut forcé de les suspendre avant d'avoir pu atteindre, comme on le désirait, le dallage du caveau.

Pour être incomplètes, ces fouilles n'en sont pas moins intéressantes. On ne peut guère douter qu'on n'ait retrouvé l'emplacement des tombeaux des comtes du Perche. On regrette qu'aucun témoignage décisif ne s'ajoute à ces preuves muettes. Quoi qu'il en soit, l'attention est attirée de ce côté et des circonstances plus favorables permettront sans doute d'arriver à de nouvelles découvertes.

L'exemple, donné par les comtes du Perche, de se faire inhumer dans l'enceinte du monastère de Saint-

Denis, fut bientôt suivi, aussi bien par les plus puissants seigneurs de la contrée, que par les plus pauvres habitants du bourg de Saint-Denis qui envièrent cet honneur et cette faveur.

Vers 1080, Guillaume Baril donna aux religieux un petit bois sur les rives du Loir, représentant tout son avoir, à condition d'être inhumé dans le cimetière de l'abbaye et de laisser jouir sa femme Richilde pendant sa vie de ce maigre patrimoine[1].

Guillaume Rufin se fait, vers 1100, donat à Saint-Denis, et du consentement de ses fils, Jean Rufin et Ramier, donna à l'abbaye la dîme de ses deux moulins du Mont-Remilli et de la Chapelle. Il mourut bientôt et fut enterré à Saint-Denis. Le dernier de ses fils profita de cette mort pour reprendre aux moines la dîme du moulin de la Chapelle. La crainte seule de la mort la lui fit restituer ; mais son frère Guillaume Rebours, aussitôt son décès, négligea d'accomplir sa dernière volonté jusqu'au moment de partir pour Jérusalem. En présence du comte Rotrou et d'un grand nombre de chevaliers : Robert de Clinchamps, Hugues de Septfonts, Gervais de Malmouche et Robert Mondeguerre, il en fit solennellement l'abandon par le dépôt d'un livre sur l'autel[2].

Guy de Meshenry, en reconnaissance de la sépulture accordée par les moines de Saint-Denis à sa première femme, mère de ses deux fils Thibaut et Geoffroy, donna au monastère le tiers de toutes ses dîmes. Mais sa seconde femme, et la fille de Ramier Rufin, épouse de son fils Thibaut, soulevèrent des difficultés. Pour clore ce différend, les religieux, en échange de l'autre tiers, don-

[1] Charte XV.

[2] Charte LVII.

nèrent à Guy de Meshenry cent sous dunois, à Thibaut quatre livres et dix sous, et à Geoffroy, dix sous[1].

A la même époque, Gouffier de Villeray, après avoir embrassé l'état religieux et avoir prononcé ses vœux monastiques devant Guicher prieur de l'abbaye, mourut à Villeray. Son corps, revêtu des habits religieux, fut réclamé par les moines pour être transporté dans le monastère; ce qui n'eut lieu qu'après de nombreuses difficultés, suscitées par Hugues de Villeray, et dont le récit a été fait dans un chapitre précédent[2]. Quelques années après, des débats analogues eurent lieu entre les religieux et Hamelin, gendre de Ingelric de Dôles. Ce dernier, après le mariage de sa fille, s'était retiré dans le cloître de Saint-Denis en faisant hommage à la communauté d'une terre que son gendre voulut reprendre après son décès[3]. Vers 1112, Payen de Montcolin abandonna sa dîme de Corbon en y joignant tous ses biens après sa mort, à condition d'être enseveli avec les serviteurs de Dieu[4].

En 1195, André de la Bruyère donna, pour être enseveli dans le monastère, la maison de Joslin de Broces et la terre de la Louverie. Après sa mort, son fils Guillaume mit en doute la légitime possession des religieux sur ces biens. Dans l'intérêt de la paix, le prieur Hubert, parent du donateur, offrit à Guillaume une somme de quarante livres en monnaie du Perche[5].

Deux siècles plus tard, Guillaume Le Taillandier, bourgeois de Nogent, et Jehanne son épouse donnèrent aux religieux les métairies de la Mousardière et de la Croche-

[1] Charte LXXXIX.
[2] Charte LIV. Voir chapitre II, page LIV.
[3] Charte LXXIII. Voir chapitre II, page LV.
[4] Charte LXI.
[5] Charte XCIII

tière pour la fondation de quatre services solennels dans la basilique à l'époque des Quatre-Temps, et la concession du privilège de l'association spirituelle[1]. Cette donation fut ratifiée le 21 juillet 1407.

Ici s'arrête la liste mentionnée dans le cartulaire. Toutefois, s'il est impossible d'y ajouter de nouveaux noms, il ne peut y avoir de doute que beaucoup d'autres devraient y figurer. Il suffit pour cela de jeter un coup d'œil sur les anciens registres d'inhumations des paroisses, qui cependant ne remontent pas au delà du commencement du XVI[e] siècle, pour constater le grand nombre de personnages élisant leur sépulture dans les églises. Si par la suite cela devint une question de vanité, il ne faut pas cependant conclure que ce fut primitivement et toujours le motif de cet usage. Aux époques où la foi était plus grande et plus naïve, pourquoi s'étonner de voir répandue cette pieuse croyance que les inhumations dans la maison de Dieu et par suite la vue des dalles tumulaires pûssent accroître chez les vivants le souvenir des défunts? N'est-il pas naturel que cette pratique fût encore plus générale, quand il s'agissait d'abbayes où chaque jour les moines devaient passer de longues heures à l'église, plongés dans la prière, la méditation et le recueillement, engagés strictement à prier pour leurs bienfaiteurs dont les corps reposaient sous les voûtes sacrées?

[1] Charte CXXXII.

CHAPITRE VI

PRIEURÉS.

Pour terminer cette étude, il reste à dire quelques mots sur l'extension et l'action de l'abbaye de Saint-Denis en dehors de Nogent.

Outre les nombreuses églises des diocèses de Chartres, de Séez et du Mans, dans lesquelles le prieur avait droit de présentation, plusieurs prieurés fondés, à des époques diverses par les moines de Nogent, relevaient directement du monastère. Sans prétendre qu'ils eurent quelque importance, ils contribuèrent cependant à accroître l'influence des religieux de Saint-Denis dans les localités où ils s'établirent. Du reste, les renseignements qui les concernent étant aussi vagues que peu nombreux permettent de donner seulement une courte notice sur chacun d'eux.

Les prieurés dépendant du monastère de Nogent étaient :

Saint-Pierre de Ceton.

Le Saint-Sépulchre de Châteaudun.

Saint-Pierre de Pontneuf.

Saint-Lubin de Flacey.

Sainte-Trinité de Champrond en Gâtine.

Saint-Gilles de Saint-Ulphace.

Saint-Pierre d'Happonvilliers.

Prieuré de Ceton.

Les biens donnés aux moines de Nogent par Gauthier et Yves Chesnel, au moment de leur départ pour la Terre Sainte, vers 1090, avaient été assez considérables[1] pour que sur le désir de ces deux seigneurs, Rainaud, prieur du monastère, les affecta à la fondation d'un prieuré dépendant de Saint-Denis. Il envoya donc à Ceton plusieurs de ses moines et plaça le nouveau prieuré sous le vocable de Saint-Pierre. A tous les biens donnés par les pieux fondateurs, s'ajoutèrent les largesses de tous les seigneurs des environs de Ceton.

Robert, prévôt de la ville de Ceton, abandonna, vers 1100, la moitié de la dîme de sa terre, avec celle de Coshemont, du consentement de Odeline son épouse et de Girard et Fulchroi ses fils[2]. Drogon de Malmouche et ses fils donnèrent à la même époque une partie du Moulin-Neuf, situé à Ceton, sur la rivière de la Maroisse[3]. Cet exemple fut suivi par Bouchard de Malmouche et Gauthier de Mâle qui abandonnèrent une dîme[4], tandis que Robert, bourgeois de Ceton, laissa sans aucune réserve tout ce qu'il possédait dans l'église de Saint-Nicolas du même lieu[5].

Simon de Ceton abandonna, vers 1100, tout ce qu'il possédait dans l'église, et reçut en échange dix livres de monnaie du Mans et dix sous, son épouse Cécile vingt sous de monnaie dunoise, et chacun de ses fils Hugues,

[1] Charte XVIII. Voir chapitre II.
[2] Charte XXXV.
[3] Charte XLII.
[4] Charte XLIV.
[5] Charte XLIII.

Simon, Guiller et Rainaud et sa fille Vilchilde douze deniers de monnaie courante[1].

Dans le cours des siècles suivants, grâce aux donations de nombreux bienfaiteurs dont les noms ne nous sont pas parvenus, les revenus du prieuré de Ceton s'accrurent rapidement ; en 1698, ils sont estimés à deux milles livres[2] : et en 1720 à 2110 livres, dont 769 livres 16 sous de charges annuelles[3], d'après l'évaluation faite en 1723 par dom Martin Lailler prieur.

Il reste à consigner un fait concernant ce prieuré et dont on ne peut trouver l'explication. Dans l'état des prieurés de l'abbaye de Tiron, en 1720, figure le prieuré de Saint-Pierre de Ceton, dépendant de celui de Saint-Denis de Nogent, mais dont les revenus étaient perçus à cette époque par les moines de Tiron[4].

Prieuré de Saint-Sépulchre de Châteaudun.

L'église du Saint-Sépulchre de Châteaudun fut construite par Geoffroy, vicomte de Châteaudun, en 1029 ou 1030[5]. Si à cette époque elle fut donnée à des religieux, elle eut cependant au début une indépendance complète. Ce fut seulement après 1099, date de la bulle du pape Urbain II confirmant au prieuré de Saint-Denis toutes ses possessions, au nombre desquelles cette église ne se trouve pas[6], que le Saint-Sépulchre devint un prieuré dépendant des moines de Nogent. Mais, lorsque ces derniers furent

[1] Charte LXVI.
[2] *Généralité d'Alençon sous Louis XIV*, p. 177.
[3] *Cartulaire de Tiron*, p. 252.
[4] *Cartulaire de Tiron*, Introduction, p. XXIII.
[5] *Hist. du Dunois*, de l'abbé Bordas, t. I, p. 36, 104.
[6] Charte II.



Vue générale de Saint-Denis
dans son état actuel.

appelés à Châteaudun pour prendre possession de leur nouveau prieuré, bien des questions ne furent pas suffisamment prévues ni arrêtées. Il en résulta bientôt que les intérêts des successeurs du vicomte de Châteaudun, ceux des habitants de la ville, et ceux des moines se trouvant être opposés, amenèrent des froissements et des discussions.

Vers 1130, une première intervention de Geoffroy, évêque de Chartres, remit les religieux en possession complète du prieuré. C'est à la suite de cet acte de justice que le vénérable Pierre de Montboissier, abbé de Cluny, écrivit à l'évêque de Chartres la lettre suivante : « Avant de vous remercier, qu'il me soit permis d'exposer mes griefs. Je me plains que vous, un si ancien et si cher ami, vous m'ayez méprisé, déservi et rejeté loin de vous, sans m'avoir vu ni entendu, moi qui me comptais au nombre de vos amis. Vous me semblez avoir agi ainsi, non pas depuis quelques jours, mais pendant de longues années. Depuis le concile de Pise, en effet, réuni sous le pontificat du pape Innocent, et auquel j'assistai à vos côtés, je n'ai eu l'occasion ni de lire vos lettres, ni de voir vos envoyés, ni de recevoir ce qu'un ami peut espérer d'un ami. J'ai eu sous les yeux il est vrai des lettres, j'ai écouté la parole de messagers, mais il n'était question que d'affaires ordinaires, sans aucun témoignage de l'affection d'un ami. Voilà pourquoi je dis franchement n'avoir rien vu ni entendu de votre part. N'ai-je pas le droit de me plaindre ? Mon courroux n'est-il pas justifié ? Mon cœur vous a aimé, et vous aime encore. Pourquoi ? Parce que j'ai toujours respecté Dieu en votre personne, parce que je l'ai toujours honoré en vous voyant, parce que j'ai regardé votre demeure comme la sienne. Je me suis plus ou moins attaché, il est vrai, à presque tous les évêques latins, soit par nécessité soit pour une autre cause ; mais pour vous, peut-être l'ignorez-

vous, j'ai conservé depuis longtemps la meilleure place au fond de mon cœur, et vous l'avez encore aujourd'hui. La raisôn est, comme je vous l'ai dit plus haut, que je vénère Dieu en vous, que je vous ai toujours regardé comme le serviteur zélé et fidèle de Dieu. Comment énumérer vos travaux, vos fatigues, vos soins pour l'Église épouse du Christ? Comment avoir l'autorité suffisante pour montrer votre amour de la religion et votre zèle? Comment décrire en termes assez vifs vos visites fréquentes aux lieux saints ? Passons sur tout cela, cher ami ; il n'y a pas à s'étendre trop sur ce sujet. Je crois en effet, même je sais, que vous attendez, pour toutes ces bonnes œuvres, votre récompense de Dieu et non des hommes. Cependant j'ai touché légèrement cette question pour que vous sachiez et que vous vous rappeliez que je vous aime et quelle est la cause de mon amitié. Mes paroles sont impuissantes à rendre la grandeur de vos mérites. Quels sont les termes convenables pour exprimer ce que m'a rapporté le prieur de Nogent? Il m'a écrit combien il a appris à connaître votre bonté et votre sollicitude pour l'ordre de Cluny, comment vous avez su le prouver d'une façon efficace. Il m'a raconté la façon dont vous avez rendu l'église de Châteaudun aux moines de Cluny. Vous l'avez enlevée de force, après l'avoir sollicitée doucement, au vicomte de Châteaudun, et à tous ceux qui prétendaient y avoir des droits pour la remettre aux mains des religieux. Je vous en remercie de tout cœur, parce que je reconnais, dans cette manière d'agir, votre affection pour l'ordre de Cluny, que j'aime encore à rappeler.

« Puissiez-vous avoir à mettre à l'épreuve mon affection et l'estime que je vous porte ! Mais pourquoi insister? Je paraîtrais diffus si un silence prolongé n'était mon excuse, et empêchait de rendre mes paroles oiseuses. Rappelez-

vous donc, pontife de Dieu, vénérable et respectable vieillard, rappelez-vous, (ce que vous avez, je crois, sans cesse présent à l'esprit), que votre séjour, comme le mien, ne peut être long dans cette triste vie.

« Si vous êtes âgé, je ne suis également pas jeune. Que nous reste-t-il sinon de mettre fin à notre entretien, de faire battre notre cœur, de fondre enfin en quelque sorte tout notre être dans le cœur du Pontife souverain, du créateur de nos âmes, Jésus-Christ? Ces mots à peine écrits, le voleur s'apprête déjà à pénétrer pendant l'obscurité dans notre demeure ; déjà le maître de la maison se hâte de venir ; déjà un grand cri retentit dans la nuit et réveille ceux qui reposent : Voici l'époux, portez-vous audevant de lui. A quoi bon gouverner un diocèse ! A quoi bon rester à la tête d'une abbaye ! A quoi bon s'occuper d'autre chose que de l'éternité ! A quoi bon s'arrêter en face des beautés du ciel aux choses qui périront, bien plus, qui sont mortes! Mais je m'égare.

« N'ai-je pas la prétention, comme on dit, d'instruire Minerve, de conduire du bois dans la forêt, d'amener un grand fleuve dans une bouteille d'eau. C'est uniquement pour pleurer sur une misère et non pour instruire que je saisis cette occasion passagère ; c'est parce que je tremble de ma destinée après ma mort qui est peut-être prochaine.

« Adieu en Jésus-Christ notre Sauveur, illustre évêque et cher ami, souvenez-vous devant Dieu de moi, faible créature, vous qui par la grâce de Dieu n'avez pas besoin des prières des autres. S'il y a quelque chose de bon au spirituel comme au temporel dans notre église, c'est votre œuvre. »

Enfin, après bien des pourparlers, le différend fut soumis à l'arbitrage de Guillaume, évêque de Chartres, en 1166. Il fut décidé que le vicomte de Châteaudun renonce-

rait au droit qu'il prétendait avoir de prélever une somme considérable d'argent sur les habitants du bourg du Saint-Sépulchre, dans des circonstances exceptionnelles, telles que le mariage de ses enfants, sa rançon dans le cas où il serait fait prisonnier. Il devait recevoir en échange une rente annuelle de dix livres imposée sur tous les habitants, à l'exception des officiers de l'église, du fermier du four à ban et du portier du bourg. Les moines furent remis en possession de la terre de Villemore, que le vicomte leur avait retirée pour la donner à Thibaut Bomelle, et s'engagèrent à laisser constamment dans le prieuré de Saint-Sépulchre six religieux pour célébrer l'office divin. Le vicomte de Châteaudun se réservait les droits de marché et de foire, les redevances en nature des tanneurs, corroieurs, foullons ainsi que l'usage des chaudières, des trepieds et des pots de foullons et des teinturiers, et des toiles de tisserands. Les droits de justice et ceux de lever les bans et arrière bans dans toute l'étendue du Dunois lui appartiendraient également ; mais les officiers du vicomte étaient tenus de venir à l'église du Saint-Sépulchre dans les grandes solennités[1].

Plusieurs historiens ajoutent que le vicomte de Châteaudun, ayant empiété sur le domaine du prieuré, dut abandonner aux moines l'église de Saint-Cyr de Sargé[2]. Il y a là certainement une confusion, car le prieuré de Saint-Cyr de Sargé dépendait de l'abbaye de Saint-Denis en France. M. l'abbé Blanchard le prouve surabondamment dans les pages qu'il a consacrées à cette paroisse dans son recueil *Perche et Percherons*. Dès 862, le roi Charles le Chauve en confirmait la possession à cette illustre abbaye ; Louis

[1] Charte XIV.
[2] *Essais sur le Perche*, par M. Gouverneur, p. 229.

VII fit de même en 1143 ; enfin Hugues, vicomte de Châteaudun ayant envahi ses terres, le 30 juillet 1135, se vit forcé par l'excommunication à les rendre enrichies de nouvelles franchises. D'ailleurs le prieuré de Sargé fut spécialement attaché au titre de grand chantre à Saint-Denis.

En décembre 1203, Royer, doyen de Châteaudun, en présence d'arbitres nommés par le pape, renonça à ses prétentions consistant à exiger un droit de procuration des prieurs de Saint-Gilles, de Saint-Valérien, du Saint-Sépulchre et de Saint-Pierre de Châteaudun[1].

Quelques années plus tard, le prieur de Saint-Denis de Nogent passa une transaction par laquelle il s'obligea à donner vingt sous de rente à l'abbaye de la Madeleine[2].

Ces concessions partielles ne suffisaient cependant pas à éteindre les querelles et à étouffer les rivalités qui pouvaient naître dans l'exercice des droits de chacun, car à la suite d'un arbitrage de l'évêque de Chartres, le droit de paroisse sur le Saint-Sépulchre, dont le second patron était saint Fraimbaud, fut transféré à Saint-Valérien.

Dans le courant du XIV[e] siècle, l'église et le prieuré du Saint-Sépulchre furent entièrement détruits.[3]

Il faut supposer que les ruines furent bientôt relevées, car on trouve la suite des prieurs se succédant jusqu'à la Révolution avec Jean de la Bretonnière (1379-1393) ; Robert de la Bretonnière en 1397 ; Guillaume de Malaise (1402-1424) ; Jean Dubois en 1424 ; Guillaume de Gracay (1427-1432) ; Jean Coullon (1432-1439) ; Laumer de Langelerie (1452-1456) ; Jean Cousin (1466-1489) ; Jean Cottereau[4] (1497-1535) ; Jean Cousin (1536-1554 ; Jean Dugué (1563-

[1] Charte CV.

[2] *Histoire du Dunois*, par l'abbé Bordas, t. II, p. 227.

[3] *Histoire du Dunois*, t. I, p. 37.

[4] Il eut un procès avec Jacques de Renty, seigneur de Montigny le Gannelon, pour la dime des Sablonnières (1518-1535) (Archives. H. 2684).

1596), qui devint prévôt de Saint-Denis ; Martin Moullé (1605-1620) ; Claude Bordel[1] (1645-1654), inhumé dans le monastère de Saint-Denis, le 3 décembre 1654[2] ; de Triallon, seigneur de Sibiau, en 1657 ; Charles Bourgeois (1662-1672), qui laissa une partie de ses biens au collège de Châteaudun ; Charles Louis, Auguste Le Tonnelier de Breteuil[3] (1702-1715). Il s'occupa activement de réédifier et de restaurer les divers bâtiments du prieuré.

En 1703, il passa un marché, avec Louis Mallard, maçon pour « à la place du chœur de l'ancienne église, du prieuré tombée en ruine, faire et édiffier une chapelle, qui aura 40 pieds de longueur, dans œuvre, et 18 pieds de largeur, pour quoy, seront faits des murs de 14 pieds de hauteur en accordement avec le rond point de ladite ancienne église qui s'est conservé[4] ».

Charles-Louis-Auguste Le Tonnelier de Breteuil eut pour successeurs : François Lemonnier en 1725 ; Louis de Villalon (1730-1731) ; Nicolas Pichard (1732-1750)[5] ; Henri Alexandre Charlier (1753-1779) ; Louvart de Pontlevoye en 1781[6].

[1] Notes de J. Lormeau, curé de Notre-Dame de Nogent.

[2] Ce prieur appartenait à une famille noble du Perche, qui a donné un prévôt de cette province, des chanoines du chapitre de la collégiale de Saint-Jean de Nogent, un chevalier de Malte.

[3] Il devint évêque de Rennes, abbé de Saint-Pierre de Chaumes, prieur de Reuil, grand maître de la chapelle du roi, et mourut le 24 avril 1732. Il était fils de François Le Tonnelier de Breteuil, marquis de Fontenay-Trésigny, et de Anne de Calonne de Courtebonne, et frère de François Victor Le Tonnelier de Breteuil, marquis de Fontenay, ministre d'État.

Les armes de cette famille sont : *d'azur à l'épervier d'or, le vol étendu, longé et grilleté du même.*

[4] Archives d'Eure-et-Loir, H 2659.

[5] Nicolas Pichard eut à soutenir plusieurs débats avec Jean-François de Berment, seigneur de la Martinière pour les vignes du clos d'Epiez, paroisse de la Chapelle-du-Noyer (1732-1750). Le procès se poursuivit sous le priorat de Henri-Charles Charlier (1748-1761 (Archives H, 2686, 2687).

[6] *Chronologie du diocèse de Chartres.*

Prieuré de Pontneuf.

Prieuré de Saint-Pierre de Pontneuf était dans le diocèse du Mans. Comme pour celui de Saint-Pierre de Ceton, les revenus de ce prieuré, dont le titulaire était René de Vallée depuis le 18 juillet 1713, étaient touchés en 1720, par les moines de Tiron. A cette époque ils s'élevaient à 100 livres et les charges à 205 livres[1].

En 1722, une déclaration nous apprend que « le prieuré de Pontneuf, quoyque de l'ordre de Cluny, ne doit point le droit de table abbatiale ; n'y ayant que les prieurés conventuels ou en chef obligés à ce droit, le prieuré de Pontneuf n'est qu'une filiation du prieuré de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou dont il relève et auquel il fait une rente de dix livres. »[2]

Les prieurs de Pontneuf furent : Jean Dubois en 1424 ; Guillaume de Malaises en 1424 ; Guillaume Gibierge, en 1452 ; Jean Belot (1459-1482) Alexandre Delangle (1520-1547) ; François Delangle en 1565 ; Gervais Boillouvrier en 1606 ; Balthazar Vincent en 1607 ; Balthazar de Cordes (1618-1622) ; André-Michelet en 1629 ; Benigne Jacotot (1632-1634 ; Claude Mandat (1651-1654) ; Alexandre Mandat (1665-1667) ; Galiot Mandat (1670-1714) ; René de Vallée (1721-1730) ; Claude Vasseur, (1738-1777) ; Charles-Michel Baudiguer (1781-1785)[3].

Prieuré de Flacey.

Le prieuré de Saint-Lubin de Flacey eut successivement pour prieurs : Christophe Blanche en 1542 ; Claude de Vaudeuil, prévôt de Léonor Hennequin, prêtre docteur en Sorbonne, abbé commendataire de Valservet, au diocèse de Soissons, qui bailla le temporel de son prieuré au sieur Drouin, curé, moyennant 150 livres par an et les charges[4].

[1] *Cartul. de Tiron*, t. II, p. 253.
[2] Archives d'Eure-et-Loir, H. 2726.
[3] Archives d'Eure-et-Loir, H, 2720, note.
[4] *Chronologie des évêques, curés, etc. du diocèse de Chartres.*

Prieuré de Champrond en Gâtine.

Dès l'année 1202 les droits de Saint-Denis sur la moitié de la forêt de Champrond furent solennellement reconnus devant l'évêque de Chartres par Gautier de Friaize. Toutefois le prieuré de Champrond n'existait pas encore. Il aurait été fondé vers 1250, sous le patronage du Saint-Sauveur ou de la Trinité. Parmi les prieurs on peut citer Jacques Guilmin en 1620 ; Bommard en 1645, Edouard Coisnard en 1662 ; Joseph de Belloy en 1737 ; Alexandre Chartier en 1747 ; Pierre de Latteignant, conseiller au parlement, puis abbé commendataire de l'abbaye de Chantemesle, prieur et seigneur de Roinville, chanoine de Reims, en 1754 ; Burin[1] qui légua 2000 livres aux pauvres de Frétigny en 1781.

Une déclaration de 1682 apprend que le prieuré pouvait valoir 600 livres par an, comprenait la maison du prieur, construite autrefois à côté de l'église, alors entièrement détruite, et qu'à sa place s'élevait la grange dîmeresse, un arpent de terre environ autour de cette grange, la métairie de Hièze, située paroisse de Champrond, consistant en une maison manable, une écurie, deux granges, une étable, un pressoir et 60 arpents de terre et 8 arpents de bois, touchant les terres de la Chausséie, les quelles terres par tradition du païs passent pour avoir été aliénées pour cause de subvention dudit prieuré, comme aussi l'étang, sis à Champrond, au-dessus de celui du seigneur, et trois quarts de pré sis en la paroisse de Chuisne, plus une rente de cinq livres à prendre sur la métairie de la Bruyère ; un droit de dîme en la paroisse de Coulonges, affermé 12 livres, plus un tiers dans la moitié de la dîme de la paroisse de Frétigny, à partager également avec le prieur de Saint-Denis et l'abbé de Saint-Lômer de Blois.

[1] *Chronologie des évêques, curés, etc., du diocèse de Chartres*

plus la moitié des grosses et menues dîmes du territoire de Beauvais appartenant en entier au prieur, le droit de présenter et nommer à la cure de Champrond. Le prieur a comme charge de faire dire chaque année, le jour de la Trinité, une messe basse[1].»

Prieuré d'Happonvilliers.

Le prieuré d'Happonvilliers fut fondé vers 1160, en rattachant sans doute à cette nouvelle fondation les biens donnés vers 1100 par Geoffroy de Somboon aux moines de Nogent[2]. Les prieurs portaient le titre de barons d'Happonvilliers et en étaient seigneurs.

Les prieurs d'Happonvilliers furent[3] : Pierre Châtillon en 1386 ; Philippe de Boisguyon, (1476-1489)[4] Guillaume de la Renaudière en 1499 ; Julien Oudineau en 1554 ; Gilles Enjubault en 1629; Isaac Lesage en 1631 ; Louis Girard, (1699-1708) ; Antoine de Meaux de Vallières, (1715-1726) ; Denis de Belloy de Morangis en 1732, prêtre religieux de Saint-Benoît, qui résigna son titre de prieur le 19 mai 1736 en faveur de Claude Marie Suin de la Tibergerie, diacre et bachelier en Sorbonne, chantre de la collégiale de Saint Pierre du Mans. Bien qu'il ne residât pas, il sut cependant revendiquer et faire valoir ses droits comme prieur, en plusieurs occasions. En 1774, il protesta contre la décision des habitants d'Happonvilliers, de faire construire dans l'église trois autels, dont deux collatéraux avec l'établissement d'une boiserie destinée à séparer les autels paroissiaux de l'autel réservé au prieur,

[1] Arch. d'Eure-et-Loir. B. 1264.

[2] Charte LXXXVIII. Voir chapitre II.

[3] Inv. des archives d'Eure-et-Loir. t. VIII, p. 289.

[4] Il appartenait à une famille du Perche dont la généalogie a été publiée par le V[te] de Souancé.

qui serait trouvé « totalement masqué il ne serait plus regardé comme le principal autel de l'église[1]. »

En 1778, habitant le Mans il revendiqua le droit de nommer un notaire dans la seigneurie d'Happonvilliers.

En 1767, on fit planter au bourg d'Happonvilliers un poteau de justice « sur lequel est une plaque de fer blanc portant peintes les armoiries de feu Mr de Belloy de Morangis, cy-devant prieur et seigneur, fondateur de la paroisse[2]. »

Il reste fort peu de chose de ce prieuré qui est aujourd'hui l'auberge de l'Étoile.

Prieuré de Saint-Ulphace

Le prieuré Saint-Gilles de Saint-Ulphace fut fondé vers 1100 par Gauthier de Montmirail, un des plus puissants seigneurs du Perche-Gouet. Il donna au nouveau prieuré l'église et la chapelle de Saint-Ulphace et toutes leurs dépendances, avec le droit de moudre à son moulin et de cuire le pain à son four sans aucune redevance, et de prendre dans ses forêts tout le bois nécessaire au chauffage et aux constructions des moines. Il y ajouta les droits de pacage, avec la faculté d'exiger de leurs vassaux tous les droits seigneuriaux. Guillaume Gouet, Ameline son épouse, Hugues et Gauthier ses fils, Agathe sa fille, approuvèrent cette donation. En signe de reconnaissance les moines donnèrent à Guillaume Gouet quarante sous en deniers chartrains, et à Guillaume, fils de Gauthier de Montmirail, soixante sous[3], Robert Coifan y ajouta trois arpents de prés sur la Braye et reçut de Guillaume, prieur de cette obédience, huit sous de monnaie chartraine. A sa mort, Thibaut de Grès, son beau-frère et son héritier, refusa de ratifier cette donation.

[1] Archiv. d'Eure-et-Loir, H. 2717.
[2] *Ibidem*, H. 2716.
[3] Charte LXXXIII

Afin de le faire revenir sur cette décision, Robert, fils de Durand, ancien religieux du prieuré, lui donna sept sous de monnaie chartraine et trois mines d'avoine. Il consentit alors à approuver ce que son beau-frère avait fait, mais son épouse s'y refusa.

Sur les instances de Guillaume Brachet, également ancien moine de Saint-Ulphace, qui lui donna cinq sous de monnaie chartraine, elle abandonna ses prétentions sur ces trois arpents de pré en présence de Ganon de la Motte, de Robert curé de Saint-Ulphace, de Guillaume curé de Grés, de Renault de Grés et de son frère Eudes[1].

Robert Coifan poussa la générosité plus loin envers ce prieuré. Il donna aux religieux trois autres arpents de prés également sur les bords de la Braye, en échange de huit sous une fois payés et d'un cens annuel de dix deniers chartrains que lui céda le prieur Guillaume. Comme pour le legs précédent, ses héritiers firent de nouvelles difficultés. Robert, successeur de Guillaume dans le gouvernement du prieuré, dut abandonner à Thibaut de Grés sept sous chartrains et trois mines d'avoine, à son épouse deux chaussures, à son fils Simon deux souliers en cuir de Cordoue et à Ganon de la Motte, seigneur féodal, douze deniers et une paire de chaussures également en cuir de Cordoue[2].

L'abbaye de Cluny possédait encore dans le diocèse actuel de Chartres quelques autres prieurés secondaires qui n'avaient pas été rattachés au prieuré-doyenné de Nogent-le-Rotrou, en particulier le prieuré de la Madeleine du Petit-Beaulieu, qui relevait du prieuré de la Charité-sur-Loire, et le prieuré de Boinville-sous-Auneau, membre du prieuré de Saint-Martin-des-Champs. Nous ne pouvons que les signaler ici.

[1] Charte XXIX.
[2] Charte LXXXVII.

CHAPITRE VII

Bibliographie

La source principale de l'histoire et du cartulaire de Saint-Denis devait être naturellement le dépôt des archives mêmes de l'abbaye. Malheureusement, comme partout, elles furent dilapidées et pour ainsi dire détruites pendant la tourmente révolutionnaire.

L'inventaire de 1788 du riche chartrier de ce monastère, cité maintes fois, laisse entrevoir l'importance et soupçonner le nombre des renseignements qu'on aurait pu en extraire. De tout cela il ne reste que quelques liasses sans intérêt et pour le nombre et pour la nature des titres qu'elles renferment, déposées aux archives départementales d'Eure-et-Loir.

Des chartes du XIe au XIVe siècle il ne subsiste plus un seul exemplaire en original ; seuls quelques baux et pièces judiciaires, d'une valeur historique très limitée, ont été conservés[1].

Il y a donc à regretter la perte, si nous en croyons l'énoncé de l'inventaire cité plus haut, des pièces suivantes :

1° « Un tableau obituaire en parchemin indicatif des fondations dont cette communauté est chargée, et dont l'état a été envoyé à monsieur l'évêque de Chartres. »

2° « Cent cinquante quatre pièces, tant en papier qu'en parchemin, qui sont titres de fondations et autres concernant le prieuré du Saint-Sépulchre de Châteaudun ;

[1] Voir l'Inventaire publié en 1897, série H, n° 2598 à 2759.

la présentation duquel bénéfice appartient au prieur doyen commendataire de Saint-Denis[1] ».

3° « Le cueilleret relié aux armes de M. de Colbert », et combien d'autres documents à jamais regrettables.

Cependant quelques débris ont échappé au désastre.

1° En premier lieu, un aveu rendu au roi, le 2 juin 1690, conservé dans la bibliothèque de M. Gouverneur, le docte auteur des *Essais Historiques sur le Perche*.

2° Autre aveu conservé aux archives nationales.

3° Déclaration du revenu temporel du prieuré de Nogent-le Rotrou et arrêt de mainlevée de la chambre des comptes de Rouen, 1690. Manuscrit original in-folio de 42 feuillets de vélin signé plusieurs fois Degenteville, cité dans un des bulletins mensuels des livres anciens de la librairie Lortic à Paris, année 1894.

4° Mais le document le plus précieux était le cartulaire. L'inventaire de 1788 révèle l'existence certaine de quatre exemplaires savoir :

« Un registre en parchemin, contenant 58 feuillets qui est la charte de fondation écrite en latin.

« Plus un autre registre en papier qui est la copie de la charte cy-dessus contenant 136 feuillets.

« Plus un registre contenant les concessions faites au doyenné de Saint-Denis et l'état des droits qui lui appartiennent suivant la première charte, dont ce registre est une copie.

« Plus un autre registre qui est pareillement la copie collationnée de la première charte ci-dessus inventoriée, visée de mot après autres par l'official du Perche, l'an 1533, le 4 septembre, contenant 116 feuillets. »

Celui qui a servi de base à la présente publication

[1] Le nécrologe de la collégiale de Saint-Jean donne l'obit suivant : « XVI Kal. maii obiit frater Rolandus Cordier, dum viveret presbiter, cantor, et religiosus Sancti Dionisii qui dedit huic ecclesiæ summam quadraginta scutorum. »

répond bien à la description du troisième exemplaire. Précisément les officiers municipaux chargés de cette opération ont eu le soin d'inscrire en tête : « troisième registre coté et paraphé », conformément à l'ordre suivi dans l'extrait précité. Il est actuellement conservé aux archives départementales d'Eure-et-Loir. C'est un registre in-folio en papier relié en carton et couvert d'un feuillet en parchemin d'un vieux missel noté du XVe siècle.

Il mesure 360 millimètres sur 240 millimètres et contient 82 feuillets en papier, rayés à l'encre rouge pâlie, à 41 lignes à la page. Les quatre premiers feuillets sont blancs, les douze suivants consacrés à une table alphabétique dont le titre explique suffisamment la nature : « Præsentis libri index brevi epithomate continens privilegia, jura, libertates, terras, census, redditus, proventus, omnia bona decanatus seu monasterii Sancti-Dyonisii de Nogento-Rotrodi et benificiorum dependentium a dicto decanatu, alphabeticum ordinem sumens a nominibus insignioribus beneficiorum et locorum a quibus predicta bona dependent. »

La transcription des chartes commence en réalité au folio 17, qui le premier de tous porte un numéro d'ordre. A partir de là le foliotage se poursuit régulièrement en chiffres romains jusqu'au numéro LXI, et finit avec le cartulaire lui-même. Les quatre derniers feuillets sont blancs.

L'écriture est toute entière du XVe siècle, d'une encre jaunie par le temps mais suffisamment distincte et bien formée. Les abréviations sont faciles et régulières, et sans excès. Les initiales se rapprochent de la forme onciale ; aucune n'est ornée ni écrite avec une encre de différente couleur. Les rubriques elles-mêmes sont toutes à l'encre noire, cependant elles font parfois défaut. On doit regretter l'inattention ou l'ignorance du copiste ; le texte est parfois tellement défiguré soit par des omissions, soit par des fausses lectures, que le sens devient insaisissable,

et ne peut même plus être rétabli. Les incorrections, qu'un paléographe sévère aura à relever dans le cours de ce cartulaire, ne sont donc pas notre faute mais celle des siècles passés.

La bibliothèque de Nogent-le-Rotrou possède une copie moderne de ce manuscrit des archives d'Eure-et-Loir.

A la Bibliothèque nationale, rue Richelieu, les manuscrits de la collection Duchesne renferment quelques extraits ou copie des chartes du cartulaire : le numéro 20, folio 217 et suivants, copie de 9 chartes ; le numéro 22, folio 172, copie de 3 chartres relatives à Saint-Ulphace de Grès, et folio 276 et suivants des extraits ou copie de plus de 80 chartes.

Enfin le manuscrit français 3787, folios 91 et 103, la copie des chartes VI et VII de notre cartulaire.

Les Archives nationales, séries J et X nous ont fourni quelques documents précieux, publiés dans le supplément. Quelques autres pièces éparses dans différents autres manuscrits et dans les archives privées, même dans un manuscrit de la bibliothèque Philipps à Cheltenham, en Angleterre, complètent cette collection si intéressante pour notre région.

Peu de ces chartes ont été publiées dans les ouvrages historiques sur le Perche ; M. des Murs en a cité un assez grand nombre et traduit quelques-unes.

Nous croyons donc inutile de renvoyer ici aux imprimés, qui nous ont fourni peu de choses en dehors des manuscrits eux-mêmes.

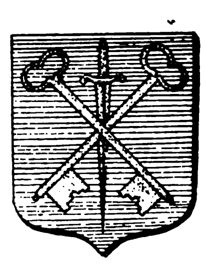
Bry de la Clergerie, *Histoire du Perche*, en transcrit une dizaine *in extenso*. Citons ici en particulier la charte XVIII de notre Cartulaire, qu'il aurait prise *au folio* ou page 32 du Cartulaire. Elle se trouve au folio XVI v° du Cartulaire. C'est donc ce dernier qu'il a suivi.

Mais nous devons l'expression de notre sincère gratitude à tous ceux qui nous ont communiqué des pièces et fourni des renseignements.

Armoiries

L'abbaye de Saint-Denis de Nogent eût-elle dans le XII[e] siècle des armoiries ? Rien ne nous le fait supposer. Mais d'Hozier lui en a d'office[1] attribué les suivantes, en 1696 :

« *D'azur à deux clefs en sautoir d'or et une épée en pal de même, les poignées en haut.* »



Nota. — Nous ajoutons à la suite de cette préface des documents complémentaires non insérés dans la première édition, et une table de tous les noms de lieu et de personnes contenus dans cette première partie.

Chartres, le 20 mai 1895.

Vicomte de Souancé. Abbé Ch. Métais.

---

[1] Nous disons que ces armes ont été imposées d'office, car plusieurs abbayes en ont reçu d'à peu près semblables. Saint-Père de Chartres reçut à la même époque celle-ci : « *De gueules à deux clefs en sautoir, l'une d'or et l'autre d'argent, et une épée d'argent en pal à la poignée d'or, la pointe en haut.* »

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

I

11 janvier 1078

Charta qua Rotrocus, castri Mauritaniæ comes, bona a patre suo Gaufredo monasterio Sancti Dionysii apud Castrum Nogiomum collata confirmat et amplificat[1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, qui est trinus in nomine et unus in numero. Conditor mirabilis rerum cum sit omnium dominus, nullaque nisi ab eo pro meritis subjectorum potestas hominibus in hoc salo (*pour* seculo) sit concessa, potentes hujus seculi bonis operibus insistentes a se non abicit, sed uti Apostolus ait, « personarum acceptor non est, verum in omni gente qui timet eum et operatur justiciam acceptus est illi. » Quapropter in hujusmundi pelago homines caducis operum honoribus admodum affluentes, quique nolunt vivere secundum illud Apostoli dictum, « tanquam nichil habentes et omnia possidentes », sed easdem opes a Deo sibi concessas male utendo abutuntur, suorumque peccaminum mole graviter deprimuntur, aliquando quidem resipiscentes, divine propi-

[1] La comparaison de cette charte avec la charte VI du Cartulaire, p. 19, est intéressante. Cette copie est beaucoup plus détaillée que celle du cartulaire : de plus elle est datée. C'est pourquoi nous avons cru utile de la reproduire ici dans son entier. Nous dirons la même chose pour la seconde qu'il faudra collationner avec le n° VII page 26 du cartulaire.

tiationis advocata clementia, sedula mente ad eum redire debent, qui mortem non desiderat peccatorum, verum ad se redeuntium culpam non solum misericorditer abstergit, sed etiam sua inolite misericordia oblivionis velamine obtegit. Quia vero peccatoribus tante vires non supetunt ut absque sanctorum suffragio mereantur adipisci suorum veniam delictorum, gloriosorum patrocinia martyrum ceterorumque sanctorum incessanter opus est implorare, quatinus eorum meritis Deum placatum habeant, atque ad eterna mereantur pertingere gaudia seculorum metis nescia. Itaque ego Rotrocus, militari balteo accinctus atque castri Mauritanie comes, eque Dunensis castri vicecomes, notum vole esse omnibus ortodoxe fidei cultoribus, quoniam pater meus, comes videlicet Gaufridus atque vicecomes, tam superbi sanguinis nobilitate quam mundanarum rerum famosissimus, pro parentum suorum suaque salute, necnon pro suarum sobolum incolumitate, inter Joginie fluvium castrumque Nogiomi, quod situm est in Pertico, in honore pretiosi martiris Dionisii sotiorumque ejus magnifico opere basilice jecit fundamenta. Cujus operis partem peregit non exiguam prefatumque martyrem suis rebus pro tempore honoravit, pollicens post operis expletionem ipsius basilice multo majora dare, ut monachorum ordo ibi militaturus, propulsa omni inedia, pro suo omniumque salute perdia pernoxque cum omni tranquillitate preces Deo fundat. Interea ergo improvisa mors in Carnotina urbe eum ab ecclesia matris Domini redeuntem furtivis anticipavit gladiis, imperfecto opere basilice quam ceperat. Ego vero satis adhuc juvenculus, heres pro eo constitutus, cum inter hujus pelagi procellas multa pertulissempericula, tandem superne pietatis intuitu, data quiete et otio, ab abbate Landrico, qui tunc cenobii Sancti-Petri Carnotensis gubernacula strenue regebat, de suis monachis duos vel tres ut eligeret petii, qui loco a patre meo cepto autentico ritu deservirent. Nam monachos memorati

cenobii vivens in corpore plus omnibus aliis pater meus dilexerat. Missi itaque monachi, ut rogaveram, partem rerum illarum quam pater meus ecclesie donaverat, usibus monachorum tradere decrevi, partemque ad peragendum basilice opus amministrari jussit. Expleto cum Dei adjutorio opere, anteque obirem tota intentione totisque nisibus quesivi ut dedicaretur prefata basilica. Accersito denique Gaufrido, Carnotensi episcopo, atque Arnaldo, Cenomanensium presule, nec non Gauscelino, Sancti-Carileffi abbate, una cum clericorum monachorumque multimoda serie atque innumerosa plebe, XVIII kalendas januarii, cum magno tripudio, celebratur, octoque altaria sacrantur in ea. Tunc inter missarum sacrarum sollempnia, coram episcopis omnique plebe, una cum consensu filiorum meorum, videlicet Gaufridi, Hugonis, Rotroci, Fulcoisi Elviseque filie, atque obtimatum meorum, de omnibus rebus, quas pater meus vivens ecclesie contulit vel ab aliis hominibus dari concessit, donum super beati Dionisii altare principale posui. Deinde ex mei juris rebus, quas ad opus hoc aliunde emeram, prout potui competenter patris dona auxi : imprecans Ananie et Saphire mortem, Judeque proditoris penam omnibus qui diabolica suasione de rebus datis vel concessis ecclesie predicte, vel modicum quippiam subripere temptaverit vel minuere. Dedit itaque pater meus sepe nominandus Gaufridus, annuente domino suo Odone palatino comite, vicum ecclesie adjacentem, cum X prati agripennis, totamque in circuitu terram, quam in dominicatu habebat super Rodnam fluvium ; duos quoque farinarios super eumdem fluvium. Ex altera vero parte fluvii Joginie, dedit ecclesiam Sancti-Hylarii, cum sepultura et decima, cum omnibus appendiciis suis. Burchardo quoque avunculo suo exorante, ejus terram ex integro concessit cum brogilo, dedit etiam terram de Belseria. Mortua denique Melesinde matre sua, pro anima ejus dedit quicquid mater in dote vivens

post mortem viri sui possederat. In Asconis villa alodium quod ibi jure hereditario possedit, ecclesiam quoque Campi-Rotundi cum tota terra de Nigella, cum appendiciis suis atque (sic) atque super Heram fluviolum, in loco qui dicitur Vivariis, omnem terram quam ibi possedit. tam cultam quam incultam, tam exquisitam quam inquirandam, cum pratis et silvis[1]. Servorum etiam suorum morientium ubique locorum, videlicet tam in Mauritanie comitatu quam in castri Dunensis sive ubiubi, sicut mos sibi deferebat, subjectas, cum assensu et postulatione ipsorum, tam in edificiis quam in aliis rebus, beato Dionisio martiri fratribusque eidem loco famulantibus concessit. Saltus quoque proprios consuetudinarios usibus ecclesie ediumque monachorum atque hominum suorum edificationibus et focis destinatum fore, excepto Pertico. Sed et in omnibus saltibus suis porcellagium omne remisit porcorum monachorum. Dedit etiam, quod pretermisimus. censum quarumdam arearum urbe in Carnotina juri suo reddendum. In burgo vero Dunensi castri, postulatione servorum suorum, in honore et rememoratione Domini Nostri Jesu Christi sancti Sepulchri ecclesiam permisit fundari, eo videlicet tenore ut basilice memorati sancti Dionisii ipsa ecclesia sancti subjaceret Sepulchri, et monachis ibidem constitutis semper obediat. Addidit etiam hoc ad augmentum ecclesie Sancti-Dionisii, ut si quis suorum fidelium sive vivens amore Dei accensus, sive moriens infernorum penis astrictus, aliquid quod ex beneficio ipsius tenere videtur, vellet beato dimittere Dionisio, haberet liberum arbitrium sine contradictione succedentium comitum ; et si aliqua prava consuetudo in rebus datis inesse videtur, ita statim ut data fuerint aboleri jussit, tanquam antea non fuerit. Emptiones quoque monachorum, quas ab ejus hominibus facere poterint. omnimodo liberas esse ab omni consuetudine manda-

[1] *Res* (sous-entendu.)

vit : et omnia que data sunt ab eo vel danda ab aliis in futuro, ita essent vobis libera ut ei succedentes neque per bannum, neque per theloneum, neque per vicariam, neque per collocationem suorum militum, neque per aliam aliquam quamcumque modicam consuetudinem monachos de Dei servitio disturbent, neque suis hominibus aliquam inferant inquietudinem. In ipso quoque castro Dunensi consuetudinem quinque stallorum salis ac carnis concessit; atque in loco qui Oratorius dicitur concessit dari terram unius carruce a Viviano filio Otardi, atque ab ejus filio, nomine Hugone. Que ergo Rotrocus, comes pro anima mea dedi, una cum assensu filiorum meorumque fidelium, licet parva hec sint : in territorio Dunensi, in loco qui vocatur Fracta Vallis decem agripennos vinee beati Dionisii supradicte ecclesie dedi ; et in Morini villa terram unius aratri, medietatemque ecclesie de Margone ; molendinum quoque de Ruitura cum tali molta qualem in manu mea habebat, atque terram de Bremerii curte cum mediatoria, et item terram Boiniaci cum mediatoria; medietatem etiam Bebanis villa, ac silve que dicitur Ostingavis. Ista omnia dona libera esse volo, sicut et pater meus sua suorumque fidelium dona esse libera stabilivit, domino meo Tetbaldo comite assensum prebente liberalitatis mee dono. Supradictis quoque rebus a me datis addere volui in auro atque argento quaterviginti uncias auri et XII ac IIII (sic) sciphos argenti, atque quadraginta libras nummorum Pictaviensium ac Cenomanensium. De quibus omnibus donis si quis sacrilegus aut insanus Zabuli instinctu aliquid detrahere vel minuere temptaverit, nisi resipuerit, et ad satisfactionem confugerit, auctoritate omnipotentis Dei, Patris et Filii et Spiritus-Sancti et apostolorum, martyrum, confessorum, virginum sanctorumque canonum sit excommunicatus et anathematizatus, et a liminibus sancte Dei ecclesie sequestratus, ut non habeat partem cum Deo neque cum angelis neque cum sanctis ejus, sed sit pars ejus cum

sathana et (cum) angelis ejus, si in malitia sua persistit, atque in inferno cum Caipha et Pylato, et his qui Dominum Deum crucifixerunt, atque cum iniquo Nerone, qui Dei apostolos, Petrum quidem pedibus sursum positis cruci affixum, Paulum capite truncavit, penis crucietur debitis, tunc veniam habiturus cum diabolo et angelis ejus sint habituri. Sub hac etiam ponimus eos excommunicatione, qui de rebus datis a dominis supradictis, et a nobis minime in hac carta vel tedio laboris vel oblivionis vitio positis quicquam violare, aut subripere voluerint. Dimisimus quoque piscatoriam Joginie a vallo Bellivillaris usque ad aquam que Edera dicitur. S. Tetbaldi comitis. S. Stephani comitis. S Adeladis comitisse. S. Odonis filii ejus. S. Berte comitisse. S. Gausfridi, filii Rotroci comitis. S. Gaufridi Noti. S. Rodulfi Pagani. S. Werrici vicedomini. S. Odonis de Campo Adalelmi. S. Hugonis de Curodlenis. S. Balduini de Grandi Prato, Willelmi prepositi. Herbaldi senescalli. Bladini, Stephani majoris, Dudonis dapiferi. Alberici de Sancto-Aniano, Hugonis, Fulconis de Brena. Winemaris de Castello, Vitalis carpentarii Bovidonis. Rodberti capellani. Ademari presbiteri. Actum est hoc Carnotis publice, III idus januarii, in camera comitisse, juxta portam Cinerosam, Philippo rege in Francia, indictione prima. Eam conventionem Ubertus abbas habuit Thedbaldo comiti et sue conjugi et sorori, ut eorum anniversaria fierent, sicut Gaufridi comitis et Rotroci comitis. Hanc cartam scripsit Paulus edituus et notarius sancti Petri Carnotensis.

[Au dos Karta quam fecit Routroucus, comes Mauritaniensis atque vicecomes Dunensis, tam de situ monasterii sancti Dionisii in Pertico a patre suo Gaufrido comite incepti, et ab ipso Rotroco ad perfectionis unguem deducti, quam de rebus et possessionibus datis a se vel ab aliis ecclesie prefati martyris, quam post mortem ipsius filius suus comes venerabilis Gaufridus, cum supradicta ecclesia et cum omnibus ab avo sive a patre datis vel

concessis appendiciis, loco Cluniacensi in perpetuum habendam absque omni inquietudine [concessit].

Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny, IV, pag. 633, n° 3517 ; Bibl. Nat. cop. 32-1.

II

1080 environ.

Charta qua Gaufridus, castri Mauritaniæ comes, et uxor ejus Beatrix dant monasterio Cluniacensi ecclesiam sancti Dionisii de Nogento et alias in Pertico.

In nomine, etc. (Voir ci-dessus, n° 1)... Itaque ego Gaufridus, militari balteo accintus, atque castri Mauritanie comes, notum esse volo omnibus orthodoxe fidei cultoribus, quoniam avus meus Gaufridus, etc... (Gioginie)... *furatus* anticipavit gladiis, inperfecto opere basilice quam ceperat. Pater vero meus in ejus loco heres constitutus, ad peragendum inceptum opus antequam obiret tota intentione, totisque nisibus laborans, monasterium ad ungem perduxit, accersitisque episcopis dedicari fecit ; deinde ex sui juris rebus, quas ad hoc opus aliunde emerat prout potuit competenter, patris sui dona auxit, atque coram episcopis omnique plebe cum laude filiorum et optimatum suorum de omnibus rebus quas vel ipse vel pater suus, avus meus, ecclesie contulerant, vel ab aliis dari concesserant, donum super beati Dionisii altare posuit, atque ad augendum quandiu vixit que data erant summopere studuit. Patre quoque viam universe carnis ingresso, ego satis adhuc juvenculus, heres pro eo constitutus, cum inter hujus estuantis pelagi procellas multa pertulissem pericula, tandem superne pietatis intuitu, quiete data et otio, velut patri et avo predictis equum ferens, quod illos mille votis exoptasse perpendo, adim-

plere disposui. Cuncta igitur que avus meus paterque dederant cum ipso monasterio, annuente Ricerio, Senonensium archiepiscopo, et laudantibus Carnotensis ecclesie canonicis, et Tedbaldo comite consentiente, et uxore mea Beatrice confirmante, et omnibus modis faciente, nec non Rotroco, filio meo, cunctisque optimatibus et militibus meis atque aliis hominibus meis benivola voluntate annuentibus, tam adquisita quam adquirenda, tam nominata quam mominanda trado, concedo, dono, transfundo ad altare sublimissimorum apostolorum Petri et Pauli, quod est situm in loco qui Cluniacus dicitur, ubi domnus Hugo abbas preesse videtur, monachique sub ejus imperio Domino Deo nocte dieque militant, sine ulla contradictione et ex mea potestate in illorum voluntatem transmuto ita, ut deinceps ipse domnus abbas et successores ejus habeant, teneant, possideant, regant et dirigant secundum suum velle et pose. Imprecor autem Ananie et Saphire mortem, Judeque proditoris penam cunctis qui cupiditatis visco de rebus datis vel concessis quicquam temptaverint subripere vel minuere. Hec omnia supra nominata vel inferius breviter expressa, dono, atque concedo : vicum supradicte ecclesie adjacentem, cum prati agripennis, totamque juris mei usque ad Rodnam fluvium, et super ipsum fluvium duos farinarios; ecclesiam quoque Sancti-Hilarii que est sita super Ioginie fluvium, cum decima et sepultura, omnibusque appendiciis suis ; terram etiam Burcardi cum broilo, terramque de Belseria ; alodium etiam quod post mortem matris sue Milesindis, avus meus Gaufridus in Asconis villa sepedictæ ecclesiæ contulit ; nec non ecclesiam de Campo-Rotundo cum Nigelle terra, et omnibus appendiciis suis ; super Heram fluviolum, in loco qui dicitur Vivariis, terram cultam et incultam cum pratis et silvis. Res quoque servorum meorum morientium tam in edificiis quam in rebus aliis, concedo ; saltus etiam meos consuetudinarios esse jubeo usibus ecclesie ediumque monachorum et

remitto pasnadium porcorum suorum. In Carnotino oppido dono censum quarumdam arearum. In burgo Castri Dunensis ecclesiam Sancti-Sepulchri, quam avus meus Gaufridus servis suis ideo fundare permisit, ut supradicte ecclesie Sancti-Dionisii subjaceret ac monachis ibidem constitutis deserviret. Concedo etiam meorum fidelium dona futura emptionesque quas monachi a meis hominibus quocumque modo agere potuerint ; et omnia data vel danda ab eis ita libere possideri ac haberi, ut mei heredes succedentes neque per theloneum, neque per vicariam, neque per bannum, neque per collocationem suorum militum, neque per aliquam aliam consuetudinem quamvis modicam, monachis vel suis inferant inquietudinem hominibus. Et dono ad omnes edificaciones suas agendas omnes saltus meos, excepto Pertico ; et in castro Dunensi quinque stallorum salis ac carnis consuetudinem, et meo assensu in loco qui Oratorius dicitur Vivianus, filius Otardi, cum Hugonis filii suis assensu, terram unius aratri dedit. Ego vero Gaufridus comes, domino meo Tedbaldo palatino comite annuente, in territorio Dunensi predicto loco dono ex mea parte X agripennos vinee, in loco qui Fracta Vallis dicitur, et in Morismi villa terram unius aratri medietatemque ecclesie de Margone atque molendinum de Ruitura, cum tali molta qualem in manu mea habebat ; terram quoque de Bremerii Curte cum mediatoria, ac terram Boeniaci cum mediatoria ; medietatem etiam Bebanis ville silveque que dicitur Ostingavis. Hec itaque data atque in futuro danda ita concedo esse libera, ut avus meus Gaufridus et pater meus Rotrocus sua suorumque fidelium dona libera esse sancierunt; quatinus ego et uxor mea et progenies de nobis exitura, peccatorum nostrorum veniam in hoc seculo adipisci mereamur, et in futuro eterna gaudia bonis omnibus repromissa nanciscamur. Ego Gaufridus comes donationem hanc laudo, corroboro, et manu mea sigillo. S. Beatricis, comitisse, que fecit et consensit. S. Rotroci, filii

eorum. S. Rotroci, fratris comitis. S. Rodberti Pagani. S. Hugonis de Silic. S. Wilielmi Vuitardi. S. Genelonis. S. Walterii de Matella. S. Pagani. S. Salonis. S. Herberti de Arro. S. Fulcoii de Mezuerola. S. Reinaldi vicarii. S. Guiterdi, S. Gaufridi, filii Wilielmi. S. Odonis de Re. S. Odonis Brisardi. S. Gaufridi Ridelli. S. Odonis Biguo. S. Aymerici, filii Reinaldi. Hanc cartam Gaufridus comes et uxor ejus Beatrix, in concilio Meldensi, cui domnus Hugo episcopus Diensis domni pape Gregorii vicarius presedit, cuique etiam domnus Amatus, Olerensis episcopus, ejusdem pape vicarius, interfuit, una cum multis, religiosissimis viris, archiepiscopis, episcopis, abbatibus aliisque orthodoxe fidei cultoribus presentaverunt, humili devotione petierunt, quatinus supradicti pape vicarii, cum laude atque assensu circumsedentium, auctoritate apostolica premunirent atque indossolubili firmitate solidarent. Quorum petitioni jamdicti vicarii congaudentes, cartam hanc laudaverunt; atque nullo contradicente, nemine calumpniante, sed universa sinodo applaudente atque favente, auctoritate Dei et sanctorum apostolorum Petri et Pauli et domni Gregorii pape sibi commissa, inviolabiliter firmaverunt. S. Aganonis, Eduensis episcopi. S. Hugonis, Lingonensis episcopi, S. Walterii Cabilonensis episcopi, S. Landrici Matiscensis episcopi, S. Hugonis, Nivernensis episcopi.

[Au dos]. Karta quam fecit Gaufridus, comes Mauritanie, de monasterio Sancti Dionisii in Pertico sito, quod cum omnibus appendiciis suis dedit loco Cluniacensi.

Recueil des Chartes de Cluny, vol. IV, p. 698, n° 3536. Bibl. nat. or. 144, cop. 34-108; B. h. 47.

III

14 février 1164 n. s, 1165.

Accord entre le prieuré de S. Sépulcre et l'église de S. Valérien.

Ego Robertus, Dei gratia Carnotensis episcopus, notum esse volo presentibus et futuris Dei fidelibus quod cum ecclesia Sancti-Valeriani et ecclesia Sancti-Sépulcri de Castriduno adversus sese invicem de parrochianis et jure parrochiali suo diu litigate fuissent.... Hoc factum est in capitulo Sancte Marie de Castriduno, anno ab Incarnatione Domini M° C° LX° IIII°, XVI kalendas martii. servantibus hoc sit pax. Amen.

Archives d'Eure-et-Loir, H. 2676. (*Répertoire des titres du prieuré du Saint-Sépulcre, de 1560*).

Ce même répertoire contient les articles suivants :

« Lettre de mon droit de rouage sur tous ceux qui passent en charette ou chariot vins et autres brevaiges par devant le bourg dudit prieuré, ainsi qu'il appert par ladite lettre dattée du vendredy d'après la saint André mil III[c] IIII[xx] et trois (4 décembre).

— Lettre dattée du mercredy, 16[e] jour du mois d'aoust mil III[c] IIII[xx] V, laquelle fait mention de dix livres tournois deubz par le prieur de S. Sépulchre au vicomte de Chateaudun pour vn disner, ainsi qu'il appert par ladite lettre, dattée ainsi que dessus (Voir H. 2652 — « Le disner dû au vicomte le jour de saint André, était « prins sur le bourch dudit Saint-Sépulchre.) »

— « Lettre de commission donnée au prieur du Sépulchre par les officiers de la justice de Dunois, pour relever sa justice, ainsi qu'il appert par ladite lettre dattée du 18[e] jour d'apvril mil III[c] IIII[xx] et XIII.

— « Lettre faisant mention de la licence demandée

par messieurs les officiers de M. le comte de Dunois au prieur du Sépulchre pour faire exécuter un homme condamné à mort, ainsi qu'il appert par lad. lettre dattée du jeudi 21[e] jour de juin mil IIII[c] XXXI. »

IV

1166

Confirmation par Thibault IV, comte de Blois, du don de l'église de Saint-Sépulcre à Saint-Denis de Nogent.

In nomine Sanctæ et individuæ Trinitatis, ego Theobaldus, comes Blesensis, concedo et confirmo donum illud quod fecit Hugo vicecomes Castriduni et predecessores sui monachis Cluniasensibus apud Nogentum in ecclesia Beati-Dionysii Deo servientibus, ecclesiam scilicet Sancti-Sepulcri de Castriduno, cum burgo adjacente, et justitia burgensium et hominum suorum, præter duellum et cœdem hominis, ita ut nullus eorum excubias faciat, vel ad clamorem exeat, vel in expeditionem proficiscatur, nisi submonitione prioris ejusdem ecclesiæ. Concedo insuper eis sanguinis fusi justiciam infra ipsorum territorium quam ab antecessoribus meis habuerant, et omne furtum ibidem consecutum et furem justiciandum, et foragium et omnes consuetudines burgi de quibus extra burgum submonitio facta non fuerit et completa venditio. Addo etiam ne aliquis de servientibus meis, vel alius aliquis hominem capere aut res ipsius infra eorum territorium nisi per manum prioris præsumat, et nisi prior et justitia defecerit. Concedo similiter eis terram de Vivariis, cum aquæ et molendinis, nemoribus et pratis et hospitibus. Terram quoque de Buccardivilla cum hospitibus suis. Terram de Villa-Mauri ; terram de Chatunvilla, medietatem decimæ de Mamberolis, cum tractu ; medietatem

decimæ de Oratorio cum tractu, quæ omnia habuerunt a vicecomite Castriduni in eleemosyna. Concedo etiam quicquid in futuro eis datum fuerit et quicquid acquirere poterunt, libere possidendum. Hanc autem concessionem et confirmationem feci pro remedio animæ meæ et patris mei, nec non et prædecessorum meorum, quatenus apud districtum judicem veniam consequamur æternam. Quod ut nunquam valeat aboleri, sed semper ratum et illibatum permaneat, sigilli mei munimine roboravi, videntibus istis : Hugone vicecomite Castriduni, Ebrardo de Puteolo, Raherio de Moncuriaco, Roscelino de Momberolis, Milone Carnotensi archidiacono, Gisleberto succentore Carnotensi, Raginaldo de Rivray et aliis pluribus. Actum Carnoti in palatio meo et datum per manum magistri Huldrici, anno gracie millesimo centesimo sexagesimo sexto.

Archives d'Eure-et-Loir, H. 2650, copie en papier. — Bry de la Clergerie, *Histoire des Comtes du Perche*, p. 197.

V

Mai 1202.

Gautier de Friaize et ses fils Jean et Garin reconnaissant les droits des religieux de Saint-Denis de Nogent sur le bois de Champrond en Gatine.

Ego Galterius de Friesia, per ministeriales domini ac venerabilis patris Gaufridi, Dei gratia Carnotensis episcopi, sedis Apostolicæ legati[1], ad justiciam vocatus affui. Monachi de Nogento, qui ad hoc venerant, palam de me

[1] Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres de 1116 à 1149, fut légat de 1127 à 1142 environ. La charte de Gautier de Friaize que ses fils Jean et Garin confirment, devait avoir été donnée depuis plus de 60 ans.

queremoniam fecerunt, medietatem nemoris de Campo-Rotundo, quam sui juris asserebant, per me sibi tam injuste quam violenter capi causabantur... Hanc igitur cartulam ego Johannes, filius ejusdem Galterii, benigne suscipio, susceptam approbo, ejusque continentiam, ad patris imitationem, presente matre, annuente sorore mea Saturnina, in sigilli mei auctoritate communio. — Postea vero cartulam memoratam iterum renovavi, Garino fratre meo præsente et assensum præbente. Datum anno gratiæ MCCII, mense maio.

Garinus de Friesia, dominus Campi-Rotundi, approbat et concedit compositionem predictam quam prefatus Galterius, pater suus, cum monachis Nogenti et priore eorum de Campo-Rotundo fecerat.

(*Biblioth. Nationale, Baluze, 38 f. 232 v°.*)

VI

Mars 1274.

Bornage des terres de Gatebuche et de Viviers, entre Geoffroy Gode, seigneur du Viviers, et le prieur de Saint-Sépulcre.

A tous ceux qui verront cestes présentes lettres Gefroi Gode, sires de Viviers, salus en notre Saigneur. Sachent tuit que comme une partie de mon héritage de Viviers en présen noes en eves en bois et en autres choses fust joint et voisin a léritage dou prieuré de Saint-Sépucre de Châteaudun, que aucune descorde ne poist nestre ou tens qui est avenir entre mes hairs d'une part et mond. prieur dou leu devent dit de lautre, gie et ledit prieur qui ores est, par consoilt de bones gens et pour bien de pez avons bone (borné) et devise noz heritages devent diz ainsi que je reconnois que leve et li leus ou vn molin soloit estre est au prieur de

Saint-Sepucre, au droit d'une grant espine qui est delaz icelui leu, si comme les bones sont asises au droit jueis au bois, et parmi le bois jueis au chemin tout au droit de lespine davent dite qanquilia par desos et au prieur jueis a sa terre et la noe qui est entre le terre au prieur et leve, est au prieur, si comme elle se porsiet en lonc et en le, et requonnois que totes les choses qui sont en desa de cele grande espine envers le molin au prieur et au droit de lespine quanquilia, de soz les bones, jues au bois et le bois au droit des bones, jues au chemin damont, apartiennent de toziors au prieur de Saint-Sepucre, quittant et pesiblement en telle menière que je, ne mes airs, ne mes successors en totes ces choses desus dites, ne en aucunes diceles, ne apartenences diceles, rien ne poons ne ne devons reclemer ne demender, ne pecherie ne autre redevance ; et totes les autres choses par desus iceles bones ces viviers sont au droit des bones à moi et mes airs et mes successors Et en perpetuel memoire de ceste chose et de ceste loial bornage fet por bien et por pez et que je, ne mé air nen paissain venir en contre, je ai doné au dit prior de Saint-Sepulcre de Chataudun ces lestres sellées de mon sain. Ce fut len nostre Saignor mil deus cenz sexante et quatorze ou mois de mars.

Archives d'Eure-et-Loir, H. 2661.

VII

10 Mai 1681.

Arrêt du conseil d'État transférant le noviciat de l'Ordre de Cluny du prieuré de Nogent-le-Rotrou au prieuré de Lihon.

Sur ce qui a été représenté au roy estant en son conseil que le décret du chapitre général de l'Ordre de Cluny de l'année 1678, portant l'établissement du noviciat dudit Ordre pour les provinces de France, de Bourgogne et

d'Auvergne au prieuré de Nogent-le-Rotrou, n'auroit pu jusqu'icy estre exécuté pour quelques difficultez qui se sont présentées, ce qui auroit obligé de reprendre le dessein qu'on avoit eu d'établir ledit noviciat au collège de Cluny de cette ville de Paris, conformément au décret du Chapitre Général de l'année 1676, mais les bâtiments dudit collège n'estant encore en estat, et ne le pouvant estre de quelque temps, le prieuré de Lihons en Sangterre se seroit trouvé beaucoup plus propre pour faire à présent ledit establissement, tant à cause des lieux réguliers qui y sont commodes et en bon estat, que parce que le prieur claustral dudit prieuré est dans une sincère disposition de contribuer avec ses religieux à un bien aussi nécessaire et aussi avantageux à tout l'Ordre que l'est celuy de l'établissement, du noviciat commun, où les personnes qui se destinent à la vie monastique soient formées à la piété et élevées dans l'observance de leur zèle, et où on puisse commencer à reprendre les premières pratiques et l'ancienne discipline des cloistres que l'on a jusqu'icy, par un relachement et une insensibilité que l'on ne peut assez déplorer, négligées et abandonnées, spécialement à l'égard du culte et de l'office divin, ne restant dans les monastères dudit ordre presque aucun vestige de tant de saints usages qui faisoient autrefois la splendeur et la gloire de l'estat monastique ; le roy estant en son conseil a ordonné et ordonne que par provision et sans préjudice du noviciat qui seroit étably au collège de Cluny, que ledit noviciat qui sera transféré dudit prieuré de Nogent le Rotrou dans ledit prieuré de Lihons en Sangterre, pour y estre les novices dudit Ordre dans lesdites provinces de France, Bourgogne et Auvergne, élevez dans l'esprit et la pureté des deux derniers Chapîtres Généraux, et conformément ausdits premiers usages et anciennes pratiques; et fait Sa Majsté défenses de plus recevoir et élever à l'avenir les novices desdites provinces dans aucun autre monastère que dans ledit prieuré de Lihons; A ORDONNÉ ET

ORDONNE que les novices qui sont à présent dans les autres maisons des dites provinces passeront incessamment dans ledit prieuré de Lihons pour y achever le temps de leur noviciat, défenses de les admettre à la Profession s'ils n'ont au moins demeuré six mois dans ledit noviciat de Lihons. Fait au Conseil d'Etat du roy, Sa Majesté y estant, tenu à Saint-Germain en Laye, le premier jour d'avril mil six cens quatre vingt un.

PHELYPEAUX.

Enregistré és registres du Grand Conseil du roy pour estre exécuté, gardé et observé selon sa forme et teneur suivant l'arrest rendu en iceluy le 10e mai mil six cens quatre vingt un.

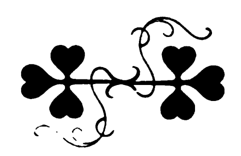
Signé : BOUCOT.

Plaquette imprimée appartenant à M. le vicomte de Souancé. Suivent deux autres décrets en exécution du précédent datés du même jour.

TABLE

DE L'INTRODUCTION, DE L'HISTOIRE ET DU SUPPLÉMENT DU CARTULAIRE DE L'ABBAYE DE SAINT-DENIS.

NOTA : *Les noms de personnes sont en caractères romains ; les noms de lieux en italiques. — Les numéros renvoient aux pages. — Les noms déjà identifiés dans la table du cartulaire, ne le sont pas dans celle-ci.*



Vannes. — Imprimerie Lafolye, 2, place des Lices.

CARTULAIRE DE SAINT-DENIS

DE NOGENT-LE-ROTROU



CARTULARIUM SANCTI-DIONYSII

DE NOGENTO-ROTRUDI-PERTICI



I

Confirmation par le pape Alexandre III des dons faits au prieuré de Saint-Denis.

AGNAGNE : 18 DÉCEMBRE 1160.

Alexander, servus servorum Dei, dilectis filiis Yvoni, priori monasterii Sancti-Dionisii, ejusque fratribus tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis, in perpetuum. Religiosis desideriis dignum est facilem prebere assensum, ut fidelis devotio celerem sorciatur effectum. Quapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus et prefatum Sancti-Dionisii de Nogento monasterium, in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus, statuentes ut quascumque possessiones, quecumque bona in presentiarum juste et canonice possidetis, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum, liberalitate principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis,

prestante Domino, poteritis adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant ; in quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : ecclesiam Beati-Hillarii de Nogento, cum capellanis et appendiciis suis ; burgum et furnos, piscariam et molendina in eadem villa ; nemus de Crosillis et calefactiones de nemoribus Comitis, reparationes ad domos proprias ruricolas citra aquam Edulie, et ultra aquam cum propriis mecteriis ; decimam telonei ejusdem castri, in hiis omnibus burgensibus, videlicet et rusticis, totum dominium preter duellum ; ecclesiam Sancte-Marie de Margon ; duos modios decime apud Arciseas ; ecclesiam de Petrafissa ; ecclesiam Sancti-Martini de Brunella[1] ; ecclesiam de Campo-Rotundo ; capellam Sancte-Marie-Magdalene de Ferraria ; ecclesiam de Coudrecol ; ecclesiam Sancti-Andree de Fretigny ; ecclesiam Sancti-Albini de alio Campo-Rotundo ; ecclesiam Sancti-Petri de Apunviler, cum appendiciis suis ; ecclesiam Sancti-Hilarii de Bellenvilla : ecclesiam Sancte-Anastasie de Lonviller : ecclesiam Sancti-Martini de Unvuerio, cum appendiciis suis ; capellam de Oreyo ; ecclesiam de Flacei, cum appendiciis suis ; ecclesiam Sancti-Sepulchri[2], cum burgo, molendinis et appendiciis suis ;

[1] Cette église de Brunelles avait été donnée, vers 1125, par Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres, du consentement de Goslein, archidiacre, aux moines de Tiron (*Cartulaire de Tiron*, I, p. 86). Pourquoi les religieux de saint Bernard l'ont-ils abandonnée et comment est-elle venue en possession de Saint-Denis de Nogent ? Rien ne nous révèle ici cette particularité. Mais elle appartenait encore à Tiron en 1147, car le pape Eugene III la compte parmi les églises dépendant de cette abbaye (*Ibidem*, II, p. 64) : « Ecclesiam de Brenella. »

[2] D'apres l'abbé Bordas (*Histoire du Dunois*, I, p. 36, 104, etc.), l'église du Saint-Sepulchre de Châteaudin ... aurait été construite avant celle de Saint-Denis de Nogent. Ce fut une des premieres œuvres satisfactoires envers Dieu du vicomte Geoffroy Ier. Il aurait fait bastir cette église l'an 1029, la derniere année de Saint-Fulbert, ou au plus tard la suivante, en partie a la sollicitation de ses officiers, qui étoient

domum in Carnotensi urbe, et alia que ibidem racionabiliter possidetis ; rusticos apud Roenvillam[1] et quecumque alia que canonice in Carnotensi parochia possidetis ; ecclesiam Sancti-Petri de Cetone, cum burgo et molendino et rusticis et appendiciis suis ; ecclesiam Sancti-Ulphacii cum appendiciis suis, et quecumque in Cenomanica parochia possidetis ; ecclesiam Sancti-Martini de Berris ; ecclesiam Sancti-Petri de Brueria ; ecclesiam Sancti-Audoeni de Verreriis ; ecclesiam Sancti-Martini de Berlo cum appendiis suis ; ecclesiam de Gemmagiis ; ecclesiam Sancte-Marie de Bure ; decimam apud Jurethe ; ecclesiam Sancti-Petri et Sancti-Johannis de Mauvis, cum agripenno prati ; decimas apud Corbum ; ecclesiam Sancti-Hillarii de Comblo ; decimas apud Corvin, ecclesiam Sancti-Martini de Loysel ; ecclesiam Santi-Prejecti ; ecclesiam Sancti-Gervasii de Fanis ; ecclesiam Sancti-Germani de Loseio, cum capellaniis et appendiciis suis ; decimam telonei de Mauritania, cum furno ; decimam pannagii de Reino, et de eodem nemore calefactionem et reparationem domorum monachorum de Lose ; quicquid juris habetis in ecclesia de villa Sancti-Hillarii ; decimam de Tesvallo ; decimam apud Tortum-Robur ; decimam apud Linerolles ; decimam de Corbein, et quicquid

bien aises d'avoir une église particulière... Helvise, sa femme, eut part à cette fondation, qui portoit qu'il y auroit à perpétuité dans ce monastère des gens servant Dieu pour faire l'office divin de jour et de nuit dans l'église de Saint-Sépulchre. » Malheureusement il ne cite aucun texte à l'appui de cette date. Il est à remarquer qu'Urbain II dans la charte suivante ne nomme pas le Saint-Sépulchre parmi les dépendance de Saint-Denis. (Voir plus loin, p. 9)

[1] Le manuscrit donne ici la note suivante :

« Nota. C'est une censive qui appartient au prieuré de Saint-Georges de Roenville, près Auneau, et qui dépend de Saint-Martin des Champs, laquelle censive nous avons échangée avec lesdits de Saint-Martin des Champs pour la censive du pays Chartrain, v. fol. L. »

juris habetis in parochia Sagiensi, in cimeteriis, primiciis, burgensibus, molendinis, in agris, pratis, sive aliis possessionibus, vobis, auctoritate sedis apostolice, confirmamus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum monasterium de Nogento temere perturbare, vel ejus possessiones auferre, sive ablatas retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare ; sed omnia integra conserventur eorum, pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva in omnibus apostolice sedis auctoritate et diocesani episcopi canonica justicia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere venire tentaverit, secundo tertiove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore et sanguine Dei et Domini Redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatenus et hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen [1].

[1] Dans les : *Essais historiques sur la province du Perche* ; il y a :

Après professis, *le mot* pax ; cœlestem, *au lieu de* celerem ; veteris, *au lieu de* vestris ; nunc, *au lieu de* in presentiarum ; possidet, *au lieu de* possidetis ; rivicolas, *au lieu de* ruricolas ; Arcicas, *au lieu de* Arciseas ; Petrafixa, *au lieu de* Petrafissa ; de Petrafissa, ecclesiam de Campo-Rotundo, ecclesiam Sancti-Petri de Haponvillario, *au lieu de* Petrafissa ; ecclesiam Sancti-Martini de Brunella ; ecclesiam de Campo Rotundo ; capellam Sancte-Marie Magdelene de Ferraria ; ecclesiam de Coudrecol ; ecclesiam Sancti-Albini de alio Campo-Rotundo ; ecclesiam Sanctri-Petri de Apunviller.

Haponvillario, *au lieu de* Apunviller ; Unvercio, *au lieu de* Unvuerio : Orois, *au lieu de* Oreyo ; Nonvilliers, *au lieu de* Lonviller ; Juroth, *au lieu de* Jurethe : Loyse, *au lieu de* Loseio ; Sancti-Hillarii ; decimam de

† Ego *Astaldus*, presbiter cardinalis tituli Sanctorum Aquile et Prisce. S. S[1].

† Ego *Johannes*, presbiter cardinalis tituli Sancte-Anastasie. S. S[2].

† Ego *Bernardus*, *Portuensis* episcopus, et cardinalis tituli Sancte-Rufine. S. S[3].

† Ego *Uddo*, diaconus cardinalis Sancti-Georgii ad velum aureum. S. S[4].

† Ego *Jacinctus*, diaconus cardinalis Sancte-Marie in Cosmydin. S. S[5].

† Ego.... diaconus cardinalis Sancti-Eustachii, juxta templum Agrippe. S. S[6].

† Ego *Johannes*, diaconus cardinalis Sancte-Marie in Porticu. S. S[7].

Datum Anagnie, per manum Hermani, sancte Romane ecclesie subdiaconus et notarius, XV kalendas januarii, indictione IX[8], Incarnationis Dominice anno millesimo

Couberon; *au lieu de* Sancti-Hillarii, decimam de Tesvallo; decimam apud Tortum Robur, decimam apud Linerolles; decimam de Corbein. *Dans les Essais cette phrase est reportée plus loin avant :* Decernimus ; auferre, minuere, *au lieu de* auferre, sive ablatas retinere, minuere ; pars, *au lieu de* fiat ; servantibus et hic, *au lieu de* servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi quatenus et hic.

Dans les Essais, après : Amen *il y a seulement la date.*

[1] Du 15 octobre 1159 au 26 février 1161. Mas-Latrie (*Trésor de Chronologie*) indique un autre cardinal du titre de Sainte-Prisce, nommé Hubert, promu en 1159, que plusieurs auteurs confondent avec Astaldus, attribuant la différence de nom à l'erreur d'un copiste.

[2] Promu en 1159, 15 octobre, jusqu'au 2 juin 1179.

[3] Du 15 octobre 1159 au 22 juin 1176.

[4] Du 15 octobre 1159 au 1er décembre 1161.

[5] Du 27 novembre 1159 au 15 octobre 1181. Devint pape sous le nom de Célestin III.

[6] Ce doit être Pierre de Miso, qui fut promu cardinal diacre du titre de Saint-Eustache en 1158.

[7] Promu en 1158.

[8] L'indiction IX répond à l'année 1161, si on la commence au 1er

centesimo sexagesimo, pontificatus domini Alexandri pape III anno II.

Essais historiques sur la province du Perche par M. Gouverneur. — Bibl. nat., *Mss. de Duchesne*, n° 22. f. 279, v°.

II

Confirmation par le pape Urbain II des possessions du prieuré de Saint-Denis.

1099

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, universe congregationi monasterii Sancti-Dionysii, quod situm est inter flumen Jogune castrumque Nogenti, salutem et apostolicam benedictionem. Sicut irrationabilia poscentibus negari debet assensus, sic justa petentium votis benigna debemus assensione concurrere. Idcirco, dilecti filii nostri Gauffridi, comitis de Mauritania, et ejus conjugis Beatricis devotioni duximus annuendum. Is siquidem comes Beati-Dionysii martiris monasterium, in Carnotensi parochia, inter Jogune fluvium et castrum Nogenti, ab avo suo Gauffrido fundatum, et a patre suo Rotroco ex

janvier ; mais l'usage fréquent la faisait remonter soit au 1er, soit au 24 septembre. Alexandre III ayant été élu le 7 septembre et sacré le 20 septembre 1159, la deuxième année de son pontificat arrive exactement en 1160, entre le 7 septembre 1160 et le 6 septembre 1161, et l'indiction usitée dans les bulles solennelles d'Alexandre III commençant ordinairement au 24 septembre, la date de notre bulle est rigoureusement exacte.

[1] Toutes les chartes du Cartulaire de Saint-Denis, étant publiées dans l'ordre même du manuscrit des archives d'Eure-et-Loir ; nous n'indiquerons ici que les autres sources où se trouve la charte

parte edificatum, sua tandem instantia consummavit. Consummatum et rebus suis donatum, annuentibus venerabilibus viris Richerio, Senonense archiepiscopo, et Gaufrido, Carnotense episcopo, collaudantibus et subscribentibus, tam uxore ejus supranominata Beatrice, quam filio Rotroco sanctis apostolis Petro et Paulo et Cluniacensi cenobio, sub reverendissimi confratris nostri Hugonis abbatis presentia obtulit, quam oblationem nostra postulaverunt auctoritate firmari. Nos igitur tam prefatum Beati-Dionysii monasterium, quam omnia ad id pertinentia sub jure et dispositione Cluniacensium fratrum perpetuo permanere sancimus, precipientes et sub districtione anathematis interdicentes ne quis unquam eumdem locum a Cluniacensis cenobii unitate subtrahat. Apostolica etiam auctoritate statuimus ut quecumque dona, quascumque possessiones prefati comites, vel alii quilibet fideles, de suo jure eidem monasterio contulerunt, sub apostolice sedis tutella integra semper et illibata permaneant : vicus scilicet supramemorate adjacens ecclesie, cum decem prati agripennis et tota in circuitu ecclesie terra, usque ad Rodnam fluvium, et super ipsum duo molendina ; terra Burchardi cum broillo ; terra de Belseria de Aschonisvilla ; ecclesia Sancti-Hillarii, cum decimis et appendiciis suis omnibus ; ecclesia Sancti-Leobini de Flaciaco, ecclesie Sancti-Leobini de Braole, Sancti-Hillarii de Belanisvilla, Sancti-Albini de Coldreciole ; Sancti-Martini de Margone ; Sancti-Petri de Brugeria, Sancti-Martini de Bertili[1] ; ecclesie Sancti-Johannis de Mauritania, Sancti-Macuti et Sancti-Germani ; ecclesia Sancti-Albini de Campo-Rotundo, cum tota Nicelle terra et appendiciis suis omnibus ; super Eram fluviolum, in loco qui dicitur Vivariis,

[1] *Berzeti*, Recueil des chartes de Cluny, V, p. 43

terra omnis culta et inculta, exquisita et inquirenda, cum pratis, silvis et servorum rebus, ibique et in comitatu Mauritanie morientium. In Cenomanensi episcopatu: ecclesia Sancti-Petri de Cetone, saltus consuetudinarii tam ad usus ecclesie quam ad usus monachorum et hominum suorum preter saltum Perticuli ; in omnibus saltibus pascua porcorum monasterii gratis; in loco qui dicitur Oratorius terra unius aratri; in Morisinivilla, unius aratri terra; in Fractavalle, decem agripenni vinee; molendinum de Ruitura ; terra de Bremeriicurte ; terra Bouvaci cum mediateriis earum; piscaria in Jogune fluvio a vado Bellivilaris usque ad aquam que dicitur Edera ; medietas Bebanisville et silva que dicitur Ostenganis ; decima telonei Mauritanie castri ; telonei quoque decima Nogenti castri ; decima etiam pasnadii silve que nominatur Resno; item ecclesia Sancti-Stephani et Sancti-Johannis in Nogenti castro ; Sanctus-Hillarius, Sanctus-Johannes, Sanctus-Stephanus, Sancta-Maria in castro Noionii ; Sanctus-Martinus de Margone, Sanctus-Albinus de Campo-Rotundo ; Sanctus-Albinus de Codricello ; Sancta-Maria-Magdalena de Ferraria : Sanctus-Hillarius de Belenvilla ; Sanctus-Johannes de Petrafixa ; Sanctus-Petrus de Aponviller ; Sanctus-Anastasius de Louviler ; Sanctus-Salvator de Campo-Rotundo ; Sanctus-Petrus de Bossevilecte ; Sanctus-Martinus de Univerrio ; Sanctus-Leobinus de Flacei; ecclesia Oratorii cum appendiciis et decimis omnibus. Hec habemus in episcopatu Carnotensi et Cenomanensi episcopatu : ecclesiam Sancti-Petri de Cetone : ecclesiam Sancti-Ulphacii. Sanctus-Petrus de Mauvis ; Sanctus-Prejectus de Vileris ; Sanctus-Hillarius qui est juxta Sanctam-Ceronnam ; Sancta-Maria de Buri ; Sanctus-Martinus de Loiseel : Sanctus-Germanus de Loisi : Sancta-

Maria, Sanctus-Johannes, Sanctus-Macutus de Mauritania; Sanctus-Audoenus de Tesval; Sanctus-Gervasius de Ferris (?); Sanctus-Audoenus de Berreriis; Sanctus-Martinus de Berlo; Sanctus-Martinus de Berzil; Sanctus-Martinus de Jamagiis; Sanctus-Petrus de Bruerya. Preterea quecumque vestrum cenobium hodie juste possidet, sive in futurum juste canoniceque poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat idem cenobium temere perturbare aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, vel temerariis vexationibus fatigare; sed omnia integra conserventur eorum, pro quorum sustentacione ac gubernacione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva canonica Carnotensis episcopi reverentia. Si qua sane in futurum ecclesiastica secularisve persona hujus decreti paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sua dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate agnoscat, a sacratissimo corpore ac sanguine Dei ac Domini Redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem cenobio justa servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatinus et fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen[1].

[1] Cette charte n'est pas datée dans le cartulaire. Or le pape Urbain II, mort le 29 juillet de 1099, y confirma la possession de l'église de Boisvillette. D'un autre côté Rotrou assista à la donation de cette église à son retour de Jérusalem, retour qui ne put s'effectuer qu'après la prise de cette ville, c'est-à-dire avant la fin de l'année 1099. C'est donc cette année même qu'il faut assigner comme date à cette bulle.

Bibliotheca Cluniacensis, par D. Martin Mercier. Paris, 1614, col. 514. — *Bullarium Cluniacense*, p. 26, col. 1. — *Recueil des Chartes de Cluny*, t. v. p. 42. — Des Murs, *Histoire des Comtes de Nogent-le-Rotrou*, p. 236.

III

Bulle du pape Pascal II, qui confirme les possessions et tous les privilèges de l'abbaye de Cluny.

20 novembre 1100.

Paschalis,... Et religionis, etc... Datum Lateranis... XVII (XII) kalendas decembris. »

(Cette bulle ne contenant que la citation du prieuré de Saint-Denis de Nogent, que l'on trouve sous deux formes *Nongentum et Norigentum*, nous n'avons pas cru devoir en publier ici le texte).

Bibliotheca Cluniacensis, col. 1826. — *Bullarium Cluniacense*, p. 32, col. 2. — *Recueil des Chartes de Cluny*, t. v, p. 92, n° 3741. — *Mémoires et Documents de la société de la Suisse Romande*, t. iii, p. 433. — Mansi, t. xx, p. 1038.

IV

Pascal II écrit aux archevêques et évêques des Gaules en faveur des privilèges de Cluny.

19 novembre 1100.

Paschalis.... Quanta reverentia, etc.

(Cette bulle ne concernant en rien le prieuré de Nogent, nous n'en donnons pas le texte).

Bibliotheca Cluniacensis, col. 524. — *Bullarium Cluniacense*, p. 33, col. 1. — D'Achery, *Spicilège*, t. iii, p. 435. — D. Bouquet, xv, p. 21. — Mansi, *Conciles*, t. xx, p. 1037. — *Mémoires et documents de la société de la Suisse Romande*, t. iii, p. 335. — *Recueil des Chartes de Cluny*, t. v, p. 91 ; n° 3740.

V

Geoffroy, vicomte de Châteaudun, fonde à Nogent une abbaye en l'honneur de saint Denis, construit une église et y établit des moines sous la règle de saint Benoît, lui fait de grandes donations et confirme celles faites par ses fidèles.

De 1031, 20 juillet, à 1032, 19 juillet.

CARTA DOMINI GAUFRIDI VICECOMITIS.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris, et Filii et Spiritus-Sancti, Amen. Conditor mirabilis rerum, cum sit Dominus omnium, nullaque nisi ab eo potestas hominibus data in hoc seculo, potentes in se credentes non respuit, sed, uti Apostolus ait : Personarum acceptor non est, sed in omni gente qui timet eum, et operatur justitiam, acceptus est illi. Quapropter in hujus mundi pelago caducis operibus ad modum affluentes atque vivere nolunt, secundum illum Apostoli dictum : Tanquam nihil habentes et omnia possidentes, et easdem opes male abuti utendo videntur, suorumque mole peccaminum deprimuntur graviter ; aliquando quidem resipiscentes, advocata divine propitiationis clementia, totis nisibus totaque mente ad eum converti debent, qui mortem peccatoris non vult, sed ad se redeuntis culpam non solum abstergit, sed et solita bonitatis misericordia, oblivionis velamine in perpetuum obtegit. Verum quoniam peccatori tante vires non suppetunt ut, absque sanctorum suffragio, mereatur adipisci suorum veniam peccaminum, patrocinia gloriosorum martyrum cetero-

rumque sanctorum incessanter opus est implorare, quatenus eorum meritis Dominum placatum habeat, atque ad eterna gaudia mereatur pertingere sanctis omnibus repromissa. Itaque ego Gauffridus[1], Castridunensium vicecomes, militari balteo accinctus, misericordia Dei me preveniente et comitante, notum esse volo omnibus orthodoxe fidei cultoribus, quia ego, assensu videlicet Dei omnipotentis, tam nobilitate superbi sanguinis quam viribus mundanarum opum famossissimus, pro parentum meorum, meaque salute, necnon pro incolumitate carissime prolis, inter Yogine flumen atque Castrum Nogiomi, consensum et assensum prebente mihi domino meo Odone Palatino, insuper seniore meo Theodorico Carnotensium episcopo[2] modis omnibus annuente, in honore preciosi

[1] Geoffroy II, vicomte de Châteaudun, fils de Foulque et de Melisende, fille de Hugues I, succéda à Hugues II, son oncle, qui étant devenu archevêque de Tours, en l'année 1003, abandonna le vicomté. Bien que Hugues ne soit mort qu'en 1023, c'est en cette même année 1003 qu'il faut faire remonter l'exercice de son pouvoir. Une charte du *Cartulaire Dunois* de Marmoutier datée de 1004 le fait figurer parmi les signataires : « Signum Gaufredi vicecomitis » avec l'abbé de Marmoutier, Gausbert, qui mourut en 1007.

Geoffroy fut l'adversaire fougueux de l'évêque Fulbert et pilla les terres du chapitre, l'évêque l'appelle *malfaiteur « Malefactor ille Gaufridus »* D'après les témoignages du prélat, il aurait réparé le château de Gallardon et construit celui d'Illiers, dont il était ainsi le principal seigneur, comme de Nogent-le-Rotrou. Il se réconcilia vers 1028 avec le saint évêque, et combla dans la suite toutes les abbayes de la contrée de ses générosités. Il fut massacré à Chartres vers 1038, au sortir de la cathédrale.

Un historien anonyme dit que ce fut « sans doute pour venger les injures qu'il leur avoit faittes et à leur évesque ». (*Etudes et documents* par l'abbé Métais, t. IV, p 211) Il est vrai qu'on ne trouve aucune donation du vicomte pour compenser le chapitre des pertes qu'il lui avait causées. Ne serait-ce pas plutôt le fait de simples voleurs, comme semblent l'indiquer les expressions « *furtiris gladiis* » employées par son fils Rotrou. (Voir plus loin ch. VI, p 21).

[2] Le même évêque accordait le privilège de l'immunité à l'abbaye de Coulombs et en particulier à l'église de Houdreville : « Carta

martyris Dionisii sociorumque ejus, mirifico opere, basilice fundamenta jeci, maximamque partem operis peregi atque prefatum martyrem beatum Dionisium, de meis rebus, pro tempore honoravi, et in antea, post operis ipsius expletionem basilice, polliceor et promitto majora et honorabilia dare, ut monachorum series inibi militatura, et secundum regulam beatissimi Benedicti die noctuque deservitura, sine aliqua inedia, pro salute sua omniumque fidelium, tam vivorum quam defunctorum, cum omni transquillitate et sine omni inquietudine, fundat preces. Hec autem omnia nominanda jam olim, Deo annuente, ab ipsis fundamentis ecclesie, actestatione multorum fidelium donata sunt sine aliqua dilatione. Quia vero non est in homine via ejus, neque hominis est dirigere gressus suos, accersito seniore videlicet domino meo Theodorico Carnotensi episcopo, non modicaque serie ceremonie ac multo populo, cum omni gaudio, coram Domino meo episcopo omnique populo, una cum consensu filiorum meorum Hugonis videlicet et Rotroci, omniumque nostrorum fidelium, illarum rerum quas promissione mea dederam, donum super altare beati Dionisii martiris posui, cartamque cum subnominatis rebus manu mea signare et confirmare curavi, imprecante domino episcopo, et cunctis fidelibus astantibus, Ananie et Saphire mortem penamque Jude proditoris cunctis qui, cupiditatis vitio, de rebus datis vel concessis

Theoderici, episcopi Carnotensis, data Carnoti, anno incarnati Verbi 1048, indictione 1ª, regnante Henrico rege XVIII, VII idus octobris (*9 octobre*), coram Fulcheberto archidiacono, Ogeverto archipresbytero et succentore, Gaufredo Columbensi abbate, et Landrico abbate Sancti-Petri Carnotensis, pro immunitate ecclesie Columbensis et ecclesie de Hildofivilla, data precibus Hugonis Bardulfi et Gaufredi abbatis, qua carta dictus episcopus, annuentibus archidiacono et archipresbytero supradictis, ecclesiam de Hildofivilla reddit immunem a vicaria, circada et synodo. » (*Bibl. nat., Mss. latin 17033, f. 39*).

surripere vel minuere voluerint. Igitur ego, Gaufridus, cum assensu dominorum meorum, Odonis videlicet Palatini comitis et Theodorici Carnotensis episcopi, dono adjacentem vicum supra memorate ecclesie, cum decem prati agripennis, totamque terram juris mei usque ad Ronam fluviolum, et super ipsum quatuor farinarios ; ecclesiam quoque Sancti-Hillarii que est sita super Yogine alveum, cum sepultura et decima omnibusque appendiciis suis, et terram Burcardi avunculi mei, cum Broilo et terram de Belseria ; res quoque omnes servorum meorum morientium, sicut mos mihi defert, et consuetudines illorum, tam in edificiis quam in aliis rebus, Sancto-Dionisio sibique servientibus concedo, et omnes saltus meos consuetudinarios esse jubeo usibus ecclesie et habitaculis monachorum omnibusque hominibus illorum : omnes saltus meos, excepto Pertico, ita concedo ut homo Sancti-Dionisii intra saltum habitet, et exinde domum suam edificet, atque herbam et ligna ad omnes usus suos habeat, excepto ne vendat nullamque exactionem per hoc ab ullo homine perferat, neque ullum debitum reddat ; Perticum vero ad usum meum et ad usum monasterii Sancti-Dionisii ita in proprio meo retineo ut, queque fuerint ad usum monasterii necessaria, ex eo monachi faciant, et homo illorum intra saltum Pertici habitet, et de illo domum suam edificet, atque ligna ad calefaciendum se habeat, sine ulla consuetudine reddenda. Do etiam totam decimam, tam de Pertico, quam de omnibus saltibus meis, quibus quoque remitto pasnadium omnium porcorum suorum. Post mortem autem matris mee Milesendis, dono ecclesiam de Campo-Rotundo, cum Nigelle terra, et omnibus appendiciis suis, atque in Asconisvilla alodium juris mei, cum omnibus consuetudinibus suis ; super Eram quoque fluviolum, in

loco qui dicitur Vivariis, terram cultam et incultam, cum pratis et silvis et decima, omnibusque consuetudinibus suis, atque in supradicto fluviolo Era aream molendini. In Carnotino oppido, dono omnium censum arearum mearum. In burgo Castridunensi, dono ecclesiam Sancti-Sepulchri quam fundavi et servis meis ideo edificare permisi, ipsis petentibus et obnixe deprecantibus, ut supradicte Sancti-Dionisii ecclesie ac monachis ibidem secundum regulam sancti Benedicti degentibus, cum omnibus appendiciis suis, deserviat : et dono, in ipso Dunensi-Castro, quinque stallorum salis et carnis consuetudinem ; et assensu meo cum assensu filii mei Hugonis, Vivianus, filius Otrani, dat terram unius aratri in loco qui dicitur Oratorius. Concedo etiam meorum fidelium dona futura, emptionesque quas monachi sibi a meis hominibus quocumque modo agere potuerint, atque ab eis omnia data vel danda ita possideri libere ac haberi ut in hoc quod datum vel emptum fuerit, qualiscumque mala consuetudo in antea fuerit tota depereat mox ut data fuerit, atque ab eis jure et libere possideatur et habeatur, ita ut, neque ego neque heredes mei succedentes, per teloneum, neque per vicariam, neque per bannum, neque per collocationem meorum militum, neque per aliam aliquam consuetudinem quamvis modicam, monachis vel suis hominibus ullam inquietudinem inferant. Concedo etiam hanc libertatem loci Sancti-Dionisii supradicti ut quicumque culpabilis fuerit mihi vel quicumque ex omnibus hominibus meis aut quicumque extranei, si in burgo Sancti-Dionisii quocumque modo potuerit se immitti, ut salvus et liber sit, neque quandiu in eo fuerit aliquis quicquam possit ei inquiri. Hec omnia data concedo salva et libera, quatenus (possim) peccatorum meorum veniam adipisci, et in futuro gaudia repromissa cum omnibus

bonis mereri. De quibus donis omnibus si quis sacrilegus aut insanus, Zabuli instinctu, aliquid subtrahere vel minuere temptaverit, nisi resipuerit et ad satisfactionem confugerit, auctoritate Dei omnipotentis, Patris et Filii et Spiritus-Sancti, et sanctorum angelorum, patriarcharum, prophetarum, apostolorum, martirum, confessorum, virginum atque omnium sanctorum, sit excommunicatus et anathematizatus, et a liminibus sancte Dei ecclesie segregatus, ut non habeat partem cum Deo, neque cum angelis, neque cum sanctis ejus, sed sit pars sua cum diabolo et angelis ejus, si in sua malitia perseverare voluerit, atque in inferno penis debitis crucietur cum diabolo, tunc veniam habiturus quando diabolus et angeli ejus sunt habituri. Omnes vero qui locum supradictum et res ad eum pertinentes benigne et juste custodierint, atque de rebus suis aut de dictis vel de factis quocumque modo melioraverint, aut adjuverint ut meliorari possit, sint participes in omni benefacto quod in loco illo factum fuerit percipiantque a Domino hic centies multiplicata dona, et in futuro mereantur omnium delictorum veniam atque cum sanctis angelis et omnibus sanctis percipiant gaudia paradisi, cum Deo, et omnibus sanctis in perpetuum regnaturi atque victuri.

† S. domini Gaufridi, vicecomitis qui dedit et hanc cartam firmavit, et multis aliis firmare fecit. † S. domini Theodorici, venerabilis Carnotensis episcopi[1]. † S. domini

[1] Le même prélat accorda pareille franchise à l'église de la Chapelle-Royale, dépendant de l'abbaye de Saint-Père : « ut ab hodierna die et per succedentia tempora ab omni venditione et comparatione, a synodo et circada, ab omni debito vel parata absolutum permaneat », en présence de l'archiprêtre Agevert ; de Foucher, archidiacre ; de Dunois ; de Guillaume, prévôt ; de Gerogius, doyen; d'Arnoul, préchantre ; d'Hildegaire, sous-doyen ; de Hugues, prévôt ; de Guy, prévôt ; de Guy Rouge ; d'un autre Foucher, archidiacre ; de Eudes, doyen du Dunois ; d'Ingelran, maître d'école, etc. » (*Bibl. nat., Mss. latin 10101*, f° 52, n° 344 et *mss. 5417*, p. 37).

Odonis, Palatini comitis. † S. Hugonis, filii domini Gaufridi vicecomitis. † S. Rotroci, fratris ejus. † S. Eleusie, matris eorum. † S. Guillermi, prepositi. † S. Fulcherii, excommunicati. † S. Alnaldi. † S. Nevelonis. † S. Yvonis. † S. Oddonis. † S. Frotmundi. † S. Helgodi. † S. Marini. † S. Secundi. † S. Garini.

Actum Nogioni-castro, regnante Henrico rege in Francia, anno primo regni ejus, tempore domini Theodorici, venerabilis Carnotensis episcopi, et tempore domini Oddonis, Palatini comitis, et tempore domini Alberti, abbatis Sanctissimi-Dionisii Parisiensis.

Bibliotheca Cluniacensis, col. 54, 1re partie, et 75 de la 2e partie, notes de Duchesne. — Bry de la Clergerie, *Histoire du Perche*, p. 140. — *Recueil des Chartes de Cluny*, t. IV; p. 57; n° 2858. — Traduction dans l'*Histoire des Comtes du Perche* par M. des Murs, p. 153. — Bibl. nat. *Manuscrits Duchesne*, n° 22, f. 276. — *Ibidem*, Mss. français, 4787. f. 91 et 103. — *Archives d'Eure-et-Loir. H. 2602, copie.*

VI

Rotrou, comte du Perche, après avoir terminé et fait consacrer l'église de Saint-Denis, lui fait de nouvelles libéralités, et confirme les donations de ses ancêtres et des autres bienfaiteurs.

11 Janvier 1078.

CARTA DOMINI ROTROCI COMITIS[1].

In nomine sancte et individue Trinitatis Patris et Filii et Spiritus-Sancti. Amen.

[1] Voir aux *Pièces annexes* de la préface de cette seconde édition le texte de cette même Charte, d'après M. Bruel qui l'a publiée dans le « *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny* » IV, p. 633. Plusieurs variantes et additions sont utiles à connaître. On y trouvera en particulier la date « Actum est hoc Carnotis publice, III idus januarii. in camera comitisse juxta portam Cinerosam. »

Conditor mirabilis rerum, cum sit Dominus omnium. nullaque nisi, ab eo potestas hominibus data in hoc seculo. potentes in se credentes non respuit ; sed, uti Apostolus ait : Personarum acceptor non est, sed in omni gente qui timet eum et operatur justitiam acceptus est illi. Quapropter in hujus mundi pelago caducis operibus admodum affluentes atque vivere nolentes secundum illud Apostoli dictum : Tanquam nihil habentes et omnia possidentes. et easdem ope male utendo abuti videntur, suorumque mole peccaminum deprimuntur graviter. aliquando quidem resipiscentes, advocata divine propitationis clementia, totis nisibus totaque mente ad eum converti debent qui mortem peccatoris non vult. sed ad se redeuntes culpam non solum abstergit. sed etiam sua solita bonitatis misericordia oblivionis velamine in perpetuo obtegit ; verum quoniam peccatori tante vires non suppetunt ut, absque sanctorum suffragio. mereatur adipisci suorum veniam peccaminum. patrocinia gloriosorum martirum ceterorumque sanctorum incessanter opus est implorare, quatinus eorum meritis Dominum placatum habeat, atque ad eterna gaudia mereatur pertingere sanctis omnibus repromissa. Itaque ego Rotrocus, comes Mauritanie castri atque Castridunensium vicecomes, notum esse volo omnibus orthodoxe fidei cultoribus quia pater meus, videlicet comes Gaufridus atque vicecomes, tam nobilitate superbi sanguinis quam viribus mundanarum opum famosissimus, pro parentum suaque salute, nec non pro incolumitate carissime prolis, inter Joginie fluvium atque castrum Nogioni, in honorem pretiosi martyris Dionisii sociorumque ejus. mirifico opere, magne basilice fundamenta jecit. totiusque operis partem peregit, atque prefatum martyrem beatum Dionisium de suis rebus pro tempore honoravit. et in antea, post operis expletionem

basilice, pollicitus est dare multo majora ut monachorum series inibi militatura, sine aliqua inedia, pro salute sua omniumque fidelium tam vivorum, quam defunctorum, per dia per noxque, cum omni tranquilitate, Deo funderet preces. Interea vero inopina mors, apud urbem Carnotensem, eum, ab ecclesia matris Domini redeuntem, furtivis gladiis invasit[1], imperfecto supradicto opere quod ceperat. Ego vero, adhuc satis juvenculus, heres pro eo constitutus, cum, inter procellas hujus estuantis pelagi, multa pertulissem pericula, tandem superne pietatis intuitu, quiete data et otio, summopere patris velut pedissequium ferens, sedulus implere volui quod ceperat. Sumpto ergo pretio de reditibus rerum quas pater meus dederat, licet plano opere, tamen quantitate corporis minus dissono, septum opus ad ipso ad finem usque paulatim complevi, accersitoque Gauffrido, Carnotensi episcopo, atque Ernaldo, Cenomanensium presule[2], et Gauscelino, Sancti-Charilephi tunc abbate, non modicaque serie clerimonie ac numeroso populo, basilicam dedicari et in ea octo altaria cum omni tripudio sacrari decrevi, atque inter sacra solemnia missarum, coram episcopis, una cum consensu filiorum meorum, videlicet Gaufridi, Hugonis, Rotroci, Fulcoisi ac filie mee Helvise, omnium-

[1] Quoi qu'il en soit de la mort violente de Geoffroy, Rotrou ne fut pas moins hostile à l'église de Chartres et à son évêque Thierry, que ne l'avait été son père. Etait-ce pour « venger la mort de son père », comme dit M. Cuissart (*Bulletin de la société Dunoise*, t. VIII, p. 55), ou simplement pour agrandir ses domaines par les seuls moyens alors usités sans scrupule par les grands seigneurs ? Il fut arrêté dans ses exploits par une surdité incurable qui fut regardée comme un châtiment du ciel : « *animadversione divina obsurduit.* » (Orderic Vital, édit. Le Prevost, t. II, p. 297). Il se reconcilia avec l'évêque de Chartres et assista en sa présence à la dédicace de l'église de Chuisnes (*Cartul. Dunois*, p. 101).

[2] Ou Arnaldus, évêque du Mans, qui siégea de 1066 au 1er décembre 1081.

que nostrorum fidelium, omnium illarum rerum quas pater meus in corpore vivens dederat, XVIII calendas januarii, donum super altare beati Dionisii martiris posui ; idque ex mei juris rebus, que ingenio meo aliunde antea emeram, libens auxi, imprecans Ananie et Saphire mortem Judeque proditoris penas cunctis qui, cupiditatis vicio, de rebus datis vel concessis quicquam voluerint subripere vel minuere. Dedit itaque sepe nominandus Gauffridus, cum assensu domini sui, Oddonis Palatini comitis[1], vicum supramemorate ecclesie adjacentem, cum decem prati agripennis, totamque terram juris sui usque ad Ronam fluviolum, et super ipsam duos farinarios : ecclesiam quoque Sancti-Hilarii que est sita super Joginie alveum, cum sepultura et decima omnibusque appendiciis suis ; Heram fluviolum in loco qui dicitur Vivarius ; terram cultam et incultam, cum pratis et silvis, res quoque servorum suorum omnium morientium, sicut mos sibi deferebat, tam in edificiis quam in rebus aliis sancto Dionisio martiri, sibique servientibus concessit. Saltus quoque consuetudinarios esse jussit usibus ecclesie ediumque monachorum, quibus remisit porcorum suorum pasnadium. In Carnotino opido, dedit censum quarumdem arearum : in burgo Castridunensi. dedit ecclesiam in honore Sancti-Sepulchri quam fundari et servis suis ideo edificari permisit, ipsis petentibus et obnixe deprecantibus, ut supradicte Sancti-Dionisii ecclesie ac monachis, ibidem secundum regulam sancti Benedicti degentibus, cum omnibus appendiciis suis deserviret. Concessit etiam dona fidelium futura, emptionesque (quas

[1] Eudes II, comte de Champagne, était petit-fils de Thibaud Ier, comte de Blois. Il était aussi comte de Blois, et c'est à ce titre qu'il approuva le don de Geoffroy, vicomte de Châteaudun. Il fut tué à la bataille de Bar-le-Duc, le 15 novembre 1039.

monachi sibi a suis hominibus agere quocumque modo poterint, atque ab eis omnia data vel danda, ita libere possideri ac haberi ut ejus heredes succedentes, neque per teloneum, neque per vicarium, neque per bancum (*sic, pour* bannum), neque per collocationem suorum militum, neque per aliam aliquam consuetudinem quamvis modicam, monachis vel suis inferant inquietudinem hominibus. Quibus etiam dedit, ad edificationes suas agendas, omnes suos saltus, excepto Perticulo. Monachis quoque in ipso Castrodunensi quinque stallorum salis et carnis consuetudinem, cujus assensu, in loco qui Oratorius dicitur, Vivianus filius Otroani, cum Hugonis filii assensu, terram unius aratri dederit. Ego vero Rotrocus comes, Tebaldo comite annuente, in territorio Dunensi, predicto martiri do decem agripennos vinee, in loco qui Fractavallis dicitur, et in Morisinivilla terram unius aratri, medietatemque ecclesie de Margone atque molendinum de Ruitura, cum tota molta qualem hodie habet, terram quoque de Bremerii-Curte, cum mediateria, ac terram Bomiaci cum mediateria, medietatem etiam Bebanisville, silveque que dicitur Ostenganis. Hec itaque data ita concedo esse libera ut patris mei data, superius scripta, quatenus peccatorum meorum veniam adipisci merear, et in futuro gaudia eterna bonis omnibus repromissa.

S. Rotroci, comitis. S. Gauffridi, venerabilis presulis. S. Thebaldi, Palatini comitis[1]. S. Gauffridi, filii Rotroci comitis. S. Hugonis, fratris ejus. †. Rotroci. S. Fulcoisi. †. Eleusie, sororis eorum. †. Ingeranni, decani. S. Heldigerii, archidiaconi. †. Girdergi. †. Rodulphi Pagani. S. Yvonis. †. Hugonis. †. Guillermi. S. Garnerii. †. Garini.

[1] Thibaud III, second fils de Eudes II, fut comte de Blois de 1048 à 1089.

†. Ademari, presbiteri. S. Guillermi Mutaldi. † alii Guillermi, filii Mauheelin. †. Gaufridi, senescalchi. S. Gotefridi. †. Richerii.

Traduction dans l'histoire des Comtes du Perche de M. des Murs, p. 192. — Imprimée dans l'*Histoire du Perche*, par Bry, p. 147. — Copie dans Duchesne 22, f. 277 v° à la Bibl., nat. — *Archives d'Eure-et-Loir*, H. 2602, copie.

VII

Confirmation par Geoffroy, comte du Perche, des dons faits au prieuré de Saint-Denis par son grand'père et son père, et don de nouveaux biens.

VERS 1080

CARTA DOMINI GAUFREDI, COMITIS MAURITANIENSIS[1].

In nomine Sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti.

Conditor mirabilis rerum, cum sit Dominus omnium, nullaque nisi [ab eo] potestas hominibus data[2] in hoc seculo, potentes in se credentes non respuit, sed, uti Apostolus ait : Personarum acceptor non est, sed in omni gente qui timet eum et operatur justiciam acceptus est illi[3]. Quapropter in hujus mundi pelago caducis operibus admodum affluentes atque vivere nolentes secundum Apostoli dictum : Tanquam nihil habentes et omnia pos-

[1] Comme la charte VI, donnée par Rotrou, celle-ci a une leçon différente *dans le Recueil des Chartes de Cluny*, (t. IV, p. 698) que nous reproduisons à la fin de la Préface de cette seconde édition.

[2] Rom. XIII, 1. « Non est enim potestas nisi a Deo. »

[3] *Actus Apostolorum*, X. 34 et 35 : « Quia non est personarum acceptor Deus, sed in omni gente qui timet eum et operatur justitiam, acceptus est illi. »

sidentes[1], et easdem opes male utendo abuti videntur, suorumque mole peccaminum deprimuntur. Aliquando quidem resipiscentes, advocata divine propiciationis clementia, totis nisibus totaque mente, ad eum converti debent qui mortem peccatoris non vult[2], sed ad se redeuntis culpam non solum abstergit, sed etiam sua solita bonitatis misericordia oblivionis velamine in perpetuo obtegit ; verum quoniam peccatori tante vires non suppetunt ut, absque sanctorum suffragio, mereatur adipisci veniam peccaminum, patrocinia gloriosissimorum apostolorum ceterorumque sanctorum incessanter opus est implorare, quatinus eorum meritis Deum placatum habeat atque ad eterna gaudia mereatur pertingere sanctis omnibus repromissa. Itaque ego Gaufridus, castri Mauritanie comes[3], notum esse volo orthodoxe fidei cultoribus, quia avus meus dominus Gaufridus, vicecomes Castriduni, et pater meus Rotrocus, comes, tam nobilitate superbi sanguinis quam mundanarum rerum famosissimi, pro parentum suorum suaque salute necnon pro suarum sobolum incolumitate, inter Yoginie fluvium castrumque Nogenti quod situm est Pertico, in honore

[1] *Cor.* VI, 10.

[2] *Ezechiel.* XXXIII, 11 : « Nolo mortem impii, sed ut convertatur impius a via sua et vivat » : *Ibidem*, XVIII, 23 et 32.

[3] Geoffroy, comte de Mortagne et du Perche, était le fils aîné de Rotrou et d'Adèle de Domfront. Orderic Vital fait de lui cet éloge : « Erat idem consul magnanimus, pulcher corpore et callidus, timens Deum et ecclesiæ Dei cultor devotus, clericorum pauperumque Dei defensor strenuus, in pace quietus et amabilis, leonisque pollebat moribus, in bello gravis et fortunatus. Hic nobilitate parentum suorum et conjugis suæ Beatricis inter illustres spectabilis erat, strenuosque barones et in bellis acres oppidanos suæ ditioni subditos habebat... Tot itaque stemmatibus exornabatur et armis animisque cum divitiis et amicis fulciebatur, et quod est supra omnia, timore Dei stipatus, neminem timens, ut leo progrediebatur ». (Orderic Vital, édition Le Prevost, t. III, p. 301).

preciosi martiris Dionisii sociorumque ejus, magnifico opere, basilice fundamenta jecerunt, totiusque operis partem perregerunt, atque prefatum martirem Dionisium de suis rebus pro tempore honorarunt, et in antea, post operis ipsius basilice expletionem, polliciti sunt dare multo majora ut monachorum ordo inibi militaturus, sine aliqua inedia, pro salute sua, omniumque fidelium tam vivorum quam defunctorum, per dia per noxque, cum omni tranquillitate, Deo funderet preces. Ego vero Gaufridus, comes, satis adhuc juvenculus, heres pro eis constitutus, tandem superne pietatis intuitu, quiete data et otio, summopere opus illorum implere curavi. Sumpta ergo omnia que avus meus et pater dederant, annuente domino Richerio, Senonensium archiepiscopo, et Carnotensi domino Gaufrido episcopo, et domno Tedbaldo, comite Palatino, atque Stephano, ejus filio, cum uxore mea Beatrice, et filio meo Rotroco, nec non fratribus meis, et omnibus proceris et militibus et aliis hominibus meis benivola voluntate annuentibus, omnia acquisita vel aquirenda, nominata vel nominanda trado, concedo et transfundo ad altare beatissimorum apostolorum Petri et Pauli quod est situm in loco qui Cluniacus vocatur, ubi dominus Hugo abbas preesse videtur, et monachi sub ejus imperio domino Deo die noctuque militant. Hec sine ulla occasione vel contradictione dono et de mea potestate in illorum voluntate transmitto, ita ut hac die et deinceps ipse dominus abbas et successores ejus habeant locum illum, teneant, possideant, regant et dirigant secundum illorum velle et posse, vicum ecclesie etiam supra memorate adjacentem, cum decem prati agripennis, totumque in circuitu ecclesie juris mei usque ad Rodnam fluvium, et super ipsum duos farinarios concedo ; ex altera vero parte fluvii Yoginie, ecclesiam

Sancti-Hilarii, cum decima et sepultura omnibusque appendiciis suis ; terram quoque Burchardi cum broilo, terramque de Belseria, et terram de Aschonisvilla, et ecclesiam quoque Campi-Rotundi, cum tota Nirelle terra, et omnibus appendiciis suis ; super Eram fluviolum, in loco qui dicitur Vivarius, omnemque terram cultam et incultam, exquisitam et inquirendam, cum pratis et silvis, res quoque servorum meorum morientium ubique locorum, videlicet tam in Mauritanie comitatu, sive ubi sicut mos mihi defert, cum assensu et postulatione ipsorum, tam in edificiis quam in aliis rebus, beatis apostolis Petro et Paulo, sanctoque Dionisio, fratribusque Cluniasensibus eidem loco famulantibus concedo. In Carnotino opido, dono censum omnium arearum mearum ; et in Morisinivilla, terram unius aratri, medietatem etiam ecclesie de Margone atque molendinum de Ruitura, cum tali molta qualem hodie habet ; terram quoque de Bremerii-Curte cum mediateria ; medietatem etiam Bebanisville et silvam que dicitur Ostenganis ; dimitto etiam piscatoriam Yoginie[1], a vado Bellivillaris usque ad aquam que dicitur Edera. Addo etiam ego Gaufridus comes, cum uxore mea Beatrice et filio meo Rotroco, ex meo proprio, ecclesiam Sancti-Macuti Mauritanie castri cum omnibus appendiciis suis ; ecclesiam quoque Misliaci (?) quicquid in ea habebam ; decimam etiam mercatus de Mauritania, quecumque fuerint empta vel vendita ; omnes telonei redditus de omnibus rebus quecumque possunt dici vel inquiri, et decimam burgi Beatricis comitisse, uxoris mee ; deciman quoque furni et molendini qui est in stagno subtus castro ; pasnadium etiam omnium porcorum monachorum Sancti-Dionisii et sibi servientium de silva Resno

[1] Joginia, Yoginia, Yonia, etc. sont les formes différentes d'un même nom, désignant l'Huine, rivière qui arrose Nogent-le-Rotrou.

et de omnibus forestis meis ; do etiam ecclesiam Sancti-Stephani et ecclesiam Sancti-Johannis de castro Nogenti. et decimam mercati ejusdem de omnibus que possunt dici vel inquiri ; salis quoque eminam quam accipiebam in burgo Sancti-Dionisii, nec non et calceamenta que reddebantur mihi ; havadium[1] quoque et omnes alias consuetudines que in burgo Sancti-Dionisii accipiebam omnes dimitto et condono Deo et sancto Dionisio ; sintque franchi ac liberi homines Sancti-Dionisi, ubicumque fuerint, in omni loco mee potestatis, ita ut nullam consuetudinem, nullam inquietudinem perferant, neque a me neque a ministris meis... Sancti-Dionisii quicumque vendiderit vel emerit omnes albani seu... die mercati quam in diebus aliis omnis telonei causa et... monachis tam in die mercati quam in diebus aliis omnis telonei causa omnibus hominibus Sancti-Dionisii, sive in burgo maneant, seu de foris ubicunque habitantibus, ut quicumque ex eis culpabilis... fuerit, vel ejus ministris de qualicumque re, si se potuerit excusare, per consimiles sibi homines de hominibus Sancti-Dionisii nihil amplius requiratur ; si vero se excusare non potuerit, duos solidos tantummodo de lege ad comitem persolvendum est ei. Do etiam et concedo omnes saltus meos consuetudinarios usibus ecclesie Sancti-Dionisii et habitaculis monachorum omnibusque hominibus illorum, ita ut homo Sancti-Dionisii, si voluerit, intra saltus habitet, et ex inde domum suam edificet, atque herbam et ligna ad omnes usus suos habeat excepto ne vendat, nullamque exactionem per hoc ab ullo homine perferat, neque ullum debitum reddat. Perticum vero ad usum meum et ad usum monasterii Sancti-

[1] Ce mot ne se trouve pas, dans du Cange. Ne faudrait-il pas lire *Haracium*, d'où vient notre mot Haras, et dont l'opportunité dans la capitale du Perche est incontestable.

Dionisii ita in proprio meo retineo, ut queque fuerint ad usum monasterii necessaria, ex eo monachi faciant, et homo illorum intra saltum Pertici habitet, et de illo domum suam edificet, atque ligna ad calefaciendum se habeat, et herbam sine ulla consuetudine reddenda. Do etiam totam decimam tam de Pertico quam de omnibus saltibus meis quibus remitto pasnadium omnium porcorum suorum, et saltus etiam intra et ultra Nirellam[1], infra Campum-Rotundum, et Nirellam que vocatur ad Tronchettos ; duos quoque hospites qui sunt ad Bonniacum, cum terra et boscum qui est inter terram Sancti-Dionisii et aliam ; omnem quoque terram que est inter Rodnam et Chaumouset, et inter aquam Yoginiam et forestam, subtus montem Felonis, et de super et ex utraque parte ..... dominio habebam ; terram cultam et incultam que dicitur..... Concedo etiam supradicte ecclesie Sancti-Dionisii..... fidelium aliquod quod est de beneficio meo tenere videtur..... Beato-Dionisio habebat liberum arbitrium sine..... comitum atque heredum meorum. Quod si aliqua prava consuetudo in rebus datis vel dandis inesse videtur, statim ut data fuerint, precipio aboleri, quasi antea non fuit. Emptiones quoque monachorum, quas a meis hominibus facere quocumque modo potuerint, omnimodo liberas esse ab omni consuetudine mando ; et omnia que data sunt vel danda ab aliis in futuro ita libera esse volo ut neque ego neque succedentes mei, neque per bannum, neque per teloneum, neque per vicariam, neque per collocationem nostrorum militum, neque per aliam quamvis modicam consuetudinem, monachos de servicio Dei disturbent neque suis hominibus ullam inferant inquietudinem. Ista omnia dona libera ita esse volo, sicut

[1] On le trouve encore écrit *Nysella*, en particulier dans la table sommaire qui précède le cartulaire.

avus meus Gauffridus et pater meus Rotrocus sua suorumque fidelium dona esse stabiliverunt libera, domino meo Teobaldo comite Palatino. atque Stephano, filio ejus. assensum prebente liberabilitati mee. quatinus ego et uxor mea et ventura progenies peccatorum nostrorum veniam adipisci mereamur. et in futuro eterna gaudia bonis omnibus repromissa. De quibus omnibus donis siquis sacrilegus aut insanus. Zabuli instinctu, aliquid subtrahere vel minuere temptaverit. nisi resipuerit et ad satisfactionem confugerit. auctoritate Dei omnipotentis. Patris et Filii et Spiritus-Sancti. et sanctorum apostolorum. martirum. virginum et confessorum omniumque sanctorum sit excommunicatus et anathematizatus, atque a liminibus sancte Dei ecclesie sequestratus, ut non habeat partem cum Deo neque cum sanctis angelis et omnibus sanctis ejus. sed sit pars ejus cum diabolo et angelis ejus. si in malicia sua perstiterit. atque in inferno cum Caypha et Pilato et Anania et Saphira. Juda quoque qui Dominum tradidit. atque cum eis qui dominum Jesum crucifixerunt. simul quoque cum iniquo Nerone qui Dei apostolos. Petrum quidem pedibus sursum positis cruci affixit. Paulo vero caput truncavit, penis crucietur debitis. tunc veniam habiturus quando diabolus et angeli ejus sunt habituri. Omnes vero qui fideliter et caritative eumdem locum adjuverint et dilexerint, salus et benedictio Dei Patris omnipotentis et Filii et Spiritus Sancti super eos sit. Sub hac etiam eos ponimus excommunicatione vel benedictione qui de rebus datis a dominis supradictis et a nobis minime in hoc privilegio, vel tedio laboris. vel oblivionis vicio positis. quicquam violare aut surripere voluerint.

[1] La désignation de Néron parmi les damnés est rarissime ; plus fréquente celle de Caïphe et de Pilate, mais plus rare celle d'Ananie et de Saphire

Signum domini Gaufridi comitis, filii Rotroci, qui cartam istam jussit fieri et scribere rogavit, et auctoritate sua et manu propria confirmavit et corroboravit. Signum Beatricis comitisse, venerabilis uxoris ejus. Signum dulcissimi Rotroci, juvenis filii ejus. Signum domini Richerii, Senonensis archiepiscopi[1]. Signum domini Gauffridi, Carnotensis episcopi. Signum Adalardi, archidiaconi.

Signum Gerogii de Curvavilla[2]. Signum Josleni, subdecani. Signum Guerrici, devociaci. Signum Ademari, decani. ✝ Signum domini Tedbaldi, comitis Palatini. Signum Stephani filii ejus et domine A(de le comitisse, uxoris ejus. S. Rodulphi Pagani. S. Hugonis de Silio. S. Guillermi Guitardi. S. Genelonis. S. Gualterii de Lamothei. S. Gauffridi de Monboonis. S. Yvonis filii Gazonis S. Guillermi de Curte-Sesaldi. S. Gualterii Chesnelli. S. Guillelmi Anatonis. S. Gerogii de Ulmo. S. Gualterii Ardentis. S. Fulchoisi de Memberoles[3]. S. Rainaldi vicharii. S. Guittardi Castriduni. S. Oddonis Desreati. S. Odonis Brisaldi. S. Richerii Forestarii. Signum Bladini prepositi. Amen.

---

[1] Richer, archevêque de Sens, consacré le 31 mars 1062, mort le 27 décembre 1096.

[2] Les documents sur cette famille sont trop nombreux pour les rappeler ici. On en trouve dans tous nos cartulaires chartrains. Rappelons seulement que Yves, fils de Giroie, abandonna la terre de Courville à Thibaud IV, comte de Blois, vers 1127 (*Cartulaire de Tiron*, I, p. 104).

[3] Un Foucher de Membrolles fut témoin de l'acte d'échange de la terre de Choudri et d'Auvilliers vers 1129. Voir *Cartulaire de Tiron*, I, p. 138. Plusieurs autres membres de cette même famille paraissent dans ce même ouvrage.

VIII

Confirmation par Rotrou IV, comte du Perche, des libertés de l'église de Nogent-le-Rotrou.

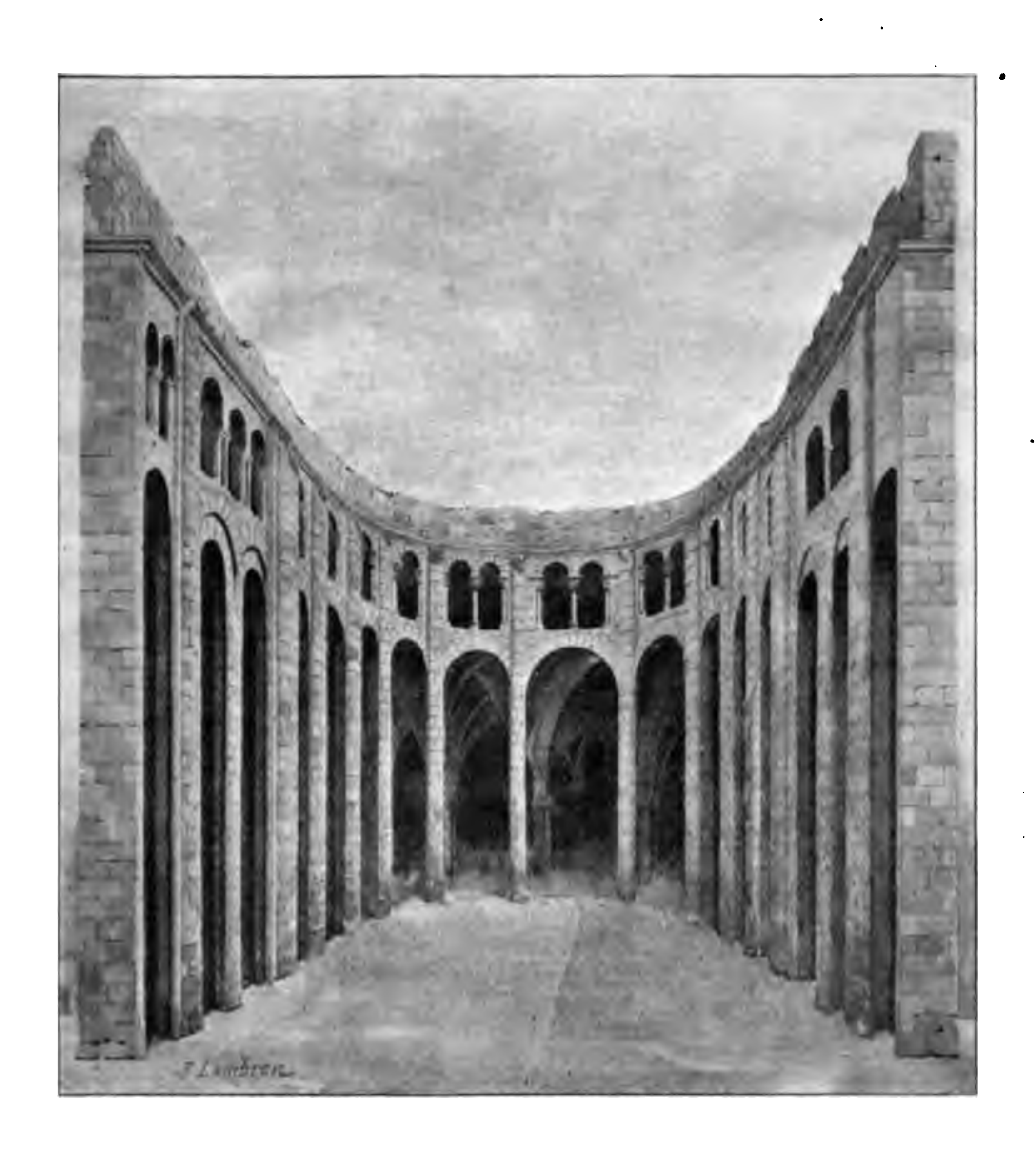
ORLÉANS, VERS 1160.

In nomine Patris et Filii et Spiritus-Sancti. Amen.

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod ego Rotrocus, comes Perticencis[1], filius Rotroci comitis, eamdem libertatem et quitanciam quam habuit ecclesia de Nogento, tempore patris mei et antecessorum meorum, cum omnibus, pernitentiis suis, laudo et concedo, et auctoritate sigilli mei corroboro. Hujus rei testes sunt : Ansellus, prior Sancti-Laurencii ; Johannes de Ferraria[2] ; Huldricus, cancellarius comitis Theobaldi ; Bernardus, cognomento Decanus ; Rodulphus Marinus ; Hugo de Sarcellis ; Gonterius Odardus ; Oddo famu-

[1] En 1191, Rotrou assistait au siege de Saint-Jean d'Acre. Avant de succomber, pendant la prise de cette ville, il fit une donation en faveur des Templiers que Duchesne signale en quelques mots : « Rotro, comes Pertici, cum in obsidione Accon esset, anno MCXCI » *Mss, 20, f. 240 à la Bibl. nat.*. Après sa mort, arrivée le 13 juillet, son fils Geoffroy, qui combattait également sous les murs de cette ville, s'empressa de confirmer le don de son père : « Gaufridus comes Pertici pro remedio anime R. patris sui et M. matris sue. MCXCI. » Et de nouveau à son retour de Nogent : « Gaufridus comes, presente Stephano fratre, apud Novigentum MCXCVI » (*Ibidem*)

[2] Giroie de la Ferriere vendit aux moines de Tiron six arpents de pres, dits les pres Morin, du consentement de son épouse et de son fils Gauthier (*Cartul. de Tiron*, t. p. 116). Dans le *Cartul. de la Trappe* il est question de nombreuses donations faites par des membres d'une famille de la Ferriere : mais il s'agit d'une famille tirant son nom de la Ferriere, du canton de Moulins-la-Marche, et par suite sans doute étrangere a celle de notre Giroie



Intérieur de l'église Saint-Denis

lus; Ricardus Aculeus; Guillermus de Bullou; et alii. Actum fuit Aurelianis, in presentia comitis Theobaldi, Laymone[1] existente priore de Novigento.

La traduction de cette charte est donnée dans l'*Histoire des Comtes du Perche*, par M. des Murs, p. 200. — Copie dans Duchesne, Mss. 22, p. 278. *Bibl. nat.*

IX

Don par Rotrou, comte du Perche, au prieuré de Saint-Denis de différentes dîmes sises à Nogent.

Mâcon, 1190.

Ego Rotrodus, comes Pertici, notum omnibus fieri volo, quod, dum acciperem iter Jerusalem, in capitulo Sancti-Dionisii constitutus, pro salute anime mee et antecessorum meorum, [concessi] quietam talliam, quam dicebam me debere habere in terra monachorum Sancti-Dionisii, extra burgum Sancti-Dionisii, sicut idem burgus clauditur aquis. Concessi etiam eisdem monachis decimam explanationum nemoris et factarum et faciendarum qui dicitur les Dareiz[2] et aliorum nemorum constitutorum in Pertico, in quibus decimas pasnagiorum idem monachi habere noscuntur. Concessi etiam eisdem monachis summarium unum habere in nemore quod dicitur Perticulum, ad mortuum nemus, et in meis aliis nemoribus. Ut autem hec quietatio et concessio nostra rate et firmiter permaneat, presentem paginam sigilli

[1] Pour *Symone*, voir charte XII.

[2] Cette charte est dans Bry qui a cru devoir lire les Clairets, mais ce mot est ainsi dans le Cartulaire.

mei munimine fecimus roborari. Data anno gratie millesimo centesimo nonagesimo sexto, apud Masticonum[1].

Copie dans Duchesne, 22, f. 287. Il écrit : « 1190 » ; autre copie f. 293, v°, il écrit encore 1190.

X

Geoffroy, comte de Mortagne, à son retour de Jérusalem, va à Saint-Denis de Nogent visiter le tombeau de son père, et confirme toutes les donations de ses ancêtres.

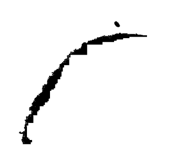
1099

CARTA DOMINI ROTROCI COMITIS FILII DOMINI GAUFFRIDI COMITIS

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod Rotrocus, filius domini Gauffridi, comitis Mauritaniensis, postquam de Jherosolimis venit, in die sexta sequenti, que etiam dies dominica fuit, Sancti-Dionisii limina subiit, ubi pater suus sepultus fuit, ibique coram cunctis fratribus Sancti-Dionisii, et quibusdam adstantibus suis nobilibus viris, Deo et Sancto-Petro Cluniacensi, corpus et animam suam condonavit, atque donum, quod pater suus et mater sua de monasterio Sancti-Dionisii Nogenti-Castri Pertici Deo et Sancto-Petro Cluniacensi fecerant, cum omnia (*sic*) quecumque

[1] Cette charte et celle du n° 99 ne diffèrent que par quelques mots. Le mot *sexto* a été ajouté en interligne sur le cartulaire par une main étrangère. Cette date en effet est évidemment fausse, car Rotrou mourut en combattant lors de la prise de Saint-Jean d'Acre, le 13 juillet 1191. Il faut donc lire, avec des Murs, 1190 (p. 478 et 483). Rotrou en effet fut fidèle au rendez-vous des croisés fixé à Vezelay pour la Saint-Jean-Baptiste (24 juin 1190).

Deux pages du Cartulaire manuscrit (*Charles* x, xi et xii).



pater suus et mater sua, vel antecessores sui, ad eumdem locum pertinencia, tam acquisita vel acquirenda in antea, sine ulla retinentia, sine ulla consuetudine aut inquisitione que dici vel inquiri quisquam possit, totum Deo et Sancto-Petro Cluniacensi condonavit, ut fidelis Deo et Sancto-Petro Cluniacensi, omnibus diebus vite sue, sit, atque res ejusdem ecclesie Sancti-Dionisii benigne semper custodierit, et deffensor et adjutor in omnibus sit, et quicumque ullam molestiam vel inquietudinem, aut res illius loci percipere voluerit, adjutorium et deffensionem de omnibus repromisit, atque donum istud cum palmis, quas de Jhierosolimis apportavit, super altare Sancti-Dionisii posuit, coram astantibus quibusdam nobilibus viris suis. Testes: Guillermus Anatonus; Georgius Dulmo; Aymericus Ardens ; Gauffridus, filius Yvonis de Hisleris ; Gauffridus de Remerico qui venit cum eo de Jhierosolima[1].

XI

Hugues de Loisail donne à Saint-Denis de Nogent l'église de Saint-Martin de Loisail et reçoit comme compensation de la main de Rotrou, comte du Perche, la somme de dix livres chartraines et de dix livres dunoises.

1105 1107.

CARTA GUILLERMI DE LOISCEL.

Notum sit omnibus fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Guillermus de Loiscel dono

[1] Cette charte n'est pas datée dans le cartulaire. Mais suivant le texte même il convient de la placer dans l'année même du retour de Rotrou, c'est-à-dire en 1099 (*Voir charte n° II.*)

Deo et Sancto-Petro Cluniaci, monachisque Cluniacensibus in monasterio Sancti-Dionisii Nogenti Deo servientibus, presbiterium Sancti-Martini Loiselli, quod in meo dominio habebam, id est offerendas, sepulturas, primicias, vicariam et theloneum cymiterii, et duas partes decime ad ecclesiam pertinentis. Do etiam unam domum que in cymeterio posita est, et quicquid jam dicte ecclesie ad me videtur pertinere, pro redemptione anime mee et omnium parentum meorum vivorum et mortuorum. Comes autem Rotrocus et Beatrix comitissa, mater ejus, propter hoc donum quod ego feci, dederunt mihi duodecim libras denariorum Carnotensium et decem libras Dunensium in caritate, et illas decem libras dederunt pro me, Rotrocus comes et Beatrix, mater ejus, Hugoni de Nogento, suo servienti, cui ego eas debebam. Testes hujus doni sunt : ego Guillermus qui feci et ex hoc cartam fieri precepi ; Hugo de Campis, sororgius meus ; Rotrocus comes et Beatrix mater ejus atque Mathildis, uxor comitis ; Rotrocus de Monteforti ; Robertus Aguilio ; Georgius Fortinus ; Girardus Capreolus et Gervasius filius ejus ; Gualterius Casnellus ; Matheus Ardens ; Garrinus Capellanus. Postea venit dominus Serlo, Sagiensis episcopus[1], Mauritaniam, et donum quod Guillermus fecerat libentissime corroboravit, laudavit atque confirmavit, in presentia horum testium clericorum sive laicorum, quorum nomina hec sunt : Richardus de Campellis decanus ; Rotrocus comes et Beatrix comitissa ; Gulferius de Villererio ; Normanus Boslenus ; Hubertus Capreolus. Post hec venit Odelina, uxor predicti Guillermi, cum filio suo Richerio, Nogentum, et donum supradictum quod

[1] Serlon d'Orgères, évêque de Séez, du 22 juin 1091 au 27 octobre 1123.

maritus suus fecerat, laudarunt et confirmarunt, ac super altare Sancti-Dionisii cartam posuerunt. Testes : Hugo de Campis; Hugo filius Landrici; Paganus de Villa-perdita[1]. Hoc procul dubio sciatis quia alias duodecim libras Carnotensium denariorum Guillermus de Loiscel, et uxor sua, et Hugo de Campis habuerunt. Et hoc viderunt et audierunt prescripti testes. Qui hoc donum violaverit anathema sit.

Bibl. nat., Mss. Duchesne, 22, f. 282 et 287.

XII

Confirmation par Rotrou, comte du Perche, des privilèges de l'église de Nogent-le-Rotrou.

Orléans, vers 1160.

CARTA DOMINI ROTROCI COMITIS, FILII ROTROCI COMITIS, SORORGII COMITIS THEOBALDI.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod ego Rotrocus, comes Perticensis, filius Rotroci comitis, eamdem libertatem et quietanciam quam habuit ecclesia de Nogento, tempore patris mei et antecessorum meorum, cum omnibus pertinenciis suis, laudo et concedo, et auctoritate sigilli mei corroboro. Hujus rei testes sunt : Ansellus, prior Sancti-Laurentii ; Johannes de Ferraria ;

[1] Payen de Villeperdue, avec Haimeric et Ernaud de Tercé donnèrent à l'abbaye de Tiron une terre du fief de Tercé près du chemin de Gardais. (*Cartul. de Tiron*, I, p. 189).

Huldoicus, cancellarius comitis Theobaldi ; Bernardus. cognomento Decanus ; Rodulphus Viarius ; Hugo de Sarcellis ; Gonterius Vilardus : Odo famulus ; Ricardus Aculeus[1] ; Guillermus de Bullo ; Wiardus de Monte-Dulci : Philippus filius ejus. Actum fuit Aurelianis, in presentia comitis Theobaldi, Simone existente priore de Novigento ; Paganus prepositus ; Gaufreidus filius Robini ; Gervasius, filius Pagani ; Richerius, pistor ; Forro, capellanus, sigillavit. Qui hoc donum violaverit, anathema sit. Amen.

Copie dans Duchesne, 22, f. 287, et 287 v°. *Bibl. nat.*

XIII

Rotrou abandonne au monastère de Saint-Denis le droit de foire à Mortagne et à Nogent avec franchise, sauf le droit de justice.

Nogent, 9 janvier 1165.

CARTA ALIA DOMINI ROTROCI COMITIS.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Rotrocus, Perticensis comes, notum fieri volo omnibus, tam presentibus quam futuris, quod decimum mercatum Mauritanie et Nogenti quem antecessores mei monachis Sancti-

[1] Ce Richard Aguillon était sans doute le frère de Guillaume Aguillon, seigneur de Barjouville, près Chartres, qui se croisa en 1146 et qui en 1169, se voyant sur le point de mourir, demanda à être enterré dans la Léproserie du Grand-Beaulieu, auprès de sa femme Elisabeth. (*Cartul. de Tiron*, I, p. 193). Un autre membre de cette famille, Robert Aguillon (*Aculeus*) donna à l'abbaye de Saint-Père la viguerie d'Ymonville (*Bibl. nat. Mss. 10101, f. 35*).

Dionisii in perpetuam donaverunt elemosinam, pro remissione peccatorum meorum, ab aliquo monachorum vel servientium eorum, libere, quiete et sine omni exactione in perpetuum concessi recipiendum. Quod, quoniam de consuetudine est, quod burgenses Mauritanie coustumas quas faciunt in foro nostro, reddunt in sabbato, precepi sequenti dominica, infra tertiam, prefato monacho vel servienti sabbati ab eis consuetudinem reddi, retenta tantum mihi fori justitia, ut ad opus meum forifacte consuetudinis solvatur judicatum. Quod ut ratum haberetur et stabile, auctoritate sigilli mei confirmari precepi : et donum quod antecessores mei fecerunt predictis monachis de ecclesia de Bure, id idem approbo et confirmo, et quod in prefata parrochia, annuente Deo, sive in terris, sive in pratis, ex largitione fidelium acquirere poterunt concedo et me eis defensorem promitto. Testibus : Guillelmo, clerico; Johanne, monacho de Ferraria; Hemerico de Vilerel[1]; Engerran de Noce[2]; Clemente Marescal; VV. Ruffo de Mauritania; Pagano, filio Erardi; Herberto Bovet; Rainaldo coco. Actum publice apud Nogentum, in aula comitis, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo sexagesimo quinto, feria sexta, quinto idus januarii. Datum per manum Adam cancellarii comitis, tempore Yvonis prioris.

Copie dans Duchesne. Mss. 22, f. 288, *Bibl. nat.* — Des Murs, p. 439.

[1] Hemeri de Villeray était gouverneur de Bellême pour Guillaume Talvas, lorsque Rotrou s'empara de cette ville en 1113.

Un autre Hemeri de Villeray, peut-être celui qui figure dans notre charte, prit part à la croisade en 1202 (*Fragments historiques sur le Perche* par Pitard).

[2] Enguerran de Nocé figure au nombre des bienfaiteurs de la Leproserie de Chartrage, en 1202. (*Fragments historiques sur le Perche*, par Pitard.)

XIV

Hugues, vicomte de Châteaudun, abandonne le droit de subsides qu'il levait sur les bourgeois du bourg de Saint-Sépulcre de Châteaudun à l'occasion du mariage de ses enfants, des guerres, etc.; moyennant une redevance annuelle de dix livres, garantie par les moines. Il restitue à ceux-ci la terre de Villemaure, et obtient que l'église du Saint-Sépulcre sera toujours desservie par six religieux. Enfin il stipule les droits qu'il pourra recevoir sur les marchandises les jours de foire, etc.

Chartres, 1166.

CARTA DOMINI HUGONIS VICECOMITIS CASTRIDUNENSIS.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Guillermus, Dei gratia ecclesie Carnotensis electus, tam futuris quam presentibus, in perpetuum. Quoniam memorie labili et posteritati subsecuture, ut bene gesta in sue stabilitatis vigore consistant, litterarum apicibus et scriptorum attestatione solers antiquorum consulere decrevit auctoritas, nos quoque eorum imitationi adherentes, ne processu temporis aut pravorum astucia, controversia intra ecclesiam Sancti-Sepulchri et vicecomitem Castriduni, ad unitatis pacem et tranquillitatis concordiam diligentie nostre studio reformata, futuris temporibus perturbari valeat, presentis pagine decreto mandare curavimus. Notum sit igitur omnibus quod controversia que versabatur inter Yvonem, priorem de Nogento, et Hugonem, vicecomitem Castriduni, super consuetudinibus burgi Sancti-Sepul

chri, qui in burgo eorum quasdam sibi consuetudines vindicabat, ad preces Stephani, venerabilis abbatis Cluniacensis, et prefati vicecomitis postulationem, qui se ratum habituros quod inde statueremus concesserunt, in presentia nostra sic terminata est. Dicebat enim vicecomes quod ad filium vel filiam vel sororem maritandos, ad redemptionem quoque corporis sui, ad terram acquirendam vel recuperandam, si quis etiam dominorum suorum eum exheredet, ad hec omnia, si pecuniam impendi opporteret, competens auxilium a burgensibus ei exigere liceret; quod monachi penitus contradicebant. Et quoniam de his et aliis consuetudinibus questio diutius in presentia nostra agitabatur, ad nostram exhortationem utraque pars in hunc modum pacis conquievit. Nos vero utriusque partis utilitati et quieti providentes, ne vicecomes aliquod indebitum in burgo monachorum sibi usurparet, consuetudines quas ibidem habet expressius et evidentius annotare curavimus. Pro bono igitur pacis utrinque concessum est ut predictum competens auxilium quod, propter nominatas causas, vicecomes sibi exigere posse licenter dicebat, omnino dimitteret, et propter hoc, singulis annis, vicecomes a burgensibus decem libras hoc modo haberet. Prior si quidem Sancti-Sepulchri, vel aliquis loco ejus, sex vel quatuor legitimos burgenses, in eo burgo commorantes, circa festum sancti Remigii, in eamdem ecclesiam convocabit, et, presente aliquo de servientibus vicecomitis quem ob hoc ipse destinaverit, jurabunt predicti burgenses quod bona fide communiter in hominibus in eodem burgo manentibus, juxta cujuscumque facultatem, aut possessiones ibidem a monachis habentibus, decem libras et nihil amplius legitima estimatione tam facultatis quam possessionis taillabunt, quousque ad festum Omnium-Sancto-

rum vice-comiti persolventur. Serviens vero, quem ad audienda juramenta vicecomes miserit, taillie non intererit; sed soli burgenses antea dicti, qui tam in se quam in aliis legitime taillabunt. Si vero vicecomes in festo sancti Remigii non miserit, quando mittet, semel in anno. fiet taillia, et a die qua fiet, infra mensem, decem libras vicecomiti persolventur. Ab hac tamen taillia tres servientes ecclesie, major, burgi furnarius et janitor porte burgi, sicut de aliis consuetudinibus, omni tempore liberi et quieti erunt. Tres vero servientes vicecomitis, Odo scilicet Fulcaudus, Gilbertus et Garinnus Fugantes-Ventum, in vita tantum sua ab eadem taillia liberi erunt, ita quod nec de heredibus eorum quemquam, nec alium, decedentibus istis, ad hujus taillie libertatem, futuris temporibus, vicecomes vel heres ejus substituere potuerit. Si vero homines prefatam tailliam reddere noluerint, ad eam habendam ab his qui de more antiquo eam reddere consueverunt vicecomes et heredes sui, sine fraude et dolo. operam et auxilium monachis prestabunt; et si post commonitionem monachorum aut vicecomitis eam detinere perseverarint, ut infra mensem etiam cum usura reddatur vicecomes faciet, aut ut ea que in burgo a monachis tenentur ab ipsis monachis libere et pacifice possideantur, si maluerint, efficiet. Terram quoque de Villismauri quam vicecomes prefate ecclesie abstulerat, et Theobaldo Bonelli dederat, eidem ecclesie in perpetuum quiete possidendam restituit, et garandiam eis inde semper ipse et heredes sui portabunt. Sciendum est etiam quod sex monachi ad divinum officium celebrandum in ecclesia Sancti-Sepulchri morabuntur assidue, nec ad ampliandum numerum vicecomes vel heres ejus eos cogere possit vel poterit. Omnes preterea homines qui ad forum Castriduni venerint, in die fori, quandiu forum duraverit, ubicumque

merces suas cujuscumque generis vendiderint, teloneum vicecomitis est. In quocumque loco burgi Sancti-Sepulchri vicecomes teloneum habet, si de mercatura que est in burgo submonitio facta fuerit et completa venditio, teloneum vicecomitis erit; sin autem vendenti exinde cui voluerit rem suam libere vendere licebit; de coriis et tannatis omnibus teloneum omnibus diebus vicecomitis est; quicquid homo de burgo Sancti-Sepulchri extra burgum quocumque die vendiderit, teloneum vicecomitis est. Botagium[1] et cornesagium vicecomitis est. Caldarias et patellas et tripedes[2] in domibus fullonum et tinctorum de territorio [Sancti-Sepulchri] quotiescumque voluerit capiet, et si ea amiserit, restituet. Ad basturas[3] asinorum et equorum quadrigariorum, apud Castridunum morantium, faciendas vel reparandas in domibus fullonum Sancti-Sepulchri, sicut in aliorum domibus fullonum, borram[3] capiet. Die fori, quandiu forum duraverit, ubicumque vicarius vicecomitis viros consuetudinarios vel feminas de territorio Sancti-Sepulchri extra domos suas invenerit, si clamor fuerit de eis, ad justitiam vicecomitis eos submovere poterit, et donec causa terminata fuerit, eosdem justiciabit. Durare autem forum dicitur quandiu tres corbelie sutorum cum mercibus in foro invenientur; omni die et omni loco de forifacto pedagii submovere eos poterit. De banliva et infractura viarum omni die et omni loco, si clamorem audierit, submovere poterit et justitiare. De forifacto telonei, et furto extra burgum consecuto, homines Sancti-Sepulchri omni die extra burgum submovere poterit et justitiare. Si aliquis hominum,

[1] Droit sur les vins. (*Du Cange*).

[2] Les chaudières, vases et trépieds des foullons et des teinturiers.

[3] *Bastura*, le bas ou la selle des ânes et des chevaux ; *borra* la bourre nécessaire pour les faire ou les raccommoder.

qui vicecomitis foragium semel dederit, in aliena terra manens, si se ad manendum in territorio Sancti-Sepulchri transtulerit, vicecomes foragium suum de eodem et ibidem habebit, quamdiu vineas, quas tunc temporis habebat, tenuerit, nec ideo monachi foragium suum inde amittent. Quod si per annum et diem unum extra banlivam postea manserit, et iterum ad manendum in burgum Sancti-Sepulchri redierit, non dabit foragium nisi monachis. Si latro in burgo captus fuerit, monachi de eo justitiam facere poterunt, et omnes res suas in burgo capere; et si facere noluerint vel non potuerint, vicecomiti ad justitiandum tradent, sed nec monachis, nec vicecomiti eum redimere licebit. Si quis ad monachos de hominibus ipsorum, aut ipsi homines de se invicem, ad monachos clamorem fecerint, si ipsi de justitia defecerint, justitia vicecomitis apud Castridunum facienda et non alibi erit. Servientes qui principalia ministeria vicecomitis tenuerint, nullam consuetudinem monachis reddent preter hoc quod ad eos pertinebit de annuo censu decem librarum, et propter debitum censum suarum possessionum, nisi forte mercaturam exercuerint de qua, more mercatorum, monachis consuetudines suas reddent, ad annonas vicecomitis carrucandas, apud Castridunum, et non alibi; crudas telas in domibus fullonum capere licebit, quas si perdiderit restituet. Albani totius territorii Sancti-Sepulchri vicecomitis sunt. Preterea biannum suum, infra territorium Dunense, et equitatum suum ubique si presens fuerit vel si gentem sibi mandaverit, vicecomes ibi habebit, et quoties hostes advenerint, homines ad clamorem exibunt. Si quis vero hominum de terra Sancti-Sepulchri vicecomiti specialiter aliquid forifecerit, ibi de eo fiet justitia ubi tempore antecessorum suorum solebat fieri; vinum arpenti vinee,

quod Constancius filius Seranni dedit, ad serviendum ecclesiam Sancti-Sepulchri de luminari, monachis in quolibet bannorum vicecomitis, totum, aut partem in uno, et partem in altero, vendere licebit, sine commixtione alterius vini aut aque, de quo vicecomiti securitatem faciant, si exigerit ; nec preter hec monachis vel alicui hominum in banno vicecomitis sine licentia ipsius vendere licebit. In magnis quoque solemnitatibus, servientes vicecomitis ad ecclesiam Sancti-Sepulchri [venire debent ; quod si non fecerint et monachi] super hoc clamorem fecerint, consuetam oblationem, cum debita satisfactione recipiant. Si vero vicecomes auxilio hominum ecclesie ad exercitum vel equitatum indiguerit, ut eos prior submonere faciat mandabit. Hanc itaque compositionem factam laudavit uxor vicecomitis Margarita et filii eorum : Gaufridus, Hugo et Paganus, presentibus noticiis nostris, Matheo et Hugoni de Castellione decanis, et Oddone, tunc priore Sancti-Sepulchri quos ad hoc videndum et audiendum destinavimus. Ne ergo a vicecomite vel a monachis hujus compositionis constitutio aliquatenus possit violari, sub chirographi attestatione et sigilli nostri auctoritate presentem paginam roborare decrevimus. Hujus rei testes sunt, ex parte monachorum : Bernardus, Corisopitensis episcopus[1], qui fuit cancellarius Carnotensis ; Milo, archidiaconus ; Gislebertus, subdecanus ; Gauterius, cantor Trecensis. Ex parte vicecomitis : Gaufridus, decanus Carnotensis ; Joannes, decanus Aurelianensis ; magister Theobaudus Fromundi ; Stephanus, capellanus vicecomitis ; Gauterius Bonel, decanus ; Laurentius Engelardi ; Roscelinus de Mamberollis ; Adam de

[1] Bernard de Moëlan, chanoine de Chartres, fut sacré évêque de Quimper, en 1159, et mourut le 2 août 1167.

Cloïa[1]; Theobaudus Engelardi; Robertus de Milliaco[2]: Paganus Crato[3]; Guillelmus de Romanevilla: Bernardus decanus; Gilbertus de Milliaco; Trocellus, Roscelinus de Bello-Videre. Actum Carnoti, in palatio pontificali, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo sexagesimo sexto.

Bibl. nat. Mss. de Duchesne, 22, p. 282, extrait et copie p. 288. — Traduction française aux archives d'Eure-et-Loir. — Imprimé dans l'*Histoire du Perche,* p. 193.

[1] Adam de Cloyes fut témoin de la donation faite au prieuré des Fouteaux de la terre de Queue-Gannelon, vers 1167, par Rahier de Montigny. (*Cartul. de Tiron,* II, p. 96).

[2] En 1135, un Guillaume de Milly fut présent à l'accord entre Barthélemy de Vendôme et l'abbé de Saint-Laumer de Bois.

Le 13 mai 1140, le pape Innocent II confirma à l'abbaye de Josaphat ses possessions de Sicile et de Pouille, notamment l'église de Saint-Théodore donnée par Robert de Milly.

Le 1er mars 1155, le pape Adrien IV confirme à l'abbaye de Josaphat ses possessions de Sicile et de Calabre, notamment l'église de Saint-Théodore donnée par Robert de Milly. En 1161, en 1169, en 1175 Robert de Milly fut témoin de dons faits par Henri I, comte de Champagne.

En 1181, Guillaume de Milly, chanoine de Chartres, fut témoin d'une grâce octroyée à son chapitre par Thibaut, comte de Blois.

En 1190, Robert de Milly fait don de 5 sols de rente et d'un demi-septier de froment aux prêtres de la chapelle de Boissy, à la charge de célébrer annuellement l'anniversaire de sa mère Eremburge et de son père. Il accompagna à la croisade Henri II, comte de Champagne.

En 1221, le 6 avril, Robert de Milly promit à Thibaut, comte de Champagne et de Brie, que ses hommes de Villars et de Boissy ne perdront aucune chose dans 500 arpents de bois à luy appartenant à Boissy.

(*Inventaire des titres de la maison de Milly*, par le vicomte de Poli.)

Le sceau d'un Robert de Milly (1217-1226) a été reproduit p. 21 de ce même ouvrage :

En 1258, Philippe, sous doyen du chapitre de N.-D. de Chartres, et seigneur de Milly, scellait de son sceau armorié l'acte de vente d'Etienne, maire de *Orceio. Bibl. Nat.* Mss latin 5185, i, f. 87.

[3] Geoffroy Craton, Eudes et Henri ses frères donnent aux Templiers de la Boissière de Châteaudun plusieurs terres situées aux Ormes près Rochefort etc. 1238 (*Archives Nationales*, S. 5000 n° 1).





SCEAU DE PHILIPPE DE MILLY
Sous-doyen du chapitre de Chartres, 1258

Ce sceau est dessiné par Gaignières. Il est ogival et mesure 0,058 sur 0,04. Au centre un personnage la tête rasée en couronne, vêtu d'une aube à collet orné, passée sur une robe longue, tenant devant lui à deux mains un calice, au dessus duquel figure une main bénissante mise en fasce. Dans le champ de chaque côté, un chatelet avec tour crénelée. Légende : ✝ SIGILLVM. PHIP. DE. MILLIACO.

Le contre-sceau est rond et mesure 0,027. Au centre un écu, chargé d'un lion. Légende : ✝ S. PHILLIPPVS. DE. MILLIACO.

XV

Don à l'abbaye de Saint-Denis par Guillaume Baril d'un petit bois près du Loir.

Avant 1080.

CARTA GUILLERMI BARIL

Notum sit omnibus fidelibus, presentibus quam futuris, quod ego Guillermus Baril, cum assensu uxoris mee Richelde, dono Deo et Sancto-Petro de Cluniaco, monachisque qui in monasterio Sancti-Dionisii Nogenti-Castri Deo deserviunt, boscum unum parvum qui est situs inter viam publicam et aquam que vocatur Leda, et terminatur usque ad nemus Rimaldi Perchiharii, et olcam unam que fuit Aclendi. Hoc donum pro redemptione anime mee facio, ut supradicti monachi me sepeliant et deferant ad monasterium Sancti-Dionisii, mittantque me in cimeterio ejusdem loci, quia non habeo pecuniam aliam quam dare possim pro sepultura mea ; nec non totum feodum meum, sine ulla retentatione, prefatis monachis concedo post obitum uxoris mee. Hujus doni testes qui hoc viderunt et audiverunt sunt isti : Rogerius de Sancto-Cristoforo ; Giraldus Baril ; Rodulphus Buberculus qui feretrum ad portandum eum fecit ; Odo de Monte-Teoni ; Renaldus decanus ; Fromundus de Quercu ; Halemburgis laïca.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 282, *Bibl. nat.*

XVI

Thibault de Dangeau approuve la donation faite à Saint-Denis de Nogent par Guillaume de Monthau.

Vers 1150

CARTA DOMINI THEOBALDI DE CASTRODONIOLO.

Noverint cuncti, tam presentibus quam subsequentibus (*sic*), quod ego Theobaldus de Castrodoniolo, et uxor mea Hildeburgis, et filii mei Bernardus scilicet et Odo, ac filia mea, concessimus Deo et Sancto-Petro Cluniaci et monachis qui apud Nojionum in monasterio Sancti-Dionisii positi sunt, donum quod Guillelmus de Monte-Teonis et uxor ejus Ruboldis supradictis monachis fecerunt de nemoris cremento de Monte-Teonis et de fedo atque de olcha una que est juxta supradictum nemus posita. Testes vero hujus concessionis sunt isti : Oddo Brisaldus ; Paganus de Bosco[1] ; Guillermus de Friesia[2] ; Paganus de Phoxitio ; Gauffredus Burellus[3] ; et

[1] Un Payen du Bois paraît vers 1150 dans le *Cartulaire de Tiron* (I. 72) il avait donné un morceau de terre à cette abbaye dans la paroisse de Saint-Maixme. Sa femme Mathilde se remaria à Hugues d'Alluyes.

[2] Geoffroi Burel avait donné à Tiron, des vignes à Saint-Jean-Froidmentel avec l'approbation de son seigneur Ursion de Fréteval, vers 1142 (*Ibidem*, II. 35).

[3] La famille de Friaize, à laquelle appartenait Guillaume, qui figure comme témoin dans cette charte, est bien connue en pays chartrain. L'un de ses membres, Jean de Friaize, conseiller de Louis, comte de Chartres, fut chargé de préparer à Venise les bâtiments nécessaires à la croisade. Fidèle à son prince devenu duc de Nicée, il fut tué en voulant le défendre et le venger à la funeste bataille d'Andrinople, en 1205. (Voir : *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, I, p. 225). Ce Jean fut un insigne bienfaiteur de Josaphat, qui inscrivit son obit au XVIII[e] des calendes de mai (14 avril) ; à côté de celui du comte Louis inscrit au jour suivant : « XVIII kalendas maii,

filius ejus ; Guido, filius Florici ; Evrardus, forestarius domini Roscelini ; Rambaldus, lavendarius monachorum Sancti-Florentini Bonevallis ; Gruardus, filius Roberti ; Hugo de Pomerio.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 282 v°, à la *Bibl. Nat.*

XVII

Bulle de Lucius II confirmant tous les privilèges donnés par ses prédécesseurs à l'abbaye de Cluny.

1144, 22 mai.

(Cette bulle ne donnant aucun détail sur Saint-Denis de Nogent, nous n'en donnons pas le texte).

Bibliotheca Cluniacensis, col. 1383. — *Bullarium Cluniacense*, p. 52, col. 2. — Mansi, t. XXI, p. 610. — *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, V, p. 439, n° 4085.

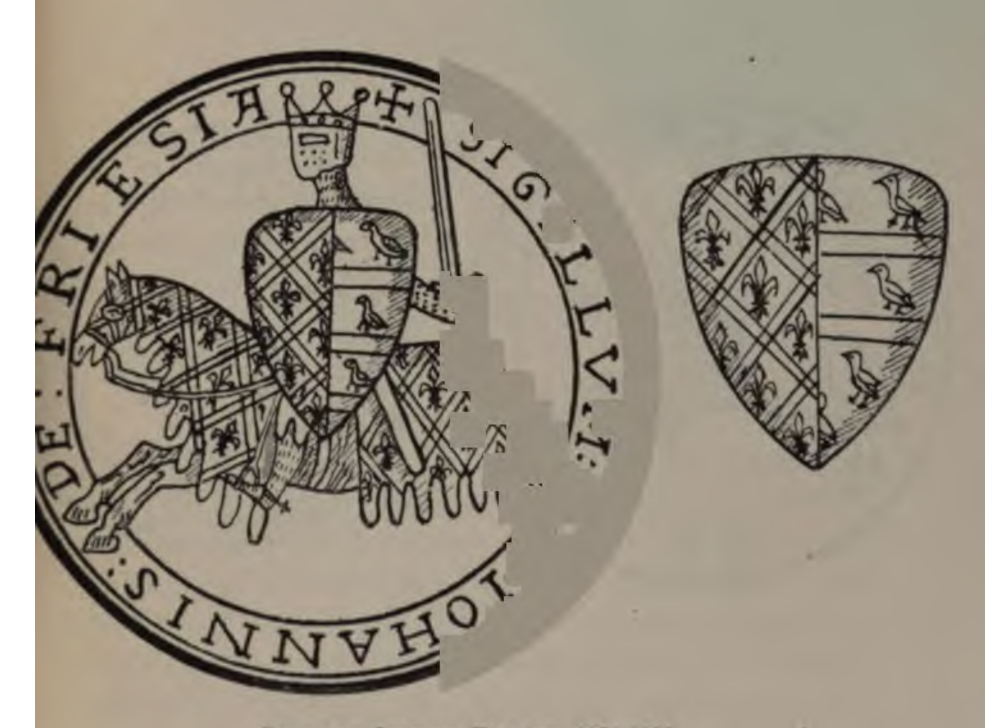
obiit Johannes de Friesia, miles, et Gaufridus. Hic Johannes dedit nobis, etc., unde concessum est ei pro ipsius anima et pro animabus patris et matris ejus et amicorum suorum missa de defunctis apud nos singulis diebus in perpetuum celebretur. » — XVII kalendas, deposicio Ludovici comitis Carnotensis. »

Ce même Jean, avant de partir en croisade, fit plusieurs donations au prieuré de Saint-Gervais et de Saint-Protais de Chuisnes, que sa mère, nommée *Rohes* dans la charte, voulut bien confirmer. La charte inédite était munie du magnifique sceau publié ci-contre.

Foucher de Friaize, en 1209, donnait deux muids de blé, mesure de la Ferté-Villeneuil, à l'abbaye de l'Aumône ou du Petit-Citeaux. L'acte fait connaître son épouse Persois, fille de Ursion II de Fréteval, et ses enfants, Jean, l'aîné, Ursion, Nivelon, Hugues, Jean et Ysabelle. L'évêque de Chartres approuva cette pieuse générosité au mois de février suivant (*Bibl. Nat.*, mss. latin, 5185, II, p. 333).

En 1216, il confirma le don du chanoine Geoffroy de Poncé d'une terre sise à Bailleau le Pin, en faveur de l'œuvre des clercs de la cathédrale.

Enfin en 1222, Garin de Friaize approuvait la donation faite par Jean son frere et Gaultier son père de 60 charretées de bois à prendre dans les forêts de Champrond, Friaize et Beauvoir, en faveur de l'abbaye de Josaphat.

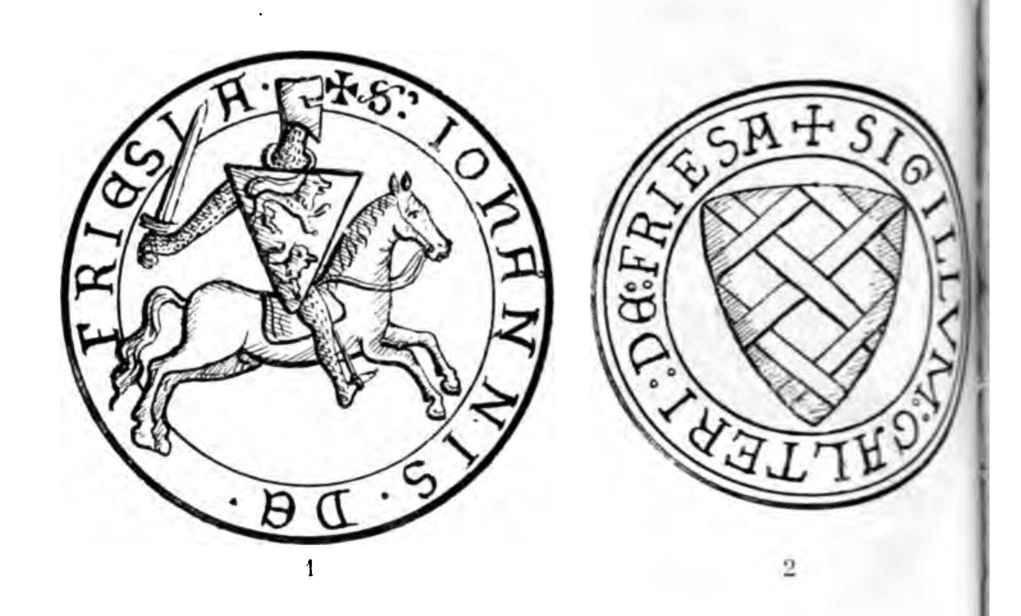


SCEAU DE JEAN DE FRIAIZE, 1191-1200.

Ce sceau dessiné par Gaignières au bas de la charte du prieuré de Chuisnes, citée dans la note 3 de la charte XVI, était en cire verte sur lacs de soie rouge (*Bibl. nat.*, Mss. latin 5441², f. 67).

C'est un sceau équestre de 0,072 de diamètre. Il représente un cavalier sur un cheval lancé à droite. Il porte une cotte de mailles et un casque fermé avec couronne à trois pointes. De la droite il tient son épée haute, un large bouclier le couvre presque en entier. Il porte mi partie un fretté semé de fleurs de lis, et 3 fasces avec une orle de merlettes. Le cheval est couvert d'une housse armoiriée et frangée par le bas et le long du poitrail. La légende porte : † SIGILLVM IOHANNIS. DE. FRIESIA. Le contre-sceau est un écu arrondi pareil à celui du bouclier, mais on n'y voit que 2 fasces au lieu de 3.

Gaignières a aussi dessiné un fragment du même sceau au bas d'une charte de 1191 publiée dans le *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, I, p. 225. Il n'y a aussi que 2 fasces sur le contre-sceau (*Bibl. nat*, Mss. latin 5185, I, f. 87).



1 2

1. — Sceau de Gaultier de Friaize.
2. — Sceau de Jean de Friaize, 1223.

Les dessins de ces sceaux nous ont été conservés par Gaignières. Le premier (*Bibl. Nat.*, mss. latin 5185, i, f. 186) pendait au bas d'une charte en faveur de l'œuvre des clercs de la cathédrale (*Voir la note 3 de la charte XVI*). C'est un sceau rond de 0,064 ; au centre un cavalier sur un cheval au galop, lancé à gauche Il porte un casque fermé et une cotte de mailles ajustée au corps. Il tient son épée de la main droite. Un bouclier triangulaire le couvre et semble attaché au cou par une courroie. On y voit deux léopards lionnés contournés. La légende porte : ✠ S'. IOHANNIS. DE. FRIESIA.

Le second (*Bibl. Nat.*, mss. latin 5418, f. 88) est de Gaultier de Friaize, père de Garin et de Jean, au bas d'une charte en faveur de Josaphat (*voir ch. XVI note 3*). C'est un sceau rond de 0,055. Au centre l'écu arrondi porte un fretté de 6 pièces. Autour on lit la légende : ✠ SIGILLVM GALTERI. DE. FRIESA.

XVIII

Donation faite par Gauthier Chesnel à Saint-Denis de l'église de Saint-Pierre de Ceton et de ses dépendances, de l'église de Saint-Nicolas, etc. Son frère Yves pour son approbation reçut un cheval avec lequel il alla en croisade à Jérusalem.

Avant 1094.

CARTA GALTERII CHASNELLI.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

Notum esse volumus omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Gualterius Chasnellus dono Deo domino omnipotenti et sancto Petro, apostolo Christi, atque monachis Cluniensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium in Nogento castro de Pertico, ecclesiam Sancti-Petri Cetonensis, cum omnibus appendiciis suis, omnia que deintus vel de foris videbar habere, videlicet omnem terram cultam et incultam que ecclesie videbatur jure pertinere, cymeterium ad faciendum edes monachorum, burgum etiam de foris ad faciendas domos ad quoscumque homines illorum et ad totam voluntatem suam faciendam, stagnum etiam ad usus monachorum inibi habitancium ad piscandum, et in omnes alias aquas meas piscationem, molturam etiam molendini qui in ipso stagno situs est de annonis suis concedo eis, et aream molendini, in aqua Marosoia, subtus montem Tedberti. Adjungo etiam ecclesiam Sancti-Nicolai, cum omnibus appendiciis suis, terram cultam et incultam atque molendini aream subtus ecclesiam; pasnadium quoque remitto omnium por-

corum monachorum et hominum illorum qui in domo illis deserviunt, per omnes saltus meos, excepta sola foresta que dicitur Corbonum; quod si in illa foresta porci mei discurrerint, similiter quoque in illa porci monachorum discurrent. Ad edificia quoque eorum vel omnium hominum illorum facienda et ad calefaciendum in omnes saltus meos ligna concedo, excepta foresta de Corbono. Dono etiam omnem partem meam decime de terra Cetonis et de omnibus nemoribus meis, si messes in eis facte fuerint. Si quis vero de feuodo meo habuerit et inde dare seu etiam vendere vel in vadimonium voluerit mittere, libentissime concedo, ea scilicet ratione ut nullam donationem vel venditionem ad alium locum possint facere nisi monachis Sancti-Petri Cluniensis; adhuc etiam addo tantum de pratis meis ecclesie supradicte Sancti-Petri quantum sufficere possit herba uni aratro per totum annum. Facio autem hoc donum pro redemptione anime mee, et patris mei et matris, atque pro omnibus parentibus meis, tam vivis quam defunctis, ut Dominus, intercedentibus omnibus sanctis, in presenti seculo et in futuro misereatur omnibus nobis. Facio autem hoc donum una cum assensu fratris mei Yvonis Chasnelli, qui unum equum pro laudatione postea habuit, cum quo in Jherusalem perexit; laudavit etiam dominus comes Rogerius et corroboravit atque filiis suis domno Roberto et domno Hugoni confirmari fecit. Si quis autem donum calumniare voluerit potestatem ex hoc non habebit, et nisi resipuerit et ad satisfactionem confugerit, pereat in eterna dampnatione cum diabolo et ejus angelis, ego quoque expugnare, cum Dei adjutorio, curabo, quousque convictus et ad nihilum deductus judiciaria potestate cogatur ut triginta libras auri persolvat. Et ut hec carta firma permaneat, inde sunt

testes qui hoc viderunt et audierunt : domnus Hoellus, Cenomanensis episcopus[1] ; Guicherius, decanus ; Gauffridus et alius Gauffridus archidiaconi ; Fulcradus, archipresbiter ; Gaudabertus, archidiaconus ; Hubertus, archipresbiter ; Oddo et Hesgodus, canonici ; Hildbertus et Orricus ; Rodulphus atque Gradulphus canonici ; domnus Rogerius, comes[2], et domnus Robertus atque domnus Hugo filii ejus ; Guillermus Goietus ; Gulferius de Villercio ; Bernardus de Feritate ; Rotrocus de Monte-Forti ; Guillermus Anatonus ; Guillermus Guittardus ; Blandinus, prepositus ; Hilduinus de Reverico ; Salierus de Fay ; Ingelricus, prepositus ; Georgius de Ulmo ; Richerius et Girardus forestarii ; Yvo Paganus de Villa-perdita[3] ; Durannus, homo Georgii. Hoc autem sciant omnes catholici quod in omnibus supradictis donis et in meo dominio et in omnibus que mei homines dederunt vel daturi sunt, dedi et concessi, cum assensu patris mei Yvonis, omnes consuetudines meas quas in eis habebam, teloneum scilicet, vicariam, furtum, incendium, raptum et quicquid consuetudinis in hac terra solet inquiri vel nominari.

Bibl. nat. Duchesne, Mss. 22, extrait, f. 286, et copie f. 289 v°. — Imprimée dans l'*Hist. du Perche*, p. 72.

XIX

Robert de Messeselle, blessé d'une flèche au cou, donne à Saint-Denis une terre sise à Fontaine-Raoul. Revenu à la santé, il en conserva cependant la jouissance, mais sur le point de mourir, il

[1] Elu évêque du Mans en 1082, consacré le 21 avril 1085 et mort le 28 juillet 1096.

[2] Roger de Montgommery, mort en 1094.

[3] Au XII[e] siècle, un Hugues de Villeperdue fut pendant 36 ans prieur de la Gaudaine. Ce bénéfice lui avait été donné par Yves, évêque de Chartres. (*Chronologie des évêques de Chartres*, p 538).

renouvela cette donation par le dépôt d'un couteau sur l'autel. Après sa mort Jean et Gohier d'Arrou s'en emparèrent ; mais ils furent condamnés par le comte Geoffroy ; le chevalier Sallier ne fut pas plus heureux dans ses revendications et n'osa point défendre ses prétendus droits dans un combat singulier.

Vers 1100-1120.

Carta de terra Roberti Metsasella.

In nomine Patris et Filii et Spiritus-Sancti. Amen. Agnoscant et credant cuncti fideles, tam presentes quam futuri, qui eidem creatori omnium Deo in sacramento baptismatis fidem promiserunt vel promissuri sunt, quod Robertus, cognomento Metsasella, cum domino suo Rotroco, Mauritaniensi comite, ad bellum pergens ad Domionem castrum, ibique graviter in collo sagitta percussus et pene usque ad mortem, dedit Deo et sancto martiri Dyonisio, cum assensu senioris sui Fulcaldi de Arro[1], cujus beneficio tenebat, omnem quam habebat

[1] Foulques d'Arrou, sur le point de mourir, se fit moine à Saint-Pierre de Chartres, et donna à cette abbaye l'église d'Arrou et plusieurs terres, du consentement de son frère, Herbert ; d'Aremburge, sa sœur ; de Suffitia, sa mère ; de Lizinia, son épouse ; d'Herbert, Jean et Rotrou ses fils ; de Milesende, sa fille, et de plusieurs autres témoins parmi lesquels Garin de Ver, et Rainal de Saint-Romain.

Deux autres fils de Foulques, Gouhier et Hugues, ajoutèrent plusieurs autres largesses, et se firent moines.

Jean avait épousé Richilde, fille d'Eudes le deshérité « *Disredatus* ». Celui-ci, après la mort de son gendre, nommé tuteur de son petit-fils Geoffroy, revendiqua plusieurs donations. Son fils, Hugues, à son instigation, se rendit coupable de nombreuses violences et fut excommunié ; mais il finit par se soumettre et il vint dans le chapitre des religieux accompagné de son neveu Geoffroy, et tous deux reçurent l'absolution solennelle en présence de Payen du Plessis, son beau-frère, de Hugues de Lu, d'Evrard d'Arrou, de Gauthier de Chantemerle, etc. (*Bibl. de Chartres*, mss. 1038, f. 62, et *Bibl. nat.*, mss. latin 10101, f. 57).

terram, in loco qui dicitur ad Fontanam-Rodulphi, cum pratis et silvis et vinea, terram cultam et incultam, atque aream molendini, et alia omnia que in ea possunt inquiri et cogitari, pro redemptione anime mee. Hujus doni testes fuerunt : dominus Rotrocus comes et Gauffridus filius ejus; Fulchardus de Arro; Guillermus Rufinus; Giraldus Cabrolus; Galterius Ardens; Robertus, filius Tyerii; Guillermus Anatonus; Gualterius Girardus, frater ejus. Ut autem contra spem ipse Robertus ex infirmitate convaluit, tenuit quidem supradictam terram tantum modo in vita sua, semper donum quod fecerat concedens et corroborans ut post obitum suum, absque ulla contradictione, in dominio Sancti-Dionisii deveniret. Cum autem in extrema infirmitate ipse Robertus devenit, ne alieni primum donum quod fecerat, propter longam temporis discursionem, in dubium veniret, iterum misit donum Sancto-Dionisio per tres viros, Richerium scilicet forestarium, et fratrem ejus Oddonem de Arciscis et Durannum, filium Guntherii. Ad extremum vero ingravescente ipsa infirmitate et pene jam in extrema vita positus, cum lecto in quo jacebat fecit se portari ante altare predicti martyris Christi Dionisii, multisque viris astantibus, priora dona enarrans et iterum confirmans, manibus propriis donum cum cultello super altare posuit, atque infra paucos dies vitam finivit. Quo defuncto induerunt eum fratres loci, sicut hominem laicum decebat indui, corpusque terre honestissime reposuerunt, et animam Deo et sanctis ejus commendaverunt, atque nomen ejus inter confratres suos conscripserunt, ut sit particeps in omnibus benefactis eorum. Post cujus mortem, Joannes de Arro et Goherius frater ejus, calumpniantes supradictam terram, invaserunt eam et monachis injuste abstulerunt. Inde a do-

mino Gaufrido comite ad judicium venire compulsi, coram multis qui aderant recognoscentes se injuste egisse, revestierunt ecclesiam, emendantes supradicto comiti de lege septem solidos et dimidii, atque calumpniam quam fecerant, coram subdescriptis testibus dimiserunt, et donum quod supradictus Robertus fecerat libentissime concesserunt, et donum super altare Sancti-Dionisii posuerunt, seque et corpora sua post mortem eidem loco condonantes et societatem fratrum et benefactum accipientes. Testes horum : dominus Gaufridus; comes Rotrocus, filius ejus; comitissa Beatrix; Robertus Aguilionus; Guillermus, filius ejus; Yvo de Hislerio; Guarinus Paganus ; Guillelmus Anatonus ; Georgius de Ulmo. Post hec autem Salierius quidam miles cepit memoratam terram calumpniare, dicens sibi injuste auferri. Unde ipse et monachi ad judicium coram multis nobilibus viris qui ad hoc ipsum ab utrisque partibus fuerant convocati, in curia Sancti-Dionisii a domino Gaufrido comite, venire sunt jussi. Qui Salierius, cum ab eodem comite et ceteris viris interrogaretur quid in predicti Roberti deffuncti elemosina quereret, respondit ex consanguinitate sibi competere et a supradicto Roberto sibi condonatam esse. Prior autem Bernardus respondit ex concessione domini Gauffridi vicecomitis, ac Rotroci filii ejus, qui eumdem locum fundaverant, et ex donis que Robertus eidem loco fecerat et que ab ipsa ecclesia per decem annos absque calumpnia in vita ejusdem Roberti tenuerat se injuste possidere, nec usque ad predicti Roberti mortem ullam calumpniam habuisse, vel rectitudinem alicui denegatam esse. Videns vero Salierius hoc nimis sibi nocere, eo quod in tanto transacto tempore spacio, minime calumpniatus fuisset, respondit prefata dona se omnino nescisse, neque audisse. Quod audiens



SCEAU DE GUILLAUME AGUILLON, 1216.

[1] Dessiné par Gaignières dans le mss. latin 5185, i, f° 307 de la Bibl. nat. au bas d'une charte par laquelle Guillaume Aguillon et sa femme Marguerite donnent à Notre-Dame de Chartres trois setiers d'avoine et trois poules de rente sur leur domaine de Barjouville Sceau rond de 0,05. Au centre un écu barré de six pièces. Légende : + S. GVILELLMI. AGVILLON :

La famille Aguillon a joué un rôle assez considérable. Plusieurs membres paraissent dans notre cartulaire, comme témoins et bienfaiteurs. (Voir plus haut la Charte XII, page 42, note.

quidam miles, nomine Galterius de La Moteia, approbare voluit quod Salierio indicasset prefatam terram ecclesie liberam esse debere. Hoc judicium neque ipsi adversarii reprehendere potuerunt. Tunc Salierius dicit se esse paratum ad deffendendum, dans ob deffensionem vadimonium suum, nunquam a Galterio fuisse sibi dictum, et e contra Gualterius [dedit] vadimonium suum ad convincendum eum, et constituta die uterque presentaverunt se coram Gauffrido comite aliisque quam plurimis nobilibus viris ventumque est ad sacramenta. Cumque Salierius ab Hugone, Castriduni preposito, hortaretur que promiserat jurare, respondit hoc non jurabo quod mihi non dixerit, sed quod semper omnibus calumpniatus fuerim. Tunc vero ab omnibus judicatum est non debere pugnam ulterius fieri eo quod agnovisset quod prius negaverat. Ipse autem Salierius, in se ipso reversus, quod cunctis audientibus agnoverat, iterum denegando dixit se non agnovisse, neque sibi a Galterio dictum fuisse. Surrexerunt autem in medio Bernardus de la Ferté, et Galterius Chasnellus, et Hugo Niger et Girardus Cabrolus, atque Guillermus Anatonus, parati jurare super sanctas reliquias quod ipsis audientibus dixisset a Galterio dictum sibi fuisse. Tunc domnus Gauffridus dixit Salierio ut reciperet judicium virorum sapientium qui aderant, utrum nam amplius pugna ex hoc amplius fieri deberet, vel, si nollet, super sanctas reliquias juraret se nequaquam cognovisse quod primitus negaverat, et sic ad pugnam suam reverteretur. Qui undique valde constrictus, respondit se non juraturum, nec sacramentum testium recepturum, et sic, dimisso bello atque sacramento que sibi inferebantur, cum suis proficisci cepit, reus atque culpabilis; quod cernens Bladinus, prepositus domni Gauffridi comitis, ex parte domini sui monuit fide-

jussores Salierii, quos sibi Gulferius dominus ejus pro eo tradiderat, ut consuetudinem campi redderent, ipsi autem ad Gulferium atque Salierium causam referentes, reduxerunt eos ad judicium, qui dum conarentur fidejussores suos ostendere juste esse solutos, nequaquam hoc approbare valuerunt, sed secundum judicium et approbationem virorum nobilium, quicque plurimi aderant, quorum subscripta sunt nomina, compulsi sunt sexaginta solidos et dimidii de districto Bladino persolvere preposito. Testes ex hoc:domnus Gauffridus comes; Bernardus de la Ferte; Galterius Chasnellus ; Hugo Niger de Bonavalle; Girardus Cabrolus; Yvo, filius Garonis ; Yvo de Hisleriis; Gerogius de Ulmo; Bladinus, prepositus. Ex parte Salierii, testes fuerunt isti : Gulferius de Vileredi; Aymericus, frater ejus; Guillermus, nepos Gulferii de Brueria ; Paganus, frater ejus; Herveus de Domri[1].

Extrait dans Duchesne, Mss. 20, f. 218 et Mss. 22, f. 282, v°, *Bibl. nat.* — Publiée dans Bry, *Histoire du Perche*, p. 154.

XX

L'abbé de Saint-Père de Chartres vint se plaindre au concile d'Autun d'avoir été spolié injustement de l'abbaye de Saint-Denis. Le légat ducomteGeoffroy, témoin oculaire, prouva la fausseté de cette allégation. Lors de la dédicace de cette église, le comte Rotrou ne l'avait donnée à aucun ordre ; mais, sur le point de mourir, il avait demandé à l'abbaye de Saint-Père un de ses religieux pour la gouverner. Hubert, précédemment abbé, et alors déposé, lui fut envoyé ; Geoffroy, fils de Rotrou, voyant l'insuccès de sa prélature, le somma de se

[1] Bry a lu : *Donzé*.

démettre et offrit son monastère à l'abbaye de Cluny. Après un premier jugement de l'évêque de Chartres, Hubert ainsi dépossédé, et Eustache, abbé de Saint-Père, soumirent la cause aux conciles d'Issoudun, de Meaux, et enfin à celui d'Autun; mais ils furent déboutés de leurs réclamations.

16 octobre 1094.

NOTICIA DE CONSILIO AUGUSTIDUNENSI

Subsequentibus vero annis, in consilio quod fuit in Augustiduno, abbas Sancti-Petri Carnotensis clamorem in consilio, coram omnibus, fecit, dicens monasterium Sancti-Dionisii Nogenti castri a monachis Cluniacensibus sibi auferri, protestans donum a comite Rotroco factum. precansque ut auctoritas sinodalis juberet eum sibi reddi. Tunc legatus domini Gauffridi comitis, filii Rotroci, qui fuerat ad consilium directus ab ipso, surgens in medio, dicit coram omni consilio falso eum calumniari, se esse paratum ad omnia quecumque preciperet consilium perfici illum falsa verba proponi, quia tempore domini Rotroci comitis, quando ipse comes monasterium quod pater suus et ipse construxerant, voluit dedicari, ipsum abbatem eamdem calumpniam fecisse, contestans ipsam cellam sibi ab ipso comite condonatam. Tunc ipse comes Rotrocus, molestissime ferens donum quod ipse non fecerat sibi imponi, duos milites et unum clericum, me scilicet ipsum qui modo adsto in consilio et hec verba vobis renuncio, Carnotis misit, ut coram episcopo et omni Carnotensi capitulo super sanctum evangelium fidem faceremus, quod ipse comes Rotrocus ipsi abbati, neque ulli unquam alicui, aliquod donum fecisset. Tunc me, quia eram in ordine clericali, interrogavit dominus Gauffridus, Carnotensis episcopus, coram avunculo suo Parisiorum

episcopo[1], qui tunc aderat cum illo in Carnotensi capitulo, si ipsi facerem fidem super sanctum evangelium, et alii socii mei inlatam calumpniam esse falsam. Ad quod ego, extendens manum super sanctum evangelium, me et illos esse paratos [ad deffendendam illam calumniam. Tamque demum dicit episcopus Parisiorum eidem abbati Sancti-Petri, ut consuleret sibi, nos esse paratos] ad convincendum illum, sibi vero nihil aliud acquirendum nisi iram atque discordiam. At ubi vidit abbas nihil proficuum sibi, coram omni capitulo Carnotensi inlatam calumniam guerpivit. Post dedicationem vero monasterii, ubi se vidit comes Rotrocus ad finem declinari, eumdem abbatem Sancti-Petri petiit, ut sibi aliquem de monachis suis condonaret, ut eum abbatem monasterii Sancti-Dionisii faceret ; sed tamen pro hoc nullam subjectionem de eodem monasterio sibi speraret. Tunc ipse abbas unum de suis monachis ei dedit, nomine Hubertum, qui ante abbas Sancti-Petri extiterat, sed auctoritate synodali, clarescentibus culpis, depositus[2] : atque ipsi Huberto

[1] « Godfrido. » Geoffroy de Boulogne, évêque de Paris, élu en 1061, mort le 1er mai 1095. Il était venu à Chartres pour accompagner à Rome son neveu Geoffroy, évêque de Chartres, dont l'élection était entachée de simonie. Eustache, abbé de Saint-Père, que nous voyons débouté ici par l'évêque de Chartres, était son partisan dévoué et ne craignit pas de le suivre devant Grégoire VII pour rendre témoignage en sa faveur : « Ea tempestate, qua domnus Eustachius abbas Romæ morabatur cum Gaufrido episcopo atque Parisiensi episcopo ut pariter ostenderent injuste prolatam esse excommunicationem in concilio Exodunensi super Gausfridum, Carnotensium presulem, videlicet in presencia domini Gregorii pape VII, quem etiam tunc Henricus imperator cum Alemanis et Longobardis debellabat. » (*Cartulaire de Saint-Père, p. 219*). Or ce voyage eut lieu en 1078, Geoffroy ayant été excommunié à Autun, et Eustache, à son retour, ayant présenté Hubert au comte Rotrou qui mourut en 1079.

[2] Hubert fut élu abbé par les moines. « Hubertus abbas a nobis electus. » (*Cartulaire de Saint-Père*, p. 210), après la mort de Landry, avant le 4 des calendes de mai 1068. Il était déja déposé avant la fin 1069, puisqu'en cette année Theodoric de Vendôme donnait une charte en qualité d'abbé de Saint-Père. (*Cartulaire*, p. 210.)

comes Rotrocus baculum in manu dedit, et ipsi curam monasterii commisit, atque post paucos dies ipse comes Rotrocus vitam finivit[1]. Post cujus mortem videns filius ejus, comes Gaufridus, ipsum locum in deterius ire, ips Huberto dicit ut, si abbas esse posset, monasterii regimen teneret ; si vero non, locum dimitteret. Tunc ipse Hubertus abiit ad concilium, quod fuit in Sanctonica civitate[2], et cardinali omnem causam suam intimavit, petens se ab ipso abbatem ordinari. Quique dixit illi, quia erat jam de alia abbatia depositus, et neque ipsam neque aliam ulterius posse habere ; atque ita reversus est inanis. Tamen fingens se apud comitem Gaufridum abbatem se posse esse, ad aliud concilium, quod fuit Selduliium[3], perrexit ; sed sicut de primo, ita et de secundo reversus est inanis. Tunc comes Gaufridus precipit ei ut locum dimitteret eo quod ipse abbas esse jam non posset. Post cujus discessum, videns comes Gaufridus locum ipsum quotidie in deterius ire, quemdam monachum nomine Ascelinum, grammaticum, Cluniaco transmisit, et donum de eodem monasterio Sancti-Donisii Deo et Sancto Petro Cluniacensi fecit. Quod donum dominus abbas Cluniacensis suscipiens duos de suis monachis transmisit domnum Robertum et domnum Hubertum, qui fuit prior ejusdem loci. Post hec vero ad concilium quod fuit in civitate Meldis[4], ipse abbas depositus supradictus Hubertus perexit, et coram cardinali clamorem in concilio fecit de cella Sancti-Donisii. Tunc bone memorie domnus Hubertus, prior celle Sancti-Dionisii, coram cardinali venit ; quem tunc ipse videns et cognoscens, ei osculum

[1] Rotrocus obiit circa annum 1078. (D. Bouquet).

[2] Le Concile de Saintes fut célébré vers 1080.

[3] *Aliàs* : *Exoldduni* ; concile d'Issoudun célébré le XV des kalendes d'avril (18 mars) 1080.

[4] Concile de Meaux, octobre 1082.

pacis prebuit, et coram se eum sedere fecit. Quem videns predictus accusator abbas Hubertus depositus a domino cardinali ita honorari, fuga lapsus latenter de concilio exiit et clamorem quam fecerat in vacuum dimisit. Tunc dominus Hubertus prior loci Sancti-Dionisii, coram cardinali, causam suam et donum quod Cluniacus de cella Sancti-Dionisii habebat, intimavit. Ad quod cardinalis predictum calumniatorem inquiri fecit, sed eum nullatenus valuit invenire ; tuncque coram omni concilio donum quod factum fuerat Deo et Sancto-Petro Cluniacensi confirmavit, et omne concilium corroboravit, atque ita omnis calumniatio cessavit, usque in concilium Augustidunense, post quindecim annos. Supradictus enim abbas Sancti-Petri Carnotensis, in concilio quod fuit in Augustiduno, se clamavit de monasterio Sancti-Dionisii. Ad quam clamationem cardinalis ita respondit, quia ipse bene sciret quomodo ipsa cella Deo et Sancto-Petro Cluniacensi data esset, auctoritatemque quam ipse fecerat in concilio civitate Meldis ; statimque subjunxit : Deo et sancto Petro confirmavi et iterum confirmo, tamen ante dominum abbatem Cluniacensem iret, et si eam illi condonaret, ipse acciperet ; si vero non, taceret. Tunc ipse abbas Sancti-Petri Carnotensis ad dommum [Hugonem] abbatem Cluniacensem ivit, atque clamorem coram ipso de cella Sancti-Dionisii Nogenti fecit. Ad quod dominus abbas Cluniacensis ita respondit, ut si vellet, iterum in concilio se clamaret; paratum esse legatum domini Gaufridi comitis, qui Deo et Sancto-Petro Cluniacensi donum de eodem monasterio fecit, ut convincat eum in concilio coram omnibus episcopis. Ad quod ipse abbas respondit, nullam clamationem se amplius facere. Tumque denuo domnus abbas Cluniacensis dixit, ut si clamorem in concilio facere nollet, cum abbatibus vicinis suis qui aderant

in concilio per triduum sibi consuleret quod sibi utile sciret. Tertio vero die, ipse abbas Sancti-Petri Carnotensis coram domnum abbatem Cluniacensem cum episcopo Lamberto de Aras[1] et abbate Sancti-Launomari Blesensis, atque abbate Sancti-Florentini Bonevallis, venit, dicens quod neque in concilio, neque ante illum amplius quicquam de hac re esset clamaturus. Atque ita fuit omnis contentio finita de cella Sancti-Donisii Nogenti castri. Testes qui hec viderunt et audierunt : dominus Hugo, abbas, Cluniacensis ; dominus episcopus de Aras ; dominus Bernardus abbas Sancti-Launomari Blesensis[2] ; dominus Robertus, abbas Sancti-Florentini Bonevallis[3], Hilduinus; Savaricus, cantor Carnotensis ; Arnaldus, archidiaconus de Curvavilla ; Giraldus, capellanus domini Yvonis Carnotensis episcopi ; Ademarus, decanus.

Historiens des Gaules, D. Bouquet, XIV, p. 91. — Bry de la Clergerie, *Histoire du Perche*, p. 157-160 — Mabillon. *Annales ord. Sancti-Bened.* IV, p. 353, V, p. 121, et p. 157 — Labbe, *Conciles* X, p. 398. — *Gallia-Christiana*, t. VIII, instrum. col. 304.

[1] Lambert, évêque d'Arras, consacré le 19 mars 1084 par le pape Urbain II, mort le 17 mai 1115.

[2] Bernard fut abbé de Saint-Laumer de Blois dès avant 1087 et mourut après 1097, car il paraît à cette date dans deux chartes de la Trinité de Vendôme. — (Voir *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* par l'abbé Ch. Métais, ch. 355 et 356).

[3] M. le docteur Bigot, dans son *Histoire abrégée de l'abbaye de Bonneval*, donne comme date de l'élection de cet abbé : vers 1100, en ajoutant que Gauthier, son prédécesseur, était encore à Bonneval en 1089. Cette charte semble prouver le contraire, ou au moins que Gauthier s'était démis de ses fonctions à cette époque. Robert montra tant de zèle et de fermeté pour rétablir la discipline dans son monastère que Yves, évêque de Chartres, l'appelait « *Disciplinæ cultor* ».

XX bis

Le pape Paschal II confirme à l'abbaye de Cluny la paisible possession du monastère de Saint-Denis de Nogent, à l'encontre des prétentions de l'abbaye de Saint-Père de Chartres, renouvelées par Guillaume abbé de Saint-Père. Celui-ci, au mépris du décret du pape Urbain II, avait présenté la cause au concile de Trèves, présidé par Pascal II. Les titres qu'il présenta se trouvèrent dénués d'autorité et le pape confirma la première sentence du chapitre de Chartres.

25 mai 1108.

Paschalis episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Hugoni, Cluniacensi abbati, salutem et apostolicam benedictionem. Que semel juste rationabiliterque decisa sunt, propter oblivionis injuriam, redivivis sepe litibus replicantur. Idcirco literis presentibus annotamus, qualiter inter vestri cenobii monachos et Sancti-Petri Carnotensis abbatem Guillermum, de Sancto-Dionisio de Nogento querela cum sua sit replicatione decisa. Idem enim Carnotensis abbas, post domni pape Urbani decretum super eadem cella, vestros fratres, nobis in Trecensi concilio presidentibus, calumniis impetebat. Ne qua ergo scintilla jurgii remaneret, perspiciendum duximus quicquid a parte alterutra proferretur. Ostense igitur sunt littere quedam a Carnotensi abbate, per quas idem locus Carnotensibus monachis a Rotroco comite sub quadam fuerat conditione commissus, in quibus nulla temporum annotatio, nullus vel episcopi vel clericorum continebatur

assensus[1]. Ad hec easdem litteras falsas habendas Rotrocus comes, ipsius Goffridi filius, qui locum illum una cum Beatrice uxore sua vestro cenobio obtulerat, asserebat; quia unus testium qui subscripti fuerat, supradicti Goffridi frater, adhuc superstes, se omnino interfuisse penitus inficiaretur, et easdem litteras alio tempore in capitulo Carnotensi falsatas fuisse narrabat, falsationis illius testem cum jurejurando in medium proferens. Ceterum Goffridi comitis oblatio, vestro cenobio data, et locum et tempus, et episcopi et metropolitani consensum, et Theobaldi comitis ejusque filii Stephani favorem de cujus feodo idem locus fuerat, manifestius continebat. Constitit itaque apud omnes, quia domini Urbani pape sanctio apostolice gravitatis pondere nitebatur plena. Quapropter ratione judicii Carnotensis abbatis querela sopita est, et monasterio vestro supradicte celle in perpetuum statuta possessio. Sane huic nobiscum judicio affuerunt venerabiles episcopi : Leodegarius Bituricensis[2], Aldo Placentinus[3], Girardus Engolismensis[4], Ildebertus Cenomanensis[5], et nostre sancte Romane

[1] Cette charte, qui se trouve dans le *Cartulaire de Saint-Père*, page 156, sera reproduite dans le *Supplément*. C'est une notice rédigée par les moines chartrains, comme la plupart des chartes de cette époque. Son autorité pouvait donc à bon droit être repoussée par les moines de Cluny, comme elle l'avait été par le chapitre de Chartres, premier juge de cette cause. « *A capitulo Carnotensi falsatas fuisse* ». Elle n'avait en effet, comme toutes les notices qu'une valeur historique, correspondante à la véracité de son auteur et on pouvait lui refuser toute valeur juridique ; c'est dans ce sens qu'il faut comprendre ces mots : *falsa, falsata, falsatio*.

[2] Léger, évêque de Bourges, élu en 1097, mort le 31 mars 1120.

[3] L'évêché de Plasencia en Estramadure était suffragant de Saint-Jacques de Compostelle.

[4] Gerard de Blavia devint à la fin un partisan de l'anti-pape Anaclet. 1101, mort en 1136.

[5] Hildebert, évêque du Mans en mars 1097, fut transféré à Tours en 1125, et mourut entre février et juillet 1133.

ecclesie cardinalis Landulfus, de titulo Sancti Laurentii, qui dicitur in Lucina[1]. Igitur nos sanctioni predecessoris nostri, nostre quoque sanctionis robur adjicimus; precipientes et penitus interdicentes ne quis ulterius super hoc negotio vestrum Cluniacense cenobium inquietare presumat; qui vero presumpserit, canonice districtionis animadversione mulctetur[2]. Datum Silviniaci[3] per manum Joannis, sancte Romane ecclesie diaconi cardinalis[4], VIII kalendas junii, indictione XV, incarnationis Dominice anno M. C. VII, pontificatus autem domini Paschalis secundi pape VIII.

Dom Bouquet : *Historiens des Gaules*, XV, p. 37. — *Bibliotheca Cluniacensis*, col. 548. — *Bullarium Cluniacense*, p.35. — *Recueil des Chartes de Cluny*, V. p. 208, n° 3858.

XXI

Geoffroy Bastard, noble chevalier, donne à Saint-Denis la moitié de l'église de Saint-Germain de Loisé avec le droit de sépulture, la moitié de la dime du pain, du vin et autres revenus, et la moitié de l'église Saint-Jean de Mortagne ; et approuve

[1] Landolphe de Modène, cardinal de Saint-Laurent *in Lucina* de 1088 à 1118. Quelques écrivains, par erreur ou ignorance, ont donné à ce cardinal le titre de Sainte-Lucine, faisant une sainte du surnom païen de la vieille église de Saint-Laurent du Champ-de-Mars. Or, il n'y a jamais eu à Rome d'église élevée en mémoire de sainte Lucine, matrone romaine, morte au I[er] siècle.

[2] « Ego Paschalis catholicæ ecclesiæ episcopus » (D. Bouquet : t. xv, p. 37.)

[3] Silvi, évêché en Isaurie, suffragant de Séleucie-Trachée.

[4] Il s'agit ou de Jean, abbé de Subiaco, sous Grégoire VII, cardinal-diacre de Sainte-Marie *in Domnica*, ou de Jean, cardinal-diacre de Saint-Adrien au Forum.

toutes les donations qui seront faites au même prieuré de Saint-Denis. Les moines en retour lui donnent ainsi qu'à sa femme Adda et à sa fille Odeline plusieurs sommes d'argent.

Vers 1080.

CARTA DOMNI GAUFFRIDI SUPERNOMINE BASTARDI DE LOISE.

In nomine Patris et Filii et Spiritus-Sancti. Amen.

Notum esse volumus omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus, tam presentibus quam futuris, quoniam ego Gauffridus, supernomine Bastardus, militari balteo precinctus, in anima militarum iniquitatum mole depressus, omnipotenti Deo sanctisque ejus apostolis Petro et Paulo atque sanctissimis martiribus Dionisio, Rustico et Eleutherio, quorum cenobium sub castro Nogenti a domino Gauffrido vicecomite inceptum, et a filio ejus Rotroco satis honorifice perfectum, toto nisu mentis concedens dono et donans concedo medietatem ecclesie Sancti-Germani, supernomine Loisiaci, omnia que in ea jure debebantur mihi, hoc est medietatem ecclesie offerendarum, medietatem et sepulture, vel omnia que dici vel inquiri de intus et de foris possunt, decimam medietatem panis et vini et omnium fructuum que terra reddit. Dono etiam et concedo medietatem ecclesie Sancti-Johannis que est sita in castro Mauritanie. Addo etiam ut si quis ex decima ad ecclesie pertinentia ex meo beneficio aliquid tenere videtur, et ea Deo pro remedio anime sue dare voluerit,

[1] La paroisse de Saint-Germain de Loisé semble avoir toujours dépendu de Mortagne, sans cependant avoir été annexée à la ville. L'église se compose d'une nef, reste de la construction primitive, du chœur élevé vers le XVI[e] siècle. Deux chapelles latérales ont été ajoutées à l'édifice, celle du côté de l'épître est du commencement du XIV[e] siècle, elle est dédiée à sainte Barbe, celle du nord dédiée à Notre-Dame des Sept-Douleurs fut construite en 1616.

sine ulla contradictione et sine mea inquisitione vel alicujus hominis det Deo omnipotenti. Verum tamen eo pacto hoc donum facio sanctis supradictis apostolis Petro et Paulo, atque sanctissimis Christi martiribus Dionisio, Rustico et Eleutherio, ut monachi inibi Deo famulantes in usibus habeant et possideant jure hereditario, et pro me omnibus fidelibus Dei vivis atque defunctis exorent, ut Dominus omnibus nobis misereatur nostri. Quam largitionem si aliquis calumpniare vel diminuere voluerit, cum adjutorio Dei, quantum mihi unquam virtus vel possibilitas condonaverit, contra omnes homines per me vel per quoscumque potuero deffendere paratus ero, et ita devictus qui calumpniaverit, sine ullo effectu defatigatus verba ejus irrita fiant, insuper viginti auri libras judicibus persolvat. Qui nisi resipuerit, et ad satisfactionem emendationemque pervenerit, cum Datham et Aliron et Simone-Mago, subitanea morte usus, in inferno dampnetur cum diabolo et angelis ejus cruciandus. Pro hoc autem dono ego ipse Gauffridus accipio a monachis, qui sunt ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri positi, quinquagenta libras nummorum duosque arpennos prati et dimidii, et uxor mea quatuor uncias auri, hoc est pro ecclesia Sancti-Germani Loysiaci, pro atrio videlicet ecclesie medietatis offerende, baptisterii et sepulture vel quicquid defertur ad altare, medietatis etiam panis et vini, lini et canabi, et omnium fructuum quecumque terra decimam reddit, ovium quoque et vitulorum, omnium lanarum, porcorum et caprarum vel omnia que dici vel inquiri quisquam poterit, vichariam etiam et theloneum, sicut ego ipse habebam, medietatem quoque ecclesie Sancti-Johannis que est sita in castro Mauritanie. Testes hujus doni : ego Gauffridus et uxor mea Adda et filia mea Odelina ; domnus Gauffridus, comes ; Beatrix, co-

mitissa; Rotrocus, frater comitis; Guillermus Anato; Galterius Chasnellus[1], Joslenus et Goierius. Presbiter vero, qui tenebat ecclesias ex parte Gauffridi, habebit in ecclesia decem et septem libras quas in vadimonium ecclesiarum habebat, et quicquid de ecclesiis ex parte Gauffridi habere exhibebat, tamdiu accipiet quousque Gaufridus nummos suos, id est decem et septem libras quas in vadimonium ecclesiarum habebat, ei redderet. Qui Gauffridus, sicut supra descriptum est, quidquid in ecclesiis habebat, acceptas in pretio libras quinquaginta duosque arpennos prati et dimidii, et uxor sua quattuor uncias auri, Deo omnipotenti et Sancto-Petro Cluniacensi, Sanctoque Dionisio Nogenti castri monachisque in eodem monasterio Deo deservientibus dedit. Presbiter a monachis, decem et septem libris acceptis, in fide et in beneficio illorum presbiteratum ecclesiarum de illis accepit, salva fidelitate eorum. Qui si aliquando aliquid forisfecerit, in curia Sancti-Dionisii Nogenti castri rectum faciendum est illi. Si vero rectum facere non potuerit, de ecclesiis et de beneficio eorum exiendum certissime sciat sibi. Post mortem suam, nepotem suum nomine Hugonem, quia Gauffridus Bastardus expeciit et conventus talis fuit, si dignus fuerit ut legaliter presbiter esse et ecclesias tenere possit, capellaniam ecclesiarum ei debere concedi ; ita tamen, ut salva fidelitate monachorum, eis in omnibus, ut convenerit, obediat ; qui si aliquid foris fecerit, si rectum facere non potuerit, sciat certissime quia ecclesiis et omni benefacto eorum de omnibus carebit.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283 et copie f. 290. *Bibl. nat.*

[1] Gauthier Chesnel assista comme témoin vers 1118 à la fondation et dotation du prieuré de Saint-Gilles des Châteigniers par Guillaume Goët, fils de Guillaume Goët et de Mathilde d'Alluyes. (*Cart. de Tiron, t. I, p. 25*).

XXII

Gerard de Sassy de Loisé, du consentement d'Odeline, sa femme, et d'Hugues, son fils, donne à Saint-Denis la moitié de l'église de Saint-Germain de Loisé qu'il avait reçue de la main du comte Geoffroy, et la moitié de l'église Saint-Jean de Mortagne ; pour le dédommager le comte de Geoffroy lui donne trois cents sous dunois.

Vers 1080

CARTA DOMNI GIRARDI DE SASSI DE LOYSE.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Notum esse volumus omnibus sancte ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Girardus nomine de Sasse[1], una cum assensu uxoris mee Odeline, et filii mei Hugonis, dono Deo domino omnipotenti, sanctoque Petro Cluniacensi atque sanctis martiribus Dionisio, Rustico et Eleuterio, et monachis Cluniasensibus Deo servientibus in monasterio sub Nogenti castro, medietatem ecclesie Sancti-Germani Loysiaci, quicquid in eadem ecclesia, ex beneficio senioris mei domni Gauffridi, comitis Mauritaniensis, tenebam, que dici vel inquiri quisquam poterit ; medietatem etiam ecclesie Sancti-Johannis-Baptiste que est sita in burgo Mauritaniensi, omnia que dici vel inquiri quisquam poterit. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee et omnium parentum meorum, vivorum et mortuorum, atque omnium fidelium christianorum, ut Dominus misereatur omnibus nobis. Pro hoc autem dono

[1] Dans l'index alphabétique qui précède le cartulaire, il y a : de Sacy.

accipio in beneficio a domino Gauffrido, comite Mauritaniensi, et Beatrice uxore sua, trecentos solidos Dunensium, totamque terram meam quam senior meus dominus Gauffridus comes tenebat de tota Mauritania. Si quis autem ex benefacto meo ad ecclesiis pertinentia aliquid tenere videtur, et dare voluerit Deo, pro redemptione anime sue, vel vendere, hoc laudans concedo. Hoc autem donum ideo litteris annotare cum testium nominibus volumus ut si forte aliquando calumpniator aliquis, absit, surrexerit, ab eisdem testibus convinctus, nihil prevaleat, sed in inferno, nisi resipuerit, cum infidelibus pereat. Testes hujus doni : dominus Gauffridus, comes Mauritaniensis, et comitissa Beatrix ; Hugo de Curte-Sesaldi ; Guerricus, canonicus de Cartis ; Joslenus, presbiter de Mauritania ; Bladinus, prepositus de castro Nogenti ; Albertus de castro Montiniaco.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283, et copie f. 291. *Bibl. nat.*

XXIII

Don à l'abbaye de Saint-Denis du tiers de l'église de Saint-Germain de Loisé et du tiers de l'église de Saint-Jean de Mortagne par Gautier Gruel, Béatrix, sa femme, et Guillaume son fils. Le comte Geoffroy lui donne comme compensation trente-cinq livres et onze sous et les revenus de la terre d'Yvernade.

Vers 1080.

CARTA GUALTERII SUPERNOMINE DE LOYSE GRUELLI.

In nomine Patris et Filii et Spiritus-Sancti, Amen. Notum esse volumus omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego

Gualterius, supernomine Gruellus[1], una cum assensu uxoris mee Beatricis, et filii mei Guillermi, dono domino Deo omnipotenti Sanctoque Petro Cluniacensi, atque sanctis martiribus, in monasterio supradictorum martirum sub Nogenti castro, tertiam partem ecclesie Sancti-Germani Loysiaci; quicquid in eadem ecclesia habebam, quecumque dici vel inquiri, deintus et de foris, quisquam poterit, et tertiam partem ecclesie Sancti Johannis-Baptiste que est sita in burgo Mauritanie. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee, et omnium parentum meorum, vivorum et deffunctorum, atque omnium fidelium christianorum, ut Dominus in hoc seculo et in futuro misereatur nobis. Pro hoc autem dono accipio in benefacto a seniore meo domino Gauffrido, Mauritaniensi comite, et uxore sua Beatrice, libras solidorum Dunensium triginta quinque et undecim solidos, et fructus terre Yvernadii, medietatis unius aratri. Hoc autem donum ideo litteris annotare cum testium nominibus volumus, ut si forte aliquando aliquis calumniator, quod absit, surrexerit, ab eisdem testibus convinctus, nihil pre-

[1] La famille Gruel, une des plus illustres du Perche, s'éteignit en 1708 dans la personne de Nicolas Gruel, marquis de la Frette, dernier possesseur de cette terre de la Frette, en Longny, qui était dans sa famille depuis plus de cinq cents ans. Aux XIe et XIIe siècles, les Gruel furent les compagnons fidèles des comtes du Perche et s'associèrent à toutes leurs entreprises et pieuses fondations. En 1090, Robert Gruel, chevalier, donna au monastère du Chartrage la dîme de sa terre de Champrond, et remit cent sols de rente pour la rédemption de l'âme de Geoffroy d'Illiers, insigne chevalier. Un autre Robert Gruel donna, en 1185, à l'abbaye de la Trappe le Val d'Hernest, en la forêt du Perche, qu'il avait en commun avec Guillaume du Pin, Gauthier de Bresnard et Gervais Chevreuil, et abandonna, en 1193, à Chartrage un setier de seigle de rente sur le moulin de Saint-Hilaire. Lorsque Saint-Louis vint prendre possession du comté du Perche, en 1251, il choisit pour demeure le château de Mortou, appartenant à Guillaume Gruel.

Les armes de cette famille étaient : *D'argent à trois fasces de sable.*

valeat, sed in inferno, nisi resipuerit, cum infidelibus depereat. Testes hujus doni : dominus Gauffridus comes, et Rotrocus filius ejus, et comitissa Beatrix ; Guillermus et Guerricus, archidiaconi Carnotenses ; Fulco et Normannus atque Joslenus presbiteri de Mauritania ; Gauffridus Bastardus ; Girardus Cabrolus ; Garinus Cabrolus : Guillermus Rufinus ; Johannes Rufinus ; Paganus, filius Garini ; Garinus Ravrarius ; Fortinus, filius Roberti.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283 et copie f. 291. *Bibl. nat.*

XXIV

Geoffroy, comte de Mortagne, échange avec les moines de Saint-Denis la terre située entre la Rhone et l'Huîne contre la métairie de Cour Bremier ; il demande en retour, pour lui et les siens, les prières des religieux.

VERS 1080.

CARTA DOMNI GAUFFRIDI COMITIS DE TERRA QUE EST INTER RODNAM ET CHAMNOSETH.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Gauffridus, Mauritanie comes, una cum assensu uxoris mee Beatricis comitisse, et filii mei Rotroci, dono domino Deo et Sancto-Petro Cluniacensi atque sanctis martiribus Christi Dionisio sociisque ejus Nogenti castri Pertici, omnem terram que est inter Rodnam et Chamnoseth, et inter Yoniam aquam et forestam subtus montem Felonis et de super et ex utraque parte, cum pratis, sicut ego in dominio habebam, terram cul-

tam et incultam que dici vel inquiri quisquam possit. Accipio vero pro hoc dono medietariam eorum, scilicet a senioribus loci Sancti-Dionisii, que dicitur Bremerii-Curtis, excepta medietate decime quam Richerius Forestarius pro anima sua dederat. Cetera vero terra in commutacionem de Bremerii-Curtis pro supradicta terra dederunt, eo scilicet tenore ut neque ego, neque ex progenie mea quisquam, in terra jam dicta inquiri vel calumpniari quicquam possit, sed salva et libera absque ullius proclamatione sit Deo et Sancto-Dionisio et monachis Sancti-Petri Cluniacensis. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee, et uxoris mee Beatricis comitisse, et filii mei Rotroci, atque omnibus parentibus nostris vivis et deffunctis, ut dominus in hoc seculo et in futuro, intercedentibus omnibus sanctis, misereatur omnibus et nobis. Testes hujus doni : ego Gauffridus comes, et uxor mea Beatrix comitissa, et filius meus Rotrocus ; Hubertus Cabrolus ; Georgius de Ulmo ; Guillermus Guittardus ; Bladinus prepositus ; Girardus Forestarius ; Paganus de Celiaco ; Guillermus Mascelinus ; Gauffridus Rufus[1] ; Gauffridus de Muliaco ; Gauffridus Castriduni ; Gaufridus, filius Thome ; Gervasius, filius Guillermi Guitardi ; Thomas, filius Vitalis de Porta ; Robertus, filius Arnaldi de Mauritania ; Ademarus, decanus et Almaricus. presbyter.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283 et copie, f. 291.

[1] Le nom de Le Roux est si commun, qu'il est difficile de rattacher ce Geoffroy à une famille. La plus connue à cette époque habitait le pays chartrain et ses membres se rencontrent comme bienfaiteurs ou témoins dans les chartes des abbayes de Saint-Père, de Notre-Dame de Chartres, ou de Tiron.

XXV

Les fils de Bonon font accord avec Rainaud, prieur de Saint-Denis, au sujet des moulins qu'ils ont sur l'Huine.

Vers 1100.

CARTA BONONIS MOLENDINARII ODONIS RAINALDI FILIORUMQUE EJUS.

Si facta vel dicta majorum diligenter perscrutaremus, et ea que sapienter ab eis gesta sunt imitari studeremus, de multis dubii et erronici sumus unde certi et securi esse possemus. In antiquis est sapientia, et in multo tempore invenitur prudentia. Cum enim ipsi aliquas conventiones, vel commutationes, seu terrarum venditiones, aut aliquid hujusmodi inter se faciebant, ne qua in posterum fraus vel disceptatio, que sepius ex oblivione rerum perveniunt, orirentur, litteris tradi et sic posterorum memorie commendari precipiebant. Quorum nos vestigia pro modulo nostro imitari cupientes, pacem illam et concordiam que inter monachos ecclesie Beati-Dionisii de Nogento et filios Bononis molendinarii, tempore domni Rainaldi prioris, acta est, memorie succedentium transmittere dignum duximus. Clamabant filii Bononis adversus predicte ecclesie monachos quod tercia pars molendinorum suorum, super Jogune fluvium positorum, sua jure hereditario esse debebat; contra monachis hoc non concedentibus et de hac controversia inter se diu litigantibus, res tamen, Deo volente, ad talem deducta est finem, quod scilicet monachi concesserunt eis duos modios annone per annum, quos R. prior eorum

habuerat, et farinagium et bannagium, eo videlicet pacto ut ea que in lignis et molis et ferramentis ceterisque utensilibus molendini necessaria essent, monachi providerent. Ipsi vero filii Bononis omnia opera molendinorum totumque magisterium, nullum aliud precium nisi quod scriptum est, ullo succedenti tempore, a monachis requirentes, sollicite et studiose peragerent ; junioratus autem sic eis concessus est ut juniores in molendinis mitterent, sed ab eis coram priore vel monachis fidelitatis sacramentum acciperent. Quod si quid ipsi vel minores eorum committerent, aliquando de suo, vel minorum suorum commisso, coram monachis responderent sufficit. Fecerat preterea dominus Rainaldus, prior tunc temporis hujus loci, quemdam molendinum in curte, juxta pistrinum, in quem etiam sicut et in alios predicti filii Bononis jus suum se habere dicebant. Sed in hac concordia et istum et alium quoque, si superaddere vellent, liberum et quietum in perpetuum clamaverunt. Concessit autem prior ut molendinus ille de Borneth, si sine dampno vel aliquo detrimento ejus qui in curte est, iterum instaurari vel innovari posset, eamdem consuetudinem in eo quam et in aliis haberent. Illi vero duo molendini, quos Herveus molendinarius solummodo in vita sua, ipse etiam heres ejus post eum habere debet, si cum aliis in platea illa in qua positi sunt construi possent, tantumdem etiam in illis quantum et in aliis acciperent. Prior autem et monachi pacis hujus et concordie causa concesserunt eisdem filiis Bononis, cum illis tamen consuetudinibus que in similibus haberentur in burgo, propriam plateam patris eorum liberam et quietam ab omni censu et feuagio, et aliam plateam que fuit Pagani avunculi eorum, et plateam P. His ita completis, dominus Rainaldus prior in capitulo suo plurimas sanc-

torum reliquias jussit afferri, multis viris tam clericis quam laicis presentibus, et prius quidem a filiis Bononis prior fidem qua in Deum credebant accepit, et postea eos supra sacra sanctorum pignora jurare fecit, ne ultra in molendinis monachorum nisi in hoc tantum quod presens continet carta, hereditatem ullam clamarent nec calumpniam inferrent, et res ecclesie sibi commissas tam ipsi quam juniores eorum fideliter et sane tractarent et conservarent,

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283. *Bibl. nat.*

XXVI

Le chevalier Guarin vendit à Saint-Denis les deux villas des Radrais et de Dextrée et leurs dépendances; après sa mort, son fils Guillaume Guitard se fit rendre les Radrais, mais il répara bientôt cette injustice.

Nogent, 1074.

CARTA GUARINI PATRIS GUILLERMI GUITARDI.

In nomine Patris et Filii et Spiritus-Sancti.

Notum esse volumus omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quoniam adiit sponte quidam miles, nomine Guarinus, domni Rainaldi monachi presentiam, tunc quidem rectoris preclari ac magni monasterii [quod fuit] in honore sancti martiris Dionisii sociorumque ejus a Gauffrido potentissimo atque magnifico Castriduni vicecomite fundatum.

postea vero a filio ejus Rotroco comite consummatum, habens videlicet castrum Nogentum ad orientem non longe positum et ad occidentem Yogunam fluvium ; qui Guarinus, cum esset locus letissimus, a Rainaldo supradicto monacho accepta nummorum non modica summa, vendens concessit gloriosissimis ipsius monasterii martiribus, Dionisio videlicet, Rustico atque Eleutherio, una cum assensu domini sui Rotroci comitis, ex cujus beneficio tenere videbatur, nec non et liberorum ejus Gauffridi, Hugonis, Guarini, duas scilicet villas Radderidam atque Dexteram que sunt in ipso Pertico, super Yoginie fluvium. Vendidit etiam omnia appendicia ipsarum, saltus, prata, terram cultam et incultam, aquam, exitus et redditus ac quadrivia, annuente conjuge propria et liberis et Galterio atque Gauffrido Guarino ; ea quidem lege ut in ipso monasterio monachi Deo servientes, nullo refragante, habeant, possideant in eternum. Cujus postea filius, nomine Guillermus Guitardus, cum refrontaret huic venditioni, a comite Rotroco adhuc adolescenti Raderidam villam cum appendiciis suis recuperavit. Deinde in se ipso reversus, ut post mortem inferni evaderent, ipse et conjunx ac liberi ejus, penas, relique vendicionis terre in ipso monasterio super altare reliquerunt. Quod opus geminum litteris annotare voluimus, cum testium nominibus, ut si forte aliquando calumpniator aliquis surrexerit, ab eisdem testibus convinctus nihil prevaleat, sed in inferno, nisi resipuerit, pereat. Ex parte Guillermi : Guarnerius prepositus ; Theobaldus, nepos Rotroci ; Haldricus, filius Gauscelini ; Robertus, filius Tiberii ; Rogerius de Aqua[1] ; Hugo Grossinus ; ex parte Sancti-Dionisii : Guillermus prepositus Sancti-Dionisii,

[1] Payen de l'Eau fut témoin des dons faits, vers 1118, par Yves de Courville à l'abbaye de Tiron (*Cart. de Tiron*).

Gauffridus, frater ejus ; Engelricus, filius Galterii Regis[1] ; Theobaldus Bernaldus ; Gradulfus, filius Gualeranni ; Gradulfus et Theobaldus, filii Guarini. Acta est hec carta publice in monasterio Sancti-Dionisii a Paulo monacho, anno ab incarnatione Domini millesimo septuagesimo quarto, regente eodem monasterio Gualterio tertio, atque in Francia rege Philippo regnante intra adolescentie annos.

Copie dans Duchesne, Mss, 22, f. 285 v° et 294. *Bibl. nat.*

XXVII

La comtesse Julienne, qui administrait le Perche pendant le séjour du comte en Espagne, reconnait en cours plénière les droits de Saint-Denis sur le moulin de Levainville, les meuniers qui élevaient des prétentions sur ce moulin, se désistent et reçoivent des religieux 20 sous et 3 setiers de blé, et du cellerier un demi-muid de blé et 30 sous.

Vers 1132 et 1133.

Carta de molendino de Levenvilla

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod quidam molendinarii volebant clamare feodum in molendino Beati-Dionisii de Levenvilla[2], scilicet quod hereditario jure inde essent molendinarii, quod nos mo-

[1] Le 3 août 1126, Pierre Le Roy donna au prieuré des Chateigniers une terre entre Villemafroi et Pré-Nouvelon, et comparut, ainsi que Guillaume Le Roy, comme témoin de différents dons faits à l'abbaye de Tiron. (*Cart. de Tiron*).

[2] Dans l'index alphabétique qui précède le cartulaire il y a : *Levannisvilla*.

nachi Beati-Dionisi scientes esse falsum et tota vicinia eorum, submonuimus eos ut ad rectitudinem veniremus et nos et ipsi, quod factum fuit in curia Beati-Dionisii, in presentia domine Juliane[1], que tunc temporis terram de Pertico in manu tenebat, comite in Hispania morante, ubi recognoverunt, tota curia audiente, quod nullam hereditatem in molendino habebant et falsam esse calumpniam quam faciebant ; et nos, quia pauperes homines erant, dedimus eis, pro Dei amore et quia domina Juliana et proceres qui in curia erant laudaverunt nobis, viginti solidos et tres sextarios annone ; et cellerarius, ad cujus servicium molendinum pertinet, dimisit eis dimidium modium frumenti quem ei debebant de moltura molendini, et pro molis et pro ceteris que in molendino vel fecerant vel habebant ; dedimus eis, Semfredo scilicet et Guillermo et Berengario fratribus, triginta solidos, et sic in pace remansimus cum eis, et molendinarium misimus ad placitum nostrum in molendinum. Hujus rei sic facte et sic deffinite sunt testes isti : Gislebertus puer, filius prefate Juliane ; Guarinus

[1] Julienne était la sœur du comte Rotrou III. Elle avait épousé Gislebert de Laigle, qui alors était sans doute décédé. Rotrou était parti pour une quatrième expédition en Espagne, où sa seconde femme Harvise, fille d'Edouard, comte de Salisbury, dut l'accompagner. Des Murs cite une charte de Tiron, où Julienne apparait encore comme ayant en mains l'administration du comté. Elle approuve en effet la donation de plusieurs terres faite à cette abbaye par un nommé Payen, qui déposa comme signe d'abandon un couteau sur l'autel : « Juliana et duabus neptibus suis Philippa et Felicia... Gaufrido filio comitis. » (Des Murs, *Histoire des Comtes du Perche*, p. 385.)

Rotrou était devenu seigneur de la ville de Tudela, et il en portait fièrement le titre : « Dominus de Tudela. » Il donna plus tard cette ville en dot à sa nièce Marguerite, fille de Julienne de Laigle, lors de son mariage avec Garcias Ramirez, roi de Navarre et d'Aragon.

Il assista à la célèbre bataille de Fraga, dite du *Champ Dolent*, où l'armée chrétienne subit une cruelle défaite, 1133.

Capreolus, filius Huberti ; Georgius Fortinus ; Giraldus de Sancta-Galburge ; Ysnardus de Fonte ; Hugo de Septem Fontibus ; Galterius Pinellus.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283 et copie mss. 20. f. 218.

XXVIII

Roger de Fayet abandonne aux religieux de Saint-Denis l'église de Verrières, et quelque temps après se fait moine. Un nommé Hubert qui avait des droits sur la dime de cette église, les abandonna et se fit aussi religieux. Lancelin, fils de Roger, confirma ces donations en présence du comte Rotrou ; celui-ci lui donna comme compensation la somme de huit livres.

Vers 1100.

CARTA ROGERII DE FAIETO.

In nomine Domini, notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod Rogerius de Faieto factus est monachus ad succurrendum apud Nogentum Beati-Petri Cluniacensis et Beati-Dionisii, pro cujus anima uxor Flandina et filius ejus Lancelinus, et uxor sua Sarracena vocata, dederunt quicquid habebant in ecclesia de Verris[1] in suo dominio, et hominem qui tractum decime habebat ab eis junxerunt cum monachis Beati-Dionisii, quibus hoc donum factum est, ut similiter teneret tractum a monachis, sicut tenebat ab eis, nomen cujus hominis Hubertus erat, qui

[1] Dans l'index alphabétique, qui précède le cartulaire, il y a : de Varreys.

postea factus est monachus Beati-Dionisii et Sancte-Galburgis. Hoc autem donum posuerunt predicte persone super altare Beati-Dionisii in ipso die sepulture prefati Rogerii. Postea vero iterum perrexerunt prior et quidam de monachis et Lancelinus ante Rotrocum comitem, et ibi concessit Lancelinus in presentia comitis et suorum procerum donum sicut factum fuerat, paciscendo ipsi comiti et monachis quod quando comes preciperet, adduceret matrem suam et uxorem suam ante eum ad concedendum iterum hoc donum. Comes autem videns bonam voluntatem ejus, de elemosina quam pro anima sua, patris sui, et pro animabus suorum predecessorum, et pro remissione suorum peccatorum et omnium parentum suorum, tam vivorum quam mortuorum, dedit ipsi Lancelino octo libras de suis nummis in caritate, quia hoc donum fecerat sue ecclesie. Testes sunt isti : Rotrocus comes, Rainaldus de Monte Usleto ; Hugo, filius Ausgerii ; Hugo de Brueria[1]; Guillermus de Moncellis et filius ejus ; Raginaldus, presbiter de Dancello ; Lambertus, presbiter de Bergilis ; Georgius de Rogeia.

Extrait dans Duchesne, Ms. 22, f. 283, et copie f. 294. *Bibl. nat.*

[1] Vers 1224, Hugues de la Bruyère fut témoin dans la charte du don de la terre de Coudray-au-Perche au prieuré des Châtaigniers, après avoir assisté à la fondation de ce prieuré, en 1217. Michel de la Bruyère fut témoin dans l'accord entre les religieux des Châtaigniers et les sires de Saint-Bomer, pour une terre et un étang près de l'église, vers 1145. En 1168, Nicolas de la Bruyère assista à la ratification par Guillaume Goët du don de 6 bovées de terre par Bodard de Saint-Michel. (*Cartulaire de Tiron*).

XXIX

Robert Coifan, Thibaud de Grès, son gendre, font abandon à Saint-Denis de Nogent et à son prieuré de Saint-Ulphace de plusieurs arpents de prés sur la Braye ; Robert reçoit du prieur de Saint-Ulphace sept sous et trois mines d'avoines ; sa femme eut pour son adhésion cinq sous.

Vers 1100.

CARTA DE CONCESSIONE THEBALDI DE GRES ET UXORIS SUE AC FILIORUM SUORUM.

Sicut presentibus ita et sequentibus notum sit, quod Robertus Coifanus dedit Sancto-Dionisio de Nogento et monachis Cluniacensibus ibi degentibus, Sanctoque Ulphacio, tres agripennos de pratis in elemosinam, super fluvium Breya, et recepit octo solidos Carnotensis monete a Guillermo monacho tunc tenente illam obedientiam, simul et sex denarios Carnotensium censu annuo. Mortuo Roberto Coifano, Tebaldus, qui sororem Roberti uxorem duxerat, heres ejus, non concessit istud. Quod tamen ut concederet, dedit illi caritative Robertus, filius Duranni, monachus, qui Sancto-Ulphacio preerat, septem solidos Carnotensis monete et tres minas avene. Concessit igitur Tebaldus donum predictum super altare Sancti-Dionisii Nogenti, uxore sua non concedente. Ut vero fieret ab omnibus omnino plena concessio, Gauffredus Brachet, monachus, qui tunc Sancto-Ulphacio preerat, dedit iterum eis quinque solidos Carnotensium, et ita demum prata illa concessa sunt ab eodem Tebaldo, ab uxore ejus, ab ipsorum filiis. Testes hujus rei subter-

scripti sunt : Gano de la Mota ; Robertus, presbiter Sancti-Ulphacii ; Guillermus, presbiter de Gres[1] ; Grossinus de Channige ; Gibaldus, nepos ejus ; Lambertus, famulus monachi Sancti-Ulphacii ; Rainaldus de Gres ; Oddo, frater ejus ; Garnerius, vicarius ; Belotus ; Radulphus Cercellus.

Bibl. nat., Duchesne, Mss. 22, f. 271.

XXX.

Légal de Montmirail donne à Saint-Denis la vigne de Rosset.

1105, 1112.

CARTA LEGALIS DE MONTE-MIRALLI.

Notum esse volumus omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Legalis de Monte-Miralli[2], dono domino Deo et Sancto-Petro Cluniacensi monachisque Sancti-Dionisii Nogenti-castri Pertici, ibidem Deo famulantibus, unam vineam quam habebam in meo dominio, que est sita subtus Rosset, juxta viam publicam, pro salute anime mee,

[1] En 1180, Eustache, archidiacre du Mans, affecta à la prébende qu'il fonda dans la cathédrale de cette ville, entre autres lieux, les dîmes qu'il possédait à Grez. (*Fragments historiques sur le Perche*, par Pitard).

[2] Ce Légal était-il de la famille des seigneurs de Montmirail ? Cette charte n'est pas assez explicite pour l'affirmer : mais nous ne le pensons pas. Un Regnault, seigneur de Montmirail, se croisa en 1202 et fut tué en 1205, au siège d'Andrinople.

En 1251, un autre Regnault de Montmirail vint dans le chapître de Saint-Père faire amende honorable pour tous les méfaits dont il s'était rendu coupable envers l'abbaye ; il s'était emparé d'un homme du bourg de Saint-Remi de Brou ; il était accompagné de Guillaume, vidame de Chartres, de Robert de Tachenville et de Baudry de Treion. (*Bibl. nat.*, ms . latin, 5417, f. 123.)

atque uxoris mee Frencie, et pro redemptione anime filii mei Guillermi, et omnium parentum meorum, vivorum et deffunctorum. Illam vero vineam quam tenebam de domno Arnulfo, presbitero de Monte-Miralli in censum, donante unoquoque anno quattuor denarios in festivitate natalis Domini, feci laudare atque concedere per eumdem censum donatum supradictis monachis Sancti-Petri. Testes hujus doni : Legalis qui hoc donum fecit ; Guillermus Goiet, uxor ejus Eustachia, et filii eorum, Hugo, Guillermus, Robertus ; Bovo Moschet ; Bodardus ; Hubertus Capreolus et aliique plures.

XXXI

Don par Herdburge, veuve de Rodolphe Hermite, à l'abbaye de Saint-Denis d'une vigne à Montmirail.

Vers 1080.

CARTA RODULPHI HEREMITE, DE VINEA SUA.

Noverunt cuncti, tam presentes quam subsequentes, quod Herdburgis, quondam uxor Rodulphi Heremite, post mortem ejusdem Rodulphi, dedit Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, tertiam partem unius agripenni vinee que est infra vineam monachorum in Monte-Miralli, pro redemptione anime sue et senioris sui defuncti, atque omnium parentum suorum, tam vivorum quam deffunctorum, accepitque a supradictis monachis sex decem solidos et sex denarios Carnotensium. Hoc autem donum una cum assensu filii sui Rualeni, et

que Burchardo totam terram tradentes, et alios duos agripennos quos Guido de Balaone quibusdam tradiderat absque consilio capituli, tali pacto quod unoquoque anno redderet novem solidos Carnotensium monacho qui morabitur apud Sanctum-Ulphacium, in die festivitatis ejusdem ; et hoc tenendum juravit in capitulo Beati-Dionisii, quampluribus tam clericis quam laicis presentibus ; juravit insuper quod nec ipse nec heredes sui super hac re monachis ad malum irent. Monachi vero, hoc tam ipsi quam heredibus suis concedentes, promiserunt quod si aliquis de hoc ei vellet nocere ecclesiasticam justiciam expensis Burchardi manu teneret. Hujus rei testes sunt : Gaufridus, decanus ; Gunterius de Brenella ; magister Odo ; magister Rainaldus de Barra[1]; Guillermus, presbiter de Grés ; Jossellinus de Arresio ; Yvo de Maugastel ; Girardus Ceone ; Guillermus Tacum ; Herbertus, clericus ; Paganus, prepositus ; Rainaldus de Musica.

XXXIII.

Donations de plusieurs terres à Saint-Denis par Geoffroy Barbu

1117-1124.

CARTA GAUFFRIDI BARBATI.

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego Gauffridus, cognomine Barbatus, donum facio Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, de

[1] Hugues de la Barre et son frère Picard assistèrent à la fondation du prieuré de Saint-Gilles des Châtaigniers, vers 1117. Le premier fut témoin du don de la terre de Coudray au Perche à ce prieuré, vers 1124, auquel il donna, vers 1130, deux parts de la dîme de Soizé. (*Cartulaire de Tiron.*)

filiarum suarum Aremburgis et Odeline, atque Hebrardi generis sui fecit. Testes qui hoc viderunt et audiverunt. Guillermus Nigerius; Girbertus de Jamagio[1]; Radulphus, filius Aron; Galterius Sparnerius; Hubertus Cabrolus; Hugo Desreatus; Herveus Rosellus et Girardus, filius ejus.

XXXII

Les religieux de Saint-Denis livrent à Bouchard Roillenostre une terre sise paroisse de Grez qu'ils avaient reçue en don de ses ancêtres et une autre donnée par Guy de Ballon pour un cens annuel de neuf sous chartrains. Cet accord fut fait sur le conseil de l'évêque du Mans auprès de qui Bouchard s'était plaint de la trahison dont il se croyait victime.

Vers 1100.

CIROGRAPHUM BURCHARDI ROILLENOSTOIRE

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod monachi Beati-Dionisii de Nogento habebant quamdam terram in parrochia de Gres, nomine Montinenberti, que erat de feodo Burchardi Roillenostoire, quam a predecessoribus ejusdem Burchardi in elemosina habebant. Hanc itaque diu tenentes parumque proficientes voluerunt quibusdam tradere ad censum, quod valde displicuit eidem Burchardo, qui super hoc episcopum Cenomanum requirens, conquerebatur monachos feodum suum absque assensu suo in manibus inimicorum suorum velle tradere. Igitur consilio episcopi pactum quod cum aliis habebant irritum fecerunt, ipsi-

[1] En novembre 1250, Raoul de Gemmages, chevalier, vendit un bois, paroisse de Gardais, au chapitre de Notre-Dame. L'acte fut approuvé par Michel de Gemmages et Alix, son épouse, et par Robert, seigneur de Beaumont, qui y apposa son sceau. (*Bibl. nat.*, Mss latin 5185, f° 58).

que Burchardo totam terram tradentes, et alios duos agripennos quos Guido de Balaone quibusdam tradiderat absque consilio capituli, tali pacto quod unoquoque anno redderet novem solidos Carnotensium monacho qui morabitur apud Sanctum-Ulphacium, in die festivitatis ejusdem ; et hoc tenendum juravit in capitulo Beati-Dionisii, quampluribus tam clericis quam laicis presentibus ; juravit insuper quod nec ipse nec heredes sui super hac re monachis ad malum irent. Monachi vero, hoc tam ipsi quam heredibus suis concedentes, promiserunt quod si aliquis de hoc ei vellet nocere ecclesiasticam justiciam expensis Burchardi manu teneret. Hujus rei testes sunt : Gaufridus, decanus ; Gunterius de Brenella ; magister Odo ; magister Rainaldus de Barra[1] ; Guillermus, presbiter de Grés ; Jossellinus de Arresio ; Yvo de Maugastel ; Girardus Ceone ; Guillermus Tacum ; Herbertus, clericus ; Paganus, prepositus ; Rainaldus de Musica.

XXXIII.

Donations de plusieurs terres à Saint-Denis par Geoffroy Barbu

1117-1124.

CARTA GAUFFRIDI BARBATI.

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego Gauffridus, cognomine Barbatus, donum facio Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, de

[1] Hugues de la Barre et son frère Picard assistèrent à la fondation du prieuré de Saint-Gilles des Châtaigniers, vers 1117. Le premier fut témoin du don de la terre de Coudray au Perche à ce prieuré, vers 1124, auquel il donna, vers 1130, deux parts de la dîme de Soizé. (*Cartulaire de Tiron.*)

medietate totius terre mee. Addo etiam nunc in vita et post mortem meam medietatem de omnibus pratis meis herbam, ut omnibus annis habeant eam seniores in vita et post mortem meam ; quartam etiam partem molendini qui est subtus montem Rahardi. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee et uxoris, et (pro) filiis meis diffunctis atque omnibus parentibus meis, vivis et deffunctis, ut Dominus in hoc seculo et in futuro misereatur omnibus nobis. Testes hujus rei sunt : dominus Guillermus Goiotus, et uxor sua domna Eustachia, et filii sui Hugo, et Guillermus, atque Robertus.

XXXIV

Don à l'abbaye de Saint-Denis par Hildegarde d'un moulin sur l'Huine, de sept arpens de pré, et de deux hôtes en la ville de Mortagne.

Vers 1100.

CARTA HILDEGARDIS VIRGINIS

Notum sit omnibus, tam subsequentibus quam presentibus, quod ego Hildegardis dono domino Deo et Sancto-Petro Cluniacensi, monachisque qui sunt positi apud Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, terram unius aratri, in loco qui dicitur ad Sanctum-Petrum, in Mauvas, et septem arpennos prati, nec non molendinum super aquam Yoginie, duosque hospites in burgo Mauritanie, quorum nomina hec sunt : Guarnerius, at que Rame-

[1] Guillaume Gouet fit rendre justice aux moines de Saint-Père par Raimond, maire de Villevillon, qui refusait de reconnaître tenir de de l'abbaye sa majorerie de Villevillon. (*Bibl. de Chartres*, Mss. 1038, p. 112.

rius. Hoc autem facio pro redemptione anime mee, nec non senioris mei domini Guillermi deffuncti, et filiorum meorum, ita tamen ut quamdiu vixero hec omnia possidens tenebo, et, post mortem meam, ex integro ad supradictum locum hec omnia supradicta, sine ulla contradictione, deveniant. Testes hujus doni : Gauffridus comes et comitissa Beatrix, atque Rotrocus filius eorum; Galterius Chasnellus; Philippus filius Garini ; Guillermus Rufinus ; Amelinus de Telein; Hugo filius Fulchet; Gualterius Grolt.

XXXV

Robert, prévot de la ville de Ceton, donne à Saint-Denis une terre voisine, dite de Cohémont.

Vers 1100.

CARTA ROBERTI DE CETONE

Notum sit omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Robertus, prepositus atque carpentarius de villa Cetonis, cum assensu uxoris mee Odeline, et filiorum meorum Giraldi, Fulchrii, dono domino Deo et Sancto-Petro Cluniacensi monachisque ejusdem monasterii in ecclesia Sancti-Dionisii Nogenti castri Deo famulantibus, omnem terram meam de Coshamone, que est sita juxta Cetonis villam, quicquid in ea habeo, scilicet terradium et decimam, omniaque mihi pertinencia, salvam et liberam. Similiter dono medietatem decime tote (*sic*) terre mee ubicumque sit tantum in vita mea, et post mortem meam, totam

libenter laudo atque laudans concedo, pro remedio anime mee et omnium parentum meorum, ut ad vitam eternam. Deo auxiliante, valeamus pervenire. Testes hujus doni sunt : ego qui donum istud facio, et uxor mea Odelina, et filii mei Giraldus, Fulcherius; et Galterius Gasnellus: Yvo frater ejus; Balduinus prepositus; Albertus Bovet.

XXXVI

Garnier de Frétigny par un accord amiable fait absoudre son père, Hugues de Frétigny, des revendications qu'il avait élevées à l'encontre des religieux de Saint-Denis, au sujet de la dime de l'église de Frétigny. Le mesurage de la dime se fera en présence de Garnier, ou au moins après un double avertissement. Les moines lui donneront une clef de la grange dimeresse après le battage des grains.

Vers 1165.

CIROGRAPHUM GARNERII DE FRETINIACO

Quoniam que sine scripto vel testibus geruntur, ab humana memoria facilius dilabuntur, memorie succedentium notificare volumus quod quedam dissentio diu agitata est inter monachos Beati-Dionisii de Nogento atque Hugonem de Fritiniaco. Hec autem dissensio hac de causa orta est, quoniam in parte decime, quam monachi in ecclesia de Fritiniaco haberent, prefatus Hugo quedam clamabat que monachi concedere nolebant : tandem vero, Hugone defuncto, filius ejus Garnerius, patris morte compunctus, monachos petiit ut patrem a forifacto et de his que in vita erga eos injuste commiserat absolverent : Garnerius vero omnia que contra

monachos clamabat, pro anima sua et patris sui, parentumque suorum, benigne concessit, excepto quod, quando monachi mensurare voluerint, ei mandabunt, et si ipsa die presens non aderit, in crastino ipse vel ejus mandatum submonebitur ; quod si ipse Garnerius non aderit vel ejus mandatum, prefati monachi sine ejus presentia mensurabunt. Ipse vero Garnerius caudas annone et stramina et duodecim denarios a messore quem monachi ibidem locabunt accipiet, et sextarium frumenti de communi, insuper etiam sextarium alterius annone de proprio monachorum. Guarnerius vero a messoribus fidem accipiet quod ei fideliter res suas observaverint. Verumtamen quamdiu monachorum res in grangia fuerint, Garnerius in ea de proprio nihil includet ; cum vero annone monachorum omnino parate fuerint ipsisque reddite, clavis grangie Garnerio tradetur custodienda, quam ipse custodiet ad honorem sui et monachorum. Hujus compositionis convenientia tempore prioris Yvonis confirmata fuit, in presentia totius capituli Sancti-Dionisii. Testes sunt : Gaufredus decanus; magister Alcherius; Odo de Fretiniaco ; Robertus de Bellomonte et uxor ejus Margarita, et filia ejus Helwisa ; Goherius de Morville[1] ; Gaufredus de Gaudena ; Bocellus Verron ; Hubertus Chevrol[2]; Paganus Erart ; Paganus de Monhaton ; Hugo de Mesnil.

[1] Hugues de Morville fut témoin dans la confirmation par Henri, roi d'Angleterre, des possessions de l'abbaye de Perseigne.
(*Cartulaire de Perseigne*, p. 79.)

[2] En 1258, un Raoul Chevrol, écuyer, et Jacqueline, sa femme, vendirent à Pierre du Marchais, chevalier, et à Ydoine, sa femme, dix-sept setiers de blé sur l'héritage de ladite Jacqueline, sis au Puiset, *Bibl. nat. mss. latin* 5185, i, f. 95).

XXXVII

Gouffier de Villeray avait reçu en fief, de la main du comte Geoffroy, la terre de Levainville; il la donna avec ses hôtes et ses moulins à l'abbaye de Saint-Denis.

1090-1100.

CARTA GUILFERII DE VILLEREDO.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Golferius de Castro-Villeredi, dono domino Deo, et Sancto-Petro et monachis de Clunniaco qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium de Nogenti castro omnem terram Levannisville, cum hospitibus et molendino, quam tenebam de beneficio domini Gauffridi, comitis Mauritaniensis, quicquid dici vel inquiri quisquam poterit, sicut ego tenebam et alii de me tenebant, ita monachi et locus Sancti-Dionisii salva ac libera teneant et possideant, jure hereditatis et possessionis. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee et omnium parentum meorum, tam vivorum quam mortuorum, nec non etiam pro redemptione anime domni Gauffridi, comitis Mauritaniensis, ex cujus beneficio tenebam omnem terram Villelevanis, cum hospitibus et molendino, vel omnia quecumque possunt inquiri, ut Dominus per intercesionem omnium sanctorum suorum, et in hoc seculo et in futuro, misereatur omnibus nobis, tam vivis quam defunctis. Testes hujus doni : dominus Yvo, episcopus Carnotensis ; Guillermus, archidiaconus ; Joslenus, capellanus episcopi ; Hugo, vicecomes Castriduni.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283 v°, et copie mss. 20, f. 218, *Bibl. nat.*

XXXVIII

Don au prieuré de Saint-Denis, par Guillaume Le Borgne, du consentement de son fils Normand, de la moitié de l'église de Saint-Pierre la Bruyère, et de ses revenus, de la moitié de la dîme et d'un arpent de terre labourable ; il approuve les cessions qui seront faites aux religieux.

Vers 1058

CARTA GUILLERMI BORNI

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Guillermus, supernomine Borni[1] dictus, una cum assensu filii mei Normanni Borni, dono domino Deo, qui cunctorum constat esse bonorum largitor, et sancto gloriosissimo martiri Christi Dionisio de Nogenti castro, medietatem ecclesie Sancti-Petri de Brueria, id est medietatem presbiterii atque atrii, offerende, panis, et candelle, et denarii, atque omnem medietatem de omnibus rebus quecumque intus ecclesiam delata fuerint, de omnibus rebus quecumque possunt dici vel inquiri ; de foris vero, in circuitu ecclesie, medietatem cymeterii et sepulture, medietatem quoque decime totius ecclesie, tam panis, annone, lini, etiam canabi, atque etiam omnium fructuum quecumque terra reddiderit, vitulorum quoque, et agnorum, atque lanarum, ovium, porcorum et omnium bestiarum atque volatilium, et omnium rerum quecumque possunt dici vel inquiri ; terram etiam ad

[1] Duchesne écrit « Borin » Mss 22, f. 294, *Bibl. nat.*

laborandum unius aratri. Do etiam ut si quis de decima supradicte ecclesie aliquid ex beneficio meo tenuerit, et Deo ac sancto martiri Christi Dionisio dare voluerit, sine alicujus contradictione vel prohibitione, donet quodcunque donare voluerit, sine alicujus contradictione, et quecunque donaverit salva et libera sunt. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee, et filii mei, et omnium parentum meorum, atque omnium fidelium christianorum, tam vivorum quam mortuorum, ut Dominus in hoc seculo et in futuro misereatur omnibus nobis, per intercessionem omnium sanctorum suorum. Testes qui hoc viderunt et audierunt : dominus Yvo, Sagiensis episcopus, qui ex autoritate Dei Patris omnipotentis et sua dignitate episcopali omnes excommunicavit et anathematisavit quicumque aliquid ex hac elemosina quicquam surripere vel minuere voluerint. Testes : dominus Rotrocus comes ; Yvo de Curvavilla[1] ; Ameryeus de Condeel ; Guido Bollenus ; Gunterius, filius Beraldi ; Oddo de Campo-Adalelmo ; Arveus Longus.

En partie dans Bry de la Clergerie p. 150.— Traduction dans l'*Histoire des Comtes du Perche* de M. des Murs, p. 176. — Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 283 et extrait, f. 294. *Bibl. nat.*

[1] Yves de Courville était fils de Giroie de Courville. Il assista à la fondation de l'abbaye de Joug-Dieu, le 28 juin 1118, et fit la même année plusieurs donations à l'abbaye de Tiron. Il paraît plusieurs fois comme témoin de dons faits à Notre-Dame de Chartres. Il n'eut pas d'enfants et, après avoir pris différentes dispositions testamentaires, il finit par désigner Robert de Vieuxpont comme héritier de la seigneurie de Courville.

XXXIX

Guillaume Gouet le Jeune, après de nombreuses difficultés, reconnaît aux religieux de Saint-Denis la légitime possession de tous les biens qui leur avaient été donnés, à condition qu'on célébrerait son anniversaire et celui de son père et de sa mère à Nogent et à Cluny. Le prieur Bernard conceda de plus qu'on donnerait l'eau bénite dans l'église Saint-Lubin de Brou, et qu'on y célébrerait l'office divin, mais sans y exercer aucun droit paroissial.

Vers 1125.

CARTA GUILLERMI FILII GUILLERMI GOIETI DE CONCESSU OMNIUM RERUM QUAS HABENT MONACHI IN TERRA IPSIUS.

Noverint omnes, tam presentes quam posteri, quod inter monachos Nogenti, et Guillermum juniorem, filium Guillermi Goieti, mota est querella de elemosinis quas monachi Cluniacenses, sub patrocinio Beati-Dionisii Deo possidebant. Negabat enim idem Guillermus in parte eas se concessisse monachis. Ad hanc ergo terminandam querelam convenerunt Carnotum dominus Bernardus, prior Nogenti, et predictus Guillermus in domum domini Galterii, archidiaconi Carnotensis, in cujus presentia concessit eisdem monachis quicquid habebant in ecclesia de Sancto-Ulphacio, et in ecclesia Sancti-Leobini de Braio, vineasque de Braio, vineas de Monte-Miralli, cum appendiciis suis. Concessit preterea ecclesiam de Uno-Vitro prefatis monachis quam in manum Gauzlini archidiaconi tradidit, Gauzlinus vero in manum prioris ; concessit etiam decimam ejusdem ecclesie quam pater suus et mater dederant, et quicquid habebant in terra sua, sed et quicquid consilio suo acquirere possent. Concessit etiam ut omnes

redditus quos in terra sua haberent, pro voluntate sua Nogentum afferent, ad usus fratrum ibidem Deo militantium, tali tenore ut anniversaria dies patris sui ac matris et sui ipsius annuatim celebretur et apud Cluniacum et apud Nogentum. Hujus rei testes sunt isti : Galterius archidiaconus ; Georgius cantor ; Hugo de Leugis prepositus ; Garinus sacerdos ; Herbertus de Ballol ; Fulchardus organista ; Hugo de Foro ; Gumbertus. Sub eorumdem etiam testium testimonio concessit prior Bernardus dari aquam benedictam, quam domina Eustachia faciebat in parochia Sancti-Leobini, et divinum officium fieri in ea, eo tenore ut nihil parrochiale unquam ibi haberetur, et hoc fecit pro amore predicti Guillermi et prefate Eustachie.

Copie dans Duchesne. Mss. 22, f. 294 v°. *Bibl. nat.*

XL

Eustachie, femme de Gouet, avait enlevé aux moines l'église d'Unverre que leur avait donnée Gascon de Brou, et en retenait le prêtre prisonnier ; les religieux ne la firent point excommunier en considération de ses précédents bienfaits. A la mort de celle-ci, Guillaume, son jeune fils, malgré ses précédentes promesses, persévéra dans l'injustice de sa mère ; mais enfin, il vint trouver l'évêque de Chartres, Geoffroy de Lèves, et en sa présence et par son intermédiaire remit aux religieux l'église et toutes ses possessions ; il reçut en retour 10 livres et sa femme cent sous.

Vers 1125.

CARTA ALIA

Notum sit omnibus quod Eustachia, uxor Goieti, fecit magnam injuriam monachis Cluniacensibus qui serviunt

Dei in ecclesia Beati-Dionisii de Nogento, de ecclesia Beati-Martini de Unverriaco, quam dominus Gasco de Braioto dederat eis totam, sine ullo retinaculo, et habuerunt unum annum et eo amplius. Sed predicta Eustachia abstulit eis secerdotium, retinens sacerdotem in propria manu, sed nolebant eam facere excommunicare, quia plura bona eis fecerat, et misericordiam ejus quam minime invenerunt expectabant. Post mortem vero ejus, Guil lermus, juvenis filius ejus, volens in eadem malicia matris perseverare, et hoc injuste et nefarie, quia, adhuc vivente matre Carnotum venerat, et in presentia domini Galterii, Carnotensis archidiaconi, et in domo ejusdem, concessit predictis monachis totam predictam ecclesiam, et quicquid ad eam pertinebat, si mater vivens vellet eis reddere quod offerebat, si nollet post mortem ejus possiderent liberam et absolutam, et hanc concessionem misit in manum domini Gausleni Castridunensis archidiaconi, et archidiaconus misit etiam in manum Bernardi sacriste prius Nogiomensis monasterii et tunc prioris, unde propriam cartam cum testibus qui affuerunt habent monachi; quod totum, post mortem matris, diabolica fraude seductus, et nimia cupiditate persuadente, se ista fecisse abnegavit; sed tamen, Dei timore et amore permotus, et his qui sciebant peccatum quod faciebat persuadentibus, venit iterum Carnotum, ad episcopum Gauffredum de Leugis, et rogavit eum ut absolveret matrem suam a peccato quod fecerat inde, et de peccato quod tam inde fecerat absolveret ipsum; et misit in manum episcopi donum et concessionem totius ecclesie ad opus monachorum, ita ut ultra nihil in ea clamaret, neque se inde intromitteret, nec de sacerdote, nec de aliquo quod ad ecclesiam pertineret, sed totum in manu episcopi esset. Episcopus autem, sicut Guillermus miserat in manum

ejus, misit in manum predicti Bernardi prioris, pro Dei amore, et rogatu ipsius Guillermi, et Galterii archidiaconi, et clericorum, et militum qui ibi aderant, ut inde prior et monachi facerent quicquid secundum Deum facere vellent. Postea vero, ut hoc et cetera que in terra Guillermi habehant, in pace et cum dilectione ipsius possiderent, dedit ei prior, de charitate Beati-Dionisii, viginti libras Carnotensium nummorum, et uxori ejus Mabilie, que quod maritus ejus faciebat libenter concessit, centum solidos ejusdem monete, qui fuerunt redditi, sicut ipsa precepit, cuidam Carnotensi burgensi qui habebat vadimonia ejus. Hujus doni et concessionis que facta sunt, sicut dictum est, sunt testes isti : ipse Gauffridus, episcopus ; Galterius, archidiaconus ; Bernaldus, capicerius ; Andreas, camerarius ; Robertus de Sonboon ; Galterius, filius Hugonis de Brueria ; Galterius de Petra-Fita.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283, et copie f. 295. *Bibl. nat.*

XLI

Donation par Guillaume de Sougi de ses droits dans les églises de Saint-Pierre de Ceton et de Saint-Denis de Neuville ; il reçoit en retour des religieux une aumône de soixante sous.

Vers 1100.

Carta Guillermi fratris Simonis de Cetone

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod Guillermus, frater domni Simonis de Solgi, una cum assensu uxoris sue Arsendis, atque assensu domni Simonis, fratris sui, dedit Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, quicquid habebat in

ecclesia Sancti-Petri Cetonensis, hoc est panis, candelle, denarii, lini, canabi, porcorum, vitulorum et agnorum ; atrium quoque ecclesie et cymiterium, vichariam et theloneum, omnesque consuetudines alias et cetera omnia que dici vel inquiri quisquam poterit, omnibus ad ecclesiam pertinentibus sine ulla retinentia, excepto decimam annone (*sic*). Dedit etiam totam partem suam de ecclesia Sancti-Dionisii de Novavilla cum omnibus ad ecclesiam pertinentibus, terram scilicet, cultam et incultam, omnia exquisita et inquirenda, sine ulla retinençia, que dici vel inquiri quisquam poterit. Hoc autem donum fecit pro redemptione anime sue et uxoris, omniumque parentum suorum, tam vivorum quam deffunctorum ; accipitque pro hoc dono a senioribus loci Sancti-Dionisii, in charitate, sexagenta solidos Cenomanenses. Testes hujus doni, ex parte Guillermi sunt isti : Oddo Bucca-Profunda ; Johannes Maholotus ; ex parte monachorum : Galterius Chesnellus ; Guillermus de Prahelo.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283 v° et copie f. 295 v°. *Bibl. nat.*

XLII

Don à l'abbaye de Saint-Denis d'une partie du Moulin-Neuf à Ceton par Dreux Malemouche.

Vers 1100

CARTA DROGONIS MALAMUSCA.

Ego Drogo, cognomine Mala-Musca, cum filiis meis Burchardo atque Gervasio, dono Deo et Sancto-Petro Cluniacensi, necnon et monachis Sancti-Dionisii Nogenti

castri de Cluniaco, ibidem Deo famulantibus, quicquid habeo vel possideo, juste sive injuste, in molendinum quod nuncupatur Novum, situm in pago Cetonensi, super fluvium Marruscie, pro salute anime mee et omnium parentum meorum vivorum atque deffunctorum, coram annominatis testibus. Testes hujus rei : Drogo[1] et filii ejus: Gualterius ; Casnellus ; Yvo, frater ejus ; Golferius Gotnas ; Hugo de Pino ; Gauffridus Taconus.

XLIII.

Robert de Ceton donne à Saint-Denis tout ce qu'il possédait dans l'église de Saint-Nicolas de Ceton.

1080 à 1100.

CARTA ROBERTI DE CETONE.

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego Robertus clericus, filius Huberti, presbiteri de villa Cetonis, dono domino Deo, et Sancto-Petro Cluniacensi monachisque Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisum Nogenti castri ibidem Deo servientibus, quicquid habebam ex beneficio Gualteri Chasnelli, in ecclesia Sancti-Nicolai atque Clarii, in villa Cetonis, cum omnibus appendiciis suis, scilicet terram cultam et incultam, cum pratis et silvis, omnia super omnia, intus et de foris, pro salute anime mee omniumque parentum meorum, vivorum et mortuorum. Testes hujus rei : Robertus qui donum fecit ; Gualterius Chasnellus ; Yvo, frater ejus

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 282 v° et copie f. 295 v°. *Bibl. nat.*

[1] Dreux Malmouche assista à la fondation du prieuré du Gué de Launay, vers 1135.

XLIV[1]

Bouchard Malemouche abandonne ses prétentions sur la terre de Payen de Buri achetée par le couvent de Saint-Denis, et délaisse la dime donnée par Gautier de Mâle, sise dans son fief; il reçoit des religieux dix sous dunois.

vers 1100

CARTA BURCHARDI MALAMUSCHE ET GUALTERII DE MARNA[1]

Notum sit omnibus quod Burchardus Malamusca calumpniatus est nobis illam terram quam emimus a Pagano de Buri. Sed postea, Dei misericordia compunctus, concessit nobis illam perpetualiter possidendam, et uxor ejus Avelina, et filius ejus Paganus ; habuit tamen inde idem Burchardus decem solidos Dunensis monete. Quod viderunt et audiverunt isti : Galterius Chasnellus ; Henricus Baudomensis ; Normanus Major; Joso de Maugastel. Notum sit etiam quod Burchardus concessit nobis decimam quam dedit nobis Gualterius de Marna, quam tenebat de feodo supradicti Burchardi, illam scilicet decimam quam parciebatur nobiscum, cum illa decima quam dedit nobis Guillermus, monachus noster, filius Almarici presbiteri. Testes : Gualterius Chasnellus ; Joso de Maugastel ; Hugo Berlay.

[1] Marne, autrement dit Mâle, Orne. Olivier de Mâle assista en 1086 à un procès concernant le prieuré de Dame-Marie, dépendant de l'abbaye de Jumièges, et porté devant la cour de Robert II de Bellême.

En avril 1282, Guillaume de Mâle donna à l'abbaye des Clairets cent sous de rente sur la dime de Mâle, et vendit en juin 1282 cette dime pour cinquante-cinq livres. Il fit ces dons à l'abbaye au moment de l'entrée en religion de ses filles Isabelle et Catherine (*Cartulaire des Clairets*.

XLV

Robert Judas, chevalier, s'apprêtant à rejoindre en Espagne le comte du Perche, constitue le monastère de Saint-Denis héritier de tous ses biens, s'il vient à mourir dans cette expédition, sauf les revenus et les ressources nécessaires à sa mère, sa vie durant, et plusieurs terres qu'il donne en gage pour une somme de six livres et quatorze sous, monnaie dunoise, que lui ont prêtée les moines. Il écrit sa volonté sur une tablette et la dépose en signe de don sur l'autel.

Vers 1126, avant 1129.

CARTA DE HEREDITATE ROBERTI JUDE.

In nomine Domini, notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod Robertus Judas, nepos Gerogii Fortini, volens ire in Hispaniam, ad Rotrocum comitem, fecit heredem Beatum-Petrum Cluniacensem et Beatum-Dionisium Nogiomensem, de tota sua terra, si moreretur in Hispania, vel si omnino ibi remaneret[1], ita tamen quod mater sua viveret de furno ejus et haberet ceteros redditus de burgensibus suis, donec ipsa moreretur, si filius ejus non reverteretur ; et si filius ejus viveret, post mortem ejus, et nolet omnino in Hispania remanere, sicut supradictum est, duo de suis burgensibus et

[1] Robert Judas revint dans sa patrie, et, oublieux de la donation faite à Saint-Denis, il offrit la même terre à Tiron : « Regressus de Hispania idem Robertus feeerat idem donum Tironensibus monachis et posuerat super altare eorum. » *Cartulaire de Tiron* I, p. 150.

duo de burgensibus monachorum Beati-Dionisii numerarent supradictos redditus, scilicet de furno et de pistoribus furni et de ceteris burgensibus ad reddendum ei quando rediret, et si non rediret supradicti monachi haberent hec et cetera omnia que ad eum hereditario jure pertinebant. De cetero manifestum esse volumus omnibus quod prefatus Robertus dimisit presentialiter supradictis monachis, vel reverteretur vel non, tres agripennos terre ultra Yoniam fluvium, contiguos terre eorum et areas molendinorum suorum, et suam terram circa tres areas, donec reddat eis sex libras et quatuordecim solidorum nummorum Castridunensium, ita de suo proprio quod nullus alius accipiat in vadimonium supra predictos monachos. Hujus autem doni et hujus pacti et confirmati, sicut jam dictum est, sunt testes isti : Gerogius Fortinus, avunculus Roberti, et Agnes, mater ipsius Roberti, que omnia que supradicta diximus concessit ; Guillermus de Aridavilla ; Paganus, molendinarius ; Durannus Caprarius ; Galterius Totassuum ; David Faber ; Garinus de Fontana ; Robertus et Johannes, filii Duranni Caprarii ; Robertus Macias ; Galterius Sapiens ; Galterius, filius Herardi.

Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 295 v° et extrait Mss. 20 f. 217 v°. *Bibl. nat.*

XLVI

Les fils de Beaudouin Fortin s'attribuaient un droit d'héritage sur l'église de Verrières. D'après l'accord survenu, les moines en abandonnent la jouissance sa vie durant au clerc Hugues, fils de Baudouin, mais se réservent les deux tiers des dimes

de toute la paroisse et une redevance annuelle de vingt sous sur l'église, et comme gage de la paix leur donnent dix livres, monnaie dunoise.

Vers 1190.

CARTA DE DISSENSIONE QUE FUIT INTER MONACHOS ET FILIOS BALDUINI FORTINI.

In nomine sancte et individue Trinitatis, omnibus Christi fidelibus, tam futuris quam presentibus, pacem et tranquillitatem sancte matris ecclesie diligentibus. Notum sit atque manifestum quod quedam dissensio gravis longo tempore extitit inter filios Balduini Fortini, et monachos Cluniacenses in monasterio Beati-Dionisii de Nogento commorantes, unde etiam multa mala provenerunt multaque adhuc provenire poterant. Hec autem dissentio tota pro ecclesia de Verreriis erat, in cujus presbiterio supradicti filii Balduini hereditatem clamabant, multisque minis, injuriis et violentiis a jure suo monachos expullerant. Verum, Domino ventis et mari imperante, dissentionis hujus, tempore domini Rainaldi prioris, pax et concordia per viros fideles prolocuta est, tandemque sub tali fine terminata. Prefati quidem milites, filii Balduini Fortini, hereditatem illam quam in rebus presbiterii se habere dicebant, totam penitus abjurarunt, eamque monachis in pace reliquerunt, et tali scilicet modo ut eam cuidam fratri suo clerico, nomine Hugoni, qui etiam prefatam hereditatem abjuravit, solummodo in vita sua sicut alio cuilibet clerico monachi in elemosina concederent. Prior autem et monachi, pacis et tranquilitatis amatores, juxta peticionem eorum predicto clerico presbiterium in vita sua concesserunt, retentis tamen sibi duabus pro recognitione par-

tibus omnium decimarum ad idem presbiterium pertinentium, et viginti solidos in corpore ecclesie per unumquemque annum ; nec insuper in ipsa ecclesia capellanus, sine laude prioris, ejusdem assensu vel monachorum, mitteretur. Ipsis vero laicis sua quarta pars in pace remansit, ita tamen ut si eam aliquo tempore expendere vellent, nullatenus hoc nisi ecclesie Nogenti facere possent ; et pro hac concordia agenda et ex eo tempore usque in eternum ab eis firmiter tenenda, de caritate ecclesie decem libras Dunensis monete habuerunt. Testes : Fulcho de Blaure ; Guillermus Tacum ; Paganus de Sancto-Quintino ; Hebertus, presbiter ; Engelrannus de Noceio[1] ; Gauffredus, presbiter de Sancto-Hillario ; Guillermus de Pinu ; Paganus Erart ; Guilterius Trossassium et alii plures.

Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 296, *Bibl. nat.*

XLVII

Robert de Mortagne fait don à l'église de Saint-Denis de quatre arpents de terre près de l'église de Saint-Germain de Loisé. Barbin des Loges, après quelques difficultés, approuva cette libéralité.

Vers 1080

Carta Roberti filii Arnaldi de Mauritania

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod Robertus, filius Arnaldi de Mauritania, dedit Deo et Sancto-Dionisio de castro Nogenti Pertici quatuor

[1] Hugues de Nocé fut présent au don fait vers 1125 de l'église de Marolles à l'abbaye de Tiron par Geoffroy, évêque de Chartres. En 1182, Geoffroy de Nocé assista au jugement pour une dame Marie par Rotrou, comte du Perche, et fit partie des croisés en 1191. En 1232, Hugues de Nocé figure au nombre des bienfaiteurs de la léproserie de Chartrage.

agripennos terre juxta ecclesiam Sancti-Germani Loysiaci pro redemptione anime sue et omnium parentum suorum, tam vivorum quam deffunctorum, ut Dominus et in hoc seculo et in futuro misereatur omnibus illis. Post mortem vero Roberti, Barbinus de Lotgis, de cujus beneficio terra erat, calumpniatus est eam, accepitque a monachis loci Sancti-Dionisii quinque solidos Dunensium exforciatos, atque clamorem quem fecerat totum dimisit, et donum quod Robertus fecerat laudavit et confirmavit, atque donum super altare Sancti-Dionisii de castro Nogenti manu sua superposuit. Testes qui viderunt sunt isti : Johannes Rufinus ; Bladinus quondam prepositus ; Gerardus Forestarius ; Paganus, filius Richerii ; Robertus Salvaticus.

XLVIII

Redevances dues à Saint-Denis dans le territoire de Poressac

XIIe siècle.

CONSUETUDINES DE PORESSAC.

Herbertus Postel sexdecim denarios in festo sancti Remigii, et octo denarios in natali Domini, et duos sextarios avene. Ernaldus frater ejus septem denarios in festo sancti Remigii, et octo denarios in natali Domini, et duos sextarios avene. Hugo miles decem denarios in festo sancti Remigii. Hebertus de Poressac et gener ejus sex denarios in festo sancti Remigii, et in natali Domini octo denarios et duos sextarios avene, et item octo denarios et duos sextarios avene, et sex denarios in festo sancti Remigii. Hubertus de Angelis tres denarios in festo

sancti Remigii, et octo denarios in festo natalis Domini, et duos sextarios avene. Germundus sexdecim denarios in festo sancti Remigii. Hugo filius Arnaldi tres denarios in festo sancti Remigii, et octo in natali Domini, et duos sextarios avene. Gauffridus octo denarios et duos sextarios avene. Molendinum de Ponterat tres denarios in festo sancti Remigii. Andreas quatuor denarios et octo in natali Domini et duos sextarios avene. Rogerius Muschardus octo denarios et obolum in festo sancti Remigii. Geroldus frater ejus tres denarios et obolum in festo sancti Remigii, et in natali quatuor denarios et unum sextarium avene. Christianus quatuor denarios, et in natali tres sextarios avene et duodecim denarios. Bernaldus tres denarios in festo sancti Remigii, et in natali quatuor denarios et unum sextarium avene. Gauffredus frater ejus quatuor denarios in festo sancti Remigii, et in natali tres denarios et unum sextarium avene. Guillermus duos denarios in natali, et plenam minam avene. Joscelinus in festo sancti Remigii duos denarios et in natali duos denarios et plenam minam avene. Germundus unum denarium et in natali quatuor denarios et unum sextarium avene. Guillermus tres denarios in festo sancti Remigii. Emelina de Sancto-Cherone[1] decem denarios in festo Sancti Remigii.

[1] En 1190, un Boemond de Saint-Cheron vendit à Isembard de Galardon 30 sous de rente sis à Saint-Cheron et à Luisant pour 24 livres angevines en présence de Thibaud, comte de Blois, de Geoffroy de Brulon, de Robert de Chartres, de Robert du Mée, etc. *Bibl. nat. mss. latin*, n° 5185 f. 234.

XLIX.

Henri, vicomte de Mortagne, donne trois parties de l'église de Saint-Lubin de Flacey et ses revenus, qu'il avait reçues de la main du vicomte Hugues, et de plus la terre et le bois de Tolfol à l'abbaye de Saint-Denis, et s'engage à approuver tout ce qui serait donné à la même église.

Vers 1060.

CARTA HENRICI VICECOMITIS.

Notum sit omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Henricus, vicecomes Mauritanie, una cum assensu uxoris mee Gerogie, et filiorum meorum Josleni, Hugonis, et Adraldi, dono domino Deo sanctisque ejus apostolis Petro et Paulo, et monachis Cluniacensibus Deo servientibus in monasterio Sancti-Dionisii Nogenti castri Pertici, tres partes ecclesie Sancti-Leobini Flaciaci, cum decima et sepultura, altare quoque quod de beneficio domini Hugonis vicecomitis tenebam, quodque ipse laudavit et corroboravit, atque omnia que dici vel inquiri in tribus partibus ecclesie quisquam poterit. Terram quoque unius aratri atque boscum qui dicitur Tolfol, ad usus monachorum inibi habitantium, et omnibus hominibus illorum ad omnia quecumque indiguerint vel necesse habuerint, ad domos construendas, ad clausuras suas faciendas, et ad calefaciendum, seu ad omnia quecumque necesse habuerint operandum, et herbam que in eo creverit ab omnibus eorum bestiis depascendam, vicariam etiam de omnibus

hominibus quicumque in terram illorum steterint, in terra quam ego do eis vel in illa quam in futuro acquirere potuerint, ut sint salvi et liberi ab ulla mala consuetudine, et omni inquietudine ex medietate vicarie que ad me videtur pertinere. Concedo etiam ut si quis ex benificio meo aliqua videtur tenere, et eis dare voluerit vel vendere, habeat licentiam sine aliqua contradictione, atque illud quod datum seu venditum est eis possit quicquam inquirere aut reclamare. Si quid vero contrarie vel controvercie inter me et illos, aut inter homines meos et homines illorum surrexerit, in loco Flaciaco fiat disceptatio, ibique in unum ex utraque parte conveniant, et quod justum fuerit discernant. Sin vero, quod absit, post mortem meam aliquis iniquus surrexerit et hoc donum in aliquo contraire voluerit, anathema sit, nisi resipuerit, et a filiis meis convinctus qui fidem Deo et mihi suam dederunt ut ipsi elemosinam quam pro me et illis feci deffendatur de omnibus quicumque illam minuere aut in aliquo contraire voluerint. Testes hujus doni : ego Henricus et uxor mea Gerogia et filii mei Joslenus, Hugo, Adraldus ; Gauffridus, vicecomes ; Hugo, vicecomes Castriduni ; Rotrocus, frater ejus de Montfort[1] ; Yvo de Hisleris.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f., 283 v° et copie f. 297.

[1] Rotrou de Montfort, mort vers 1130, épousa, vers 1090, Lucie de Gennes, dame de Montfort, dont il eut Rotrou II, seigneur de Montfort et de Vibraye (1130-1811), qui épousa Burgonie de Pruillé ou de Sablé, dont Rotrou III, seigneur de Montfort, de Vibraye, de Bonnétable, chevalier banneret (1181-1239), marié à Isabelle de Perrenay. Il prit part à la croisade en 1202. Ce fut lui qui commanda la croisade contre les Albigeois. Son fils Rotrou IV, seigneur de Montfort, de Semblençay, de Bonnétable (1239-1275), épousa Marguerite d'Alluye. Leur fille unique, Jeanne de Monfort, épousa Guillaume, seigneur de Parthenay. *Géographie du Perche*, p. 44 et 45.

L

Geoffroy, IVe vicomte de Châteaudun, affranchit Saint-Denis de toutes servitudes et redevances, et obtient l'abandon du droit de tonlieu sur le pain par Salier, chevalier, à qui le vicomte Geoffroy comme compensation fit remise du droit de ban qu'il pouvait prélever le jour de la Pentecôte.

1040

CARTA DOMINI GAUFFRIDI VICECOMITIS, DE TELONEO

Notum esse volumus, tam presentibus quam subsequentibus, quod dominus Gauffridus, vicecomes Dunensis castri, monasterium Sancti-Dionisi Nogenti castri, quod pro remedio anime sue construxit, ab omni inquietudine et omni mala presumptione voluerit liberum esse, ita ut neque ipse, neque successores ejus, neque aliquis hominum, per aliquam presumptionem quamvis modicam loco illi inferant molestiam, ab omni mala consuetudine purgavit, ut neque per bannum, neque per vichariam, neque per collocationem suorum militum, neque per aliud quodcumque modum, que dici vel inquiri ab aliquo possit, intus vel de foris ; quinetiam et sui cujusdam fidelissimi militis, nomine Salierii, teloneum panis in supradicto loco habentis, ab omni consuetudine illa purgavit et funditus de loco projecit. Sed tamen pro ipso teloneo quem ei dimisit, bannum quod ipse vicecomes habebat in Pentecostes eidem condonavit, ita ut neque ipse Salierius, neque heredes ejus, vel successores, teloneum vel aliud quid omnino in loco jam dicto amplius non proclamarent, sed omnia venalia, vel quecumque in loco illo emuntur aut

venduntur, a quocumque homine, sive civis, sive peregrinus, vel extraneus, omnis consuetudo vel vendicio facta a quocumque homine Deo et loco Sancti-Dionisii salva et libera sit. Si quis autem surrexerit qui hanc libertatem transgredi presumperit, pereat in eterna damnatione, omnesque ejus consentientes in inferno inferiori, nisi resipuerint atque ad emendationem confugerint. Testes vero hujus libertatis : Hugo, filius Gauffridi; Rotrocus, frater ejus; Guillermus prepositus; Fulcherius; Arnaldus; Nevelonus; Yvo; Oddo; secundus Garinus.

Traduction de cette charte dans l'*Histoire des Comtes du Perche*, par M. des Murs, p. 158. — Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 283, v° et copie f· 296 v°.

LI

Giroie de l'Orme donne à Saint-Denis plusieurs terres proches du couvent et dépose l'acte authentique de cette donation sur le tombeau du comte Geoffroy, son seigneur, le jour même de sa sépulture.

Octobre 1100.

CARTA GEROGII DE ULMO.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Gerogius de Ulmo, una cum assensu uxoris mee Agne, et filiorum meorum Oddonis, et Hu-

[1] La rédaction de cette charte semble postérieure à 1038, date de la mort de Geoffroy III, seigneur de Nogent-le-Rotrou, quatrième vicomte de Châteaudun, puisqu'il ne paraît pas comme témoin auprès de ses fils. D'un autre côté, aucune charte datée après 1040 ne mentionne Hugues second fils de Geoffroy. On peut donc assigner à cette charte la date de 1040 et aux faits qu'elle rapporte celle de 1035 environ.

berti, dono domino Deo et Sancto-Petro monachisque Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri, omnem terram quam habebam inter terram et de juxta Sancti-Dionisii ultra fossas, et terram que est ex parte fossas (*sic*) juxta Yoniam, subtus tuscam Arnulfi Raderedi; arripennum etiam prati qui est juxta viam que duxit ad Clarellos. Istud autem donum facio pro salute anime mee, et omnium parentum meorum, tam vivorum quam deffunctorum, nec non uxoris mee et filiorum, pro redemptione anime senioris mei domni Gauffridi, comitis Mauritaniensis, in cujus die depposi-tionis istud donum Deo obtuli et super altare Sancti-Dionisii coram sub descriptis testibus posui, ut Dominus, per intercessionem omnium sanctorum suorum, et in hoc et in futuro (seculo) misereatur omnibus nobis. Testes hujus doni; domnus Ivo, Carnotensis episcopus; Guillermus archidiaconus; Hugo, vicecomes Castriduni; Gislebertus de Aquila. Post hec fuit donum istud confirmatum et corroboratum in curia domini Rotroci, filii Gauffridi comitis, et coram nobilibus viris qui presentes fuerunt, quorum ista sunt nomina: Rotrocus comes, et mater ejus Beatrix comitissa; Giraldus Campolus; Hubertus Campolus.

Copie dans Duchesne, Mss. 20 f. 217 v°.

LII

Giroie de l'Orme abandonne à Saint-Denis l'église de Saint-Aubin de Coudreceau, avec tous ses droits et dépendances, et approuve les dons qui seront faits à cette église, et nul homme de ce fief ne pourra faire un don à une autre église. Geoffroy de Sombeon, qui lui avait cédé cette église en fief, loue cet acte de générosité;



Sceau de Richer de l'Aigle, 1180.

Gaignières, Mss. latin 5417, f. 119 (*Bibl. nat.*) a dessiné le sceau de Richer de l'Aigle. Ce dernier avait mandé devant lui Robert d'Avesnes et Guillaume son frère, et leur fit résigner leur prétendu droit à la présentation du curé de l'église de Canzé, *de Canzeio*, qui appartenait à l'abbaye de Saint-Père.

La famille de l'Aigle fut puissante dans le Perche. Elle fut alliée aux comtes de Nogent par le mariage de Julienne, fille de Geoffroy IV avec Gilbert de l'Aigle, celui-là même qui paraît ici comme témoin dans la charte LI.

le comte Geoffroy donne le droit de justice qu'il pouvait exer dans l'atrium de cette église, enfin Eudes d'Arcisses off également tout ce qu'il avait dans la même église.

Vers 1080.

Carta Gerogii de Ulmo et filii sui Oddonis Pagani de ecclesia de Codreceol.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subseque tibus, quod ego Gerogius de Ulmo, una cum assensu uxo mea (*sic*), Agne nomine, et filiis meis Oddone Pagano, Roberto, atque Huberto et filia mea Amelina, et frat meo Rotroco, dono domino Deo et Sancto-Petro mon chisque Cluniacensibus positis ad Sanctum-Dionisiu Nogenti castri Pertici, ecclesiam Sancti-Albini Codrecel quicquid in eamdem ecclesiam habebam, presbiteriu et atrium, atque cymiterium, et omnia ad ecclesia pertinentia, sicut ego in meo dominio habebam, i cuncta condono et concedo omnia que possunt dici v inquiri ; presbiterum etiam qui ecclesiam decantabat i eis condono ut sicut de me tenebat, ita de monachis t neat et fidelis illis in omnibus permaneat. Post morte vero suam, nullus ex heredibus, neque ex parentib ejus, neque in decimis, neque in quicquam ad ecclesia pertinentia proclamare possit, sed omnia salva et libe sint Deo et monachis Cluniacensibus. Concedo etiam si quis ex beneficio meo aliquid de decimis ad ecclesia pertinentibus videtur tenere, et eis dare vel vende voluerit, donet vel vendat sicut illi placuerit, ita tam ut ad alium locum donandi vel vendendi non habe potestatem nisi supradictis monachis Cluniacensibus. H autem donum facio una cum assensu senioris mei dom Gauffridi, comitis Mauritaniensis, et filii ejus Rotr

atque uxoris ejus comitisse Beatricis, atque domini Gauffridi de Somboonis, de cujus beneficio ego tenebam supradictam ecclesiam quam et ipse laudavit et corroboravit. Dominus vero Gauffridus comes vicariam quam in atrio ecclesie ipse habebat libentissime eis concessit, atque promisit ut si quis ex filiis vel parentibus suis in totam ecclesiam vel in omnia ad ecclesiam pertinentia aut alius quisquam ausus fuisset quicquam proclamare, quod ipse de omnibus hominibus defensaret et custodiret. Oddo quoque de Arcisis dedit etiam omnia que in supradicta ecclesia de beneficio meo tenebat, laudantibus uxore et filiis suis. Si quis autem hoc donum calumpniare presumpserit, dispareat de terra, nisi per dignam satisfactionem emendaverit. Testes hujus doni : ego Gerogius de Ulmo, et Agnes uxor mea, ac filii mei Oddo, Paganus et Robertus, atque Hubertus, et frater meus Rotrocus ; Gauffridus comes, et filius suus Rotrocus, et comitissa Beatrix ; Gauffridus de Somboonis, et Hugo frater ejus ; Bladinus prepositus et Ingelricus.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 284 et copie f. 396 v°.

LIII

Hervé de Villeray, donne à Saint-Denis la moitié de l'église de Verrières. Son seigneur féodal Lancelin, fils de Roger de Fenert approuve cet abandon. Les moines payèrent à Hervé 20 livres dunoises et à Marie, fille de Guillaume de la Bruyère, sa femme, 40 sous, et à Lancelin 100 sous, et différentes sommes à leurs enfants. Après un long temps écoulé, Lancelin renia son consentement et s'empara d'un cheval ; on allait en venir à un

duel, quand, pour ménager les convenances, les moines se résolurent à donner de nouveau 60 sous à Lancelin pour son abandon définitif.

Vers 1100

CARTA HERVEI MAUSE[1] DE ECCLESIA DE VERRERIIS.

In nomine Domini, notum esse volumus, tam futuris quam presentibus, quod Herveus de Villerio, cognomine Malfetus, dedit Beato-Petro Cluniacensi et Beato-Dionisio de Nogionio, medietatem ecclesie de Verreriis, videlicet medietatem presbiterii et medietatem decime et quicquid ad hanc medietatem pertinebat, sine ullo retinaculo. Et Lancelinus, filius Rogerii de Fenerto, de cujus feodo erat illa medietas ecclesie quam prefatus Herveius dedit, concessit similiter, sine ullo retinaculo, Beato-Petro Cluniacensi et Beato-Dionisio et monachis ibidem Deo servientibus et beate Marie et beato Dionisio et omnibus sanctis. Quod donum et quam concessionem fecerunt pro animabus suis, et parentum eorum et matrum et omnium parentum suorum in elemosinam. Et pro hoc dono dederunt comes et monachi predicto Herveio vinginti libras Castridunensium denariorum, et Marie, filie Guillermi de Brueria, uxori ejus Hervei, quadraginta solidos prefate monete, et pradicto Lancelino centum solidos, pro supradicta concessione, et uxori ejus decem solidos, et matri ejusdem Lancelini decem solidos, et filiis ejus Hugoni et Johanni duodecim denarios, et Hugoni, filio Ausgerii decem solidos, et unam quercum in nemore monachorum qualem ipse elegit. Postea vero convenerunt in hospitium Beati-Dionisii predictus Herveius et Lancelinus, et monachi hec narraverunt sicut factum erat et cognoverunt

[1] Malfeti . -- Duchesne, Mss 22, f. 297.

in presentia Rotroci comitis et procerum ejus, et inde sunt testes : ipse comes Rotrocus; Hugo de Villereio ; Gauffredus de Hisleriis; Paganus prepositus de Sancto-Quentino; Garinus de Brueria qui venit cum sorore sua Alaria, uxore prefati Herveii, qui habuerit, sicut supradictum est, quadraginta solidos pro supradicta concessione, quod recognovit et concessit in presentia comitis et baronum ejus ; de qua re et de supradictis sunt adhuc isti testes cum aliis : Yvo de Regismalastro[1] ; Vivianus miles, et filius ejus Durannus ; Guimundus, presbiter de Brueria ; magister Alcherius. Postea vero, non multo intervallo temporis transacto, instigante diabolo et nefaria cupiditate et pessimis concilariis, negavit Lancelinus quod in predicta concessione non concesserat monachis quoddam vadimonium, quod magister Alcherius habebat a predicto Herveio, et inde contraheret decimam illius vadimonii, cepit equum qui decimam trahebat. Quod audientes monachi nunciaverunt predicto comiti ; unde submonitus Lancelinus, ad rectitudinem convenerunt ad

[1] En 1093, une noble dame nommée Ermangarde, étant tombée malade, donna à l'abbaye de Saint-Père de Chartre, une terre joignant la porte Morard. Payen et Hubert de Regmalard approuvèrent ce don et le ratifièrent. Cette dame, morte des suites de sa maladie, fut inhumée dans le cimetière de Saint-Père, auprès de son mari, suivant son désir. Aussitôt Payen de Regmalard revendiqua, en qualité de parent de cette dame, la terre donnée à Saint-Père. Les religieux en appelèrent au tribunal de saint Yves, évêque de Chartres. La cause fut plaidée et semblait se décider en faveur du seigneur de Regmalard, qui affirmait n'avoir pas eu connaissance du legs fait par sa parente, quand un serviteur de l'abbaye témoigna sous serment, qu'il était présent dans l'appartement de la défunte lors de la donation faite à Saint-Père, et que Payen de Regmalard en avait été témoin aussi bien que lui. Après cette déposition les religieux furent confirmés dans la possession du legs. (*Histoire de Chartres* par Doyen. *Fragments historiques sur le Perche* par Pitard p. 393.) Guillaume de Regmalard partit pour la croisade en 1096, et Gasse de Regmalard accompagna Etienne du Perche en Terre Sainte en 1202.

judicium in curia comitis. Lancelinus et monachi, e adjudicatum est Lancelino reddere equum monach cum lege sua, auditis rationibus ex utraque parte. tamen, testantibus comite et proceribus veritatem quai audierant, semper negavit sicut ante negaverat. Unde ac judicatum duellum inter monachos et Lancelinum. qu dam enim famulus monachorum, nomine Ingelricus, filiu Raginauldi jocularii, appellavit Hugonem, filium Ausgeri ex parte Lancelini, quod audierat hoc quod Lancelinu negabat et ipse negavit. Sed quia debilis erat corpore sicut dixerunt qui eum cognoscebant, quidam nepos eju nomine Guitcelinus dedit vadimonium duelli judici curie pro eo, et venerunt in campum ad faciendum due lum : cum venisset usque ad sacramentum, procere qui ibi aderant, Robertus scilicet dapifer comitis e cognatus ejus, et Robertus de Bellomonte, et Haymo ricus de Villereyo, nepos domini Hugonis, et alii pro ceres qui ibi aderant, quamvis scirent veram ess causam monachorum, laudaverunt priori et monachis qu ibi aderant ne consentirent fieri bellum, quia fama mal esset monachis, sed pacem facerent cum Lancelino, e facerent probare per planum sacramentum quod dic bant, et Lancelino darent sexaginta solidos; quod vi prior et monachi audientes, tamen uti ad (placendum) pro ceribus, tandem concesserunt, et fecerunt jurare et pro bare per tres homines quod dicebant per planum sacra mentum, et, causa ita finita, concessit Lancelinus in pre sencia comitis et procerum.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, p. 284.

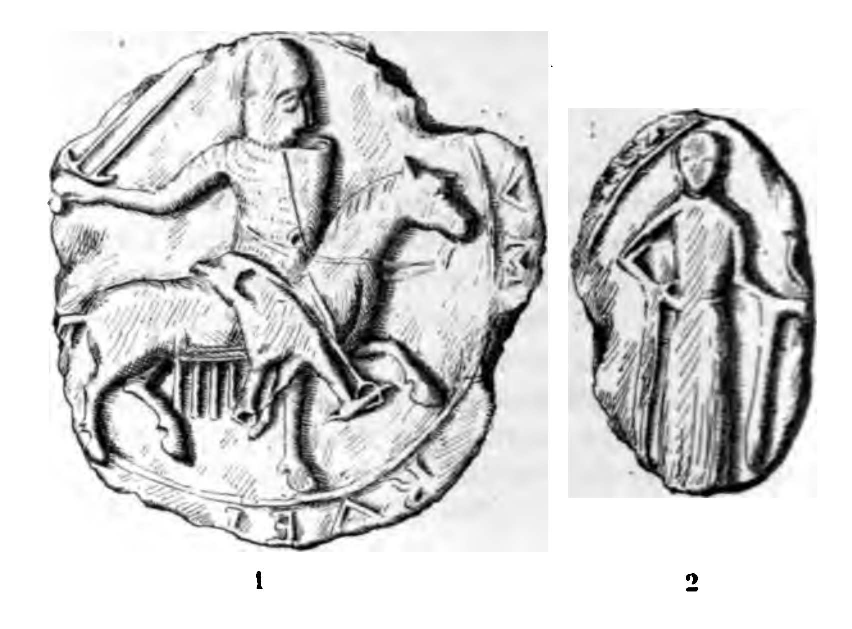
LIV

Goufier de Villeray étant mort, les religieux transportèrent son corps pour l'enterrer à Saint-Denis où il s'était fait religieux et avait donné une partie de ses richesses. A cette dernière nouvelle, Hugues de Villeray, frère du défunt, vint protester auprès des moines qui lui rendirent une coupe d'or et d'argent d'une valeur de 300 sous, après quoy ce dernier approuva les donations de ses frères Goufier et Aymeric.

1100-1107

CARTA HUGONIS DE VILERREIO, POST MORTEM GULFERII

In nomine Domini. Notum esse volumus, tam futuris quam presentibus, quod, deffuncto domno Gulferio de Vilereio, perrexit Bernardus prior, qui fuit prius sacrista Beati-Dionisii de Nogento, cum duobus monachis, Gauffredo scilicet sacrista, et Stephano de Bellomonte, ad Villereum ut corpus predicti Gulferii deferrent ad ecclesiam Beati-Dionisii, ubi se ad monachum reddiderat in manu domini Guitcherii prioris cum tota sua parte sue substancie. Quod postquam domnus Hugo, frater prenominati Gulferii et ejus successor, audivit, exivit obviam prori et plures cum eo milites sui, et tantum locutus est cum priore et cum monachis quod prior dedit ei quamdam cuppam de argento cum auro, et cooperimentum ejusdem cuppe similiter de argento et auro, que large valebat trecentos solidos et amplius, sicut dixit predictus Gulferidus quando dedit eam predicte ecclesie, et domnus Hugo concessit Beato-Petro Cluniacensi, et Beato-Dionisio, priori et monachis ibidem Deo servientibus, que-



1. — SCEAU DE HERVÉ DE DANCÉ, 1120.

2. — SCEAU DE MAHAUT DE DANCÉ, FEMME DE HERVÉ.

Le sceau de Hervé de Dancé, qui paraît comme témoin dans la charte LIV, est conservé aux Archives Nationales, S 5214, n° 1, pendant à une charte en faveur des Templiers, datée de 1120. Hervé était fils de Geoffroy de Dancé. Ce sceau a été inventorié par Douet d'Arcq sous le numéro 2001.

Celui de Mahaud, sa femme est aussi en original aux Archives nationales, S 5244, n° 6.

Il pend à une charte sans date, où elle est nommée à côté de son mari : « Herveus de Dancy, similiter Mahaud, uxor mea. » Il est porté dans l'inventaire de Douet d'Arcq sous le n° 2002.

Le dessin de ces deux sceaux, comme du suivant, est dû à la plume de M. Paul de Farcy.

Hervé est monté sur un cheval marchant à droite, porte un casque rond à nazal, il tient une large épée et son bouclier est uni, il est revêtu d'une cotte de mailles retombant sur les genoux. La selle du cheval est ornée de longues bandes retombantes ; la légende en lettres très maigres et sans relief ne laisse plus voir que les lettres «... VM... RVEL. »

Mahaud est debout, les cheveux épars sur les épaules. Sa robe est serrée à la taille, les manches retombent jusqu'à terre ; elle tient de la gauche un faucon, la droite était appuyée à la hanche.



SCEAU DE GUILLAUME DE DANCÉ

Guillaume de Dancé, un des descendants de Hervé, avait apposé son sceau, en février 1248, à une vente faite par lui et Jeanne, sa femme, à Guillaume Mauléon, prieur de Sainte-Gauburge, conservée en original aux Archives nationales, S 2238, n° 16 ; le sceau a été inventorié par Douet d'Arcq sous le n° 2000.

Ce sceau est intéressant. « Le cheval va à gauche, le cavalier est tête nue, les cheveux au vent, il tient de la gauche un faucon, la droite ramène les guides et maintient un grand manteau à bordure doublé de petit vair et jeté sur l'épaule gauche. Le graveur a trop fortement accusé la hanche, la selle est rayée et ornée de bandes pendantes ; la légende est complètement disparue. »

Dessin de M. P. de Farcy.

cumque fratres sui, scilicet domnus Gulferius et domnus Aymericus dederant et sicut dederant libere et absolute; insuper etiam promisit Deo et ecclesie Beati-Dionisii et monachis suam dilectionem et suum consilium et auxilium in omnibus quecumque posset facere et dicere. Et hanc concessionem et promissionem dedit in manum prioris per quemdam baculum, et ad majorem confirmationem osculatus est inde in sua fide priorem. Hujus autem doni et pacti ita facti et confirmati sunt testes isti : Gastho de Regismalastro; Aimericus de Jureceio; Guido de Meshenry[1] et Theobaldus, filius ejus; Herveius de Danceio.

Extrait dans Duchesne. Mss. 22 f. 284 et 20 f. 218°.

LV

Geoffroy de Somboon et Hildeburge, sa femme, donnent à Saint-Denis de Nogent l'église de Saint-Pierre d'Happonvilliers, avec tous ses droits et dépendances, libre de toute servitude ; il accorde la même franchise à tous les dons qui seraient faits à

[1] Guillaume de Meshenry (Willelmus de Meshenry) et plusieurs autres seigneurs percherons: Hugues de Tabarie, Payen Gifard, Garnier de Monts, Garnier des Etilleux, Geoffroy de Courteil, Raignaud de l'Aumône, Guillaume de Loisé, Guillaume Grofin, et autres, furent témoins, en 1190, d'une vente faite en présence et sous l'autorité de Rotrou IV, comte du Perche, par Geoffroy Isnard, fils de Eudes Isnard, aux lépreux de Saint-Lazare de Nogent-le-Rotrou, de la dîme levée sur la poterie de Saint-Aubin de Coudreceau. Cette dîme et celle de Sainte-Céronne de Corbon avaient été données au vendeur, alors simple clerc, par son parent Hugues de Nueil, pour en jouir pendant sa vie, avec retour, après sa mort, aux lépreux de Nogent. Ce dernier abandon, dont l'acte authentique fut écrit par G. de Saint-Maurice, fut passé à Chartres dans la chambre de M., archidiacre de Chartres, le troisième jour après la mort de Jean de Salisbury, évêque de Chartres, en l'année 1180. (Archives de l'Hôtel-Dieu de Nogent-le-Rotrou, originaux en parchemin).

cette abbaye dans l'étendue de son fief, et approuve en particulier la donation de Dreux de Marolles, et l'abandon de l'église de Coudreceau par Giroie de l'Orme.

Vers 1080.

CARTA GAUFERIDI DE SOMBOONO, DE HARPONVILERII

Notum esse volumus sancte Dei ecclesie fidelibus quod ego Gauffridus de Somboono, una cum assensu Heldeburgis uxoris mee, et fratris mei Hugonis, et filii mei Roberti, dono domino Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus Deo servientibus in monasterio Sancti-Dionisii Nogenti castri Pertici ecclesiam Sancti-Petri Harponvilerii, cum omnibus appendiciis suis, quicquid in ecclesia habebam et ad me jure hereditario pertinebat, presbiterium scilicet et omnia ad altare pertinentia, cum offerenda panis et vini, lini, et canabi, et candele, vel omnia quecumque offerri debentur ad altare, atrium etiam ecclesie et cymiterium in circuitu ecclesie quale esse debet ad domos hospitum inibi habitare volentium, largum et spaciosum, decimam quoque panis et vini, et aliarum quarumcumque omnium rerum ad me pertinentium, terram etiam ad laborandum, cultam et incultam, cum pratis et silvis, et aream molendini, atque omnia ad me pertinentia que dici vel inquiri vel nominare quisquam poterit, cum omnibus consuetudinibus suis. Hoc autem donum ita facio liberum atque deffensum ut neque ego, neque ex parentibus meis, neque ullus ex successoribus meis, in his que data quicquam proclamare possit, neque per placita, neque per ullam inquietudinis causam

quamvis modicam, sed omnia sint libera sine ulla consuetudine quam ullus homo possit requiri vel dici. Testes hujus doni : ego Gauffridus, et uxor mea Heldburgis, et filius meus Robertus, atque Hugo frater meus ; Rotrocus comes ; Matheus Ardens. Do etiam atque concedo ut si quis ex meo beneficio aliquid scilicet supradictis monachis Cluniacensibus dare vel tradere voluerit, tam in Harponvillerii quam etiam in omni terra jure mee potestatis, ubicumque fuerit, donet vel vendat absque ullius contradictionis aut proclamationis [causa], et quodcunque datum vel emptum fuerit sint (*sic*) salva et libera ab omni consuetudine mala, ita ut id quod datum vel emptum est sit salvum et liberum, ut nullus homo in eo proclamet vel calumpniet. Concedo etiam donum quod illis Drogo de Marrolas fecit, atque ecclesiam Sancti-Albini Codrecelli quam Gerogius de Ulmo illis fecit, que de beneficio meo erat. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee et patris mei ac matris mee, atque uxoris et omnium parentum meorum, vivorum et mortuorum, ut Dominus et in hoc seculo et in futuro misereatur omnibus nobis. Testes hujus doni : ego Gauffridus et Hugo, frater meus ; Gauffridus comes et comitissa Beatrix, atque Rotrocus, filius ejus ; Gerogius de Ulmo[1] ; Galterius de la Motere ; Paganus de Villa-Perdita.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22. f. 284 et copie f. 297 v°. *Bibl. nat.*

[1] Un siecle plus tard, en 1180, Jean de Salisbury, évêque de Chartres, confirmait la donation de la dixième partie du moulin de Baterez, faite aux lepreux de Nogent-le-Rotrou, par un autre Jiroie de l'Orme (Jeroius de Ulmo), avec l'assentiment de ses fils Guillaume et Eudes, en présence de Gautier de Brunelles, de Garin de Saint-Quentin, d'Albert de Montlandon, de Jean de Montdoucet, etc. (Archives de l'Hôtel-Dieu de Nogent.)

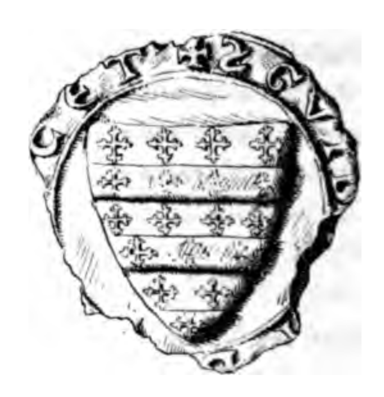
LVI

Robert, fils d'Aldric de Montdoucet, partant à Jérusalem, donna aux religieux de Saint-Denis et leur confirma, sur le point de mourir, la terre de Tuebœuf relevant du fief de Guillaume Anaton. Celui-ci, après de nombreuses difficultés, consentit enfin à approuver ce don et reçut des moines trois muids de grains et 40 sous de monnaie dunoise.

1096-1107.

CARTA GUILLERMI ANATONIS DE TERRA DE TUABOVE.

Sciant omnes pro certo qui hoc scriptum viderint, quod Robertus, filius Aldrici de Monte-Dulci, dedit Deo et Beato-Dionisio de Nogento, et monachis in ecclesia ejus Deo servientibus, terram de Tuabove, quam tenebat de feodo Guillermi Anatonis, quando perrexit in Jherusalem, et postea dum in via moreretur, in regressu, mandavit monachis, per Robertum de Somboono, ut donum suum firmiter tenerent, et quererent concessionem a Guillermo Anatone, de cujus feodo erat, quod Guillermus diu facere noluit; sed quia nihil in terra capiebat, quia deserta erat, tandem monachis eam concessit, et uxor sua Agnes, et filii ejus, in elemosinam, sicut supradictus Robertus eam; et monachi concesserunt eis orationes et beneficia domus sue, et insuper, ut cum benevolentia fieret concessio, dederunt eidem Guillermo de caritate Sancti-Dionisii quadraginta solidos Castridunensium nummorum, duos modios de ybernagio, et unum modium avene. Quam concessionem facere et super altare ponere viderunt isti : Gualterius, filius Airaldi ; Guimundus, presbiter ; Durannus, mariscallus ; Guillermus Picacia ; Grossinus, piscator ; Gauffredus, bonus famulus.



SCEAU DE GUY DE MONDOUCET

Les Archives nationales conservent le sceau d'un membre de cette famille, celui de Guy de Montdoucet, qui en 1236 approuvait le don fait aux Templiers par Philippe de Montdoucet, chevalier, son oncle, d'une terre sise à Coulonges dans le fief du vicomte de Châteaudun (*Archives nationales*, S. 5000 A, n° 68). Le sceau, en cire verte, porte un écu fascé de six pièces semées de croix. Ces armes doivent évidemment leur origine aux croisades, et furent portées pour la première fois par Robert, fils d'Aldric de Montdoucet, que nous voyons ici mourir en Orient pendant la première croisade.

Nous avons trouvé en 1190 un autre croisé de cette famille, Philippe de Montdoucet, présent au siège de Saint-Jean d'Acre, à côté de Guillaume, vidame de Chartres. Ce dernier était fils de Jean de Montdoucet, fidèle de Rotrou IV et bienfaiteur de l'Hôtel-Dieu de Nogent-le-Rotrou. En effet il avait été présent à cette fondation à côté de Rotrou « in nostra presentia et in fundatione domus Elemosinarie de Nogento-Rotrodi » ; et suivant l'exemple de son suzerain il lui donna en 1182, le premier jour de janvier, la censive du territoire de Croisilles, près de l'Aulnay, dont jouissait alors Aubin de la Fontaine. Il pria le comte Rotrou de confirmer cette aumône et d'y apposer son sceau.

Signalons enfin le chevalier Gachon de Montdoucet, approuvant, en 1243, l'accord conclu par son frère Robin de Montdoucet avec le prieur de Saint-Romain de Brou (Mss. latin 5417, f. 121, *Bibl. nat.*).

LVII

Guillaume Rufin se fait moine à Saint-Denis et donne la dîme de deux moulins; après sa mort, ses deux fils firent des difficultés; Ramerie reconnut son injustice sous le coup d'une maladie et Guillaume au moment de son départ pour Jérusalem.

Vers 1100.

CARTA GUILLERMI REBURCI.

In nomine Domini, notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quando Guillermus Rufinus fuit factus monachus ad succurrendum, apud Sanctum-Dionisium de Nogento, et dedit monachis ipse et filii ejus, Johannes scilicet Rufinus et Ramerius, decimam de molendino de Monte-Remili, et de Molendino de Capella, quam decimam habuerunt monachi in pace quamdiu Johannes Rufinus vixit; sed, mortuo eo, et apud Beatum-Dionisium pro eodem sepulto, Ramerius, filius ejus, qui primus terram ejus habuit, abstulit monachis decimam de molendino de Capella, unde monachi nolebant querere justiciam, expectantes ejus emendationem, quia adhuc juvenis erat; sed, quadam.... infirmitate eum preocupante, reddidit, et frater ejus Guillermus Rebursus concessit, et tamen postquam habuit terram, post mortem fratris sui, Guillermus dissimulavit reddere donec debuit ire in Jherusalem, sed tunc Nogentum venit et reddidit omnino decimam in presentia comitis Rotroci et multorum procerum ejus, in domo monachorum, et frater ejus

Guimundus scilicet, atque Hugo, concesserunt in redditionem et concessionem, per quemdam librum (quem super altare Beati-Dionisii posuerunt ; et habuerunt de caritate sancti predictus Guillermus triginta solidos, et duo pueri ejus fratres duodecim denarios. Testes : Rotrocus, comes ; Robertus de Clinchamps ; Robertus Mandans-Guerram ; Hugo de Septem-Fontibus[1] ; Hugo de Sisse ; Gervasius Mala-Musca.

LVIII

La comtesse Béatrix et son fils Rotrou, et les religieux de Saint-Denis rétrocèdent à Girault Gastinel la métairie qu'il habitait en échange de l'église de Mauves avec tous ses droits. Le curé de cette paroisse promit fidélité aux moines ; Guillaume de Courgeoust et Robert de Mortagne approuvèrent cet accord.

Vers 1100.

CARTA GIRARDI GASTINELLI DE ECCLESIA DE MAUVIS.

In nomine Domini, notum esse volumus, futuris et presentibus, quod Giraldus Gastinellus locutus est, per se et per prolocutores suos, cum Beatrice comitissa, et filio ejus Rotroco, de quadam mediataria terre quam apud Mauvas habebant, et eam monachis Beati-Dionisii de Nogento dederant, cum domibus et bobus et messibus,

[1] Compromis entre le chapitre de Chartres et Etienne de Sept-Fonts, chevalier, au sujet de la propriété des voieries de Gardais et d'Authou, juin 1265. *Cart. de N. D.* ch. CCCXLIII. Le chapitre de Chartres célébrait chaque année le 26 février l'anniversaire de Pierre de Sept-Fonts et d'Helie, son frère, prêtres de la cathédrale de Chartres. *Nécrologe de N.-D. de Chartres.* Cartulaire de N.-D. de Chartres, III, p. 52.

ut eam sibi darent comitissa et filius ejus, et monachi ita investitam, sicut monachis dederant; dicebat enim predecessores suos jus habuisse in ea et eam amisisse per quedam vadimonia. Quod si comitissa et filius ejus et monachi ei concedere vellent, daret ipsi comitisse et filio ejus ecclesiam de Mauvis, sicut ipse habebat, et quidquid ad eam pertinebat, ad elemosinam suam predictis monachis faciendam. Hec autem prolocutio, in tantum ad effectum perducta est, quod predicta comitissa et filius ejus et monachi concesserunt ei medietariam, sicut predictum est, investitam, et ipse misit in manum comitisse et filii ejus ecclesiam, sicut supradictum est, sine ullo retinaculo, et comtissa misit in manum Bernardi, senioris prioris, ipso Geraldo concedente, laudante et confirmante, pro anima sua et pro animabus predecessorum suorum qui cum peccato eam possederant. Concessit etiam iste Geraldus, ut quicunque de suo feodo predicte ecclesie Sancti-Dionisii elemosinam facere vellet, libere et absolute faceret, et nulli alteri ecclesie fas dandi haberet. Preceperunt etiam predicta comitissa et predictus Geraldus Ernaldo presbitero, ut Nogentum pergeret, et de presbiterio suo quod totum a Geraldo tenebat, fidelitatem ecclesie et monachis faceret, ita quod in vita sua a monachis teneret, in elemosina haberet, sicut a Geraldo habebat. Quod sicut preceptum est in capitulo Beati-Dionisii a predicto sacerdote factum est. Quod vero de ecclesia supradictum est, concessit Guillermus de Curgaudreto[1] et filius ejus Hugo, de cujus feodo ecclesia erat. Insuper etiam hoc concesserunt Robertus, prepositus

[1] Nous traduisons Curgaudretum par Courgeoust, non loin de Mortagne. Payen de Courgeoust fut un des bienfaiteurs de Chartrage, en 1144, en donnant la dîme de son moulin de Courgeoust (*Fragments historiques sur le Perche*, par Pitard).

Mauritanie, et Robertus, filius ejus, a quibus Guillermus feodum habebat. Hoc pro certo volumus omnibus notum fieri, quod totum quod hec carta refert, fuit factum antequam predictus Geraldus Gastinellus filium vel filiam, vel etiam uxorem haberet, et quod postea dedit monachis duas areas domorum, in cymeterio unam ad habitationem monachorum, et alteram ad decimam trahendam; propter quod habuit a monachis unum optimum pallefredum. Hujus autem rei sic facte, sic concesse, sic confirmate, sunt testes : Beatrix comitissa, et filius ejus Rotrocus; Robertus prepositus, et uxor ejus Berta; et Robertus, juvenis filius ejus; Gerogius de Ulmo; Normamnus Bosleslus; Geraldus Campolus; et Guarinus frater ejus; Hugo de Cursesaudo.

Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 298.

LIX

Guillaume de Courserault avait donné aux moines de Saint-Denis les dîmes de son fief; Guillaume du Pin, son successeur, après plusieurs difficultés, approuva cette donation et reçut en retour 60 sous, monnaie dunoise.

Vers 1100.

CARTA GUILLERMI DE CURSESAULT.

Noverint omnes, quod Guillermus de Cursesaudo[1] dedit Deo et Beato-Dionisio de Nogento, monachisque ibidem Deo servientibus, quasdam decimas, et concessit

[1] Les membres de cette famille furent aux XI[e] et XII[e] siècles les bienfaiteurs de tous les monastères du Perche. Vers 1020, Giroie de Courcerault (de Corte-Sesaldi), fils d'Arnault le Gros, fut un des principaux bienfaiteurs de l'abbaye de Saint-Evroul.

Guillaume de Courcerault (de Cursesaudo) donna, vers 1147, du con-

eisdem monachis quod quicquid decimarum possent acquirere, in feodo suo acquirerent et in pace possiderent; et fecerunt quamdiu vixit, quando, viam universe carnis ingresso, Guillelmus de Pinu[1], qui loco illius in hereditatem jure successit, elemosinam prefati Guillermi perturbare et inquietare cepit, dicens se nescire quod monachi aliquid habuerant in feodo suo. Tandem idem Guillermus in se reversus, plurimorum precibus devictus, venit in capitulum Beati-Dionisii, in presentia monachorum et plurimorum secularium, qui tunc forte aderant, et concessit omnia que antecessor suus fecerat. Habuit autem de caritate monachorum sexaginta solidos Dunensium quos tradidit ei Auffredus pro .... monachorum que sunt apud Loysiacum. Huic concessioni in capitulo facte interfuerunt plures quorum nomina hec sunt : Fulco de Blandeio; Paganus Bladinus; Guillermus Tacum; Pa-

sentement de sa femme Milesent, de ses fils Hugues et Gauthier, de ses filles Isabelle et Marie, tout ce qu'il possédait au fief de Saint-Germain.

Hugues de Courcerault et Agathe, sa femme, donnèrent à Chartrage de Mortagne la terre qui se trouvait entre cette ville et la Maladrerie, et en outre dix sols de rente payables le jour de la foire du Pin.

Hugues de Courcerault assista à la fondation du couvent du Val-Dieu, faite par Rotrou IV, comte du Perche, en 1169, et abandonna au nouveau monastère tout ce qu'il possédait dans la forêt de Reno. Il assista, en 1198, au don fait par Guillaume, comte du Perche, à l'abbaye de la Trappe d'une somme de cent sols.

Hugues de Courcerault (de Corsesaut) donna, en 1210, à l'abbaye de la Trappe, en échange de son moulin de Bivilliers, six setiers de grain à prendre chaque année sur la métairie des Touches en Reveillon. (*Fragments historiques sur le Perche par Pitard. — Cartulaire de Tiron et de la Trappe*).

[1] Un Gauthier du Pin se fit moine dans le prieuré de Saint-Martin du Vieux Bellême. — Galeran du Pin fit accord avec le prieur de Bellême au sujet de la présentation de la cure de l'église du Pin. Mathilde, comtesse du Perche, fit approuver cet accord par l'archevêque de Rouen. Il l'abandonna entièrement au prieur en présence de Froger, évêque de Séez. — Mss. lat. 5441 [2], Collection Gaignières. — *Cartulaire de Saint-Martin du Vieux-Bellême* (*Bibl. nat.*).

ganus de Sancto-Quintinio; Herbertus presbiter; Ingerranus de Noseio; Hugo Fortinus. Postea vero invenit idem Auffredus monachus filium ipsius Guillermi, nomine Gallerannum, in mercato Mauritanie, et dedit ei quinque solidos pro concessione quam pater suus fecerat, quam et ipse libentissime fecit pro hoc, in presentia domni Gervasii Capreoli; Roberti de Lamenesria; Robertus Goiardus; Guillermus Banerius.

LX

Don à l'abbaye de Saint-Denis par Guillaume de Villeray d'une terre sise à Lhomme.

Vers 1195

Guillermus de Vilereio omnibus ad quos presens scriptum pervenerit, salutem in eo qui salus est. Notum sit presentibus et futuris nos concessisse, in perpetuam elemosinam, ecclesie Sancti-Dionisi de Nogento et monachis ibidem Deo servientibus, unam masuram terre apud Lommam, cum nemore et hebergamento ibidem existentibus, quam Andreas de Brueria eisdem exhibuit, et aliam masuram terre, apud Brueriam, cum pertinenciis suis, quietas et immunes, libere et pacifice possidendas, et ab omnibus serviciis absolutas. Quod ut ratum habeatur in posteribus sigilli mei munimine confirmavi.

LXI

Donation par Payen de Montcolin de la dime de Corbion, à condition d'avoir sa sépulture dans l'église de Saint-Denis. Restald et Gervais Chevreul, seigneurs du fief, donnent leur approbation.

Vers 1112.

CARTA PAGANI DE MONTE-CORLEIO.

Notum sit cunctis Dei fidelibus, quod ego Paganus de Monte-Corleio dedi sanctis apostolis Petro et Paulo de Cluniaco, et monachis Cluniacensibus qui sunt apud Nogentum in Pertico, Deo et sancto Dionisio famulantes, pro remedio anime mee, et pro remedio animarum parentum meorum, decimam de Curte-Baione sine calumpnia perpetualiter possidendam; dedi etiam omnia mea mobilia, post obitum meum, et ut corpus meum ad Nogentum portaretur, et ibi cum Dei fidelibus sepeliretur. Hoc autem factum est apud Mauritaniam, in domo Garini presbiteri, in presentia domni Rotroci comitis, et uxoris sue Matildis, filie regis Anglorum. Hoc autem donum concessit fieri Restaldus, et uxor ejus, et filius ejus Guillermus, de quorum beneficio tenebam supradictam decimam. Concessit etiam domnus Gervasius Capreolus, de cujus beneficio supradictus Restaldus tenebat, et pro hac concessione habuit domnus Gervasius Campolus centum solidos Dunensis monete. Hoc autem viderunt et

audierunt isti subscripti : Rotrocus comes : Hubertus Capreolus ; Robertus de Corgeio[1].

Copie dans Duchesne, Mss. 20, f. 217.

LXII

Payen de Montcolin donne à Saint-Denis sa dîme de Montc... en compensation sa mère reçut 50 sous dunois, son frère Guillaume et son gendre Guarin, chacun 40.

Vers 1112

Alia carta.

Sancte ecclesie filiis notum fieri volumus, quod ego Paganus de Monte-Corleio, et mater mea, et filius ejus Guillermus, et Guarinus qui sororem nostram habebat, dedimus Deo et Sancto-Petro de Cluniaco, et fratribus Cluniacensibus apud Nogentum manentibus, totam decimam quam habebamus in Monte-Corleio, pro remedio animarum nostrarum ; habuit autem pro ipsa donatione mater mea quinquaginta solidos Dunensis monete, et Guillermus frater quadraginta, et Guarinus qui habebat sororem nostram similiter quadraginta. Hoc autem viderunt et audierunt isti subscripti, et testes hujus dona-

[1] Les seigneurs de Courgeou furent les bienfaiteurs de Chartrage et de la collégiale de Toussaint de Mortagne. En 1215 Hugues de Courgeou donna à cette collégiale la dîme de Courgeou, à la charge de bailler chaque année dix-neuf provendes de froment aux religieux de Chartrage. (*Fragments historiques sur le Perche*, par Pitard, p. 163). En 1254, Idoine, dame de Courgeou, donna à l'abbaye de la Trappe dix sous de rente pour la fondation d'un anniversaire, en faveur de Robert de Courgeou, son mari, qui, en 1245, avait donné à cette même abbaye un setier de blé à prendre annuellement à la Toussaint sur sa grange de Courgeou (*Cartul. de la Trappe*, p. 90 et 413).

tionis ; de decima Guarini, Guadellus ipse nobis concessit, et uxor ejus, et viginti solidos habuit, videntibus pluribus : Guarimus presbiter ; Normannus presbiter ; Paganus Banarius ; ex parte Guarini ; Guillermus de Monte Corleno ; Herbertus Malaterra[1] ; Hugo de Campis. Postea filii annuerunt Hugo et Guillermus, et mater eorum Legardis Belerchardis, videntibus pluribus in foro Mauritanie. Actum sub Gicherio priore.

LXIII

Les religieux de Saint-Denis cèdent à l'abbaye de Tiron toutes les possessions au-delà du Loir, sur lesquelles est construite la nouvelle abbaye, avec un étang et un moulin, et reçoivent en retour de Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres, la libre possession de ce qu'ils avaient reçu de la générosité de Payen de l'Orme.

Vers 1120.

CYROGRAPHUM DE TYRONE.

In nomine Domini, notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod monachi Beati-Petri Cluniacensis et Beati-Dionisii de Nogento, concesserunt monachis de Tirone quicquid terre habebant ultra Ledum, usque ad viam Carnotensem calciatam, in illa parte scilicet ubi habent Tironenses habitationem suam, et stannum supra predictum fluvium et molendinum stanni, cum hortulo

[1] La famille Male-Terre était une des plus considérables de la bourgeoisie de Châteaudun, au XII[e] siècle. En mars 1202, Armand Male-Terre donne à l'Hôtel-Dieu de cette ville un setier de blé de rente sur la grange de la Haie et douze deniers de cens sur la vigne de Rouserein (L. Merlet, *Cart. de Tiron*, t. II, p. 47).

qui est inter aquam molendini et aquam de portis stanni. Et ita concesserunt supradicti monachi de Nogent quod ipsi facient suum stannum superius vel inferius sine prefati stanni detrimento. Et pro hac concessione quam monachi Cluniacenses fecerunt monachis Tironensibus, concesserunt dominus Gaufridus, Carnotensis episcopus[1], et domnus Goslenus de Leugis, frater ejus, prefatis monachis Cluniacensibus in elemosinam quicquid habebant de suo feodo quem Paganus de Ulmo tenebat de eo, et Hugo de Reverio a Pagano; quam concessionem etiam concesserunt uxor prefati Gosleni, Luciana et filii ejus Goslenus et Gauffredus, et filie Odelina et Luciana[2].

Hujus autem concessionis, predictorum episcopi scilicet et Gosleni et suorum heredum, sunt testes : Goslenus de Mererville[3]; Clarellus de Morvillari; Richardus de Chavennis; Guillelmus Burgundus, monachi de Tyrone Isembardus et Hubertus, Guido de Balaone, monachi de Nogento. Quando autem hoc cyrographum factum fuit apud Nogentum, fuit recitatum in capitulo monachorum et concessum a Bernardo secundo priore, et Galterio, qui cartam dictavit[4] et omnibus aliis monachis. Huic concessioni facte in capitulo interfuerunt monachi Tyronis Boso prior et Philippus[5], Ysembardus et Hubertus[6]; e

[1] Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres en 1117, mort le 24 janvier 1149, fut inhumé dans l'église du monastère de Josaphat fondé par lui.

[2] Dans le *Cartulaire de Tiron* il y a : « Etiam concessit uxor prefati Gosleni, Luciana. »

[3] En août 1235, Geoffroy de Marville donna à l'Hôtel-Dieu de Châteaudun, douze deniers de cens sur la maison d'Aucher de Gohory boucher, en remplacement de douze deniers de cens sur une maison à Marboué que contestait à l'Hôtel-Dieu Geoffroy Bouguerel. (*Cart. de Tiron*, t. II, p. 47. L. Merlet).

[4] Dans le *Cartulaire de Tiron* sont ajoutés ici ces mots « et Guido de Balaone ».

[5] A la suite de Philippus, le *Cartulaire de Tiron* ajoute : « et alii duo predicti ».

[6] A la suite de Hubertus, le même *Cartulaire* ajoute : « Ledi prior.

isti laici ex utraque parte : Garnerius Falconarius ; Garnerius Mansel[1] ; Odo, prepositus ; Paganus Erardus ; Gislebertus, famulus ; Guillermus, famulus[2].

Cart. de Tiron, par L. Merlet, ch. n° XXXVIII. — Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 298 v°.

LXIV

Donation de plusieurs terres à Saint-Denis de Nogent par le chevalier Ingelric.

Vers 1126.

CARTA INGELRICI DE LAUCHAUMETA.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod quidam miles, nomine Ingelricus, pro anima patris sui Salvisi, dedit huic ecclesie Sancti-Dionisii, apud Ruissellos, unum arripenum terre et pro anima conjugis Mathildis[3] et Gauffridi filii sui, alios duos arripennos terre, juxta pratos Sancti-Dionisii, atque terram totam quam

[1] A la suite de Mansel il y a : « Garinus Sapiens. »

[2] Au lieu de famulus il y a dans le *Cartulaire de Tiron* : « Chainardus. »

[3] Mathilde, comtesse du Perche, mourut dans des conditions tragiques. Après la signature de la paix à la fin de 1119, Henri, roi d'Angleterre, s'embarqua avec toute sa famille et sa cour. Un des navires de la flotte portant le nom de « Blanche-Nef » (Candida-Navis) avait à son bord, Guillaume, héritier présomptif de la couronne, avec Mathilde d'Anjou, son épouse, et les enfants naturels du roi Richard, et Mathilde, comtesse du Perche. Avant de lever l'ancre, l'équipage s'enivra au point que le pilote s'égara et conduisit le navire sur un écueil. Aussitôt le vaisseau s'entr'ouvrit. La barque fut jetée à la mer et Guillaume, l'héritier présomptif, y descendit le premier. Au moment où sa sœur allait le rejoindre, un grand nombre d'autres passagers se précipitèrent sur la barque qui coula, entraînant dans l'abîme les princes et les trois cents gentilshommes qui les accompagnaient. Deux hommes seuls survécurent et firent le récit de ce naufrage.

habebat in dominio, in loco qui dicitur a Lauchaumete usque ad Redam, et usque ad vadum qui dicitur Eschepeth, terram unius aratri. Testes : dominus Rotrocus, comes ; Gauffridus, filius ejus[1] ; Rodulphus Paganus ; Hugo de Altono ; Hugo Goslinus ; Aymericus, presbiter.

LXV

Albert Grosnasal donne sa terre en gage à Saint-Denis pour une somme de dix livres qu'il a empruntée des religieux ; faute de remboursement, cette terre appartiendra pour toujours aux moines.

Vers 1100.

CARTA ALBERTI GROSNASAL.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod Albertus Grosnasal, una cum assensu uxoris sue Asceline, et filiarum suarum, misit in vadimonium terram quam tenebat de beneficio Sancti-Dionisii Nogenti castri, monachis ejusdem Sancti-Dionisii, et accepit ab eis decem libras denariorum Carnotensium, eo scilicet pacto ut nunquam ipse vel alius in vita ejus possit eam redimere vel calumpniare ; que terra coram subdescriptis testibus ita determinata fuit : ad chasnuum de Crusillis, ubi latius facta fuit una determinatio, et altera ad perium de Garda et tertia ad (perium) martis de Noctumeri (*sic*). Si vero, post mortem Alberti, filius ejus supradictam terram redimere voluerit, decem libras Carnotensium de sua propria dabit pecunia, ita ut pecuniam alterius neque vadimonium alicujus dare possit, nisi propriam pecuniam quam ipse in suo dominio habuerit, et ita scilicet redimat ut de bene-

[1] D'après Des Murs (*Histoire des comtes du Perche*, p. 367), c'est la première fois que paraît ce fils de Rotrou, nommé Geoffroy.

ficio Sancti-Dionisii se habere cognoscat et fidelis monachis Sancti-Dionisii in omnibus permaneat. Si vero decem libras Carnotensium dare de suo proprio non potuerit aut noluerit, supradicta terra monachis Sancti-Dionisii Nogenti castri Pertici in eternum permanebit. Testes : Guarinus de Fontana ; Joslenus, senescallus; Rainaldus Mahelerius ; Rainaldus Villanus; Ingelricus, prepositus; Oldricus Fulnerius.

LXVI

Donation de la dime de Saint-Pierre de Ceton par Simon de Ceton, par sa femme Cécile et leurs enfants, moyennant à chacun une somme d'argent.

Vers 1100.

CARTA DOMINI SIMONIS DE CETONE.

Sancte Dei Ecclesie filiis, tam presentibus quam futuris, notum fieri volumus quod Simon de Cetone, assensu et voluntate uxoris sue Cecilie, dederit Deo et sanctis apostolis Petro et Paulo de Cluniaco et fratribus Cluniacensibus, apud Nogentum manentibus, totam decimam quam habebat in ecclesia Sancti-Petri de Cetone, in perpetuum possidendam, in remissionem omnium peccatorum suorum, et uxoris sue, et filiorum suorum, et patris et matris sue, et omnium antecessorum suorum, qui eam ante eum tenuerant. Et pro hoc dono habuit ipse decem libras Cenomannensis monete, et decem solidos. Et pro hac concessione habuit uxor ejus Cecilia viginti solidos Dunensis monete. Hoc autem donum, quod fecit dominus Simon et Cecilia uxor ejus, concesserunt filii eorum Gui-

do primogenitus, et Hugo, et Simon, et Guillerus, et Rainaldus, atque Vilehildis Bigota, filia domini Simonis. Et pro hac concessione habuit unusquisque filiorum domini Simonis duodecim denarios Dunensis monete. Quod viderunt et audiverunt isti : Gualterius Chesnel ; Guillermus Barbalefa ; Gervasius Mala-Musca ; Guillermus de Cetiniaco ; Guillermus de Maugastel ; Rodulphus, presbiter.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 286 v°.

LXVII

Hugues Berlai de Fay donne les deux parties d'une dime qu'il avait à Saint-Pierre de Ceton aux religieux de Saint-Denis, qui à sa prière reçoivent comme religieux un jeune clerc qui faisait alors ses études.

Nogent, vers 1100.

CARTA HUGONIS BERLAY.

Noverint presentes et futuri, quod Hugo Berlaius de Faieto habebat decimam in parrochia Beati-Petri de Cetone, tertiam partem cujus decime habebant monachi Beati-Dionisii de Nogento, et placuit ei quod faceret monachum de quodam clericulo filio suo, et dedit monachis duas partes supradicte decime, qui puerum susceperunt in monachum, hoc pacto ut ab illo die in quo fecit hoc donum moraretur adhuc in seculo, in studio litterarum, tres annos antequam monachus efficeretur, et si interim moreretur et vellet eis alium filium dare in monachum, reciperent eum juxta etatem deffuncti ; fuit etiam in pacto quod si ipse Hugo vellet monachus effici,

reciperetur cum ea parte que sibi contingeret de sua substancia, et si non vellet monachus fieri mortuus sepeliretur honorifice, sicut frater eorum cum predicta parte. Hoc autem donum concessit Pagana, uxor predicti Hugonis, et duo filii eorum, Oddo et Guillermus, qui debebat monachus fieri, et de tercio filio qui tunc parvulus erat pepigit pater quod adduxeret eum ad faciendam supradictam concessionem, quando loqui et intelligere posset; et monachi dederunt supradicto Hugoni et uxori ejus centum solidos Castridunensium nummorum; et hec concessio fuit facta apud Nogentum, et super altare posita. Et inde sunt testes isti : nepotes sui qui concesserunt etiam hoc donum, Oddo de Faieto, et Guillermus, frater ejus; Hugo de Malo-Gastello, et Yvo, atque Gerogius, fratres sui; Galterius Baucen et Rainaldus de Progisim, qui habebant duos nepotes testes et concessores; Paganus de Roscia; Gervasius Malamusca; Oddo Bonafides.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 266 v°.

LXVIII

Vente de prés à Séez par Herbert Bonel avec l'approbation de Geoffroy Fartel, seigneur féodal.

Vers 1100

CARTA GAUFFREDI FARTELLI.

Notum sit omnibus quod Gauffredus Fartellus concessit Deo et monachis Cluniacensibus, venditionem quam Herbertus Bonellus fecit de pratis suis que juxta castrum Sagii ex patrocinio habebat, et de feodo Gauffredi Fartelli tenebat : monachi autem, qui illo tempore in

villa Cetonis stabant, hanc emptionem fecerunt : Gauffridus vero Fartellus idcirco quod annuit donum quod Herbertus Bonellus monachis Cluniacensibus fecit, duos solidos monete Castridunensium ab eis in caritate accepit, tali scilicet conventu ut nec ipse postea, nec aliquis parentum suorum, aliquid proclamare aut calumpniari supradictis monachis aliquo audeat modo. Testes : Gaudredus de Somboin ; Galterius Chasnellus ; Burchardus Mala-Musca et Gervasius, frater ejus.

LXIX

Hugues Forestier, sur le point de mourir, donne deux arpents de pré à Saint-Denis; après sa mort sa femme et ses enfants déposent sur l'autel un livre en signe d'approbation.

Vers 1100.

CARTA HUGONIS FORISTARII.

In nomine Domini, noverint procul dubio cuncti christiane proffessionis, quod Hugo Foristarius, filius Giraldi Foristarii, tendens ad exitum mortis, dedit Beato-Dionisio et ejus monachis, pro anima sua, et pro animabus patris sui, et omnium parentum suorum, duos agripennos prati quos emerat a piscatoribus, Aucherio scilicet Guillermo, atque Trichardo, concedentibus uxore sua Odelina, et filiis suis Radulpho, Hugone, Odone, Nicolao ; quod etiam concesserunt Burchardus, pater Odeline predicte, et Galterius de Curia[1], filius Odeline predicte. Quam

[1] Le même Eudes de la Cour fut témoin dans une charte de Rotrou, comte du Perche, confirmant tous les dons faits par lui à l'abbaye de Tiron (1129. *Cart. de Tiron*, ch. CVI). Pierre de la Cour assista à la fondation du prieure de N.-D. d'Arable (1129. *Ibidem*, ch. CX). Eudes de la Cour, témoin d'une vente de prés en la paroisse de Condé à l'abbaye de Tiron (1130. *Ibidem*, ch. CXX).

concessionem, sepulto Hugone apud Sanctum-Dionisium, posuerunt super altare predicti concessores per unum librum. Testes : Paganus de Ulmo; Georgius et Guillermus, filii ejus; Gauffredus, decanus; Oddo Bovetus; Paganus, filius Richerii; Hugo de Cortiel; Herbertus, presbiter.

LXX

Le chevalier Guillaume de Villula (?) dans le but d'obtenir l'admission de son fils Guillaume comme moine à Nogent, donne aux religieux de Saint-Denis la dime de Bruière. Orric de Villula donne aussi pour l'admission de son neveu la dime d'Unverre.

Vers 1190.

CARTA GUILLERMI DE VILLULA.

Tempore quo domnus Nicolaus ecclesie Beati-Dionisii preerat, miles quidam Guillermus videlicet de Villula ipsum adiit, atque ut filium suum, Guillermum nomine, pro Dei suoque amore, monachum facere dignaretur humiliter postulans, promittebat etiam se bona plurima inibi collocaturum, suumque auxilium atque consilium in omnibus pro posse adfuturum, si peticio ejus effectum, ut desiderabat, consequeretur. Orricus vero frater prefati Guillermi similia se facturum si impleretur quod petebant fideliter spopondit ; prior denique ecclesie sibi commisse sollicite curam gerens, eamque, suo tempore, ampliare desiderans, voluntate eorum satisfacturum ita decrevit si de reditibus suis, cum ipso puero, Domino et Beato-Dionisio aliqua conferre satagerent. Prescriptus igitur Guillermus, opus ceptum exitum habere cupiens, et quia semper nocuit differre paratis intelligens, decimam

de Brueria que montis Lisionis dicitur cum predicto filio suo super altare Beati-Dionisii, in presentia plurimorum, Domino obtulit, atque hec et illa que monachi de feodo suo vel proprio antea in elemosina possederant, collaudantibus filiis suis Arnulpho et Patricio, perhenni tenore concessit. Orricus ididem de Villula decimam de Unverrio pro anima sua et susceptione nepotis sui, Gervasio filio suo presente et concedente, Beato-Dionisio perpetuo possidendam obtulit. Testes : Radulphus, presbiter; Boslenus, presbiter de Fains; Paganus; Eraldus; Hugo de Corione; Robertus de Bullo[1].

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 286 v°.

LXXI

Guillaume de Queux et Hugues Lanciboc donnent à Saint-Denis l'église de Saint-Ouen. Hugues Brunel et Guillaume Gouet, seigneurs féodaux, approuvent cette donation.

Vers 1114.

CARTA GUILLERMI DE CUES DE ECCLESIA SANCTI-AUDOENY.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Guillermus de Caudis[2], atque Hugo Lan-

[1] En 1207, Pierre de Bullou approuvait la donation faite par le chevalier Jodouin Tresiau, aux Templiers, de onze deniers de cens sur la maison de Gautier Bernois, sise à Châteaudun (Arch. nat S. 5005, n° 13). En 1216, Bernard de Bullou était témoin avec Robert de Membrolles et plusieurs autres chevaliers au don fait par Etienne du Pont aux Templiers (S. 5000A, n° 66). En 1227, il vendit lui-même, pour 26 livres tournois, aux Templiers de la Boissière de Châteaudun, une vigne sise au gué Vaalin (S. 5000A, n° 15).

[2] Guillaume de Queux, du consentement de son épouse Agnès, donna vers 1128 à l'abbaye de Tiron la terre de Villandon, et Guillaume Aiguillon confirma ce don en 1132. Ce même Guillaume fut témoin du don d'une vigne sise à Bray fait par Payen, fils de Richer, vers 113. (*Cartulaire de Tiron*, t. I, p. 117, 193, 144).

ciboc, una cum assensu matris mee Litgardis, et fratris sui Landrici, et Raherii, atque Josleni clerici, dono Domino Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, ecclesiam Sancti-Audoeni confessoris que est juxta Montem-Rahaldi, pro redemptione animarum nostrarum, et omnium parentum nostrorum, tam vivorem quam deffunctorum, ut Dominus in hoc seculo et in futuro misereatur omnibus nobis. Hoc autem donum facio cum assensu domini Helgodi Brunelli, ex cujus beneficio ego supradictam ecclesiam tenebram, qui et ipse ex beneficio domini Guillermi Goioti tenebat. Hugo vero Lanciboc ex me medietatem ecclesie tenebat, qui et ipse, benivola voluntate, laudavit, atque duas aulas, acceptis decem solidis Carnotensium, in augmentum ecclesie contulit. Facio etiam hoc donum cum assensu matris mee Litgardis, et fratris mei Landrici, et Raherii, atque Josleni clerici. Testes : Guillermus Goiotus, et Eustachia, uxor ejus, et filii ejus, Hugo, Guillermus et Robertus ; Galterius Chasnellus ; Josbertus ; Dolardus ; Guillermus de Uno-Vitreo[1].

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 284, et copie f. 286 v°.

LXXII

Payen de Mont-Colin donne à Saint-Denis la dime de Corbion, sauf la jouissance pendant sa vie.

1105-1107.

CARTA VEL CIROGRAPHUM PAGANI DE MONTE-CORLEIO[2].

Posteritati fidelium ego Paganus de Monte-Corleio notum fieri volui, quod ego dedi decimam quam ego habe

[1] Robert d'Unverre et Ansolde, son fils, furent témoins de la fondation du prieuré de Saint-Gilles des Châteigniers, vers 1117 *Cartulaire de Tiron*, t. I, p. 27).

[2] En 1217, Robert de Montcolin, du consentement de Guillaume, son

bam in Curte-Baione, Deo et Sancto-Petro de Cluniaco, et fratribus Cluniacensibus apud Nogentum manentibus, tali videlicet tenore ut eam decimam in vita mea tenerem et ipsi post obitum meum perpetualiter possiderent. Postea vero Hugo Nigerius concessit decimam de Monte-Corleio quam Paganus de illius beneficio tenebat. Testes, ex parte Hugonis : Rotrocus, comes ; Garinus Campolus ; Hubertus Campolus ; Johannes Rufinus ; Robertus Faber ; ex parte Pagani : Guicherius prior ; Adraldus subprior et omnis conventus.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 284.

LXXIII

Ingelric de Dôle (?) voulant entrer en religion, donne à Saint-Denis une terre relevant du fief de Payen de Buré. Après sa profession, ses gendres revendiquèrent ces mêmes biens comme dot de leurs femmes. Le comte Rotrou, pour le bien de la paix, décida les religieux à leur rendre deux arpents de pré.

1105-1107.

CARTA INGELRICI DE DOLASUM.

In nomine Domini, noverint cuncti fideles quod Ingelricus de Dolasum, volens venire ad habitum sancte religionis, dedit Beato-Petro de Cluniaco et Beato-Dionisio

fils aîné, donna à l'abbaye de la Trappe un setier de blé à prendre annuellement sur la métairie du Val.

Robert de Montcolin et son fils Guillaume donnèrent à l'abbaye de la Trappe, en 1247, la part qui leur appartenait de la mouture du moulin de Coulhier. Guillaume de Montcolin accorda à la même abbaye une rente annuelle de vingt-six sous huit deniers d'Anjou à prendre sur la prévôté de Laigle. En avril 1228, Robert de Moncolin fit remise à l'abbaye de la Trappe d'un cens de quatre sous tournois qu'elle lui payait pour le fief de Guillaume du Tremblai et affranchit de toutes redevances les terres sises à Nuisement. (*Cartulaire de la Trappe*, p. 70, 114, 233.)

de Nogento, et monachis ibidem Deo servientibus, terram quam habebat de feodo Pagani de Burcio, pro redemptione anime sue, et uxoris sue, et parentum suorum, et cum terra dedit etiam omnia prata que de eodem feodo habebat. Quod donum, postquam etiam predictus Ingelricus suscepit predictum habitum religionis, calumpniati sunt gener ejus, et Hamelinus, et uxor ejus Helwisis, filia ipsius Ingelrici, et Guillermus filius Hamelini, cognomine Moroeherius, et Paganus Chananota, qui habebat unam de filiabus Hamelini, et alie filie ejusdem, dicentes quod Engelricus dederat Hamelino, cum filia sua, hanc terram et hec prata; sed Engelricus habuit multos legitimos testes quod nondum habebat neque hanc terram, neque hec prata, sed postea emerat. Que calumpnia tamen in tantum crevit, quod ad presentiam comitis pervenerunt calumpniatores, et Ingelricus et monachi, et ibi concesserunt monachis omnia que calumpniabantur, laude et precepto Rotroci comitis, et monachi reddiderunt eis duos agripennos prati, quos dederat, diu est ante hoc donum, Ingelricus, eo pacto quod si heredes sui, post mortem ejus, vellent dare monachis centum solidos pro his duobus agripennis, haberent eos, de quibus centum solidis condonaverunt monachi, consilio et precepto comitis, predictis heredibus, ut firma pax et dilectio esset inter eos, quinquaginta solidos et alios quinquaginta reddiderunt eis. Hujus rei sunt testes : Rotrocus, comes; Radulphus de Caritate[1]; Galterius Tiherius; Richardus Tiherius, Ro-

[1] Rodolphe de la Charité assista vers 1129 à la confirmation par Rotrou, comte du Perche, de tous les biens de l'abbaye d'Arcisses.

En 1141, Rodolphe de la Charité fut témoin du don de la maison de Baudouin le médecin à Nogent-le-Rotrou à l'abbaye de Tiron (*Cartulaire de Tiron*, t. I, p. 54; t. II, p. 27).

bertus de Moteia[1]; Oddo camerarius. Notum sit etiam omnibus quod, mortuo Hamelino postea, et apud Beatum-Dionisium sepulture tradito, posuerunt predicti heredes concessionem quam in presentia comitis fecerant super altare Beati-Dionisii per unum librum. Testes: Ingelricus, filius Rainaldi jaculatoris; Galterius Pinellus; Paganus, cocus; Cadorellus; Oddo Horchia, Paganus, clericus.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 284.

LXXIV

Joscelin de Buré, fils de Payen, seigneur féodal, à la demande de Guillaume Barbelefe, autre seigneur féodal, confirme moyennant de justes compensations pour lui et les siens la donation d'Ingelric de Dole.

1105-1107.

Carta Gaucelini de Bureio.

Sancti Spiritus adsit nobis gratia. Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod Guillermus Barbalefa, non multum tempus ante suam mortem, adduxit

[1] Les différents membres de la famille de la Motte furent les bienfaiteurs de l'abbaye de Tiron.

Robert de la Motte fut témoin en 1114 du don fait par Guy, comte de Rochefort, en 1130, de la vente de prés en la paroisse de Condé abandonnés par Eudes de Boigne, du don d'une vigne sise à Bray, et de trois arpents de pré aux Prés-Morin, et du legs d'une charruée de terre à Brimont fait par Godefroy de Somboon. En 1132, ce même Robert et Gauthier son fils abandonnèrent à Geoffroy, évêque de Chartres, l'église de Saint-Lubin des Cinq-Fonts qu'ils détenaient injustement, et les dimes de la paroisse d'Argenvilliers.

En 1202, Geoffroy de Beaumont confirma à l'abbaye de Tiron la possession de la terre de Soisnances donnée par Gauthier de la Motte du consentement de son père Robert de la Motte, de sa mère Menelde, de ses frères Hugues, Mathieu, Garin, Haimeric, Eudes, Philippe, Ugo

Guicelinum, filium Pagani de Bureio, et matrem ejus, in curiam Beati-Dionisii ad concedendum donum quod Ingelricus de Dolasum fecerat Deo et Beato-Dionisio et monachis ejus, quia de feodo ejus Guicelini tenebat illud, et Guicelinus tenebat a Guillermo Barbalefa, qui Guillermus concessit quicquid Guicelinus inde faceret. Scilicet tunc fuit tantum prolocutum, et post mortem Guillermi confirmatum, cui prolocutioni adfuerunt : Josso de Malgastel ; Guillermus, filius Richerii vicarii ; et Golfredus, frater ejus ; Robertus de Monte Teberti ; Garinus de Manuslo ; et confirmationi facte post mortem Guillermi affuerunt idem isti, quando Guicelinus et mater ejus, Dulcis vocata, et duo de fratribus Guicelini primogeniti, post eum concesserunt et concessionem super altare posuerunt per unum librum. Guicelinus autem habuit pro hac concessione viginti solidos quos Gualterius filius Erardi ei tradidit, et in uno quoque anno ad Pascha debet habere duos solidos in recognitione si requisierit in curia Beati-Dionisii, vel ante Pascha vel quindecim dies post Pascha, sine forisfacto, et ita quod debet elemosinam deffendere et tutari ab omnibus, excepto comite ; predicta mater ejus habuit dimidium modium de frumento et siligine, et predicti duo fratres habuerunt sex solidos, unusquisque tres, et alii fratres et sorores concesserunt in domo matris sue, quia non potuerunt venire, et Oddo monachus, et prepositus Sancti-Dionisii, et Galterius filius Eraldi, dederunt eis de caritate Sancti-Dionisii-Hujus rei sunt testes hii qui superius : Josso et alii ; Galterius, filius Eraldi ; Paganus, cocus.

de ses sœurs Ada, femme de Geoffroy d'Arrou, Audierne, femme de Geoffroy, forestier, et de Julienne, femme de Girard des Loges, et de ses fils, Gauthier, Renaut, Philippe (*Cartulaire de Tiron*, t. I, p. 17, 142, 144, 146, 147, 188, t. II, p. 27 et 118).

LXXV

Gervais Malemouche, sa fille Elisabeth et Foulques, son gendre, donnent la terre du Pin à l'église de Saint-Denis par le dépôt d'un livre sur l'autel.

1135-1142.

CARTA GERVASII MALE-MUSCE ET FULCORI GENERI SUI.

In nomine Domini. Noverint omnes christiane professionis pro certo, quod ego Gervasius, cognomine Mala-Musca[1], dedi Deo et Beato-Petro Cluniacensi et Beato-Dionisio de Nogento, et monachis Deo ibi servientibus, terram quam habebam in meo dominio apud villam que Pinus vocatur, et gener meus Fulcorus, et filia mea Elisabeth concesserunt et hanc terram et quicquid de meo dono et de meo feuodo habuerant unum diem et unum annum. Et hoc donum et hanc concessionem posuimus nos tres super altare Sancti-Dionisii per unum librum; quod totum viderunt et audiverunt isti : Robertus de Coldreio ; Arnulphus de Campo-Milonis ; Reginaldus, presbiter Cetonis.

[1] Nihard de Malmouche est l'auteur d'une famille de ce nom dans le Maine. Il fut présent vers 1090 à une convention entre l'abbé de Saint-Vincent et Gérard prêtre de Nogent, et à la fondation du prieuré de Pont de Gène, en 1092. Il assista, vers 1095, ainsi que Drogon, son fils, à la reconnaissance faite par Guillaume de Braitel des différentes possessions de l'abbaye de Saint-Vincent (*Revue historique et archéologique du Maine*, t. I, p. 214).

Les seigneurs de Malmouche étaient parents des barons de Mayenne et possédèrent plusieurs seigneuries au fief de Montfort-le-Rotrou. Guillaume de Passavant, évêque du Mans, accorda à Dreux de Malmouche la présentation des églises des Loges et de Soulitré. Ce seigneur prit part à la croisade, en 1158, et portait pour armes : *D'argent à cinq fusées de sable posées en fasce* (Ibidem t. IV, p. 361).

LXXVI

Gervais de Courtoulin, sur les remontrances de Hugues Payen de Saint-Calais, évêque du Mans, alors à Nogent, délaisse à Saint-Denis une terre sise à Ceton, que Gervais de Malemouche lui avait injustement enlevée et donnée aux religieux, et, en signe d'entier abandon, dépose un livre sur l'autel.

Nogent, 1135-1142[1].

CARTA GERVASII DE CURTELOLIS

In nomine Domini, notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego Gervasius de Curtelolis recuperaveram quamdam terram apud Cetonem que mihi hereditario jure contingebat, quam Gervasius Mala-Musca diu injuste habuerat, unde dederat unam partem monachis Beati-Petri Cluniacensis qui serviunt Deo in monasterio Beati-Dionisi de Nogiomo, pro anima uxoris sue deffuncte, et pro se, et pro animabus predecessorum suorum, quam elemosinam ego, recuperans terram quam sine meo concessu habuerant, nolui concedere, sed cepi eam sicut meam hereditatem, et tenui eam in propria manu, cum alia terra per plures annos, donec Hugo Cenomanensis episcopus, cognomine Paganus de Sancto-Karileffo[2], venit quadam die Nogentum, et locutus est mecum de salute anime mee, laudando mihi inter cetera ut concederem monachis prefatam elemosinam quam, sicut

[1] En 1194 un seigneur de Courtoulin donna trois prébendes de froment à la léproserie de Chartrage de Mortagne, et en 1233 un autre seigneur de ce lieu donna à l'hospice de Mortagne deux parts de la dime de Courtoulin.

[2] Hugues Payen élu évêque du Mans le 20 septembre 1135, mort le 5 février 1143.

predictum est, in propria manu tenebam, pro redemptione anime mee, et pro animabus predecessorum meorum, ex quorum jure hereditario terram habebam. Cujus concilio ego concedens dedi et concessi prefatis monachis in elemosina totam terram sicut a Gervasio habuerant, et inde posuimus donum ego et frater meus, super altare Beati-Dionisii, per unum librum, et monachi dederunt mihi equum in caritate. Hujus doni sunt testes : Hugo Cenomanensis episcopus, et Burgundius nepos ejus ; Yvo, capellanus ejus ; Bogericus, clericus ejus ; Robertus de Margone[1], et Guillermus filius ejus ; Durannus Marcas.

Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 285.

LXXVII

Vente d'une moitié de pré par Geoffroy Fartel avec l'assentiment de Bouchard, fils de Dreux Malemouche et de Giroie d'Avézé.

Vers 1100.

CARTA GAUFFREDI FARTELLI.

Notum sit omnibus sancte Dei Ecclesie fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Gauffredus cognomine Fartellus, cum assensu uxoris mee Helisabeth,

[1] Ce Robert de Margon ne serait-il pas le père de cette Marguerite, l'héroïne de la vieille chronique percheronne, connue sous le nom de a dame Margon ou la Bourbonnaise?

(Voir le récit de cette chronique dans les différents ouvrages sur la province du Perche et entre autres dans : *Chroniques Percheronnes* de l'abbé Fret, t. III, p. 197 et suivantes).

et filii mei Guillermi, atque seniorum meorum, videlicet Burchardi filii Drogonis Mala-Musca, et Gerogii de Avesiaco, ex quorum beneficio tenere videbam, vendo et in perpetuam venditionem facio monachis Sancti-Petri Cluniensis, qui sunt positi in monasterio Sancti-Dionisii Nogenti castri Pertici, omnem medietatem prati mei de Faico-Castro, quam possidebam in meo dominio, jure mee hereditatis, super decem solidos denariorum Cenomanensium quos mihi dederunt duo monachi Cluniacenses, qui tunc illo tempore regere videbantur obedientiam Sancti-Petri Cetonensis, et in cognitionem quatuor denarios in censum, uno quoque anno, in die natalis Domini. Quod pratum situm est juxta calciatam que pergit ad supradictum castrum, ex una parte, pratum Constancii, ex altera parte, pratum Alrici, et ex alia parte ubi dividitur Beria. Et si aliquis hanc venditionem calumpniare voluerit, quod absit, quamdiu vixero in quantumcumque potero, cum Dei adjutorio, libenter expugnare curabo. Iterum volo ut sciatis, quod ego Gauffridus aliam partem supradicti prati, cum assensu uxoris mee et filii mei, et senioribus meis, eisdem monachis in vadimonium mitto super novem solidos Cenomanorum, talique conventu ut fructus qui de prati medietate exierit, in elemosina sit monachis Cluniacensibus, pro anima patris mei, atque omnium parentum meorum, et tantum teneant ut nummos quos mihi dederunt percipiant. Hujus venditionis testes sunt : Gaufridus Fartellus; Helisabeth uxor ejus, et filius ejus Guillermus; Burchardus et uxor ejus, et filius Gerogius de Avesiaco, et uxor ejus et filii eorum ; Galterius Chasnellus.

LXXVIII

Don par Guillaume de Maugatel ou Montgasteau à l'abbaye de Saint-Denis de la partie de la dîme qu'il possédait dans la paroisse de Ceton.

Vers 1100.

CARTA GUILLERMI DE MALGASTEL.

Notum sit omnibus Dei fidelibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod Guillermus de Malgastel, una cum assensu uxoris sue Ade et filiorum suorum Guillermi, et Gauffridi, dedit Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus qui sunt ad Sanctum Dionisium Nogenti castri Pertici, omnem decimam quam habebat in tota parochia de villa Cetonis, sine ulla retinentia, pro redemptione anime mee, et omnium parentum suorum, tam vivorum quam deffunctorum; habuitque pro hoc dono vinginti solidos Dunensis monete, et filius ejus Guillelmus duodecim denarios, et Gauffridus frater ejus alios duodecim denarios. Testes : Simon, frater Guillermi; Rodulphus, capellanus; Gauffredus de Lory; Girardus Salnerius; Paganus, cocus.

[1] Simon de Maugatel ou de Montgasteau, sur les conseils de Rotrou de Maugatel, donna deux sols à l'abbaye des Clairets, le 17 juin 1218, jour de la dédicace de l'église par Guillaume, évêque de Châlons et comte du Perche (*Cartulaire des Clairets*, p. 84).

LXXIX

Don à l'abbaye de Saint-Denis, par Foucher de Bray, de la terre des Planches-Girard, à Ceton.

Vers 1080.

CARTA FULCHARDI DE BRAY.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod ego Fulchardus, supernomine de Bray, una cum assensu filiorum meorum Hugonis atque Arnulphi, dono Deo et Sancto-Petro Cluniacensi monachisque Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, omnem terram quam habebat in villa Cetonis, in loco qui dicitur ad Planchas-Girardi. Hoc autem donum facio pro redemptione anime mee et filiorum meorum, et omnium fidelium deffunctorum. Testes : Ademarus, presbiter; et Bladinus, prepositus comitis ; Ranaldus, faber; Obertus Carpentarius ; Raldonus Fortinus.

LXXX

Don par Richer de Ceton de la dime de Ceton, pour laquelle il reçut vingt sous, et son fils Guillaume douze deniers.

Vers 1100.

CARTA RICHERII DE CETONE.

Sancte Dei ecclesie filiis, tam presentibus quam subsequentibus, notum fieri volumus quod Richerius, vicarius domini Gualteri Chesnelli, una cum assensu filii sui Guillermi, dedit Deo et Sancto-Petro et monachis Clunia-

censibus qui sunt ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, omnem decimam quam habebat in tota parochia de villa Cetonis, sine ulla retinentia, pro redemptione anime sue et omnium parentum suorum, tam vivorum quam defunctorum ; habuitque pro hoc dono vinginti solidos Dunensis monete ; et Guillermus, filius ejus, duodecim denarios. Testes : Galteranus Chesnellus et filii ejus ; Burchardus Mala-Musca, et Gervasius, frater ejus, et alii quamplures.

LXXXI

Thibaud, seigneur du château de Meules (?), approuve en toute franchise le don fait par ses vassaux Hugues Tronel, Raoul, fils de Guillaume de Brou, Guillaume de Mouçon, de l'église Saint-Pierre de Boisville, avec tous ses droits et dépendances ; il promet d'affranchir également et de protéger les donations semblables dans l'avenir ; lui-même offre une charruée de terre, il reçoit en retour de la main des moines la somme de dix livres et trois chevaux de prix, et sa femme quinze sous ; les religieux lui concédèrent encore le privilège de la confraternité.

1099

Carta Theobaldi de Molis-Castri

Sciant cuncti, tam presentes quam subsequentes, quod dominus Tetbaldus de Molis-Castri donum quod Hugo Tronellus, atque Rodulphus filius Guillermi de Castro Braioli, fecerunt Deo et monachis Sancti-Petri Cluniacensis, qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, de ecclesia Sancti-Petri Boasville, que erat de beneficio domni Tetbaldi de Molis-Castri, ipsum donum Tetbaldus Deo et monachis condonavit, atrium scilicet ecclesie et presbiterium, et omnia quecumque ad eccle-

siam debentur deferri, que dici vel inquiri quisquam possit, excepta decima de foris de Auvrins (*sic*), cymiterium etiam totum in circuitu ecclesie, atque terram que pertinet ad altare, quin etiam si Hugo Tronellus, vel Rodulphus, filius Guillermi, aut alius aliquis de istud donum (*sic*) monachis nocere voluerit, contra omnes homines deffensor et adjutor in omnibus erit. Dedit etiam ut si quis ex beneficio suo ad ecclesie pertinentia vel donet vel vendat supradictis monachis, sine alicujus contradictione, ita ut ad alium locum donationem vel venditionem facere non possit. Istud autem donum fecit pro redemptione anime sue et omnium parentum suorum; dedit quoque terram unius aratri omnibus temporibus in loco qui dicitur Atroiville, et terram ab hospitibus quinquaginta ad inhabitandum tantum quantum alii homines habent per totam Belsam, ita ut sint liberi et franchi ab omni consuetudine, vel inquietudine, que dici vel inquiri quisquam possit. Pro hoc dono autem accepit decem libras nummorum et tres equos de precio, et uxor sua quindecim solidos. Collaudavit et donum quod Guillermus de Moncione fecerat eis, pro quo etiam viginti solidos et unum copertorium habuit. Post hec omnia, venit ipse Tetbaldus ad locum Sancti-Dionisii Nogenti castri, et fraternitatem fratrum Cluniacensium accepit, atque donum supradictum confirmavit, et super altare Sancti-Dionisii manu sua posuit, et fidem de hoc dono et de omnibus rebus atque fraternitatem repromisit. Testes : Rotrocus, comes Mauritaniensis, qui de Jherusalem venit[1] ; Hugo,

[1] Guillaume Gouet était fils de Guillaume, seigneur du Perche-Gouet, qui, aux trois baronnies de Montmirail, Authon, la Bazoche, réunit celles d'Alluye et de Brou, par suite de son mariage avec Mahaud, dame de ces deux baronnies.

Il épousa Eustachie Crespon dont il eut Guillaume, marié à une fille

vicecomes Castriduni; Robertus, filius Guillermi Goioti; Galterius Chesnellus; Paganus de Remalast; Gerogius de Ulmo ; et alii plures.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 284 et copie, f. 291 v°.

LXXXII

Guillaume, curé de Verrières, donna à Saint-Denis la dîme de Bruyère ; Gérald, chevalier, seigneur de Bruyère, de qui il l'avait acheté, souleva des difficultés et reçut des moines une compensation pécuniaire de vingt sous.

VERS 1080.

CARTA DE DECIMA GUILLERMI DE BRUERIA ET GERALDI BASTARDI.

Noverint omnes, tam presentes quam futuri, quod Guillermus, presbiter de Verriaco, dedit decimam de Brueria Sancto-Petro Cluniacensi et monachis Sancti-Dionisii Nogentensis pro remedio anime sue, quam videlicet ipse emerat a Geraldo milite de Brueria, pretio sexaginta solidorum. Postea vero cum ipse Geraldus decimam eamdem calumpniaretur, acceptis vinginti solidis a monachis Sancti-Dionisii, concessit eam liberam, simul cum uxore sua nomine Aghanis, et fratre suo Guillermo

naturelle de Henri Ier, roi d'Angleterre. De cette union naquit Guillaume, mort en Terre-Sainte, vers 1170, laissant de Elisabeth de Champagne deux filles, dont l'ainée, Mabile, apporta les cinq baronnies dans la maison de Donzi, par suite de son mariage avec Hervé de Donzi.

Guillaume Gouet, sa femme Eustachie et leurs fils Guillaume Mischin l'ainé, Robert et Mathieu donnèrent à Saint-Martin du Vieux-Bellême, en 1116, tout ce que leur avait donné et vendu Gaston de Brou en présence de Thibaut, comte de Blois, et Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres (*Cartulaire de Saint-Martin du Vieux-Bellême*).

de Brueria, de cujus feduali eam tenebat. Hoc etiam annuerunt filii Guiardi ; Hugo et Robertus, cognomento Paganus. Testes hujus doni : Hugo de Monte Russeto ; Bladinus, prepositus ; Garnerius Piscis ; Galterius Bomunidus et alii quam plures.

LXXXIII

Don à l'abbaye de Saint-Denis de l'église de Saint-Ulphace et de ses dépendances et droits de toute sorte, en toute franchise, par Gaultier de Montmirail, avec l'approbation de Guillaume Gouet, seigneur féodal, à qui les religieux payèrent une somme de 40 sous et à son fils Guillaume 60.

Vers 1100

CARTA GALTERII ESPERNARII DE SANCTO-ULPHACIO

In nomine Domini, notum sit omnibus christiane fidei cultoribus quod Galterius, supernomine de Monte-Mirabili, dedit Beato-Petro Cluniacensi, et Beato-Dionisio de Nogento, et monachis ibi Deo servientibus, ecclesiam Sancti-Ulphacii et capellam, et totum cymiterium, et terram et prata que ad ecclesiam pertinebant, annonam monachorum, qui ibi Deo servirent, molere ad suum molendinum, sine molitura, et panem eorumdem in furno suo coquere, sine fornagio, et nemora sua ad calefaciendum monachos atque ad faciendum domos suas et omnia propria opera eorum, quibus nemora essent necessaria ; et totum pasnadium porcorum eorum, et totam consuetudinem hospitum eorum, videlicet censum, corveias, et quicquid hospites dominis debent, sine ullo retentu. Et hoc donum fecit prenominatus Galterius pro anima

sua, concedente sua uxore Amelina, et filiis suis Hugone, atque Galterio, et filia ejus Agatha, pro salute animarum suarum et pro animabus omnium parentum suorum, tam preteritorum quam futurorum. Quod donum confirmaverunt et concesserunt : Guillermus Goetus, et Guillermus, filius ejus : et habuerunt inde de caritate Sancti-Dionisii, predictus Guillermus Goiet quadraginta solidos Carnotensium denariorum, et Guillermus filius ejus sexaginta. Hujus autem doni sunt testes : Galterius Chesnellus ; Hubertus Campolus ; Guillermus Muscatus ; Guillermus de Teliniaco[1].

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, p. 271 et 284 v°. et copie f. 292.

LXXXIV

Joscelin de Maleterre, ayant refusé de ratifier la donation de l'église de Saint-Lubin de Flacey faite par son père Henri de Mortagne, Geoffroy, comte de Perche, son seigneur suzerain, lui fait consentir un accord, et approuver toutes les cessions futures de terres faites aux religieux.

Vers 1100.

CARTA JOSCELINI MALA-TERRA.

Sciant cuncti, tam presentes quam subsequentes, quod Joslenus Mala-Terra, filius Henrici, vicecomitis Mauritaniensis, post mortem patris sui, conturbare et inquietare cepit elemosinam quam pater suus fecit Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus, qui sunt positi ad Sanc-

[1] En 1238 Geoffroy de Chauvigné, seigneur en partie de Théligny, vendit au chapitre de Saint-Nicolas de Montmirail pour dix livres tournois les dimes qu'il percevait dans la paroisse de Théligny.

tum-Dionisium Nogenti castri Pertici, de ecclesia Sancti-Leobini Flaciaci, et de hoc quod pater suus eidem loco concesserat et condonaverat. Fuitque longa concertatio inter ipsum Joslenum, et monachos Cluniacenses, qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri, quousque in curia domini Gauffridi, comitis Mauritaniensis, senioris sui, coram astantibus multis nobilibus viris, ad rectitudinem perveniendum illi fuit, qui tamen, post multas altercationes diu inaniter contractas, donum quod pater suus fecerat, coram cunctis astantibus, laudavit et cartam quam pater suus fecit, legi, audiri et exponi sibi precepit, et quecumque in ea scripta erant laudavit, et corroboravit, atque manu propria in manu domini Bernardi prioris celle Sancti-Dionisii, misit, et ore proprio coram omnibus astantibus promisit quod fidelis et amicus devotissimus Deo et monachis Cluniacensibus in futuro semper sit, et omnia quecumque illorum fuerint non minuere sed augere, et omnia illorum fideliter custodire. Ut vero in futuro certa et manifesta maneant que ipse Joslenus laudavit et corroboravit denominavimus ea nominatim. Tres partes ecclesie Sancti-Leobini Flaciaci, cum decima et sepultura, et altare atque omnia que in tribus partibus ecclesie dici vel inquiri quisquam possit. Terram unius aratri aliam Gradulfi et aliam que erat Ebraldi et Suardi, fratris sui, teloneium etiam de omnibus quicumque ibi aliquid vendiderint vel emerint atque hoc quod vulgo cornagium dicitur; terram unius aratri, terram que est juxta boscum, cum omnibus hospitibus quicumque in ea habitaverint; vichariam etiam de omnibus hominibus quicumque in terram Sancti steterint in terra quam Henricus dedit eis, vel in illam que in illis data fuerit, vel quolibet modo in futuro acquirere potuerint, qualicumque re vel in quali-

cumque acquisitione potuerint acquirere. Boscum etia
qui dicitur Tolfol, ad usus monachorum et ad omnes hon
nes illorum, atque herbam ab omnibus bestiis eorum dep
cendam. Decimam quoque ac luminaria ecclesie Sanc
Leobini Flaciaci. Si vero aliqua controversia inter ipsu
Joslenum et monachos Cluniacenses surrexerit, vel int
homines illorum in loco Flaciaco, ex utraque parte
unum conveniant, et ibi quod justum ratum fuerit dec
nant. Concessit etiam ipse Joslenus, ut si quis ex ber
ficio suo aliquid tenuerit et monachis Cluniacensib
vendere vel donare voluerit, sine alicujus contrad
tione det omnia vel vendat, quecumque dare ac vend
voluerit, et queque data vel vendita fuerint, sine u
mala consuetudine in antea salva et libera Deo et m
nachis sint. Testes : Gauffridus, comes de Mauritani
Paganus de Ramalast; et alii plures; pro supradicta ve
laudatione, quam Joslenus Mala-Terra fecit, tringir
solidos Dunensium habuit, et uxor sua decem solidos D
nensium. Testes qui hoc viderunt : Geraldus Rufu
filius Drogonis; Albertus, filius ejus; Odo Rufus; R
dulphus de Turiello ; Guillermus, frater ejus.

Extrait dans Duchesne, Mss 22 f. 284 v° et copie M
20, 217.

[1] Guillaume Leroux assista, en 1188, comme témoin à la confirmat
par Rodolphe de Coëmes et sa sœur Aois, mariée à Robert de la Ram
des biens donnés à l'abbaye de Perseigne par leur père Philippe
Coëmes (*Cartulaire de Perseigne*, p. 193).

Gervais Le Roux donna vers 1150 au Chartrage de Mortagne
journal de terre près la Croix et lors du décès de son fils aîné Gilb
chevalier, trois septiers de terre (*Recueil des antiquités du Perche*,
Bart des Boudais, p. 132).

LXXXV

Yves, évêque de Chartres, reçoit entre ses mains l'aveu du chevalier Robert d'Agnelet, qui, après avoir été excommunié, reconnaît l'injustice de ses revendications sur les terres des religieux.

Vers 1100.

CARTA ROBERTI FILII AZMERICI ARBALISTARII.

Ego Yvo, gratia Dei Carnotensis episcopus, notum esse volo omnibus ecclesie Dei fidelibus, tam futuris quam presentibus, quod quidam miles de Agnideleio, Robertus de Pudo-Sacco nomine, longam facerat injuriam monachis Sancti-Dionisii de Nogento, de terra quadam apud Purdum-Saccum posita, et de quibusdam aliis rebus : unde monachi grandem in auribus nostris clamorem et querimoniam egerent ; sed ille in peccato suo obstinaciter perseverans, nulla ratione, nulla ecclesiastica disciplina, ad justiciam venire volebat. Tandam divina nutu compunctus, et nostra excommunicatione vexatus, in presentiam nostram venit, culpam recognovit, terram et quicquid monachi clamabant, adversus eum penitus dimisit, et quod in nullum eis deinceps dampnum esset de omnibus que dimiserat, vel per se vel per alium, in fide sua promisit. Testes, ex parte ejus : Robertus, Gazonis filius, et tres filii ejus : Hugo, Guillermus, Aymericus ; Robertus de Murcento : ex parte monachorum domnus Yvo, episcopus Carnotensis[1] ; Guillermus, archidiaconus ; Hamelinus, prepositus ; Rotrocus, comes de Mauritania ; *Gerogius Fortinus* ; Johannes Ruffinus ; Guillermus de Solzi.

[1] Nous avons publié dans le *Cartulaire de la Trinité de Vendôme*, t. 2, le sceau de saint Yves, évêque de Chartres ; il figure en place d'honneur sur la couverture de notre revue des *Archives du diocèse de Chartres*.

LXXXVI

Himolde Bouchet, Ameline sa femme, et son fils Robert, engagé dans la cléricature, se donnent eux et leurs biens à Saint-Denis afin de jouir du privilège de l'association spirituelle; ils donnèrent aussi toutes les dîmes qu'ils avaient acquises à Saint-Martin-le-Beau. Les moines donnèrent au fils, Robert, la cure de cette paroisse.

Carta Himoldi Boschet.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod Himoldus Boschet, et uxor sua Amelina, atque filius ejus Robertus clericus, et Durannus laïcus, condonaverunt se Deo et Sancto-Petro et monachis Cluniacensibus qui sunt positi ad Sanctum-Dionisium Nogenti castri Pertici, cum omni parte substantie sue de[1] participes sint, in vita et post mortem suam, in omni benefacto eorum, et ut suscipientur ad mortem suam sicut confratres eorum, et honestissime sepellientur. Quod si habitum sancte religionis suscipere ad mortem suam voluerint, suscipientur benigne ad omnem partem substancie sue de omnibus rebus. Dederuntque omnes decimas quas Himoldus acquisierat, vel quas in antea acquirere potuerint, que fuerint de ecclesia Sancti-Martini de Bello, pro redemptione animamarum suarum. Monachi vero concesserunt filio Himoldi, Roberto, presbiteratum de supradicta ecclesia de Bello, id est terciam partem de omnibus rebus quas habebant in ecclesia, excepta terra, si ei fuerit data, in tota parochia. Ipse vero Robertus benigne presbiteratum ab eis suscepit, et promisit quod fidelis de ecclesia et de omnibus rebus illis erit, atque ad mortem suam se et omnia

[1] Pour *ut*.

sua quecumque habere poterit, que dici vel inquiri quisquam potuerit, Deo et monachis condonabit; quod si in vita sua monachis quicquam de ecclesia et que concessa sunt ei forisfecerit, rectitudo facienda est ei in curia Sancti-Dionisii ; post mortem vero suam nullus, ex parentibus suis vel heredes in ecclesia proclamare poterunt, sed, sine alicujus proclamatione, Deo et Sancto-Dionisio remanebit.

LXXXVII

Donation au prieuré de Saint-Ulphace de trois arpents de prés sur la Braye par Robert Coiphan pour huit sous une fois payés et un cens annuel de dix deniers chartrains ; son gendre et successeur, Thibaut de Gréz, et son fils Simon approuvèrent cette donation moyennant plusieurs redevances, entre autres deux souliers de Cordoue pour Simon.

Vers 1100.

CARTA THEOBALDI ET FILII EJUS SIMONIS.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam subsequentibus, quod Robertus Coiphanus dedit in elemosinam Beato-Petro Cluniacensi et Beato-Ulphacio, et monachis Sancti-Dionisii de Nogento, tres agripennos pratorum ad edificandum, super fluvium qui dicitur Breya, eo tempore quo Guillermus monachus, filius Burchardi (de) Roillenostrio serviebat Deo in ecclesia Beati-Ulphacii, dedit ipse Guillermus predicto Roberto, de caritate Sancti-Ulphacii, octo solidos, et in uno quoque anno sex denarios Carnotensium de censu, sed mortuo Roberto Coiphano absque herede, rediit hereditas ad Theobaldum de Gresso, sororium ejus, qui noluit in primis concedere istam elemosinam; sed postea venit ad concordiam cum Roberto monacho, filio Duranni, qui post Guillermum fuit in ecclesia Sancti-

Ulphacii, et concessit totam elemosinam liberam, et absolutam, ad sex denarios Carnotensium de censu, et debuit eam acquittare ab omnibus hominibus, et major filius ejus Symon concessit, et Theobaldus pepigit quod uxor ejus et filii et filie concederent, et pro ista concessione ita, ut dictum est, facta, dedit Robertus monachus Theobaldo septem solidos Carnotensium et tres minas avene, et uxori ejus duas caligas, et filio ejus Simoni duos sotulares de Cordubano, et Genoloni de Motta, de cujus feodo prata sunt, duodecim denarios et duos sotulares de Cordoan. Testes : Robertus, presbiter ; Gano de la Motta, et filius ejus Galterius ; Guillermus de Bellomonte et uxor ejus Adeleidis ; Bigottus famulus, et alii plures.

Duchesne, Mss. 22, f. 271.

LXXXVIII

Geoffroy de Somboon avait délaissé à Saint-Denis son domaine d'Happonvilliers, l'église et toutes ses dépendances, sauf les fiefs attribués à ses chevaliers ; plus tard il reprit le servage de toute cette terre ; la cause fut confiée à deux arbitres, Payen de Villeperdue et Aldric de Montdoucet, qui jugèrent en faveur des moines et forcèrent les chevaliers vassaux de Geoffroy, Roger de l'Eau et Ansol de Chartres, à prouver l'antériorité de leurs droits sur ceux des religieux pour le moulin de Marolles. Geoffroy reçut deux bons palefrois.

1005-1107

Carta de placito Oddonis majoris de Harponviller et de concessione Roberti de Somboono et fratrum suorum, Gaufredi et Gunherii et de terra Hannardi de Resuintis.

In nomine Domini, ego Rotrocus, comes Perticensium, notum fieri volumus, tam futuris quam presentibus,

quod Gauffredus de Somboono[1], concedente uxore sua et filio ejus Roberto, dedit Beato-Petro de Cluniaco et monachis Cluniacensibus Deo servientibus in ecclesia Beati-Dionisii de Nogento, totum suum dominium de Harponvillarii, totam ecclesiam videlicet, et totum atrium, et totam decimam, et quicquid ad eamdem ecclesiam pertinebat, et totam quartam partem totius territorii ejusdem potestatis, preter feudos suorum militum ; unde postea, instimulante diabolo et quibusdam pravis consiliariis ejus, volebat unam partem retinere videlicet famulatum totius terre quod multum gravabat monachos, et totam terram adnihilabat. Cujus rei pondere gravati, fecerunt inde mihi multociens clamorem, quousque tandem venerunt super hoc in meam curiam ex utraque parte ad rectitudinem, ubi monachi meo jussu dixerunt coram omnibus, quod Gauffridus de Somboono fecerat hoc donum Beato-Petro de Cluniaco et monachis Deo servientibus in ecclesia Beati-Dionisii de Nogento, sicut supradiximus, ubi ostenderunt, in presentia mea, suam cartam, et coram omnibus eam legere fecerunt, confirmantem et testificantem donum ita esse sicut ipsi dicebant. Et Gauffridus de Somboono respondit coram omnibus, quod donum fecerat, sicut monachi dicebant, preter hoc tantum quod famulatum terre retinuerat divisim, preter feodos militum. Et de hiis que dicebant per concessum utriusque partis fuit factum judicium istud, videlicet quod Gauffridus de Somboono concederet, et monachi ex sua parte stabilitatem hujus doni permanere, sicut duo homines Gauffridi de Somboono jurarent factum fuisse donum, qui fuerunt cum eodem Gauffrido,

[1] Geoffroy de Somboon donna du consentement de Hydeburge, son épouse, et de Robert, Gohier et Godefroy, ses fils, vers 1130, à l'abbaye de Tiron, une charruée de terre à Brimont, (*Cart. de Tiron*).

sicut sui homines, quando fecit hoc donum, Paganus scilicet de Villa-Perdita, et Aldricus de Montedulci, et his buobus precipit ipse Gauffridus, sicut suis hominibus, ut ex hoc dono veritatem recognoscerent, sicut jurare, salvo sacramento, possent. Et isti duo dixerunt quod Gauffridus ita fecerat donum sicut monachi dicebant, totam videlicet ecclesiam, et totum cymiterium, et totam decimam, nullo alio participante. dederat eis, et totam quartam partem totius territorii Harponvilari, quam in suo dominio habebat, preter feodos suorum militum, et ita, sicut dicebant, comprobare per sacramentum, vel omnibus modis quibuscumque eis adjudicaretur, obtulerunt. Quod ita esse sicut probare volebant a prefato Gauffrido concessum fuit. Quod judices qui ibi aderant audientes, judicaverunt pro recto. quod et famulatum, quem separatim a feodo militum volebat eis aufferre, et quicquid habebat in his supradictis, in dominio totum dederat monachis, preter feodos militum, secundum testimonium prenominatorum testium, et etiam de illis fuit factum judicium, quia eos habebat in suo dominio, quando monachis fecit donum, et monachi inde vestiti fuerunt, et ipse divestiverat eos absque ratione ut iterum eos revestiret; quod ipse Gauffredus concessit, et in presentia omnium eos restituit. Deinde dictum est in eadem curia et concessum ab utraque parte, quod milites qui ibi jure hereditario feodos clamarent, venirent et probarent suam hereditatem, videntibus monachis et amicis eorum, et ubi probarent suam hereditatem, sicut probare legitime deberent, ibi haberent et legitime dividerent a dominio monachorum. Dictum est etiam de duobus militibus, de Rogerio de Aqua videlicet, et de Ansoldo de Carnoto, quibus Gauffridus dicebat se dedisse feodum antequam monachis fecisset hoc donum.

quod venirent super terram, et Gauffridus de Somboono et monachi et amici eorum, et si posset probari legitime quod Gauffredus dederat eis feodum antequam fecisset monachis hoc donum, ita haberent illi duo milites, absque gravatione monachorum, videlicet neque de meliori neque de pejori terra, sed de utraque, secundum concilium et concessum utriusque partis ; quod ab utraque parte concessum fuit sic bene esse. De uno autem molendino quem Gauffridus fecerat super fluvium, nomine Marrolam, cujus medietatem monachi clamabant, habuit predictus Gauffridus quadraginta solidos, et ita concessit. De cetero pro certo noscatur quod Oddo, qui tunc per judicium remansit liber et absolutus, sine ulla contradictione famulus monachorum, fecit postea pacem cum monachis de rebus que in grangia de Harponvilari injuste clamabat, eo pacto quod monachi darent ei, in uno quoque anno, dimidium modium annone ejusdem grangie, quam pacem omnes filii ejus qui tunc loqui poterant concesserunt, et ipse Oddo, post hanc pacem, venit in capitulum Beati-Dionisii, et ibi juravit fidelitatem monachis, super omnes reliquias monasterii. Preterea etiam volo notum fieri, quod de famulatu terre monachorum, quam concesserunt supradicto Oddoni de Platea, ita diffinitum et diratiocinatum fuit, in mea curia, quod tantum haberet in ea stallagia rusticis, sex denarios de illo qui boves haberet ; de illo vero qui boves non haberet quatuor denarios, et plenam minam tam a divite mestivie quam a paupere, et suum destrictum, si monachus qui ibi habitaverit ceperit suum forisfactum. Si vero nihil ceperit, nec Odo ceperit aliquid, et ita quod omnia placita erunt ante monachum in domo sua, et in tota terra non possit aliquid tradere vel accomodare, sive mansuram, sive terram ad laborandum, nisi per manum monachi ; et quando ibit ad terragium accipiendum, vo-

cabit monachum ad videndum, si voluerit ire vel mittere. De mansura vero, quando monachus et ipse major rustico tradiderint, major vel duos gannos vel duos denarios tantum inde habebit. In hominibus autem cymiterii nihil omnino habebit, nisi in illis qui extra cymiterium terram de suo famulatu laboraverint. Concessionem vero predictam, quam Robertus filius Gauffredi de Somboono pro amore Dei fecit, posuit super altare Beati-Dionisii, et monachi dederunt ei unum bonum palefridum postea quem comes dederat eis ; et cum hac concessione fecit aliam concessionem, quam pater ejus et mater jam fecerant, quicquid scilicet daretur eis vel venderetur de toto feuodo suo, tam in Harponvilari, quam in alio, unde suum non perderent servicium, et inde habuit iterum predictus Robertus alium bonum equum, qui erat Pagani coci ; et tunc concesserunt alii duo filii predicti Gauffridi de Somboono; Gauffredus scilicet, qui tunc discebat litteras, et Goherius qui tunc erat puer parvulus, quicquid pater et frater eorum fecerant ; et tunc quando dederunt ei prefatum equum Pagani coci, concesserunt eis ipse Robertus, et pater suus, et mater sua, feodum Haymardi de Resuintis, quem in Harponvilari clamabat, quem dedit monachis pro anima sua, et pro animabus predecessorum suorum, et pro triginta solidis quos dederunt ei monachi in caritate ; et predictus Gauffredus de Somboono, qui in suo dominio feuodum tenebat, propter servicia sua, que predictus Aymardus nunquam ei reddiderat, quia nonguinus (*sic-?*) erat et terra deserta, sex libras nummorum habuit, et Hildedurgis, uxor ejus, unam unciam auri. De supradicto placito et de pace facta et confirmata, ut supra diximus, cum Odone majore sunt testes : Rotrocus comes, in cujus presentia factum fuit. et Mathildis, uxor ejus, Beatrix comitissa, mater ejus, Gulferius de Vilereio, Gal-



SCEAUX DE ROTROU III

Deuxième comte du Perche.

1100-1144.

Nous avons calqué dans Gaignières Mss. latin 5441^{2} de la Bibliothèque nationale, page 309, le sceau reproduit ci-dessus. Il pendait en cire brune sur des lacs de cuir au bas d'une charte de Belesme dépendant de Marmoutier, et sans date. Mais un autre dessin à peine formé par Gaignières quelques feuillets plus haut (p. 300) porte la date de 1126 et ne laisse aucun doute sur l'existence du sceau de Rotrou III. Toutefois les traits informes indiquent un autre modèle, à savoir : un chevalier, sur un cheval galopant à droite, tient de la main droite non une épée, mais un drapeau flottant ; la légende diffère également : S· ROTROLDI· COMITIS PERTICENSIS. Le revers, indiqué de la même façon, est identique, sauf la direction du cheval.

On remarquera l'absence de toutes armoiries dans ces deux descriptions : c'est une preuve d'authenticité ; aussi ce sont, à notre avis, les seuls dessins du sceau de Rotrou III suffisamment justifiés et authentiques.

terius Gasnellus et alii plures. De concessione vero quam prefatus Robertus, filius Gauffridi, fecit et super altare posuit, sunt testes isti : Gauffredus de Somboono, pater ejus, et mater ejus Hildburgis, qui eum ut hoc faceret adduxerunt ; Paganus de Villa-Perdita ; Matheus Ardens : Aldricus de Monte-Dulci ; Guillermus Anathonus ; Guillermus Delbu et Richerius, filius ejus, et alii plures. De prefata concessione, de feuodo Aymardi de Resuintis, sunt testes : Paganus, cocus ; Blanchardus, famulus ; Odo major de Haponvilari ; Geraldus, cocus ; Cadorellus ; Fuldadus de Haponvilari.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 284 v° et Mss. 20 f. 219. traduite par des Murs, p. 283.

LXXXIX

Guy de Meshenry, en reconnaissance de la sépulture accordée par les moines de Saint-Denis à sa première femme, leur avait donné le tiers de toutes ses dîmes ; mais, sur des difficultés soulevées par son fils Thibaud, Guy abandonna l'autre tiers et reçut avec ses fils une somme de 10 livres dunoises.

1100, 1107.

CARTA GUIDONIS DE MESHENRY

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod Guido de Meshenri[1] dedit Beato-Petro de Cluniaco et Beato-Dionisio de Nogento, et monachis ibidem Deo servientibus, in primis tertiam partem omnium decima-

[1] Vers 1150, Hugues de Mehenry donna au chartrage de Mortagne une petite dime qu'il avait dans la paroisse de Pin-la-Garenne. (*Antiquités du Perche*, p. 135).

rum suarum, pro anima sua, et pro animabus predecessorum suorum, et pro anima uxoris sue prioris deffuncte, matris Theobaldi et Gauffredi, quam apud Beatum-Dionisium predicti monachi susceperunt et sepelierunt. Postea vero, calumpniantibus filiis suis hanc partem, fecerunt predicti monachi hanc concordiam cum patre et cum filiis, quod et hanc partem et alias partes dederunt pater et filii omnes et concesserunt, et secunda uxor Guidonis et uxor Theobaldi ejus filii, filia Ramerii Rufini, et inde habuit Guido de caritate Beati-Dionisii centum solidos Castridunensium nummorum, et Theobaldus, primogenitus filius ejus, quatuor libras et decem solidos, et Gauffredus, frater ejus, decem solidos. Nec reticendum est quod et Guido, et Theobaldus, et Gauffredus, filii ejus, dederunt se Beato-Dionisio...[1]

XC

Etienne du Perche concède aux religieux de Saint-Denis la dîme du pânage dans ses forêts.

Vers 1200.

Carta domini Stephani de Pertico

Noverint universi presentem paginam inspecturi, quod ego Stephanus de Pertico quitto et concedo, monachis Sancti-Dionisii de Nogento, decimam totius pasnagii Maurisilve, et proprios eorum porcos in eodem nemore quittos, immunes a panagio esse ; concedo etiam decimam explanationum ejusdem nemoris ad eos pertinere, cognosco et concedo et sigilli mei munimine confirmo, sicut in carta Rotroci, patris mei, comitis Perticensis,

[1] Cette charte semble incomplete. Il y a là d'ailleurs dans le Cartulaire une page blanche.



1 2

SCEAU D'ETIENNE DU PERCHE

1190.

Etienne, fils de Rotrou IV, devint duc de Philadelphie et mourut en 1125.

Son sceau est conservé en original, aux Archives nationales, pendant au bas d'une charte donnée par son père en faveur du prieuré de Bellême, datée de 1190 (S. 2238). Il a été inventorié par Douet d'Arcq sous le n° 1000. Nous en donnons la copie exacte (n° 1) prise par M. P. de Farcy.

Gaignières l'a connu et en a pris un dessin assez correct (n° 2), précisément au bas de la copie de la charte de 1190 citée ci-dessus, à côté de celui de son père Rotrou et de son frère Geoffroy (Bibl. Nat. Mss. 5441 [2], f. 323.)

La seule différence notable est l'abréviation de la première syllabe du mot *Pertico*, qui n'existe pas en réalité dans l'original, et la forme un peu viciée des lettres de la légende. Nous le donnons d'après le calque fidèle pris par nous sur le manuscrit.



1 2

3

SCEAU D'ÉTIENNE DU PERCHE

Les deux autres empreintes que nous donnons ici sont également copiées sur Gaignières. Nous avons extrait la première du Mss. latin 5441² f. 62, au bas d'une charte en faveur du prieuré de Chuines, publiée dans le Cartulaire Dunois, sous le nº CCIII, datée de 1196, également scellée par son frère Geoffroy V, comte du Perche. Les deux sceaux étaient en cire verte sur lacs de petites ficelles. On remarquera l'ornementation du poitrail, et la formule de la légende.

Nous avons copié le second dans le Mss. latin 5417, f. 97, au bas d'une charte inédite donnée à Chartres au mois de mai 1200. Etienne confirme et prend sous sa sauvegarde le don fait aux moines de l'abbaye de Saint-Père par Jean de Friaize de tout son droit de voierie ou de justice sur leurs biens à Mittainvilliers. Ce dernier seul avait un contre-sceau armorié.

En 1202, Etienne donna à l'abbaye de Belhomert une rente de 100 sols sur la prévôté de Montlandon (*Baluze, Mss.* 38, f. 232).

de confirmatione decimarum explanationum meorum nemorum, in Pertico consistentium, facta plenius continetur.

Copie dans Duchesne, Mss. 22 f. 293.

XCI

Guillaume, évêque de Châlons, comte du Perche, confirme au monastère de Saint-Denis le droit de patronage et de présentation de l'église de Saint-Malo de Mortagne.

Nogent, 1222

CARTA GUILLELMI EPISCOPI CATHALAUNENSIS ET COMITIS PERTICI.

Guillelmus, Dei gratia Cathalaunensis episcopus et comes Pertici, omnibus presentibus et futuris, presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum cartam unam ecclesie Beati-Dionisii de Nogento-Rotrodi datam a Gauffrido, quondam comite Perticensi, diligenter inspiceremus, in ea invenimus quod idem comes contulit eidem ecclesie ecclesiam Sancti-Macuti Mauritanie castri, cum appendiciis suis, cum assensu uxoris sue Beatricis, et filii sui Rotroci ; nos vero, quamvis in possessione presentandi personam ad dictam ecclesiam essemus, peccata antecessorum nostrorum redimere intendentes, pro salute anime nostre et parentum nostrorum, quicquid juris in patronatu vel presentatione dicte ecclesie habemus, ecclesie Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi donamus, et donum a dicto comite factum confirmamus. Ne autem jam dicta ecclesia Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi super dono isto valeat a cujusvis





SCEAU DE GUILLAUME, Évêque de Chalons

Sixième comte du Perche.

Le sceau de Guillaume, fils de Rotrou IV et de Mahaut de Champagne, évêque de Châlons-sur-Marne, est conservé en original aux Archives nationales, J. 399, n° 17, pendant au bas d'une charte datée de mars 1216 (n. s. 1217), publiée par Teulet, dans l'*Inventaire des layettes du Trésor des Chartes*, I, p. 441, et par M. de Romanet, *Documents sur le Perche*, 1er fascicule, chartes, p. 7.

En juin 1217, Guillaume approuva et confirma la concession faite par son frère, Etienne du Perche, « cujus memoria in veneratione sit », d'une rente de 100 sous en monnaie percheronne sur sa prévôté de Montlandon en faveur des moniales de Belhomert, et y apposa son sceau (*Bibl. nat.*, Baluze, 38, f. 232).

(Dessiné sur l'original par M. P. de Farcy).

malicia in posterum molestari, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum in capitulo Beati-Dionisii de Nogento-Rotrodi, anno gracie millesimo ducentesimo vicesimo secundo, mense aprili.

Copie dans Duchesne, Mss., 22 f. 285.

XCII

Giroie de l'Orme, se plaignant que les moines de Saint-Denis avaient fait déborder la rivière de la Rhône sur ses terres, vint en présence du comte Rotrou conclure un accord avec les religieux, et reçut d'eux 100 sols, et ses frères, Robert 20 sols, et Guillaume, alors sur le point de partir pour Jérusalem, un manteau de cuir de Cordoue.

Vers 1190.

CARTA GERONGII DE ULMO.

Notum fieri volumus, tam presentibus quam futuris, quod quedam controversia orta est inter monachos de Nogento, atque Gerongium de Ulmo. Gerongius enim ea ex causa de monachis conquerebatur, videlicet quod in terra sua fluvium, qui Rona dicitur, superfluere atque derivare, ut asserebat, facerent, sic quod sibi suisque hominibus dampnum quandoque inferrent; monachi vero, contra objectioni ejus respondentes, dicebant aquam more solito currere, nihilque ut alveum suum egrediens terras contiguas invaderet impedimenti fecisse. Hanc ergo causam contemptionis atque simultatis domnus Yvo de Remalart, qui tunc temporis dapifer erat, simulque Hamericus de Vireleréio ceterique proceres, sedare cupientes, jamdictum Gerongium persepe convenerunt, et, ut cum monachis pacem iniret, verbis humilibus monendo rogaverunt; qui rem unde agebatur secum retrac-

tans, eamque aliter quam ante credebat esse intelligens, precibus eorum evictus, assensum prebuit, atque in capitulum cum prenominato hanc pacem facturus advenit. Ibi denique, domno Nicholao priore presidente, multisque clericis, militibus atque laicis circumstantibus, pro anima patris sui et parentum suorum, aquam, pro ut petebatur, monachis tam ipse quam fratres ejus Guillermus et Robertus concesserunt, videlicet plenum alveum usque ad crepitudinem ex utraque parte, sic estatis, sicut etiam tempore pluvie hiemalis. Porro de hac pactione atque concessione in perpetuum sine fraude servanda, Gerongius et predicti fratres ejus, fidem suam in manu Hamerici de Virelereio in ipso capitulo dederunt; insuper Hamericus omnia ab illis sicut hic incerta sunt fore tenenda, fidejussorem se ipsum concessit. Prior vero pariter et conventus centum solidos ipsi Gerongio, et uni fratri ejus, Roberto scilicet, vinginti; Guillermo vero alteri, Jerosolimam ituro, manticam de Cornesio, pro pacis caritatisque benedictione largiti sunt. Facta est autem hec compositio in presentia domini Rotroci, comitis Perticensis ; et ut hoc ratum et firmum fiat, ipso laudante, auctoritate sigilli ejus presentem cartam fecimus roborari. Testes autem hujus descriptionis in pagina subtus annotamus : magister Matheus Paganus, presbiter de Margone ; Th. Sonanlia ; Hamericus de Villereio[1] ; Garinus de Essenvillis ; Garinus Borgule ; Guiller-

[1] La famille de Villeray donna deux chevaliers à la première croisade, Geoffroy et Goufier, et un autre, Aimery, en 1202. Ce dernier avait vendu en 1190 pour 35 livres angevines, avec l'assentiment de son père Geoffroy, au prieur de Saint-Martin de Bellême, tous les droits, servitudes et justices qu'il avait sur les terres des moines. (*Cartulaire de Saint-Martin de Bellême*).

Au XII[e] siècle, Hugues de Villeray donna au prieuré de Sainte-Gauburge l'église de la Chapelle-Gatineau, aujourd'hui Preval, ainsi que les dimes qui en dépendaient (*Notice sur le château et les seigneurs des Feugerets*, par le vicomte de Broc).

mus de Malo-Gastello; Stephanus; Robertus, fratres ejus; Galfredus, filius Roberti; Fulcoius Beneventus; Barnerius Petum; G. Tronsalum; Rainaldus, medicus; R. molendinarius; G. Teelin; Odo de Rapola; Handonius; Stephanus Borderus; Engericus de Ontrucio.

XCIII

André de la Bruyère avait donné, de son vivant, à l'église de Saint-Denis de Nogent, où il fut plus tard enterré, la maison de feu Joslin de Broces et le bois de la Louverie. Après sa mort, son fils, Guillaume de la Bruyère, mit en doute cette ample et généreuse donation. Par amour de la paix, le prieur de Saint-Denis, Hubert, offrit à Guillaume une somme de 10 francs, monnaie du Perche. Le comte Geoffroy confirma l'accord par l'apposition de son sceau.

1195

CARTA DEFUNCTI ANDREE DE BRUERIA DE LOUVERIA.

Noverint universi presentem paginam inspecturi, quod deffunctus Andreas de Brueria, cum adhuc viveret, ob remedium anime sue, et animarum antecessorum suorum, assensu et voluntate patris sui Haymerici, et matris sue Isabel, omnipotenti Deo et monachis Sancti-Dionisii de Nogento, in quorum capitulo corpus ejusdem Andree fuit inhumatum, dedit masuram deffuncti Josleni de Broces, quam G. de Torium, nepos ejus, post ipsum tenuit, et boscum qui dicitur de Louveria, sicut dividitur de bosco Robini de Monte-Russeti, et sicut itur recte de Louveria apud Roveriam, usque in amplam viam que ducit de Nogento ad Vilerium, et sicut per eamdem viam reditur ad masuram, ubi ipsa divitur a masura deffuncti Hamaurici de Cortes, et per caput masure superius itur recte usque in amplam viam que, ut jam diximus, ducit de

Nogento in Vilerium, ad quamdam foveam tunc pro meta factam. Nec pretereundum est quod, cum post mortem ipsius et tota hereditas et dominatus de Brueria, per voluntatem Guillermi de Brueria, cui de jure hereditatis acciderat, in manu Guillermi de Lonreio, tunc temporis seneschallo, veniret, monachi petierunt ab illo donum quod eis deffunctus fecerat seneschallus; e contra dicebat elemosinam talem non esse legalem, nec rationabilem. Domnus vero Hubertus, tunc temporis prior, consanguineus prenominati deffuncti, pro bono pacis, et pro possidenda in pace elemosina, dedit jam dicto seneschallo decem libras Andegavenses et cum in dicto termino prior et monachi, cum dicto seneschallo, et aliis multis in unum venirent ad divisionem bosci predicti, Guillermus de Brueria et complices sui, cupientes elemosinam minuere, dixerunt quod deffunctus tale donum non fecerat quale monachi postulabant; tandem prior, consilio seneschalli paci utriusque partis intendentis, et aliorum amicorum suorum qui presentes ibi aderant, pro contemptione[1] removenda, et obtinenda in pace elemosina in futurum, Guillermo de Brueria donum istud laudanti et concedenti, quadraginta francos Perticenses donavit : Hujus rei testes sunt : Hubertus Capreoli, seneschallus Pertici; Philippus Capreoli Gerumguimaudi; Hugo de Brueria, prioris H. pater, et Hamericus frater dicti H. prioris; Guillermus de Belou[2]; Robertus de Soriaco[3]; Ra-

[1] *Sic* pour *contentione*.

[2] Guinebault, seigneur de Bellou, prit part aux croisades; et Hubert de Bellou donna, en 1194, au Chartrage de Mortagne une mine de froment en sa dîme.

[3] En 1090, Bernard de Suré prit part aux croisades. En 1158, Ernaud de Suré assista comme témoin au don fait par le comte du Perche et sa femme Mathilde à l'abbaye de Saint-Lomer de Blois de la vicairerie de la chapelle du Pas-Saint-Lomer (*Recueil des Antiquités du Perche*, par Bart des Boulais, p. 140).

dulphus Lorent; G. de Tornai, hospes maserie monachorum; isti fuerunt ex parte prioris; ex parte vero seneschalli : et Guillermus de Brueria; Rainodus Pesard; Nicholas de Amiliaco; Hugo de Villa-Perdita; Hamericus de Cosnnes; H., filius Philippi Capreoli. Huic rei interfuerunt : Garinus, capellanus Sancti-Lazari; Johannes de Penieres, tunc prepositus, qui hanc cartam manu propria scripsit; Rogerius de Monte-Collein, tunc capellanus prioris; Hubertus Hodierne et alii quam plures. Ne autem in posterum contra hanc rem factam possit ullorum fraudulenta machinatio prevalere in aliquo, ego Gauffridus, comes Pertici[1], presentis scripti paginam sigilli mei munimine feci roborari. Actum anno gratie millesimo quinto, mense martio.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. v° 284 et v° 286.

XCIV

Gilbert de Prulay abandonne à l'abbaye de Saint-Denis la dîme de Corbon, pour un marc d'argent.

1105-1107.

CARTA GILBERTI DE PRULAIO DE DECIMA DE CORBEON.

Gibertus de Prulaio[2], universis in Christo fidelibus ad quos presens scriptum pervenerit, salutem. Noverint

[1] Le 1er juillet 1199, Geoffroy, comte du Perche, est témoin de la constitution du douaire de Blanche, femme de Thibaut III de Trèves « Galfrido comite Pertici... Actum apud Carnotum anno incarnati Verbi MCXCIX. Datum per manum Galterii cancellarii in kalendis julii. Nota Petri » (*Archives nationales*. J. 198). La même année, Mahaut de Bavière, femme de Geoffroy, fut témoin d'une donation faite par Aliénor, reine d'Angleterre, à l'abbaye de N.-D. de Turpenay ou Turpigny, pour l'anniversaire de son fils Richard, datée de Fontevrault, le 21 avril.

[2] La famille de Prulay, une des plus considérables du Perche ne cessa de répandre ses bienfaits sur toute la région.

En 1195, Gilbert de Prulay donna à la Maison-Dieu de Mortagne

universi, presentes pariter et futuri, quod cum discordia verteretur inter me et monachos Sancti-Dionisii de Nogento, super quadam decima que est apud Corbeon, tamdem controversia sopita est in hunc modum, quod ipsi monachi unam marcham argenti mihi donaverunt, et ego concessi eis predictam decimam in perpetuam elemosinam, absque omni molestatione et calumpnia possidendam. Hoc enim Gervasius de Prulai, de cujus feodo erat, concessit et laudavit ; ut autem hoc ratum et firmum haberetur, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

XCV

Don à l'abbaye de Saint-Denis pour 13 livres tournois de la dime de Comblot par Robert de Comblot[1].

1223.

CARTA ROBERTI DE COMBLO MILITIS.

Ego Robertus de Comblou, miles, notum facio omnibus presentem paginam inspecturis, quod ego, de

cinq setiers sur sa terre de Sainte-Ceronne. Les membres de cette famille fondèrent en partie Saint-Eloi de Mortagne, où se trouvaient encore au XVII[e] siècle leurs armoiries sur les vitraux de l'église : *d'argent à un lion rampant de sinople.* Philippe de Prulay fut enterré dans cette église en face le maître-autel. Gilbert de Prulay et Alix de Château-Gontier, son épouse, donnèrent à ce monastère pour la fondation d'une chapelle douze livres tournois.

En 1232, André de Prulay fonda dans l'église de Toussaint de Mortagne une chapelle, pour laquelle il donna une métairie dans la paroisse de Courcerault avec d'autres biens. Il laissa à l'église de Corbon trente-cinq sols de rente, pour entretenir à perpétuité une lampe devant l'autel de la sainte Vierge, et fournir une torche pendant l'élévation, à la messe.

Philippe de Prulay fonda, en 1213, une messe dans cette même église de Toussaint, à condition qu'on sonnerait la cloche tout le le temps que lui ou ses descendants mettraient à venir de leur maison seigneuriale à l'église.

[1] En 1191, Angenulphe de Comblot donna au Chartrage de Mortagne un setier de froment sur sa terre des Landes.

En 1252, Simon de Comblot, chantre à Toussaint de Mortagne,

assensu Agnetis uxoris mee, donavi, pro salute anime mee, ecclesie Beati-Dionisii de Nogento-Rotrodi, tractum decime ecclesie de Comblou ad me jure hereditario pertinentem, eidem ecclesie Beati-Dionisii in liberam elemosinam perpetuo possidendam, et eumdem tractum eidem ecclesie semper garantizare teneor, contra omnes: unde Th. prior et conventus dicte ecclesie meam super hoc benevolentiam actendentes, mihi tredecim libras Turonensium caritative contulerunt. In cujus rei testimonium, ecclesie presentem dedi paginam sigilli mei munimine roboratam. Actum anno gratie millesimo ducentesimo vigesimo tertio.

XCVI

Le chevalier Hubert Chevreuil donne à Saint-Denis la dîme de ses vignes et de son jardin de la Bretèche.

1220.

Carta Huberti Capreoli militis de elemosina.

Universis Christi fidelibus, tam presentibus quam futuris ad quos littere iste perverint, Hubertus Chevruel, miles, salutem in omnium salutari. Universitati vestre notum facio me, cum assensu uxoris mee Mathee, et filiorum meorum, in perpetuam elemosinam dedisse ecclesie Beati-Dionisii de Nogento-Rotrodi, et monachis ibidem Deo servientibus, duas partes decime vinee mee et virgulti mei de Bretechia, scilicet vini et fructuum, annis singulis, sine contradictione aliqua legitime percipiendas. Ego autem bona fide intendens factam elemosinam ser-

approuva le don fait à l'abbaye de la Trappe par Jean Le Franc d'une maison qu'il tenait de lui à Saint-Ouen de Sécherouvre. *Cartulaire de la Trappe*, p. 97).

vare firmam et stabilem, et ne alicujus malitia predictis monachis post decessum meum pertubari posset, uxore mea et filiis meis spontaneis elemosinam istam coram pluribus concedentibus et gratam habentibus, presentes litteras in hujus rei testimonium feci sigilli mei munimine sigillari. Actum anno millesimo ducentesimo vicesimo, mense aprili.

Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 393 v°.

XCVII

Raignaut de Mouçon, évêque de Chartres, en considération de la piété et des vertus des religieux de Saint-Denis de Nogent, qui se vouent en toute ferveur et humilité au culte de Dieu, leur fait plein et entier abandon de toutes les dimes novales présentes et futures dans les défrichements des forêts du comte du Perche.

1189.

CARTA EPISCOPI RAGINALDI DE NOVALIBUS HABENDIS.

Raginaldus, Dei gratia Carnotensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Cum ergo pontificali dignitatis officio de jure nobis incumbat, super decimis de novalibus nostre diocesis disponere et illas ubi salubrius et decentius assignandas viderimus ad honorem Dei et Sancte ecclesie, juxta conscientiam nostram nobis liceat assignare, universis, tam modernis quam posteris, notum fieri decernimus et certum, quod nos constantiam et religionem dilectorum in Christo filiorum monachorum Cluniacencis ordinis, in ecclesia

Beati-Dionisii de Nogento Rotrodi summo regi diligenter famulantium, et ipsos cum omni devotione et maxima sollicitudine in Dei et Beati-Dionisii servitio humiliter desudare considerantes, monachis in predicta ecclesia de cetero Deo servientibus universas decimas de novalibus in nemoribus comitis Perticensis, jam pridem redactis et deinceps reducendis ad culturam, videlicet in Percheto, Maurisilva, Salliceta, cepibus comitis et Claretis pridem concessimus, et adhuc generaliter damus et concedimus, et a prenominatis monachis in perpetuum pacifice et absolute percipiendas. Ut autem presens donum a nobis bona fide factum irrevocatum et stabile perseveret, presentem cartam in testimonium et munimen eisdem monachis dedimus sigilli nostri munimine confirmatam[1]. Datum anno gratie millesimo centesimo octogesimo nono.

[1] Nous avons publié le sceau de Regnault de Mouçon dans la *Sigillographie des évêques de Chartres* insérée dans le *Cartulaire Blésois*, sous les numéros 39 et 74.

Il fut longtemps simplement élu, et le 1er sceau cité ci-dessus est significatif. Il est représenté en simple dalmatique, tenant des deux mains le livre des Evangiles, et au revers on voit un personnage à cheval tenant d'une main une balance.

Dans une charte datée de 1187, Regnault proclame sa parenté avec Guillaume, archevêque de Reims : « Karissimi avunculi nostri Willelmi, Remorum archiepiscopi » et sur sa recommandation, il donne cinq muids de froment sur la grange de Bussay « de Busseio » à Berchères l'Evêque, que l'archevêque venait d'acquérir de Renault de Breteuil, son camerier (Mss. latin 17033, f° 155).

En 1215, il continua la jouissance de la mairie de Saint-Chéron et de tous ses droits à Hugues Cher-Temps, qu'il appelle son maréchal et son homme lige : « marescallus noster et homo ligius ».

XCVIII

Echanges de cens et rentes faits entre l'abbaye de Saint-Denis et la léproserie de Saint-Lazare.

1233.

CARTA DE PERMUTATIONE QUAM FECIMUS CUM DOMO SANCTI-LAZARII.

Galterius, prior et capitulum Sancti-Lazari[1] de Nogento-Rotrodi, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod nos, ecclesie nostre utilitate pensata, causa permutationis, dedimus et concedimus ecclesie Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi, tresdecim solidos annui census, quos habebamus apud insulam Anbondi, et plantam nostram cum suis pertinentibus, que planta cum terra sita est infra vineas de la Gauchettière, dictis priori et conventui pertinentes, et vinginti libras Turonensium cum omni jure et dominio que in dictis rebus habebamus dicte ecclesie Beati-Dionisii in perpetuum possidendas, pro sex solidis annui census quos dicti prior et conventus habebant apud domum nostram, super hebergamentum cum pertinentiis suis situm in cymiterium domus nostre, quod quondam fuit deffuncti Guillermi de Marna, presbiteri, et duobus denariis super hoscham nostram, sitam infra dictum herbergamentum, et pro decem octo denariis quos habebant super dimidium arpentum vinee, quod Thomas Doulripet tenebat, situm supra cimiterium domus nostre, juxta dictum herbergamentum, cum omni jure et dominio que in dictis rebus dicti prior et conventus habebant, salva

[1] La léproserie de Saint-Lazare de Nogent fut fondée en 1091.

decima dictis religiosis in dictis locis domui nostre in perpetuum possidenda. In cujus rei memoriam presentes litteras notari fecimus sigillorum nostrorum munimine roboratas. Actum anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo tertio, mense februario.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 284 v°.

XCIX

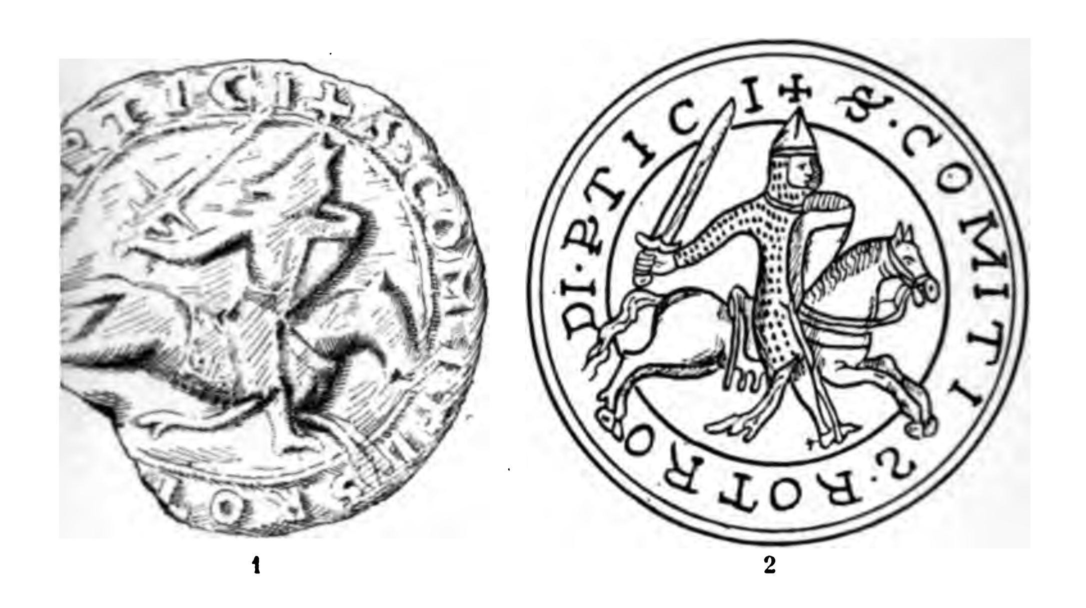
Don par Rotrou, comte du Perche, à l'abbaye de Saint-Denis des dîmes du bourg de Saint-Denis, alors tout entouré de fossés pleins d'eau, et des terres nouvellement défrichées; et d'une charge de bois mort dans la forêt du Perchet.

Mâcon, 1190

CARTA. R. COMITIS PERTICI :

De quictacione tallie, quam dicebat se habere, et de collatione decimarum explanationum factarum et faciendarum, nemorum et pasnagiorum.

Ego, R. comes Pertici, notum omnibus fieri volo quod, dum arriperem iter Jerusalem, in capitulo Beati-Dionisii constitutus, pro salute anime mee et antecessorum meorum, quittavi talliam quam dicebam me debere habere in terra monachorum Sancti-Dionisii, extra burgum Sancti-Dionisii, sicut idem burgus clauditur aquis. Concessi etiam eisdem monachis decimam explanationum nemoris factarum et faciendarum, quod dicitur Les Clairez, et aliorum nemorum consistentium in Pertico in quibus decimas pasnagiorum idem monachi habere dignoscuntur. Concessi etiam eisdem monachis summarium unum habere in nemore quod dicitur Perticulum, ad mortuum nemus, et in meis aliis nemoribus. Ut autem



1 2

SCEAU DE ROTROU IV, 1190

Le premier dessin est dû à la plume de M. Paul de Farcy ; il a été pris sur le moulage du sceau original conservé aux Archives nationales, inventorié par Douet d'Arcq sous le n° 998. Il pendait au bas d'une charte de Sainte-Gauburge, datée de 1190, donnée à Nogent-le-Rotrou : « Hoc factum est apud Nogentum, in aula comitis, anno ab incarnatione Domini M°C°XC°, tempore quo reges Jerosolimam profecti sunt. »

C'est un sceau rond de 0,06. L'empreinte est tellement fruste qu'à peine peut-on y voir un cavalier sur un cheval lancé au galop à droite. Il porte un casque pointu et tient une grande épée à double garde, son bouclier paraît orné d'une large bordure. La selle du cheval est aussi décorée. La légende porte : ✝. S. COMITIS. ROT.... ERTICI.

Le second dessin est de Gaignières (*Bibl. nat. Mss. latin* 5441^{2} *f.* 322).

Le sceau était en cire verte et pendait sur lacs de parchemin au bas d'une charte de 1900, en faveur du prieuré de Belesme, dépendant de Marmoutier. Bien que rudimentaire, comme toujours, le croquis de Gaignières est en grande partie exact. Nous faisons cette réflexion une fois pour toutes.

On remarquera que le bouclier est toujours dépourvu d'armoiries.

hec quictatio et concessio nostra rate et inconcusse permaneant, presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Data anno gratie millesimo centesimo nonagesimo, apud Masticonum[1].

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 284, v°.

C

Raignaud de Mouçon, évêque de Chartres, conformément aux privilèges des papes, concède aux religieux de Saint-Denis le patronage sur les églises qui étaient à leur présentation.

Chartres, 24 juillet 1193.

CARTA ALIA EPISCOPI RAGINALDI CARNOTENSIS

R., Dei gratia Carnotensis episcopus, omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in Domino. Noverint universi presentem paginam inspecturi quod nos, pietatis intuitu, ad preces dilecti consanguinei nostri Hugonis, abbatis Cluniacensis, et carissimi nepotis nostri nobilis viri Gauffridi, comitis Perticensis, concessimus dilectis filiis nostris, priori et capitulo Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi, jus patronatus ecclesiarum in episcopatu nostro, ad presentationem predictorum prioris et capituli spectantium, sicut continetur in privilegiis a summis pontificibus felicis memorie Alexandro videlicet, et Clemente et a Gosleno, pie oppinionis predecessore nostro, episcopo Carnotensi, a jamdictis priore et capitulo impetratis. Quod ne possit oblivioni deleri vel aliquatenus interverti, presenti scripto sigilli nostri caracterem duxi-

[1] Cette charte et celle n° IX ne diffèrent que par quelques mots.

mus apponendum. Datum Carnoti, anno gratie millesimo centesimo nonagesimo tertio; nono kalendas Augusti.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 284 v°. — Publiée dans la *Bibliotheca Cluniacensis*, col. 1491.

CI

Raignauld d'Ouarville, après plusieurs difficultés, se présente devant le chapitre et l'évêque de Chartres et reconnaît, lui et ses fils, les droits des moines de Cluny sur la moitié de la dîme d'Unverre qui sera perçue à frais communs, sauf la construction de la grange dîmeresse et l'entretien du garde qui incomberont aux seuls religieux. Ceux-ci posséderont également la dîme de Saint-Ouen.

1155-1164.

CARTA ROBERTI CARNOTENSIS EPISCOPI DE DECIMA UNIVERRII.

Ego Robertus, Dei gratia Carnotensis episcopus, noverint universi tam presentes quam futuri, Raginaldum de Horravilla contendisse, adversus monachos de Nogento, super medietatem decime de Univerria, quoniam asserebat se non concessisse eis eam, cum ex dono antecessorum suorum eam habuissent. Tandem vero in capitulo Sancte-Marie Carnotensis jura Cluniacensis ecclesie, videlicet prefate decime medietatem, recognovit, et monachis de Nogento eam in perpetuo quiete possidere concessit, idque heredes suos Ragerium, Goslenum Havis, Anastasium itidem concedere effecit, eo videlicet tenore quod antedicta decima tota apportabitur in grangiam monachorum, apud Univerriam, quam monachi proprio facient et reficient et servientem qui grangiam custodiet

similiter de proprio pascent, decimatores vero et tutores segetum communi assensu monachorum et Ragerii sive heredum suorum ibi in tempore messis ponentur, et tum ipsi quam serviens monachorum qui decimam custodiet, fidelitatem facient monachis, et R. sive heredibus suis; nec non et decimam de Sancto-Audoeno prefatis monachis concessit, et prescriptos heredes suos idem eisdem concedere fecit ; et est actendendum quod monachi et predictus R. sive heredes sui, sicut per medium parciantur et habebunt annonam , ita foraginam sive stramen ; et quidem preter personatos viros et canonicos in capitulo residentes, interfuerunt laici pretaxate concessioni et compositioni, quorum nomina subscripta sunt : R. decanus; Hugo subdecanus; G. Brito; Oddo quadrigarius; Gileber de Tarreis; R. de Moneta ; R. Carduillus; Symon , frater ejus; O. de Castriduno; ex parte R. affuerunt: Hebertus Espechel; Galterius de Bovis.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 284 v° et copie f. 292.

CII

Jean, prieur de Saint-Martin des Champs, échange avec les religieux de Saint-Denis de Nogent tous les biens, droits et revenus possédés par son couvent dans la baillie de Chartres, à Berchères-la-Maingot et à Poivilliers, pour ceux que Saint-Denis possédait à Poissac et Cossonville, près de Roinville.

1223

CARTA PRIORIS ET CONVENTUS SANCTI-MARTINI DE CAMPIS DE PERMUTATIONE QUAM FECIMUS CUM ILLIS.

Ego frater Johannes, humilis prior Sancti-Martini de Campis Parisiensis, et ejusdem loci conventus, notum fecimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod cum

ecclesia Beati-Dionisii de Nogento quosdam redditus haberet contiguos ville nostre de Ruenvilla, videlicet in villa de Poeresac et de Asconvilla : et ecclesia nostra infra waillivam Carnoto civitatis, quosdam similiter redditus habent a nobis aliquantulum remotos, et bladum in campi parte de Poivillari, et in decima de Bercheres La Maingot, pro communi ulilitate ecclesie utriusque, inter ecclesiam nostram, ex una parte, et predictam ecclesiam Beati-Dionisii de Nogento, ex altera, assensu et voluntate utriusque partis, nec non et venerabilium patrum nostrorum abbatis et conventus Cluniacensis, facta est permutatio in hunc modum : nos siquidem et ecclesia nostra dicte ecclesie de Nogento concessimus omnes redditus quos habebamus intra baillivam Carnotensem.. ... (*sic*) et partem quam habebamus in majori et minima decima in villa de Berchères La Maingot, et campipartem nostram de Poivillario, ita quod quicquid juris, quicquid libertatis, in eisdem possessionibus sive redditibus habebamus vel habere poteramus, in perpetuum possidebit. Predicti vero prior et conventus de Nogento, quicquid habebant in villis in Poeresac et de Asconvilla, in blado, avena, denariis et omnibus aliis redditibus, et quicquid ibi circa habere poterant vel deberent, nobis in perpetua pace et libertate concesserunt in perpetuum possidenda, ita sane quod ea de quibus predicta intercessit compositio, tam ipsi nobis quam nos ipsis, sicut justum fuit, tenebimur garantizare. Ut autem hec compositio perpetuam obtineat firmitatem, presentem cartam conscribi fecimus et sigillorum nostrorum munimime roborari. Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo tertio, mense maio.

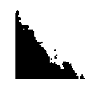
CIII

Lisiard, évêque de Séez, à la prière des moines de Saint-Denis, leur confirme la libre possession de toutes les églises, dîmes et autres revenus, appartenant à leur monastère et situés dans son diocèse.

1233.

CARTA EPISCOPI LISIARDI DE CONFIRMATIONE REDDITUUM CORBONENSIUM

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Lisiardus, miseratione divina Sagiensis humilis ecclesie episcopus, omnibus sancte matris ecclesie filiis, in Domino salutem. Cum nos divine censura dispositionis in populo suo pastores dici, et utinam esse statuerit, certum est nobis incumbere ut pro ecclesiarum statu pervigili cura solliciti simus, servorumque Dei assidue paci et tranquillitati indefesse provideamus. Monachi itaque Cluniacenses in ecclesia Beati-Dionisii de Nogento Domino servientes, humiliter a nobis petierunt ut ecclesias quasdam et decimas aliasque elemosinas in Sagiensi episcopatu jamdudum eis a fidelibus collatas, predecessorum autem nostrorum scriptis confirmatas, nos quoque privilegio auctoritatis nostre, sigillo roborato, confirmaremus. Quorum nos petitioni et humillime supplicationi obtemperare dignum decrevimus, et sic ecclesias suas in episcopatu nostro positas cum decimis et omnibus elemosinis presentis hujus privilegii pagina, sigillo nostro munita, confirmavimus et confirmamus. In primis veteres ecclesias in castro Mauritanie sitas, ecclesia scilicet Beate-Marie, Sancti-Johannis et Sancti-Macuti, cum omnibus appendiciis suis, cum presbiteriis videlicet et decimis, majoribus et minutis ; et in eodem castro, decimam omnium mercatorum, id est decimum mercatum, ecclesiam



quoque Sancti-Germani de Loisiaco, ecclesiam Loisaiel cum appendiciis suis; in castro Mauvas, duas ecclesias Sancti-Petri et Sancti-Johannis, cum omnibus appendiciis suis; ecclesiam Sancti-Hilarii et ecclesiam Sancte-Marie de Buri, et ecclesiam Sancti-Prejetti de Villiers, cum omnibus appendiciis suis, et quartam partem ecclesie et presbiterii de Feins, cum sexta parte majoris decime; ecclesiam iterum Sancti-Audoeni de Verreriis, cum omnibus appendiciis suis; ecclesiam quoque de Comblo, cum omnibus appendiciis suis; ecclesiam iterum de Belloto et ecclesiam Sancti-Martini de Berduis; ecclesiam etiam de Gemagiis et ecclesiam Sancti-Petri de Brueria, cum omnibus appendiciis; ecclesiam de Tesval, cum omnibus appendiciis suis; ecclesiam de Bubertreio, cum medietate decime et quinque solidos quos monachi accipient in altari, post mortem Ade de Loisael; apud Montem-Magneurs, duas partes cujusdam decime in parochia de Curcum; apud Telliacum, quamdam decimam; in parrochia de Corbon, aliam decimam, et apud Landas quamdam partem decime quam dedit Guillermus miles in parochia de Noceio; apud Corbeiho duas partes cujusdam decime; apud Auger aliam decimam in parochia Sancti-Germani de Solligny; apud Corbeon, quamdam decimam, et apud Tesval tertiam partem totius decime; in parrochia de Linerolles, quamdam partem decime; apud Maisonmaugis, duas partes decime cujusdam molendini fullinarii; apud capellam de Monte-Ligino, decimam alterius molendini annonarii; et iterum apud Montem-Rannulphi decimam molendini; apud Sanctum-Hillarium, medietatem decime; tenentur solvere dictis religiosis qualibet ebdomada duos solidos, pene nomine, quamdiu prefati redditus solutio differetur, ad opus ecclesie Carnotensis,

vel ubi jam dicto priori placuerit assignandum. Quod si forte dicti R. et Rich., uxor sua, vel eorum heredes, propter defectum suum, seu alia quacumque causa, dictam terram incultam per anni spatium dimitterent, vel a solutionibus, sicut superius continetur, cessarent, sepedicti religiosi terram illam in manu caperent, et tamdiu sine contradictione aliqua pacifice possiderent et fructus inde exeuntes perciperent, quousque supradicto redditu dampnis, penis et expensis sibi fuisset plenarie satisfactum. Super hac autem venditione tenenda et fideliter observanda dicti Rob. et Rich., ejus uxor, prestiterunt corporaliter juramentum, et quod de cetero in dictis sexaginta solidis causa dotis vel dotalicii, sive alia quacumque causa, per se vel per alios nihil reclamarent. Quod ut ratum et firmum sit in perpetuum, prefatus Rob. et Rich., uxor sua, pro se et heredibus suis, juramento corporaliter prestito, sicut superius dictum est, tenendum et fideliter observandum firmaverunt, et nos ad petitionem partium presenti scripto sigillum curie domini Carnotensis archidiaconi duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo tertio, mense mario.

Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 286.

CIV

Lucas, curé de Saint-Laurent de Nogent, donne à Saint-Denis, sauf l'usufruit, sa vie durante, la terre de la Pordière que le clerc Guillaume avait achetée autrefois pour faire retour audit couvent après sa mort.

1234.

Universis presentes litteras inspecturis, Stephanus, archidiaconus Carnotensis, salutem in Domino. Noverint universi quod Lucas, presbiter Sancti-Laurencii de No-

gento-Rotrodi, si quid juris habebat in terra sita in masura de la Pordiere, quam deffunctus Guillermus clericus dicebatur emisse ab heredibus de la Pordiere, quam Ph., prior Sancti-Dionisii de Nogento, dicebat ad monasterium suum post decessum dicti Guillermi clerici devenisse, quittavit dicto monasterio, ita tamen quod de voluntate dicti prioris, dictus Lucas, vita comite, dicte terre percipiet usum fructum. In cujus rei memoriam, ad petitionem partium, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo quarto.

CV

Roger, doyen de Châteaudun, reconnaît devant les arbitres nommés par le pape, qu'il ne peut exiger le droit de procuration des prieurs de Saint-Gilles, de Saint-Valérien, du Saint-Sépulcre et de Saint-Pierre de Châteaudun.

Décembre 1203.

CARTA DE PROCURATIONE DECANI CASTRIDUNENSIS.

A., Dei gratia Sancti-Euvertii abbas, et Yvo, cantor Sancte-Crucis Aurelianensis, omnibus in perpetuum. Cum inter Rogerium decanum Dunensem, ex una parte, et Sancti-Egidii, Sancti-Valeriani, Sancti-Sepulchri et Sancti-Petri priores Castridunenses, ex altera, causa verteretur super procurationibus quas ab eorum singulis et eorum prioratibus idem decanus, jure sui decanatus, petebat, coram nobis a domno papa super hoc judicibus delegatis; postquam diu in presentia nostra litigarunt, confessus est decanus se didicisse, per viros bonos, prudentes et discretos, quod petendo procurationes

a prioribus supra dictis eos omnino injuste vexabat. Nostro itaque et bonorum virorum fretus consilio, decanus memoratus penitus a lite destitit, supradictos priores et eorum prioratus in bona pace dimittens, sacramenti religione interposita, firmiter asseverans quod nec per se nec per alios super hoc ipsos priores vel successores eorum deinceps aliquatenus vexaret. Nos itaque domini pape vicem [gerentes] in hac parte, ne de cetero que coram nobis acta sunt in dubium revocari contingat ad justiciam, partium compositionem istam annotatam litteris sigillis nostris duximus roborandam. Actum anno gratie millesimo ducentesimo tertio, mense decembri. Super hoc litteras [habemus] sigillatas a predicto decano qui quittavit procurationem.

CVI

Henri, archidiacre de Chartres, abandonne aux religieux de Saint-Denis son droit de patronage sur l'église de Brunelles, et ceux-ci lui cèdent pareil droit sur un des presbytères de Frétigny.

Mai 1217.

Carta de ecclesia de Brunellis

Henricus, Carnotensis archidiaconus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod nos, de concilio reverendi partis ac domini R., Dei gratia Carnotensis episcopi, quittavimus in perpetuum priori et conventui Beati-Dionisii de Nogento Rotrodi, jus patronatus quod habebamus de ecclesia de Brunellis, et idem prior et conventus Sancti-Dionisii nobis quittaverunt in futurum jus patronatus quod habebant in uno presbiteratuum ecclesie de Fretiniaco. In cujus rei et memoriam et munimen presentes litteras

scribi fecimus, et sigilli nostri munimine roborari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo decimo septimo, mense maio. Habemus litteras ab episcopo Carnotensi et capitulo quod hoc concesserunt.

Copie dans Duchesne, Mss. 22, f. 292 v°.

CVII

Les religieux de Saint-Denis abandonnent à l'archidiacre de Chartres les revenus de l'église de Notre-Dame de Nogent sauf la cire, moyennant une redevance de sept livres, monnaie du Perche.

Nogent, juillet 1198.

H. Carnotensis archidiaconus, universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Noverint universi quod H., prior Sancti-Dionisii de Nogento, et ejusdem ecclesie conventus, concesserunt nobis quatuor partes redditus quem habent in ecclesia Sancte-Marie de Nogento[1], quamdiu nominatam tenebimus ecclesiam, vel uni cui illam ad eorumdem presentationem conferemus, pro septem libris Perticensium denariorum, annuatim subscriptis terminis solvendorum, de quibus quadraginta

[1] L'ancienne église Notre-Dame était située dans la rue Saint-Laurent, au dessus de l'hôtel de la sous-Préfecture, près de la salle d'asile, sur un terrain planté aujourd'hui d'acacias. Cet emplacement, autrefois marécageux, lui valut le nom de Notre-Dame des Marais. Elle aurait été bâtie d'abord au XI[e] siècle, et restaurée aux XIII[e] et XIV[e] siècles, par les ducs de Bretagne, seigneurs de Nogent-le-Rotrou; c'était un édifice nullement dépourvu de majesté et grandiose avec sa flèche en forme de pyramide, le portique orné des statues de ses bienfaiteurs, vêtus de manteaux chargés d'hermines et portant leur écu armorié. Elle fut démolie en 1798, sous le faux prétexte qu'elle menaçait ruine. (D'après une note communiquée par madame Lucien Thibault).

solidos ad festum Omnium Sanctorum, alii XL. ad Natalem Domini, alii XL. ad Pascha, vinginti ad festum Sancti-Dionisii persolventur, sessina domini episcopi Carnotensis et nostra et omni occasione cessante, salvis tamen candellis et cereis que eis semper immunia et libera remanebunt; et omnis capellanus ibidem serviturus ad ista persolvenda tenebitur, data inde et fidejussoria et juratoria cautione; idem etiam jurabit quod in omnibus que ad eos pertinent conservabit indempnes. Si autem ab hac pactione defecerimus, vel ille cui predictam ecclesiam conferemus, et ad voluntatem eorum non satisfecerimus, ex tunc nobis predictam pactionem nequaquam tenebuntur observare, sed quatuor partes redditus nominate ecclesie eisdem remanerent libere et immunes, omni contradictione et occasione cessante. Quod ut ratum habeatur et firmum, sigilli nostri munimine confirmamus. Actum anno Domini millesimo centesimo XC° VIII°, mense julii, apud Nogentum.

CVIII

Par un accord amiable dicté par des arbitres, il est décidé que les religieux de Saint-Denis consentent au maintien de l'église de l'Hôtel-Dieu de Nogent, dans laquelle il n'y aura qu'un autel pour l'office divin, une seule cloche, petite, peu élevée au-dessus du toit, qui ne sera sonnée qu'une seule fois le matin, à midi et le soir, les jardins seront exempts de la dîme jusqu'à une surface de trois arpents, le cimetière ne sera que pour les frères, les pauvres et les étrangers décédés dans la maison; pour les autres, la permission du curé sera requise; enfin le pain bénit ne sera point offert du dehors, mais sera le pain ordinaire de l'hospice.

1200.

CARTA DE PACE FACTA CUM MAGISTRO ET FRATRIBUS DOMUS-DEI HUJUS VILLE.

Magister et fratres (domus) helemosinarie de Nogento, universis presentem noticiam habituris, salutem in omnium salvatore. Ad universorum noticiam volumus pervenire, quod cum diutius fuisset causa agitata inter nos, ex unaparte, et priorem et conventum Sancti-Dionisii de Nogento, ex altera, tandem, ex communi assensuet parili voluntate, compromisimus in venerabiles viros et discretos G., abbatem Sancti-Benedicti Floriacensis..... (*sic*), magistrum scolarem, et R., archiepiscopum (*sic*) Aurelianensem, firmiter etiam statuimus nos gratum et ratum habituros quicquid de subscriptis articulis per eosdem foret ordinatum. Ipsi igitur, habito bonorum et prudentum virorum consilio, de capella nostra sic ordinaverunt quod ipsa maneat in perpetuum, assensu et voluntate dictorum prioris et conventus Beati-Dionisii, ita quod unum in ea sit tantumaltare in quo divina celebrentur. De sacerdote sic ordinaverunt : si mercenarium voluerimus habere, unicum tantum habeamus ; conversos precipiamus quotquot voluerimus, sive presbiteros sive laicos ; campanam habeamus modice quantitatis et unicam, et si super ecclesiam illam voluerimus erigere, altitudo pinaculi non excedat quantitatem unius alne. De pulsatione illius campane, sic ordinaverunt : in matutinis semel pulsabitur, a matutina usque ad meridiem semel, ab hora nona usque ad noctem semel. De decimis ortorum sic ordinaverunt : quod orti quos habemus ad presens immunes sint a prestatione decime, et si plus terre ad opus ortorum contingeret nos acquirere, presentibus computatis tantum

tria arpenta sive contigua sive divisa liceat nobis habere sine prestatione decime, et si plus terre acquisierimus que debeat decimam prioratui de Nogento, de illa decima reddemus prioratui de Nogento; de cimiterio sic ordonaverunt : quod cimiterium nostrum sit ad opus fratrum nostrorum ac familie et pauperum et peregrinorum in nostra domo decedentium; et si alius ibi eliget sepulturam, qui non sit conversus noster, non recipiatur nisi de licentia sui sacerdotis. De pane benedicto sic ordinaverunt : non faciemus panem benedictum de aliquo pane oblato, nisi tantum modo de pane quo vescimur. Quod ut ratum maneat et inconcussum, presentium testimonio litterarum et sigilli nostri munimine dignum duximus roborandum. Actum anno gratie millesimo ducentesimo septimo. Sub hac forma habemus litteras a predictis judicibus.

CIX

Les religieux de Saint-Denis s'opposaient à la construction de l'église de Toussaint de Mortagne ; ils y consentirent enfin, et le prieur reçut une prébende de 40 sols avec le titre de chanoine et de confrère, et une stalle dans le chœur, sans être tenu à l'assistance ; aucun cimetière ne se fera sans le consentement du prieur, et l'on se prêtera de part et d'autre secours et conseil.

1203.

CARTA DE PACE FACTA CUM CAPITULO OMNIUM SANCTORUM DE MAURITANIA.

Capitulum Omnium-Sanctorum de Mauritania, universis ad quos presens scriptum pervenerit, salutem. Noverint presentes et futuri quod cum discordia verteretur inter nos, ex una parte, et priorem et capitulum

Sancti-Dionisii de Nogento, ex alia, priore predicto et capitulo asserentibus quod sine eorum assensu nullam capellam, ecclesiam vel oratorium in eorumdem parrochiis erigere poteramus, tandem, post altercationes, concordia facta est in hunc modum. Nos, de generali assensu totius nostri capituli, priorem recepimus in canonicum et confratrem, eidem conferentes et in perpetuam prebedam liberaliter assignantes quadraginta solidos in ecclesia nostra, per triennium capiendos, per manum Mathei de Corbont, et magistri Radulphi oblatarii, et Guarini de Bubertreio, et magistri Roberti de Losello. Post triennium predictos quadrinda solidos eidem ad gratum suum vel prioris qui tunc aderit assignabimus competenter. Quam prebendam tenebit liberam, nec unquam in eadem ecclesia tenebitur desservire ; cum tamen ad eamdem ecclesiam devenerit, stallam habebit in choro, et locum in capitulo inter canonicos nostros, pro canonicatu semper habebitur, et confratre. Cum vero prebende ad certum numerum redigentur, prebenda prioris ad formam aliorum excresset. Adjecimus insuper quod sine assensu et voluntate prioris et capituli Sancti-Dionisii de Nogento nullo modo cymiterium ad nostram ecclesiam perquiremus, nullumque dampnum ecclesie predicte Sancti-Dionisii ut augeamus nostram queremus. Prior etiam nullum dampnum ecclesie nostre perquiret ut sua augeatur, et concilium et auxilium in negociis priori,cum requisiti fuerimus,conferemus, sicut unus nostrum negotio alterius subvenire tenetur et auxilium et concilium fidele prebere. Prior etiam similimodo nobis tenebitur et auxilium et concilium conferre. Hoc tenendum juravimus qui tunc temporis instituti eramus et illi qui instituentur canonici successive, semper cum recipientur jurabunt, quod fideliter semper observabunt, vel si in receptione emissum fuerit juramentum, idem

jurabunt quando tempore competenti a priore fuerunt requisiti. Hoc tenendum juravimus et sigillo episcopi Sagiensis et domni Rothomagensis et domini pape, quando locus affuerit et poterimus, comitisse et comitis cum adierit, faciemus confirmari. Idem etiam prior hoc tenendum juravit et priores qui aderunt instituti hoc tenendum jurabunt. Hanc pacem volumus et laudamus et sigilli nostri munimine confirmamus. Archidiaconus etiam Corbonensis, qui tunc presens erat, ad petitionem nostram presentem paginam sigilli sui testimonio communivit[1].

CX

Le comte Geoffroy revenant des pays d'Outre-Mer, chargé de dettes, demande un secours aux religieux de Saint-Denis. Touchés de sa détresse, ils lui donnent 200 livres. En retour le comte approuve les privilèges et immunités accordés par ses ancêtres aux religieux et leur permet de posséder tous leurs biens en pleine et entière franchise.

Nogent, 1192.

CARTA COMITIS GAUFFRIDI DE LIBERALITATE QUAM CONCESSIT NOBIS.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Gauffridus, comes Pertici, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris, quod, cum fuissem redditus de transmarinis partibus, valde magnis debitis graviter oneratus, ad relaxanda debita mea requisivi venerabilem Hubertum.

[1] L'église collégiale de Toussaint de Mortagne, d'après les historiens, fut construite en 1200, sur l'emplacement même du château de Mortagne donné dans ce but par la comtesse Mathilde. Cette princesse y fonda pareillement deux chapelains pour y prier Dieu pour l'âme de son mari, décédé l'année précédente. Elle fut plus généreuse l'année suivante, et fonda de ses deniers l'abbaye des Clairets, déjà projetée par le comte défunt.

priorem Sancti-Dionisii de Nogento, et monachos ejusdem monasterii, ut, intuitu caritatis, auxilium mihi conferendum subvenirent. Qui vero dictus Hubertus et monachi, auditis meis postulationibus, necessitati mee misericorditer compatientes, ducentas libras Andegavensium caritative michi dederunt. Ego vero, considerans benevolentiam prefati prioris et monachorum, ad petitionem eorumdem, diligenter inquisita libertate ecclesie sue a sapientibus viris et prudentibus, et etiam secundum tenorem cartarum suarum, quas ab antecessoribus meis habuerunt, eamdem libertatem laudavi, concessi et volui, et etiam cartas quas habebant a nobilibus comitibus antecessoribus meis approbavi et confirmavi, ut prenominata ecclesia Beati-Dionisii de Nogento, et monachi ibidem Deo servientes, cum appendiciis suis, cum burgo adjacenti, et burgensibus inibi habitantibus, et omnibus hominibus mansurariis ubicumque in potestate mea commorantibus, liberi sint et immunes ab omnibus exactionibus et consuetudinibus, pacifice et quiete, in perpetuum permaneant inconcussi, et quicquid in terra mea, vel in feodo meo, acquirere poterint, sive elemosina, vel dono, vel emptione, vel emendare voluerint, absque contradictione alicujus hoc fieri sibi liceat ; et ne in posterum a successoribus meis vel ab aliis aliquibus vexarentur hanc presentem paginam confirmavi, et sigilli mei munimine feci roborari. Actum est apud Nogentum, in aula nostra, anno gratie millesimo centesimo nonagesimo secundo. Datum per manum Luce Bonnet, clerici[1].

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 284 v, et copie f. 292 v°.

[1] Geoffroy accompagnait son père Rotrou, qui fut tué lors de la prise de Saint-Jean d'Acre, le 13 juillet 1191, avec Robert, comte de Dreux, Thibault, comte de Blois et de Chartres. Regnault de Mouçon, évêque de Chartres, avait suivi les croisés.



1 3

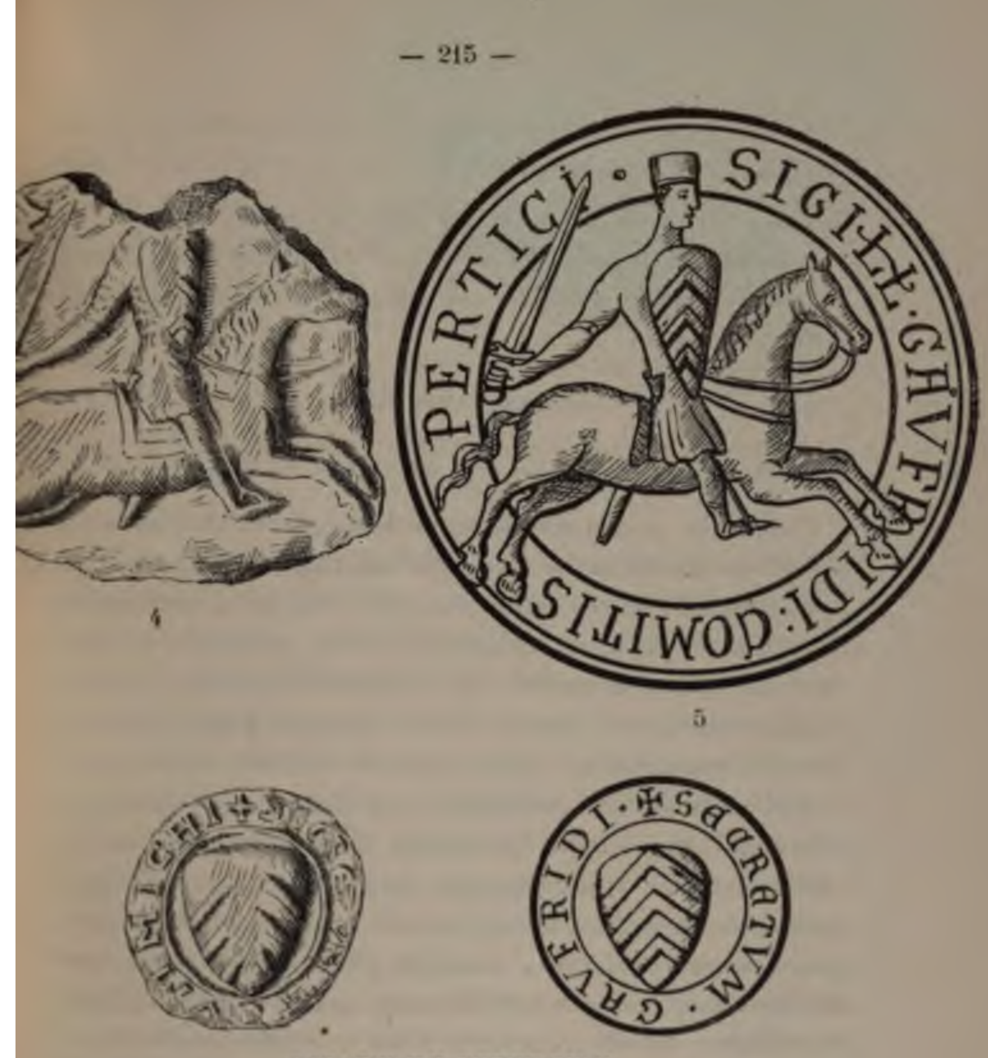
2

SCEAUX DE GEOFFROY V, COMTE DU PERCHE

Nous possédons plusieurs dessins du sceau de ce comte. Le 1er en date (1190) a été donné par Gaignières dans le mss. 5441² f. 323 au bas d'une d'une charte du prieuré de Bellême avec celui du Rotrou, son père et d'Etienne son frère. C'est le n° 1 ci-dessus.

Le n° 2 a été pris par M. de Farcy, sur l'original conservé aux archives de l'Orne, et classé par Demay sous le n° 51. Il n'a pas de contre-sceau.

Le n° 3 également dessiné par Gaignières (Ibidem. f. 62), était en cire verte pendant au bas d'une charte de 1196, publiée dans le *Cartulaire Dunois*, n° CCIII. Il avait un contre-sceau armoirié, que nous donnons en dessous.



SCEAUX DE GEFFROY V.

Les archives de Tours conservent l'original de ce second type. Il est malheureusement très fruste et la légende est brisée. Douet d'Arcq l'a inventorié sous le n° 999. Il est pendant au bas d'une charte datée de 1197 (n° 4).

Enfin le dernier (n° 5) a été dessiné par Gaignières (*Mss. latin 5185*) au bas de la charte publiée sous le CXXXIV dans le *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, datée de 1196. Il diffère peu des deux précédents, sinon par le casque du chevalier et la légende du contre-sceau : ✝. SECRETVM · GAVFRIDI, au lieu de : ✝ SECRETVM · MEVM · MICHI ·

En qualité de bienfaiteur du chapitre, son nom et son éloge furent inscrits dans le nécrologe, le jour des nones d'avril (5 avril).

CXI

Sentence arbitrale au sujet du cours d'eau des moulins de Grandin, par laquelle les religieuses de l'abbaye des Clairets sont condamnées à payer aux religieux de Saint-Denis neuf livres de rente.

31 décembre 1236.

CARTA DE PACE FACTA CUM MONIALIBUS DE CLARETIS.

Universis presentes litteras inspecturis, A[1], humilis abbatissa de Claretis, Cisterciensis ordinis, salutem in omnium Salvatore. Noverint universi, quod cum inter nos ex una parte et religiosos viros priorem et conventum Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi, Cluniacensis ordinis, ex altera, coram diversis judicibus ordinariis seu delegatis cause fuissent diutius agitate tam super molendinis quibusdam, et muro eis adjacente, sitis apud predictum Nogentum que Grandini molendini vulgariter nuncupantur, quam super ductu aque ad eadem molendina, et situ eorum, et aquarum divisione, quam super herbagio, usuagio et pasnagio nemorum de Claretis que modo possidemus, quam super decimis novalium, quam super veteribus decimis quibusdam, diu, a retroactis temporibus, in terris nostris, a dictis monachis perceptis, quam super situ etiam ipsius abbatie nostre, et tandem compromisimus nos ex una parte, et dicti monachi ex altera, in reverendum patrem G. abbatem de Trappa, Cisterciensis ordinis, visitatorem nostrum, super omnibus predictis articulis, de mandato nostro, per dilectum confratrem nostrum Guidonem in

[1] Anne fut abbesse des Clairets de 1232 à 1237.

manus nostras prestito juramento, pena etiam centum marcarum argenti a nobis apposita, quod arbitrio ipsius abbatis staremus, die martis proxima ante circumcisionem Domini, ad proferendum arbitrium nobis et dictis monachis a dicto abbate assignata, et eadem die predictis priore et conventu in capitulo Beati-Dionisii de dicto Nogento ad audiendum arbitrium pro se presentibus, et nobis de mandato conventus nostri in dicto capitulo ad audiendum arbitrium pro nobis et conventu nostro similiter comparentibus, dictus abbas ibidem dictum suum protulit in hunc modum :

Universis presentes litteras inspecturis, frater Galterius, humilis abbas de la Trappa, Cisterciensis ordinis, et visitator abbatie de Claretis, salutem in Domino, et orationum suffragia. Noverint universi quod cum inter religiosos viros priorem et conventem Beati-Dionisii de Nogento-Rotrodi, Cluniacensis ordinis, ex una parte, et religiosas mulieres abbatissam et conventum Beate-Marie de Claretis, Cisterciensis ordinis, ex altera, coram diversis judicibus ordinariis seu delegatis cause fuissent diutius agitate, tam super molendinis quibusdam et muro eis adjacente, sitis apud predictum Nogentum, que Grandini molendina vulgariter nuncupantur, quam super ductu aque ad eadem molendina, et situ eorum et aquarum divisione, quam super herbagio, usuagio et panagio nemorum de Claretis, que modo possident dicte moniales, quam super decimis novalium, quam super veteribus quibusdam decimis, diu, a retroactis temporibus, in terris monialium a dictis monachis perceptis, quam super situ etiam ipsius abbatie, tandem utraque pars, saniore ducta consilio, in nos super omnibus predictis articulis compromisit, in animas utriusque conventus prestito juramento, pena etiam centum marcharum argenti apposita quod arbitrio nostro

starent. Nos vero, die martis proxima ante circumcisionem Domini ad audiendum arbitrium dictis partibus a nobis assignata, dictis presente priore et conventu suo in capitulo Sancti-Dionisii de dicto Nogento, et abbatissa predicta, pro se et conventu suo, coram nobis ibidem constituta, arbitrando statuimus dicta molendina cum muro adjacente ubi sita sunt, dictis monialibus pacifice et absque calumpnia aliqua de cetero debere remanere cum ductu aque libero ad eadem molendina, aquam vero arbitravimus dividendam per arbitros duos vel tres a partibus eligendos, viros providos et peritos in aquis dividendis, prout magis in his partibus poterunt inveniri, qui aquam dividant fideliter secundum numerum molendinorum utriusque partis, quotiens necesse fuerit et partes sibi viderint expedire. Poterit autem utraque pars molendina sua meliorare et renovare, et que lignea sunt, si voluerit, in lapidea commutare, dum tamen dampnum apparens sibi invicem non inferant vel gravamen. Poterit etiam utraque parsductum aquesue liberare sine dampno alterius partis vel gravamine manifesto, mundationem vero beziorum et retrobeziorum unius partis sustinebit pars altera sine predicte pene periculo vel juramenti, dum ad hoc maliciose non procedant, licet pars a parte in aliquo per hoc gravaretur; statuimus etiam arbitrando quod, in nemoribus de Claretis dictarum monialium, nihil servitutis, vel consuetudinis, vel etiam cujuslibet alterius juris possint dicti monachi de cetero reclamare, nec super situ abbatie de Claretis eis questionem movere, super hiis omnibus dictis monachis perpetuum silentium imponentes; dictas vero moniales arbitrando condempnavimus ad solvendum dictis monachis, apud dictum Nogentum, in prioratu Sancti-Dionisii per manum vel per mandatum ipsarum, singulis annis, vinginti libras Turo-

nensium vel equivalentis monete terminis inferius annotatis, videlicet quatuor libras infra octavas beati Dionisii et centum solidos infra octavas Nativitatis Domini, tali modo quod pro qualibet septimana qua in aliquo terminorum in solutione deficerent quinque solidos pro pena dictis monachis solvere tenerentur ; condempnavimus etiam arbitrando easdem moniales ad solvendum predictis monachis veteres decimas de terris suis, in quibus antea perceperunt et sicut percipere consueverunt, non obstantibus aliquibus privilegiis a sede apostolica impetratis et optentis, et de cetero impetrandis et obtinendis; de decimis vero novalium arbitrando statuimus quod a predictis partibus eligantur arbitri duo vel tres, viri providi et discreti qui, inspectis privilegiis et instrumentis pro utraque parte facientibus, de decimis novalium, pace vel judicio diffiniant inter partes et partes teneantur quod statuerint arbitri vel pars major eorum inviolabiliter observare; statuimus etiam arbitrando quod, si super predictis articulis aliquando inter partes contentio orietur, per arbitros duo vel tres, viros providos et discretos, a partibus eligendos, ipsa contentio penitus sopiatur, instrumenta vero omnia ab utraque parte super predictis contentionibus vel occasione ipsarum contentionum a quibuscumque judicibus optenta arbitrando statuimus nullum robur penitus obtinere. Actum anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo sexto, in festo beati Silvestri.

Nos vero dictum arbitrium a dicto abbate prolatum, sicut superius est expressum, ratum et firmum habemus, voluimus quod si aliquando scienter contra dictum arbitrium veniremus, ad predictam penam teneremus. In cujus rei testimonium et munimen presentes litteras dictis monachis dedimus sigilli nostri munimine ro-

boratas. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo sexto, mense januario.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f° 185. — *Cartulaire des Clairets*, charte XLII.

CXII

Les hôtes et vassaux de Saint-Denis venant acheter sur le marché de Nogent devront payer au comte du Perche deux sous une fois par an, sans pouvoir se réunir en société pour éviter ce droit, ni faire les achats par commission les uns pour les autres. S'il se forme une société, elle devra verser deux sous pour chacun des membres. En compensation de ce privilège, les hôtes et vassaux de Saint-Denis payèrent au comte la somme de trente livres, monnaie du Perche.

20 septembre 1240.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis Jacobus, dominus Castri-Gunteri et Nogenti-Rotrodi, salutem in omnium salvatore. Noveritis quod cum ego dicerem me esse in possessione vel quasi percipiendi a singulis hospitibus seu stagiariis prioris et conventus Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi, ementibus in villa de dicto Nogento, in die mercati, ad pondus quod plumbata[1] vulgariter appellatur, quamdam summam pecunie semel in anno, sive certa taxatione pro mee voluntatis arbitrio.

[1] Cette redevance était appelée *Plommée* du mot *plumbata*, poids en plomb. Précisément Du Cange (édition Favre) cite ce passage de notre chartre comme unique explication de cette servitude. Malheusement aucun autre document local ne vient nous expliquer le mode, la raison d'être, la nature de cette coutume. Le comte avait là sans doute un officier, ayant la garde du poids étalon en plomb, pour vérifier le poids exact des denrées vendues, moyennant une redevance déterminée.

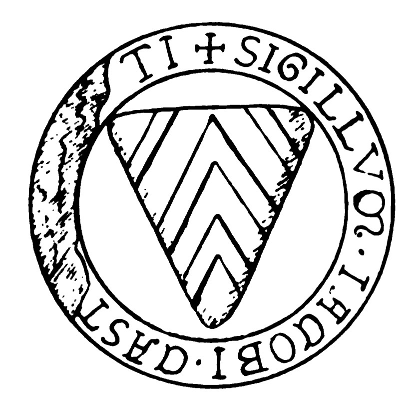
nsideratis facultatibus eorumdem, et in eadem posses-
ssione vel quasi antecessores meos dicerem fuisse simi-
er ab antiquo; tandem inter dictos hospites seu sta-
arios dictorum prioris et conventus, ex una parte, de
ncensu et voluntate dictorum prioris et conventus et
e, ex altera, ordinatum fuit super hoc in hunc modum:
delicet quod singuli dictorum prioris et conventus hos-
tes seu stagiarii, predicto Nogento ementes, ad predic-
m pondus, in predicta villa, in die mercati, semel in
nno, quando a preposito meo vel ab alio de mandato meo
erint requisiti, duos solidos monete currentis in dicto
ogento predicto preposito vel mandato meo pro singulis
ddere tenebuntur, ita videlicet quod si aliquis predic-
rum hospitum seu stagiorum, per se vel per alium, de
opria familia sua manente in domo propria dicti hos-
tis seu stagiarii et vivens de proprio pane et pro-
rio vino, et propriis sumptibus vel expênsis ejusdem, ad
redictum pondus, in predicta villa, emerit de propria
ecunia ejusdem hospitarii seu stagiarii et nomine ip-
us, ita quod totum commodum vel incommodum pro-
eniens ex illa emptione a dicto predicto hospite seu sta-
iario acquiratur nomine suo, quod nihil ex hoc acquira-
ur emptori ratione societatis et conventionis initarum in-
er ipsos pro mercimoniis contrahendis, sive sit unus emp-
or, sive sint plures emptores, per quos ita emerit dictus
tagiarius sive hospes, quasi pro una plumbata, licet
mant ad plures plumbatas, duos solidos solvere tene-
itur pro plumbata. Si vero aliquis predictorum hos-
itum seu stagiorum suspectus habeatur a me vel a
reposito meo, vel ab alio gerente vices prepositi, quod
ictos duos solidos non solverit pro plumbata semel
n anno illo, et eos affirmaverit se solvisse, tenebitur
uper hoc semel in anno fidem facere, prestito cor-

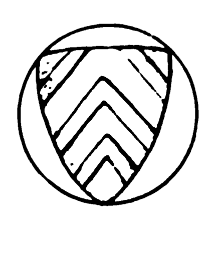
poraliter juramento, in presenti a me vel a preposito meo vel ab alio gerente vices prepositi requisitus. Si vero dictum juramentum ab ipso gagians facere recusaverit, idem hospes seu stagiarius prestabit duos solidos pro plumbata, et nihilominus solvet emendam, secundum consuetudines et jus patrie approbatas, alioquin dictus prepositus vel gerens vices prepositi, saccum cum fillato predicti hospitis seu stagiarii capere poterit in dicto mercato, et ea tamdiu detinere donec secundum hanc formam mihi, vel preposito meo, vel aliis loco mei gerenti vices prepositi, fuerit satisfactum ; et si prepositus vel gerens vices prepositi tunc temporis in presenti non vellit juramentum recipere gagiati, ex tunc non tenebitur dictus hospes seu stagiarius in eo anno prestare, nec prepositus poterit in eo anno exigere a dicto hospite seu stagiario de solutione dictorum duorum solidorum, non facto hujus modi juramento ; si vero affirmans se solvisse predictum juramentum gagiare noluerit, saccus ejus cum fillato a predictis capi poterit et tamdiu detineri donec dicti duo solidi fuerint persoluti ; similiter si aliquis predictorum hospitum seu stagiariorum, dicens se emere nomine suo et solum de propria pecunia sua et que ad eum solum pertinet, commodum vel incommodum proveniens ex illa emptione, suspectus habeatur quod emat alterius nomine, vel quod de aliena pecunia, in toto vel in parte, vel quod alteri acquiratur commodum vel incommodum ex illa emptione proveniens in toto vel in parte, ratione societatis et conventionis initarum inter ipsos pro mercimoniis contrahendis, tenebitur super hoc semel in anno fidem facere in presenti, prestito juramento a predictis requisitus, alioquin saccus ejus cum fillato capi poterit in mercato a predictis et tamdiu detineri donec ipse pro se et singulis sociis suis solverit, nisi

ipse et alii socii antea solverint vel solvere voluerint requisiti ; si autem aliquis predictorum hospitum seu stagiariorum dicens se emere nomine alieno et de aliena pecunia que alteri pertinet totum commodum vel incommodum proveniens ex illa emptione, suspectus habeatur quod emat de propria sua pecunia, in parte vel in toto, et nomine suo proprio, et que ad eum pertinet, commodum vel incommodum ex illa emptione proveniens, in parte vel in toto, sive sit filius uxoratus vel non uxoratus, in potestate patris vel emancipatus, sive sit filia uxorata vel non uxorata, in potestate patris vel emancipata, vel serviens, vel aliquis alius de propria familia, vel extraneus vel vicinus, tenebitur fidem facere semel in anno, proprio juramento in presenti a predictis requisitus, quod ad ipsum commodum vel incommodum in toto non pertinet, nec in parte, ratione societatis et conventionis initarum inter ipsos pro mercimoniis contrahendis, alioquin saccus ejus cum fillato, a predictis capi poterit et detineri prout superius est expressum ; item predicti hospites seu stagiarii poterunt in dicto mercato emere ad plumbatam, per vicinum sive extraneum, si sibi viderint expedire, dum tamen ille per quem emere facient, si nomine suo proprio aliquid emerit, ad plumbatam predictos duos solidos solvere pro se tenebitur, et nihilominus alios duos solidos, pro eo cujus nomine emerit, nisi idem pro quo emetur predictos duos solidos antea semel in anno solverit vel paratus sit solvere requisitus; item predicti hospites seu stagiarii quotquot ement ad plumbatam, in die mercati, tenebuntur, requisiti, durante illo mercato, jurare in presenti semel in anno, se nullam societatem in illo anno contraxisse pro dictis mercimoniis faciendis, vel solvere dictos duos solidos pro singulis sociis suis, si quos habeant vel habuerint, nisi dicti socii eos antea solverint eo anno.

vel solvere voluerint requisiti; alioquin sacci eorum cum fillato poterunt a predictis capi et detineri, secundum formam subscriptam; quod si predicti predictum juramentum gagiatum et oblatum recipere recusaverint, in presenti illud amplius exigere non poterunt eo anno, et si post modum societatem hujusmodi contraxerint eo anno, sub debito prestiti juramenti tenebuntur, infra octo dies a die societatis inite inter eos, hoc dicere preposito meo vel alii vices prepositi tunc gerenti, et si plures sunt socii et unus nomine omnium emerit, de eorum communi pecunia, emptor ille tenebitur pro se et singulis sociis singulos duos solidos solvere pro plumbata, nisi socii antea in eo anno eos solverint vel parati sint solvere requisiti; alioquin saccus ejus cum fillato a predictis capi poterit et detineri, prout superius est expressum. Omnia autem premissa juramenta, semel in anno, durante mercato, exigere poterunt supradicti, que gagiata et oblata per se vel per mandatum suum recipere poterunt; que si recusaverint recipere in presenti, ea amplius exigere non poterunt eo anno. Pro hac autem ordinatione seu compositione in perpetuum firmiter observanda, dederunt hospites seu stagiarii supradicti mihi, de consensu et voluntate predictorum prioris et conventus, vinginti et decem libras Perticensium, de quibus me teneo pro pagato. Per istam autem compositionem seu ordinationem, predictis priori et conventui et predictis eorum hospitibus seu stagiariis, ut mihi et successoribus meis quantum ad alia, nullum commodum vel incommodum generari volumus. In cujus rei robur et testimonium presentes litteras predictis priori et conventui, et predictis eorum hospitibus, dedi sigilli mei munimine roboratas. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo quadragesimo, in vigilia beati Mathei evangeliste.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22 f. 285 et 285 v°.





SCEAU DE JACQUES DE CHATEAU-GONTIER

Seigneur de Nogent-le-Rotrou.

Le sceau de Jacques de Château-Gontier a été dessiné par Gaignières, dans le mss. 5185. i, f. 58, au bas d'une charte de 1253, dont il ne donne que l'incipit, et qui était un accord entre ledit comte et le chapitre de la cathédrale de Chartres, pour une redevance de deux muids d'avoine dus au comte par les vassaux du chapitre demeurant à Grandhoux, sauf à ceux-ci la liberté de faire paitre leurs bestiaux dans ses bois.

Ce sceau existe en original aux Archives nationales, et a été inventorié par Douet d'Arcq, sous le numéro 1765, et publié par MM. de Broussillon et de Farcy dans la *Sigillographie des seigneurs de Laval* sous les numéros 53 et 54. Le contre-sceau, avec la légende : VERITAS orne la couverture de la *Revue : Documents sur la province du Perche*. Ce dernier sceau est appendu à une charte conservée aux *Archives nationales*, J. 228, numéro 1, datée de 1257. C'est un accord par lequel Jacques renonce à ses droits sur les villes de Bellême, Mortagne, la Perrière, Mauves et le reste de la succession du Perche, en faveur du roi de France, moyennant une rente de 300 livres sur la terre et châtellenie de Maison-Maugis.

CXIII

Bulle de Clément III, qui confirme toutes les possessions et privilèges du monastère de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou.

1187.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Symoni, priori monasterii Sancti-Dionisii de Nogento, ejusdem fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis, in perpetuum. Religiosis desideriis dignum est facilem prebere consensum, ut fidelis devotio celerem sorciatur effectum, et tanto libentius sacre religionis observantie et aliis bonis operibus insistat, quanto se senserit ab apostolica sede super beato proposito benignius confoveri. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus gratum impartientes assensum, prefatum monasterium Sancti-Dionisii de Nogento, in quo Domino mancipati estis obsequio, ad exemplar felicis memorie predecessoris nostri Alexandri pape, sub beati Petri et nostra protectione suscepimus, et presentis scripti privilegio communivimus, statuentes ut quascumque possessiones, quecumque bona idem cenobium in presentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum, concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant, in quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : ecclesiam Beati-Hilarii de Nogento, cum capellanis et appendiciis suis ; burgum Sancti-Dionisii liberum et absolutum ab omni juridictione et exactione alicujus ; furnos, piscariam in eadem villa, molendina, nemus de Crosillis, et calefactiones

de nemoribus comitis, et reparationes ad domos proprias ruricolas, circa aquam Edulie et ultra aquam, cum propriis methereis, decimam thelonei ejusdem castri, in hiis omnibus burgensibus videlicet et rusticis, totum dominium preter duellum ; ecclesiam Sancte-Marie de Margon ; duos modios decime apud Arciseas ; ecclesiam de Petra-Fixa ; ecclesiam Sancti-Martini de Brunella ; ecclesiam de Campo-Rotundo ; capellam Sancte-Marie Magdalene de Ferraria ; ecclesiam de Codrecol ; ecclesiam Sancti-Andree de Fretiniaco ; ecclesiam Sancti-Albini de alio Campo-Rotundo : ecclesiam Sancti-Petri de Harponvilare, cum appendiciis suis ; ecclesiam Sancti-Hilarii de Belonvilla ; ecclesiam Sancte-Anastasie de Louvillerio ; ecclesiam Sancti-Martini de Unverrio, cum appendiciis suis ; capellam de Orrveo ; ecclesiam de Flaciaco, cum appendiciis suis ; ecclesiam [Sancti] Sepulchri cum burgo et molendinis, furnis et aliis appendiciis suis ; domum in Carnotensi urbe et omnia que ibidem rationabiliter possidetis ; rusticos apud Roemvillam et quecumque alia in Carnotensi parrochia canonice possidetis ; ecclesiam Sancti-Petri de Bosvilete cum appendiciis suis, que in eadem parochia sita est ; ecclesiam Sancti-Petri de Cetone cum burgo, et molendinis, et furno, et rusticis, et appendiciis suis : ecclesiam Sancti-Ulfacii cum appendiciis suis, et quecumque in Cenomanica parrochia possidetis ; ecclesiam Sancti-Martini de Berzelis ; ecclesiam Sancti-Petri de Brueria ; ecclesiam Sancti-Audoeni de Verreciis ; ecclesiam Sancti-Martini de Berlou, cum appendiciis suis ; ecclesiam de Gimagiis ; ecclesiam Sancte-Marie de Buri ; ecclesiam de Tadentivilla prope Mauritaniam, cum quadam parte decime ; decimam de Buberthe ; ecclesiam Sancti-Petri et Sancti-Johannis de Mauvis, cum agripenno prati ; decimas apud Corbon ; ecclesiam Sancti-

Hilarii de Comblou ; decimas apud Corgou ; ecclesiam Sancti-Martini de Loiseel ; ecclesiam Sancti-Prejecti ; ecclesiam Sancti-Gervasii de Fennis ; ecclesiam Sancti-Germani de Loseio, cum capellanis et appendiciis suis ; ecclesiam scilicet Beate-Marie et ecclesiam Beati-Macuti et ecclesiam Sancti Johannis que sunt posite in Mauritanie castro ; decimam thelonei de Mauritania cum furno ; decimam pasnagii de Resnou, et de eodem nemore calefactiones et reparationes domorum monachorum de Loseio ; quicquid juris habetis in ecclesia Sancti-Hilarii juxta Sanctam-Ceronam ; decimam de Tesvallo ; decimam apud Tortum-Robur ; decimam apud Linerolles ; decimam de Corbeon et quicquid juris habetis in parrochia Sagiensi in cymeteriis, primiciis, burgensibus, molendinis, in agris, pratis, sive aliis possessionibus, vobis auctoritate sedis apostolice confirmamus. Liceat etiam vobis in ecclesiis vestris presbiteros eligere, et diocesano episcopo presentare, qui si idonei fuerint ab episcopo gratis et absque pravitate aliqua curam animarum suscipiant, eique de plebis cura rationem reddant, vobis autem pro rebus temporalibus debitam subjectionem exibeant. Adjicientes insuper, auctoritate apostolica, prohibemus ut nulli archiepiscopo vel episcopo liceat in predictum monasterium vel in vos interdicti vel excommunicationis sententiam promulgare, aliquasque consuetudines ibi exigere, seu alicujus gravaminis causa manum apponere, vel missas publicas seu staciones sine assensu vestro celebrare, quatinus ab omni servicii secularis infestatione securi, omni gravamine mundane oppressionis remota, in sancte religionis observatione sedulli ac quieti, Domino annuente, permaneatis. Si vero in atrio vestro, vel in sanguinis effusione, vel in verberum illatione, sive in aliquo hujusmodi violentiam contigerit irrogare, forte nequaquam

propter hoc a divinis ecclesia nequaquam (*sic*) prohibeatur officiis. Libertates siquidem, immunitates, nec non antiquas et rationabiles consuetudines monasterio vestro concessas, et actenus observatas, ratas habemus, easque futuris temporibus illibatas manere sancimus. Crisma vero, oleum sanctum, consecrationes altarium seu basilicarum, ordinationes clericorum, qui ad sacros ordines fuerint promovendi, et cetera ecclesiastica sacramenta, a diocesano suscipiatis episcopo, si quidem catholicus fuerit et gratiam atque communionem apostolice sedis habuerit et ea gratis et absque pravitate aliqua vobis voluerit exhibere, alioquin liceat vobis quemcumque malueritis adire antistitem catholicum, qui nimirum, nostra fultus auctoritate, quod postulatur indulgeat. Sepulturam preterea ipsius loci liberam esse decernimus ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati sint, nullus obsistat, salva tamen justicia illarum ecclesiarum a quibus corpora mortuorum assumuntur; ecclesiarum vestrarum decime si a laicis obtinentur, si secundum Dominum eorum potestati subtrahere vestre religionis reverentia poterit, ad vestram et pauperum gubernationem vobis liceat possidere. Precepimus etiam ut omnes ecclesie seu capelle vestre et cymeteria libera sint et omnis exactionis immunia, preter consuetam episcopi paratam, et justiciam in presbiteros, si adversus sui ordinis offenderint dignitatem; prohibemus etiam ut infra fines parrochiarum vestrarum, nullus ecclesiam vel oratorium, sine assensu vestro, edificare presumat, salvis tamen privilegiis Romanorum pontificum; sansimus insuper ut donationes et alienationes que de possessionibus capituli vestri et locorum vestrorum, absque consensu ipsius capituli, vel majoris partis, vel sanioris, a quadraginta annis infra

illicite facte sunt, legitime revocentur, et ne de cetero taliter fiant auctoritate apostolica prohibemus. Confirmamus etiam ne cellarum vestrarum ubilibet positarum fratres, pro qualibet juridictione vel excommunicatione, divinorum officiorum suspensionem patiantur, scilicet tam monachi ipsi quam et famuli eorum, et qui se monastice professioni devoverunt, clausis ecclesiarum januis, non admissis diocesanis, divine servitutis officia celebrant, et sepulture debita peragant. Concedimus etiam vobis laicos seu clericos seculares, liberos et absolutos, nisi pro certis criminibus excommunicati sunt, ad conversionem seu sepulturam per loca vestra suscipere; pro altariis quoque et ecclesiis vestris nulli episcoporum facultas sit gravamen aliquot vobis aut molestias irrogare, sed quicquid juris in eis habuistis canonice in futurum habeatis; inhibemus etiam ne terras, seu possessiones alias, et thesauros ecclesiarum vestrarum liceat alicui vendere, seu alio modo alienare, vel loco pignori obligare, vel alicui fratrum vestrorum pro aliquo fidejubere, absque consensu capituli vestri, aut majoris et sanioris partis; quod si factum fuerit, decernimus irritandum; paci quoque et transquillitati vestre paterna imposterum sollicitudine providere volentes, auctoritate apostolica prohibemus ut infra clausuras locorum, seu grangiarum vestrarum, seu cymiteriorum ambitum, nullus volentiam, vel rapinam, seu furtum committere, vel sacrilegum ignem apponere, hominem capere vel interficere, aut quamlibet personam ausu temerario ledere audeat. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum fas sit prefatum monasterium et loca ei subdita temere perturbare, aut eorum possessiones auferre, aut ablata tenere, retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integre conserventur eorum pro quorum gubernatione

ac sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva sedis apostolice auctoritate, et Cluniacensis monasterii ad quod specialiter spectat debita reverentia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam, sciens contra eam temere venire tentaverit, secundo tertiove commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et domini redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat; cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatinus et hi fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen.

Extrait dans Duchesne, Mss. 22, f. 220. — Publiée dans le *Bullarium Cluniacense*, p. 92, col. 2. — Citée dans le *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny*, V, n° 4316, p. 676.

CXIV

Bulle du pape Urbain II qui confirme et augmente les possessions et privilèges de l'abbaye de Cluny.

9 janvier 1097.

Urbanus... cum omnium fidelium... Datum Lateranis, V idus januarii, indictione octava.

(*Cette bulle est d'un intérêt absolument général; le monastère de Nogent n'y étant pas nommé, nous n'en donnerons pas le texte*).

Bibliotheca Cluniacensis, col. 520. — *Bullarium Cluniacense*, p. 30, col. 1. — Citée dans le *Recueil des Chartes de Cluny*, V, p. 66, n° 3720.

CXV

Le prieur de Saint-Denis consentit à la construction du monastère de Saint-Eloy de Mortagne sur le territoire de Saint-Ouen de Tesval dont il avait le patronage ; en retour il lui sera payé chaque année une redevance de 50 sous, et le supérieur de Saint-Eloy, dans les quinze jours qui suivront sa prise de possession, devra venir à Saint-Denis jurer fidélité au prieur, recevoir et héberger celui-ci et sa suite dans sa maison, une fois chaque année, et s'il vient le jour de la fête patronale, lui laisser chanter la messe solennelle.

1234.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Bernardus minister humilis et capitulum Sancti-Eligii juxta Mauritaniam, ordinis Sancte-Trinitatis et captivorum, eternam in Domino salutem. Noverint universi quod cum domus nostra sita sit infra metas parrochie Sancti-Audoeni de Tesval, cujus ecclesie de Tesval jus patronatus ad priorem et conventum Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi dinoscitur pertinere, de assensu dictorum prioris et conventus fuit dictus locus nobis, fratribus Sancte-Trinitatis et captivorum, deputatus in perpetuum possidendus, ita tamen quod nos, singulis annis, in crastino sancti Remigii, priori Sancti-Dionisii de dicto Nogento, vel ejus mandato, quinquaginta solidos monete currentis in Corboneto solvere tenebimur, ita quod si forte, quod absit, dictam summam pecunie ad prefixum terminum non redderemus, et occasione non solute pecunie monasterium de dicto Nogento damnificatum esset, ad juramentum unius cum speciali mandato omnia damna reddere teneremur. Quotiescumque vero minis-

trum nostrum cedere vel decedere contigerit, substituendus, post electionem factam, si electus fuerit in predicta domo nostra, infra quindecim dies, nisi inevitabili causa fuerit impeditus, cum procuratore conventus et litteris eorumdem ad Nogentum ibit, et in capitulo Sancti-Dionisii de eodem Nogento, priori ejusdem loci, et ejus successoribus fidelitatem faciet, coram priore et conventu, si prior presens sit, vel eo qui presens preerit, conventui prestito corporaliter juramento quod contra jam dictum monasterium Beati-Dionisii de dicto Nogento nullo modo veniet, nec occasione privilegiorum nostrorum impetratorum vel impetrandorum aliquid attentabit, nec tempore intermedio attentabit quod eis nocere valeat in futurum, nec aliquid poterimus acquirere infra metas parochiarum suarum, nisi ipsorum salvo jure in omnibus. Si vero alias extra domum nostram electus fuerit, infra mensem ad dictam domum nostram venire tenebitur, nisi canonice fuerit impeditus; et postquam intraverit dictum locum, infra quindecim dies, cum procuratore conventus et eorum litteris similiter ad Nogentum ibit, et secundum formam predictam in capitulo Beati-Dionisii de dicto Nogento jurabit. Preterea dictus prior de dicto Nogento, singulis annis semel, cum sex equitaturis, procurationem in dicta domo nostra habebit. Et si eidem placuerit habere procurationem suam in festo beati Eligii, majorem missam ad magnum altare, pro voluntate sua, poterit celebrare. In cujus rei testimonium, ne inter nos et dictos priorem et conventum Beati-Dionisii de dicto Nogento possit de cetero oriri contentio, presentes litteras eisdem dedimus sigillorum nostrorum munimine roboratas. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto.

Duchesne, Mss 22, f°s 281 et 285. — Imprimé dans l'*Histoire du Perche*, par Bry, f° 252.

CXVI

Pouillé des prieurés et bénéfices dépendants de Saint-Denis de Nogent.

Beneficia regularia et secularia deppendentia a prioratu decanatu Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi, ordinis Cluniacensis.

Carnotensis diocesis :

Cantoria seu officium claustrale cantoris dicti prioratus. — Prepositura dicti prioratus. — Sacristia. — Prioratus Sancti-Petri de Harponvillari, Carnotensis diocesis. — Prioràtus Sancti-Sepulchri, prope et extra muros Castridunenses. — Prioratus Sancti-Leobini de Flaceyo. — Prioratus Sanctissime-Trinitatis de Campo-Rotundo in Gastina.

Conferuntur pleno jure a domino priore decano :

Capiceriatus ecclesie Sancti-Johannis de Nogento ; presentatio pertinet ad dictum priorem decanum, collocatio ad decanum et capitulum dicti loci. — Capella Sancte-Magdalene de Ferraria, infra metas ecclesie, Carnotensis diocesis. — Capella sanctorum Bartholomei et Odoeni infra metas parochie de Uno-Vitro, Carnotensis diocesis. — Capella Sancte-Magdalene in ecclesia de Mauvis, Sagiensis diocesis. — Item, dominus prior decanus presentat capitulo Omnium-Sanctorum de Mauritania ad duas capellas in dicta ecclesia, scilicet Sancti-Laurentii et Sancte-Katherine.

In archidiaconatu Dunensi, Carnotensis diocesis.

Memberolles. — Oratorius. — Le Brueil. — De Flaceyo. — De Unovitro.

In archidiaconatu majori Carnotensi.

Nonvillare. — Happonvillare. — Petra-Fixa. — De Campo-Rotundo, in Gastina. — Blainvilla, alias dicitur Noiers. — Couldrecellum. — Brunelles. — De Campo-Rotundo, in Pertico. — De Margone. — Sancti Laurentii de Nogento-Rotrodi. — Sancti-Hilarii dicti loci. — Sancte-Marie, dicti loci. — Boisvillette. — Andeville, est de Josaphat.

In episcopatu Sagiensi :

Loisael. — Bureio. — Verrerie. — De Belloto. — De Loezeyo. — Beate-Marie de Mauritania. — Sancti-Johannis de Mauritania. — Sancti-Maloti vel Macuti. — De Combloto. — De Mauvis. — De Thevalle. — De Villaribus in Pertico. — De Berduzio. — De Bubertre. — De Bure. — De Bruyeria.

In episcopatu Cenomanensi.

Ceton. — Sancti Ulphacii. — De Terra-Alta. — De Ponte-Novo.

Fin du manuscrit des Archives départementales d'Eure-et-Loir.

SUPPLEMENTUM

NOTA. — Les chartes qui suivent ne se trouvent pas dans le Cartulaire manuscrit des Archives d'Eure-et-Loir. Nous indiquerons au bas de chaque titre les sources où nous l'avons trouvé.

CXVII

Henri I, roi de France, donne aux religieux de Saint-Denis deux setiers de sel à prendre sur le comté du Perche.

1031.

CARTA HENRICI REGIS DE DUOBUS SEXTARIIS SALIS

Henricus, Dei gratia Francorum rex. Omnibus sit notum quod nos concessimus in perpetuum priori et monachis Cluniacensibus Deo in ecclesia Sancti-Dionisii de Nogento-Rotrodi servientibus, quantitatem duorum septariorum salis in futurum levandi in domibus seu grenariis nostris in nostro comitatu Perticensi, confirmando et approbando, per presentem tenorem, totum jus quod eisdem monachis concessit bonæ memoriæ

Gaufridus comes, et ne in posterum præfati monachi prædicta questione molestari valeant, præsentem chartam feci sigilli nostri munimine roborari. Anno millesimo trigesimo primo.

Duchesne, Mss. 22, p. 281 (B. N.) — *Histoire du Perche*, par René Courtin, copie défectueuse. — Des Murs, *Histoire des Comtes du Perche*, traduction, p. 174.

CXVIII

Rotrou comte du Perche, à la prière de Landry, abbé de Saint-Père, donne à cette dernière abbaye le monastère de Saint-Denis de Nogent. Mais, à sa mort, la comtesse Béatrix chasse l'abbé Hubert qui avait été préposé à l'abbaye de Nogent par l'abbé de Saint-Père, Eustache, et retient tout ce que Rotrou lui avait donné en legs, sauf un calice d'or, et y place des moines de Cluny.

Vers 1078.

De ecclesia Sancti-Dionisii Nogiomi.

In gremio sanctæ matris ecclesiæ cum fides principatum teneat, misericordia quæ grece dicitur elemosina cum ex fonte caritatis procedat, inter virtutes ceteras non habetur ultima. Quæ quidem, dum minimis Christi distribuitur, remissio peccatorum adipiscitur, regnum cœlorum operantibus eam aperitur. Unde est illud : *Benefacit animæ suæ vir misericors*; et plura his similia. Salvator etenim noster universitatis Dominus, cum ipse sit potens, potentes non abjicit, quoniam neminem perire[1], sed ad agnitionem venire veritatis, et per fructus bonorum operum omnes fideles vocat ad se : qui etiam in Evangelio, mundi amatores terret : *Omnis*, inquit, *arbor quæ non facit*

[1] Omis : *vult*.

fructum bonum excidetur et in ignem mittetur ; et plura his similia, quæ non sunt huic stilo credita. Unde ego Rotrocus, cassibus mundane conversationis inretitus, militiæ armis accinctus, præ omnibus peccatorum pondere pressus, verumtamen de multitudine misericordiarum Domini præsumo indignus opus bonum et quod creditur laudabilius, monasterium scilicet, quod meus genitor Gausfredus, in honore sancti Dionisii construere cepit in territorio non longe distante a castello Nogiomo dicto, cupio amplius adornare et magnificare. Venerandæ quippe memoriæ abbas Landricus me adiens obnixe rogavit, quatinus eumdem monasterium Sancto-Petro Carnotensi, ob mei memoriam et uxoris filiorumque meorum, et pro anima supradicti genitoris mei et matris meæ, donarem. Quod ego libentissime annui, ut idem pastor et princeps michi et animabus eorum succurrere dignetur, aperiens nobis portas regni cœlestis, quas, a Domino potestate accepta, omnibus fidelibus aperit. Ut autem hoc stabile et inconvulsum permaneat, volo omnibus, tam præsentibus quam et futuris, per succedentia tempora, fidelibus notum esse, manibus omnium fidelium meorum me corroborandum tradidisse. Si quis vero, diabolicæ pravitatis instinctu, huic facto (quod absit !) contrarius extiterit, anathema sit, in infernoque inferiori retrusus, ubi vermis, qui nunquam moritur, ejus corrodat carnes, et ignis qui nunquam extinguitur, semper ejus pascatur cruciatibus.

Iste locus, quandiu vixit comes Rotrocus, per plusculos annos a nostris monachis est possessus, donec ab uxore Gausfridi, nomine Beatrici, jussi sunt egredi; occasione nacta, quod domnus Hubertus, quondam nostri loci abbas, officio abbatis non poterat uti; cui vivens Rotrocus, per abbatem Eustachium ecclesie regimen dederat, virgaque pastorali donaverat; et moriens quicquid, in

auro et argento, vino et tritico, possederat, in usus monachorum totum reliquit. Quo mortuo, filii ejus, omnem triticum et vinum mutuantes, inimicum habentes feneratorem, si quando requireret quod mutuo prestiterat; Beatrix quoque, uxor majoris filii, intra arcem suam aurum et argentum habens, se sibi propinquiorem estimans, preter calicem unum quem fecerat aureum, nichil omnino voluit reddere. Dum vero persepe a supradicto procurator loci verbis acriter moneretur, ut elemosinam mortui redderet, ad terras emendas et edes construendas, in tanta ira exarsit, ut et monachos nostros a loco pelleret, et Clunienses monachos inibi poneret. Qui semel anathematis pulsi mucrone, rursum redierunt, Allobrogum inediam fugientes quoque gentium; more girovagorum arida ac maria transmeant, ut inveniant escas.

Cartulaire de Saint-Père de Chartres, p. 156, n° XXX. — *Gallia Christiana*, t. VIII, col. 304.

CXIX

Accord passé devant l'évêque de Chartres, par lequel les religieux de Saint-Père délaissent pour toujours la paisible possession de l'église de Saint-Denis de Nogent aux religieux de Cluny et reçoivent comme compensation l'église de Brou et ses dépendances, sauf les vignes et les dîmes sur le vin.

1124.

PRIVILEGIUM A GAUFRIDO CARNOTENSI EPISCOPO FACTUM; QUOMODO ECCLESIA SANCTI-LOBINI DE BRAIOLO IN JUS ECCLESIE NOSTRE DEVENERIT COMPREHENDENS.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Gaufridus, Dei gratia sancte Carnotensis ecclesie episcopus, omnibus, tam futuris quam presentibus, notum fieri volo qualiter, Dei gratia preveniente, inter monachos de Nogent et monachos Sancti-Petri Carnotensis pacem quam aliquandiu

turbaverat ille qui turbat, reformavimus, fraternam societatem quam scismatis auctor dividere conabatur, composuimus, et ut ea que radix est omnium malorum cupiditas cederet caritati, eadem caritate ministra, tandem effecimus. Qualiter ergo hec ecce in capitulo Sancti-Petri supradicti in presentia nostra et priorum ecclesie nostre affuerunt, ejusdem monasterii abbas Guillelmus et monachi, affuerunt et monachi de Nogent, Bernardus prior et Gauterius et Odo et Guillelmus cum eo. Ibi prenominatus abbas Guillelmus et monachi omnes a maximo usque ad minimum laudaverunt et concesserunt ecclesiam de Nogent cum omnibus que ad eam pertinent, omni calumpnia perpetuo sepulta silentio, monachis de Nogent et ceteris Cluniacensibus ulterius in pace possidendam. Laudaverunt et concesserunt omnia privilegia que beate memorie Urbanus et Paschalis, Romani pontifices, super eadem ecclesia Cluniacensibus fecerant. Monachi vero de Nogento, pro sola caritate Dei et fraterna dilectione, reddiderunt mihi ut darem et dedi profecto abbati Guillelmo et monachis Sancti-Petri ecclesiam de Braiolo, cum omnibus que habebant in ea, et cum decimis preter vineas suas et earumdem decimas vinearum, et preter cetera que ibidem propria, eo die quo concordia ista firmata est, possidebant, quorum etiam propriorum decimas sibi retinuerunt. Hoc autem abbas quoque Cluniacensis Petrus laudavit atque concessit suarum attestatione litterarum pacis supradicte tenorem continentium, que ibidem nobis audientibus recitate fuerunt. Ne quis autem hanc pacem diabolica malignitate dissolveret, eam sub stola mea firmavi, et si quis de monachis predicti Sancti-Petri in ecclesia de Nogent calumpniam inferre presumpserit, eumdem ab ecclesia Dei anathematis execratione expellatur, quousque castigatus satisfactione resipiscat, et



SCEAU DE GUILLAUME I, ABBÉ DE SAINT-PÈRE.

1124.

Gaignières a dessiné, dans le Mss 5417, au bas de la charte CXIX, publiée ci-contre, le sceau de Guillaume, abbé de Saint-Père, lequel était « en cire blanche ». Guillaume Ier fut abbé de 1102 à 1129. Nous avons de lui plusieurs chartes inédites, une, entre autres, datée de 1127, par laquelle Geoffroy de Lèves, évêque de Chartres, sur le point de partir à Jérusalem « *Jerusalem non multo post profecturus* », lui donnait et à toute sa communauté, en présence de tous les hauts dignitaires de sa cathédrale, l'église d'Yèvres « Evorea » que le chevalier Eudes Brunel qui l'avait reçue par droit d'héritage, mais aussi contre toute justice, avait remise entre ses mains (*Bibl. Nat.* Mss. 5417, f. 113).

sic calumpnia sopita ad ecclesiam redeat. Quod si conventus calumpniare consenserit, eidem eum addiximus execrationi et calumpniam ejus quassam futuram et ecclesiam quam supra diximus sibi datam ad Cluniacensium possessionem redituram decrevimus. Hanc autem concordiam nostri quoque canonici in capitulo Beate-Marie laudaverunt. Acta sunt hec anno ab incarnatione Domini MCXXIIII, episcopatus nostri VIII°; presentibus istis : Bernerio, Bonevallensi abbate ; Stephano, abbate de Valeia ; Sansone, Carnotense decano ; Gerogio, precentore ; Gauterio, archidiacono ; Hugone, subdecano ; Garino, succentore ; Bernardo, cancellario ; Hugone de Leugis, preposito ; Galeranno, abbate Sancti-Andree ; Bernardo capicerio ; Zacharia, archidiacono ; Salomone, archidiacono ; Gisleberto, canonico ; Guidone, canonico ; Gaufrido, canonico.

Sources : Mss. latin 17033, f. 97 et 5417, f. 134, *Bibl. nat.* — Mss. 1136 vol. 3, p. 449 de la Bibl. de Chartres. La date seule a été publiée dans le *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, p. 469.

CXX

Bernard, prieur de Saint-Denis, et ses religieux concèdent aux moines de Tyron la dîme du vieux Tyron et de plusieurs autres terres ; et ceux-ci, de concert avec le comte Rotrou, donnent en échange la terre que Robert Judas partant en Espagne avait laissée en pure aumône à la fois à Saint-Denis et à Tyron.

Nogent-le-Rotrou, 24 janvier 1129. (N. S. 1130).

In nomine Domini, noverint omnes christiane professionis, pro certo, quod Bernardus, prior de Noiomio, post mortem Guicherii prioratum suscepit, et alii fratres con-

cesserunt monachis Tyronensibus, pro Dei amore et rogatu Rotroci comitis, decimam de Veteri-Tyrone, de terra scilicet, que tunc plana erat et in dominio eorum laborata. Concesserunt etiam eis eodem modo decimam de campo qui est in parrochia de Belleinvilla, juxta stagnum, inter viam que ducit ad Ferreriam et viam que ducit ad monasterium eorum, et decimam de vinea que est post dormitorium, et de orto inter vineam et aquam, et de terra que est post vineam inter viam que ducit ad Castridunum et Tyronensem fluvium. Et Rotrocus comes, et Tyronenses monachi, abbas videlicet et alii, concesserunt monachis Beati-Dionisii donum habere in pace, quod Robertus Judas fecerat Beato-Dionisio et monachis ejus, et posuerat super altare per tabulam in qua brevia scribuntur, multis videntibus, antequam iret in Hispaniam cum Rotroco comite, quia regressus de Hispania, idem Robertus fecerat idem donum Tironensibus monachis et posuerat super altare eorum, et inde erat quedam controversia inter utrosque monachos. Hec autem concessio ea conditione facta est ne alii super alios aliquid capiant de redditibus eorum. Hec carta autem ita scripta et concessa fuit lecta in capitulo Beati-Dionisii, nono kalendas februarii, anno ab Incarnatione Domini M° CXX° IX°. Cujus rei sunt testes : Gatho de Vicheriis[1] ; Hugo de Septem-Fontibus ; Odo de Curia ; Girardus, famulus abbatis Tyronis ; Guillelmus Male-Nutritus ; Fromundus Turmellus ; Gauterius, filius Herardi ; Petrus de Furno ; Medardus, famulus mona-

[1] Gatho ou Gascon de Vichères témoin dans un accord entre le maire de Gardais et l'abbaye de Tiron, ch. CCCI. — Gastho de Vicheres témoin dans l'achat de prés dans la paroisse de Condé, par l'abbaye de Tiron (1130), ch. CXX. *Cart. de Tiron.*

Gasco de Vischères donne deux setiers de blé sur le moulin Amauri à l'abbaye des Clairets (17 juin 1218. *Cart. des Clairets*).

Ce dernier fut témoin, en 1190, dans une charte du prieuré de Bellême.

chorum Tyronis; Garinus, sacerdos, filius Aalardi de Mauritania; Lambertus, filius Gauterii de Islou; Vivianus de Stabulo; Robertus de Margum; Cadorellus; Paganus, coquus; Gauterius Trusanum.

Cartul. de Tiron, par M. Merlet; ch. n° CXVIII.

CXXI

Froger, évêque de Séez, et Yves de Vieux-Pont, archidiacre de l'église de Rouen, en vertu d'une commission apostolique, terminent un différend qui s'était élevé au sujet de dîmes entre les moines de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou et de Pontlevoy et ceux de la Trappe d'une part et les clercs de Théval, de Saint-Hilaire-les-Mortagne, de Champs et de Bubertré, d'autre part.

1154 à 1184.

Frogerus[1], Dei gratia Sagiensis episcopus et Ivo de Veteri-Ponte, Rothomagensis archidiaconus, omnibus, sancte matris ecclesie filiis in perpetuum. Noverit universitas vestra, quod controversia que vertebatur inter monachos de Trappa et monachos de Nogent, et de Pontleve[2] et clericos de Tesval[3] et de Sancto-Hilario et de Campis et de Buberto que nobis auctoritate apostolica terminanda commissa fuit, concordia mediante, taliter sopita est, quod prefati monachi de Trappa omnium decimarum illarum de quibus inter ipsos et monachos predictos et clericos contentio agebatur, duas partes habebunt et memorati monachi et memorati clerici tertiam partem. Si vero iidem monachi de Trappa intra fines

[1] Froger, évêque de Séez de décembre 1158 à 1184.
[2] Pontlevoy (Loir-et-Cher) abbaye de bénédictins fondée en 1034.
[3] Theval com. de Saint-Langis-les-Mortagne.



SCEAU DE JEAN DE VIEUX-PONT

La famille de Vieux-Pont, dont nous voyons, dans la charte CXXI un représentant, Yves, archidiacre de Rouen, est célèbre. Nous trouvons dans la collection Gaignières un grand nombre de dessins des sceaux des seigneurs de Vieux-Pont et de Courville. Ils sont tous armoriés.

Les plus anciens ne portent que 6 annelets 3, 2, 1. Citons celui de Guillaume, père de Yves et de Robert, dessiné dans le mss. latin 40103, f. 95, au bas d'une charte non datée pour Josaphat, et celui de Yves de Vieux-Pont au bas d'une charte de 1185 pour le prieuré de Chuisnes (Mss. 5441^{2}, f. 67), et d'une autre de 1190, relative au péage de Chuines (*Ibidem*). Ce dernier est fautif dans la légende ; il porte SIMONIS, au lieu de *IVONIS*.

Au contraire, celui de Robert, frère de Yves, porte 10 annelets 3, 3, 3, 1. C'est un sceau equestre, le coursier recouvert d'une housse armoriée. (Mss. 5417, f. 99, date : 1202). Le mss. 5441^{2} f. 67 donne encore sous la date de 1236 le sceau équestre de Yves de Vieux-Pont. Le chevalier porte un bouclier armorié, et le contre-sceau est semblable à l'écu.

Celui que nous donnons plus haut, comme le plus finement gravé, appartient à Jehan, sire de Viezpont et de Courbeville, et est dessiné par Gaignières dans le mss. 5185, i, f. 61, au bas d'une charte de 1369, relative à la donation à la benoiste Vierge Marie et à l'église de Notre-Dame de Chartres, par Charles, roi de France, d'une terre sise à Thivars, mais sur le fief et la châtellenie de Courbeville. Jean approuve avec empressement.

parrochiarum predictarum aliquas terras acquirere poterunt, de incultis decimas integre percipient, de cultis vero tantum tertiam partem et alii memorati duas partes. Ut autem hec compositio inter eos a nobis celebrata inviolabilis observetur, presentis scripti attestatione et sigillorum nostrorum munimine eam corroborare dignum duximus.

Cart. de la Trappe, ch. VIII, p. 404.

CXXII

Transaction entre les moines de Saint-Denis et les pauvres de Saint-Lazare touchant la dime de la vigne des pauvres de Ponceil. Ceux-ci paieront aux moines vingt sols par an, mais les moines, en considération de la faim et de la soif presque inextinguible desdits pauvres, leur donneront en aumône la dime de leurs plans nouveaux de vignes ; mais si d'autres vignes leur sont données, ils en paieront les droits aux religieux.

1179.

Quoniam temporum successione ac personarum mutatione quam plurima negocia ab usu frequenter solent excidere, libet hoc presens negocium litterarum memorie commendare, notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, natam questionem inter monachos Beati-Dionisii et pauperes Sancti-Lazari, circa decimam vinee pauperum de Ponceils, Sancto-Spiritu aspirante, in veram et quietam redigi concordiam. Hoc videlicet pacto ut prefati pauperes monachis, singulis annis, quinque solidos natilicio die beati Dionisii exhibeant. Pretera Teobaldus, prior, suique monachi, divina gratia sibi amministrante, intuentes pauperum inediam ac potis-

simum super eorum sitim fere inextinguibilem misericordia moti, in peccatorum suorum remissionem ac benefactorum sancte domus Beati-Dionisii [obtentionem decimam plante pretaxatorum pauperum libere et absolute in elemosina eis contulerunt. Si vero quod beneficii pauperibus supererogabitur in vineis, quod suum erit monachorum ab ipsis pauperibus libenter et pacifice monachis exibebitur. Ex parte pauperum prefate concordie interfuerunt isti : donnus Teobaldus, prior ; donnus Hubertus, subprior ; Durandus, prepositus ; Terricus, celerarius ; Johannes de Castriduno ; Petrus de Monte-Duplici, et alii plures monachi. Preterea magister Matheus Pitardi, Paganus Heraldi ; Radulfus La Belle ; Gaufridus decanus ; Radulphus de Campo-Rotundo ; Odo de Brière ; Johannes Bretel ; Raginaudus de Sancto-Hillario ; Garnerius, tunc temporis pauperum capellanus ; Petrus, decani clericus ; Robertus de Cormerio ; Guillelmus Dunum ; Aucherius, ejus frater ; Radulfus Burgine ; Petrus Capellanus.

Archives de l'Hôtel-Dieu de Nogent-le-Rotrou, original en parchemin, sceau perdu.

CXXIII

Par un accord arbitral, le prieur de Saint-Romain de Brou percevra sur la paroisse de Moulhard les deux tiers des menues dîmes et de la rente du pain, excepté la dîme de la Cochardière de Saint-Denis de Nogent.

Juillet 1229.

Universis ad quos presentes littere pervenerint, R. presbiter de Uno vitro et Johannes presbiter de Luniaco, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum

inter religiosum virum R., priorem S. Romani de Braioto, ex una parte, et Oliverium, presbiterum de Monte Raardi tunc temporis, ex altera, super decimis minutis et panibus annui redditus quos dictus prior in parrochia de Monte-Raardi, ut dicebat, solebat percipere, contentio verteretur, tandem dictus prior et prefatus presbiter de dicta contentione in nostrum arbitrium compromiserunt, promittentes nobis firmiter sub interpositione fidei corporalis prestite quod nostrum arbitrium tenerent et inviolabiliter observarent. Nos vero, diligenti super predicta contentione inquisitione facta, dicto priori arbitrando adjudicavimus duas partes tam minutarum decimarum quam panum annui redditus parrochie de Monte-Rahart exceptis decima de Cocharderia et decima monachorum Sancti-Dionisi de Nogento Rotroudi. In cujus rei testimonium presentes litteras ad peticionem partium sigillorum nostrorum munimine roboravimus. Datum anno Domini M.CCXXIX, mense julio.

Bibl. de Chartres, Mss. 1136, vol. 3, p. 481.

CXXIV

Location d'une métairie, sise près de celle du Radrais, faite par le prieur de Saint-Denis, à Garin dit Pichon, et à Mabille son épouse, pour cinquante sous.

Avril 1268.

Universis presentes litteras inspecturis, officialis Domini archidiaconi Carnotensis in Pertico, salutem, in Domino. Noverint universi, quod... Garinus dictus Pichon et Mabilla ejus uxor, confessi fuerunt se cepisse a religiosis viris priore et conventu Sancti-Dionisii de

Nogento-Rotrudi, totam portionem, videlicet medietatem ipsos priorem et conventum contingentem, in masura que vocatur Leraderie, prout emerunt a Fulcone de Blandeya... tenendam pro L^s solidis... Anno M°.CC°.LX°VIII. mense aprilis.

Mss. Philipps, n° 25104, à Cheltenham (Angleterre).

CXXV

Le roi Philippe mande au bailli de Gisors de faire jouir le prieuré et les prieurs de Saint-Denis de la sauvegarde et de la justice royale, auxquels ils ont droit par le transport du comté du Perche à la couronne; les anciens comtes du Perche ayant eu la garde et le patronage de ces religieux.

Paris. — Vendredi 10 avril 1298 (N. S. 1299).

Philippus, Dei gratia Francorum rex, baillivo Gisorcii vel ejus locum tenenti apud Vernolium, salutem. Alias per nostras tibi litteras scripsisse recolimus quod, cum nobis per privilegia predecessorum nostrorum constaret priorem et prioratum de Nogento-Rotrodi esse de gardia nostra, dictusque prior asseruisset nos esse et fuisse in saisina dicte gardie, pecieritque prioratum suum poni in ressorto baillive tue Gisorcii et per ipsum baillivum custodiri, scire te volumus quod per inquestam de mandato curie nostre super hoc habitam, probatum et inventum fuit et per arestum predicte curie olim exstitit pronunciatum quod, eo tempore quo comes erat in Pertico, antequam comitatus Perticensis ad manum regum Francie deveniret, idem comes justiciabat dictum priorem de Nogento-Rotrudi in temporalibus ac terram et homines ipsius prioris; propter quod injunctum exstitit baillivo

Vernolii ut non impediret quominus Petrus, quondam comes Alenconis, patruus noster, terram et homines dicti prioris et ipsum priorem et in temporalibus justiciare possit, tu vero, sicut accipimus, gentes carissimi et fidelis Germani nostri K. comitis Alenconis, per servientes nostros in justicia predicta impedis et perturbas, contra predicti arresti tenorem ; quare tibi mandamus quatenus, predicti arresti tenore diligenter attento ac etiam observato, impedimentum et perturbationem predictas faciens amovere, predictum comitem et gentes suas de justicia predicta gaudere permittas. Actum Parisiis, die veneris ante ramos palmarum, anno Domini MCC nonagesimo octavo[1].

Original en parchemin, muni d'une queue simple pour le sceau perdu. *Arch. nat.*, J. 171, n° 17.

CXXVI

Plusieurs habitants de Nogent-le-Rotrou s'étaient soulevés et avaient envahi avec violence et en armes le prieuré de Saint-Denis, brisé les portes, injurié les moines et causé de graves dommages. Les religieux implorèrent la garde et la protection du roi, à l'encontre de Charles, comte du Perche, qui prétendait en avoir le droit de justice. Le roi Philippe se réserve la connaissance de ce fait particulier sans vouloir préjudicier aux droits du comte.

Paris. — 5 janvier 1301 (N. S. 1302).

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod cum prior et conventus de Nogento-Rotrudi dicentes se,

[1] En 1298, N S. 1299, Pâques arrivait le 19 avril, le dimanche des Rameaux le 12, et le vendredi précédent le 10 avril.

cum eorum bonis, per speciale privilegium et antiquum usum, esse in speciali gardia nostra, nosque et ipsos esse in saisina quod ipsi per nos gardientur, curie nostre significantes quod homines et habitatores dicte ville, turba coadunata, violenter et cum armis dictum prioratum invadentes, portas ejus fregerunt, et injurias plurimas et dampna intulerunt eisdem, requirerent quod nos tanquam gardiator eorum predicta faceremus emendare; et e contra carissimi germani et fidelis nostri Karoli, Perticensis comitis, gentes, pro ipso se dicte gardie opponentes, dicentesque facti hujusmodi cognitionem et punicionem addictum comitem pertinere, pluribus rationibus peterent curiam super hoc sibi reddi, maxime cum dictorum hominum procurator hujusmodi remissioni consentiret, dictique religiosi e contrario pluribus rationibus proponerent remissionem hujusmodi sibi non debere, tandem, auditis partium rationibus hinc et inde, per arrestum nostre curie dictum fuit, quod nos tanquam superior cognoscemus de facto predicto et illud faciemus tam nobis quam dictis religiosis, prout de eo constiterit, competenter emendari, hoc siquidem reservato quod nobis aut alicui dictarum partium in dominio, justicia, superioritate, gardia et ressorto, aut jure alio quocumque nobis et ipsis competentibus in saisina vel proprietate, per arrestum hujusmodi nullum prejudicium generetur. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum in parlamento nostro Parisiis, in vigilia Epiphanie Domini, anno ejusdem M° CCC° primo.

Original en parchemin. *Arch. nat.*, J. 227, n° 41.

CXXVII

Les manants du bourg de Saint-Denis et le comte du Perche prétendaient avoir le droit de lever la taille pour soutenir leur cause contre le prieur de Saint-Denis; ce dernier affirmait en avoir seul le droit. Le roi Philippe l'attribue au pouvoir royal.

Paris. — Dimanche, 24 mars 1302 (n. s. 1303).

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod cum homines terre et burgi Beati-Dionisii de Nogento-Rotrodi adherentes carissimo germano et fideli nostro Karolo, Alenconis, Valesie, Andegavie, Carnotensi et Perticensi comiti, in causa quam habent dicti homines contra priorem loci predicti, requirerent quod ipsi possent facere procuratorium et talliam pro expensis cause predicte, e contrario dictus prior dicebat quod per eum erant predicta facienda, dicto comite contrarium asserente; tandem, auditis partium rationibus hinc et inde, per arrestum nostre curie dictum fuit quod ista fient per manum nostram tanquam superiorem. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis in parlamento nostro, die dominica ante Annunciationem beate Marie virginis, anno Domini millesimo tricentesimo secundo[1].

Original en parchemin. *Arch. nat.* J. 227, n° 43.

CXXVIII

Philippe V, roi de France, lève la main-mise posée par lui sur la justice du bourg de Saint-Denis, sauf sur le cas en litige entre les religieux de Saint-Denis et le comte de Nogent. Le

[1] En 1302, N. S. 1303, Pâques tombait le 22 avril, et le 25 mars un lundi; le dimanche précédent, date de notre charte, était donc le 24 mars.

garde de la réserve royale prendra ses cautions sur les revenus desdites parties ; copie des articles de la sentence rendue sur les griefs des moines sera donnée à chacune des parties.

Paris, lundi, 18 janvier 1304, n. s. 1305.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus, quod inter carissimum germanum et fidelem nostrum Karolum, Valesie et Lanconis (*sic*) comitem, ex una parte, et priorem et conventum de Nogento-Rotrodi, ex altera, auditis partibus et consentientibus, manus nostra, si apposita erat in justicia alta, media et bassa ville predicte, fuit per curiam nostram inde amota, et licentiavit curia nostra dictas partes quod quelibet earum jure suo, prout ad eam pertinet si volurerit utatur ; retinuit tamen curia nostra quod manus nostra tanquam superior apposita remaneret in superioritate, ressorto et gardia locorum et casuum de quibus est contentio inter partes predictas, ad finem curie super hoc retinende vel dicto Karolo reddende. Item inter partes predictas, auditis rationibus et visis articulis eorumdem, per arrestum nostre curie dictum fuit quod serviens, deputatus a nobis ad custodiam superioritatis, ressorti et gardie locorum et casuum de quibus est contentio inter partes predictas, vadia sua capiet super emolumentis rerum medietarum existentium in manu nostra, et, si dicta emolumenta ad hoc non sufficiant, residuum habebit per manum nostram super partes predictas et eis adherentes. Item, dictum fuit quod inter dictas partes supra predictis superioritate, ressorto et gardia locorum et casuum de quibus est contentio inter ipsos, ad finem curie super hoc reddende vel retinende, articuli concordabuntur nisi sint concordati. Item, dictum fuit quod super injuriis, violentiis et gra-

vaminibus dictis religiosis, ut dicitur, illatis per homines burgi Sancti-Dyonisii ville predicte, per nos, tanquam superiorem, absque prejudicio juris dictorum K. et religiosorum, inquirendis et puniendis, articuli concordabuntur et dictorum articulorum copia fiet dictis partibus nisi eam habeat. In cujus rei testimonium nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis in parlamento nostro, die lune post octabas festi Epiphanie Domini, anno ejusdem M CCC IV[1].

Original en parchemin., *Arch. nat.* J, 227, n° 44.

CXXIX

Le roi Philippe approuve le choix des arbitres fait par le comte du Perche et les religieux de Saint-Denis de Nogent et de Saint-Arnoult de Crespy, sauf en ce qui concerne son droit de garde.

Vernon, 16 mai 1305.

Philippus, Dei gratia Francie rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, sicut intelleximus, carissimus germanus et fidelis noster Karolus, Valensis, Alenconis, Perticensis, Carnotensis et Andagavensis comes, ex una parte, et religiosi viri abbas et conventus Cluniacensis, prior sive decanus et conventus de Nogento-Rotrodi, et prior et conventus Sancti-Arnulfi de Crispeyo, ex altera, super discordiis, querelis, contentionibus et debatis quibuslibet inter ipsos motis, in discretum virum magistrum Radulphum de Haricurta, canonicum Parisiensem, et delectum et fidelem Bernardum de Meso, familiarem nostrum, compromiserunt, nos compromisso

[1] En 1305, N. S., l'Ephiphanie tombait un mercredi, le lundi après l'octave etait le 18 janvier.

hujusmodi, casibus gardiarum super quibus non intendimus assensum nostrum aliqualiter impertiri, nec dictum compromissum ad eas extendi dumtaxat exceptis, nostrum, quantum in nobis est, impertimus assensum. Datum Vernone, XVI die mai, anno Domini M° CC° quinto.

Original en parchemin. *Arch. nat.*, J. 163ᵃ, n° 29.

CXXX

Nomination de deux juges pour le conflit entre le comte de Nogent et les moines de Saint-Denis.

Vendredi, 14 décembre 1313.

Challes, filz de roy de France, comte de Valoys, d'Alençon, du Perche, de Chartres et d'Anjou, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront et orront, salut. Saichent tuit que comme contens ait longuement esté en plusieurs et divers articles entre nous, d'une part, pour reison de notre comtée du Perche, et religieux hommes le prieur et le couvent de Nougent-le-Rotrou, de l'ordre de Clugny, d'autre part, et il ait sus ce eu plusieurs voies et traitiez de faire pais et plusieurs compromis, à la parfin il est acordé de nous et desditz religieux, de commun acort et assentement, que nos amez et feaulx monseigneur Estienne de Mornay, notre chevalier, et monseigneur Guillaume de Noe, notre chevalier, congnaisseront desdits contens et de tout ce qui y puet appartenir tout de plain, et en ordoneront selont ce que il verront que il en sera à faire, et tendra ce que ils diront, jugeront et ordoneront, et ara force et vertu comme chose jugiée, en randant à chascune des parties son droit, sanz ce que nous et les diz religieux en puissent aler encontre, et confirmerons pour nous et

pour nos successeurs, et lesdiz religieux pour eulx et pour es leurs successeurs, et procureront à confermer de l'abbéie et du couvent de Clugny, se mestier est, tout ce qui par lesdiz messeigneurs Estienne et Guillaume sera jugié, dit, prononcié et ordené et par cest acort cours de temps ne doit faire préjudice à nulle des parties puis que le contens commença entre nous et lesdiz religieux, et voulons que il voisent au plus tost que il pourront en ladite besoigne, et durra leur pouvoir jusques à l'autre parlement prochainement ensuivant[1]. Donné le vendredi après la Sainte-Luce l'an de grâce mil troys cenz et treze[2].

Original en parchemin. — Fragment de sceau en cire rouge. *Arch. nat.* J. 227, n° 52.

CXXXI

Les arbitres, nommés pour juger la cause pendante entre le comte de Nogent et les religieux de Saint-Denis, attribuent aux religieux le droit de haute et basse justice dans le bourg de Saint-Denis, et au comte du Perche le droit de souveraineté et tout le ressort.

Nogent, samedi 1er juillet 1318.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Reginaldus[3], humilis decanus Sancti-Dyonisii de Nogento-Rotrodi, Cluniacensis ordinis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino sempiternam. Cum inter nos, ex una parte, et excellentissimum principem dominum Karolum, comitem Valesie et Alenconie, ex altera, orta esset materia questionis super pluribus articulis, et specialiter super

[1] Cette nomination fut réitérée exactement dans les mêmes termes, le dimanche jour et fête de Saint-Denis, 1317 (*Arch. nat.* Orig. en parchemin. J. 228, n° 11).

[2] La sainte Luce tombe le 13 décembre, qui, en 1313, était un jeudi.

[3] *Alias* : Regnaudus.

superioritate et resorto predicte domus Sancti-Dyonisii et pertinenciarum ejusdem infra fines comitatus Perticensis existencium, nec non super juridictione et justicia ville de Nogento-Rotrodi, videlicet de burgo qui vulgariter burgus Sancti-Dyonisii appellatur, et ejus burgi pertinenciis, videlicet in tota terra sita infra fines castellanie de Nogento predicto que tota terra Sancti-Dyonisii communiter nuncupatur: item et super jurisdictione et justicia ville de Harponvillari et pertinenciis ejusdem; et nos ipsius domini Karoli pacem et gratiam habere in intimis cupientes, pro bono pacis et concordie, compromisissemus in nobiles prudentes et venerabiles personas et discretos videlicet in dictum Johannem de Cherchemont, canonicum Parisiensem, legum venerabilem professorem, et dominum Guillelmum de Noa, militem, tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores, ita quod possent predictas questiones omnino terminare, prout eorumdem veritati et equitati videretur decentius expedire, jus suum cuilibet parti reddendo, et predicti arbitri arbitratores seu amicabiles compositores, informacione diligenti et debita super predictis facta et habita, visis etiam cartis scriptis et privilegiis dictarum partium hinc et inde juris et facti, pronunciarunt, ordinaverunt et firmaverunt super premissis in hunc modum.

Nos, Johannes de Cerchemont, canonicus Parisiensis, legum professor, et Guillelmus de Noa, miles, arbitri arbitratores seu amicabiles compositores inter serenissimum principem dominum Karolum, comitem Valesie et Alenconie, ex una parte, et venerabiles et religiosos viros abbatem et conventum Cluniacensem, decanum et conventum Sancti-Dyonisii de Nogento-Rotrodi, ex altera, super infrascriptis, honereque dicti compromissi, de assensu procura-

torum dictarum partium ad hoc mandatum et plenam potestatem habentium, videlicet magistri Johannis Bacnel[1] et fratris Raynaldi, decani dicte domus Sancti-Dyonisii, die assignata dictis partibus coram nobis, Parisiis, scilicet die veneris post Pasqua, anno Domini M CCC XVIII, et ipsis procuratoribus comparentibus dicta die et presentibus coram nobis in domo nostra Johannis de Cerchemont predicti, in claustro Beate-Marie Parisiensis, fuit propositum per procuratores dicti domini Karoli quod domus Sancti-Dyonisii de Nogento-Rotrodi, cum suis omnibus pertinenciis existentibus infra fines comitatus Perticensis, ubicumque essent, erant et esse debebant de superioritate et resorto castri de Bellismo, ad dictum dominum Karolum pertinentis, et quod jurisdictio et justicia burgi ville de Nogento-Rotrodi predicto vocati communiter bourgi Sancti-Dyonisii et tocius terre site infra castellaneam de Nogento predicto, que vulgariter appellatur terra Sancti-Dyonisii, et juridictio et justicia ville de Harponvillari et omnium ejus pertinenciarum pertinebant ad dictum dominum Karolum, et quod erat in saisina de eisdem ipse dominus Karolus et sui predecessores fuerant; prefato decano nomine suo et procuratore predicto et pro dictis religiosis contrarium affirmante et dicente predictas jurisdictiones et justicias ad dictam domum Sancti-Dyonisii pertinere, et hoc nobis per cartas comitis quondam Perticensis et dominorum Bellimontis ostendentes, et quod de ipsis hactenus fuerant in plena et pacifica possessione, quousque fuerant dicti religiosi per gentes dicti domini Karoli indebite et injuste impediti. Tandem supra dicta discordia facta et habita informatione diligenti, auditis rationibus utriusque

[1] *Alias* : Hacnel.

partis, habitoque consilio pre oculis, de communi voluntate et consensu eorumdem, veritate et equitate ad hoc moti et inducti, dicimus, pronunciamus et ordinamus, modo et forma quibus melius possumus, virtute potestatis nobis date a dictis partibus, quod superioritas et ressortum dicte domus Sancti-Dyonisii, bonorum, possessionum, personarum et pertinenciarum quarumcumque suarum, infra fines comitatus Perticensis existentium, ubicumque sint, ex nunc remanent et in perpetuum remanebunt domino Karolo et suis heredibus comitibus Alenconie, jurisdictio vero alta et bassa qualiscumque dicte domus Sancti-Dyonisii, burgi ipsius, terrarum et pertinentiarum, et aliorum predictorum, est et erit, esse debet et debebit, et pertinet et pertinebit, et remanet ex nunc ad domum seu decanatum Sancti-Dyonisii de Nogento-Rotrodi in perpetuum quoad possessionem et proprietatem. Datum et sigillis nostris sigillatum in testimonio veritatis, anno Domini M CCC decimo octavo, presentibus procuratoribus predictis et pluribus aliis fide dignis.

Nos frater Raginaudus decanus et conventus predicti hanc sententiam, prononciacionem et ordinationem in quantum nostra interest et nostre ecclesie interesse potest, ex certa scientia, habito super hoc maturo consilio, confirmamus, ratum et gratum habemus et approbamus, et tenore presentium acceptamus, et sub fide religionis nostre promittimus eadem futuris temporibus observare inviolabiliter et facere a nostris subditis observari. Datum apud Nogentum-Rotrodi, die sabbati post festum Nativitatis beati Johannis-Baptiste, anno Domini M° CCC decimo octavo[1].

[1] En 1318, le 24 juin, fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste, tombait précisément un samedi ; le samedi suivant était le 1er juillet.



SCEAU DE REGNAUD, DOYEN DE SAINT-DENIS

1318.

C'est le seul sceau qui soit conservé en original pendant à une charte de notre cartulaire. Il est en cire verte au bas de la charte publiée ci-contre. Sous un arceau triangulaire, orné de pinacles à 3 compartiments, soutenus de chaque côté par une construction divisée en étages, est un saint revêtu de la chasuble et de l'aube, les mains jointes, avec l'auréole de sainteté autour de la tête. Ces caractères avec les initiales S. D. indiquent suffisamment saint Denis l'Aréopagite. Au-dessous, abrité sous une arcade ogivale, un second personnage, dans l'attitude de la prière, les mains jointes élevées, la tête rasée, sauf la couronne de la tonsure, vêtu de la robe du religieux, avec un énorme capuchon rabattu sur les épaules, représente le prieur Regnaud. La légende se lit ainsi : S(igillum) F(rat) RIS.REGNAVDI DECANI. DE NOGE(n)TO ROT(ro)DI.

Dessiné sur l'original par M. Paul de Farcy.

Original en parchemin scellé du sceau du doyen, en cire brune sur cordons de soie jaune. (*Arch. nat.* J. 228, n° 13.) Le numéro 13 bis est la reproduction de l'acte précédent donné le lundi après la fête de l'apôtre saint Barnabé (12 juin) M CCC XVIII. La même sentence fut de nouveau publiée par l'abbé de Cluny dans les mêmes termes. En voici l'incipit : Universis... frater Henricus, miseratione divina Cluniacensis ecclesie minister humilis... etc., et se termine par la date : Datum Cluniaci, XIV kalendas Junii, anno Domini M CCC XVIII.

Le titre est en parchemin scellé du sceau de l'abbé de Saint-Denis, *Arch. nat.* J. 228, n° 12.

CXXXII

Le doyen de Nogent-le-Rotrou ayant repris le débat soulevé au sujet des droits du comte du Perche, le roi Philippe approuve la nomination de deux nouveaux arbitres, André Roussier et Geoffroy de la Bretonnière, au lieu de Jean de Champeaux et de Girart de Pommiers.

5 juin 1345.

ACCORDIUM ET COMMISSIO INTER DOMINAM DE CASSELLO ET DECANUM SANCTI-DYONISII DE NOGENTO-LE-ROTRO.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis meis Andree Roussier, dilecte consanguinee nostre domine de Cassello, et Gaufrido de la Bretongnière, religiosi decani et conventus Beati-Dyonisii de Nogento-le-Rotro baillivis, salutem et dilectionem. Cum a partibus infrascriptis concordatum fuerit in nostra curia prout in quadam cedula eidem tradita continetur, cujus tenor talis est :

Accordé est entre madame de Cassel, d'une part, et les

religieux, doyen et couvent de Saint-Denys de Nogent-le-Rotro, lequel doyen de present a reprins les arrements de son devancier en ce present parlement, d'autre part, que tous les procès fais entre lesdiz religieux et monsieur Robert de Flandre, au temps qu'il vivoit, duquel ladite dame a pieca reprins les procès qui fais avoient été devant le baillif de Chartres, pour le temps, où la copie d'iceulx, qui devoient avoir été bailliez à monsieur Jehan de Champeaux et maistre Girart des Pommiers, seront bailliez à Andry Roussier, baillif de ladicte dame et pour ycelle, et à Geoffroy de la Bretonnière, baillif desdiz religieux et pour eulx, et qui pourront faire accord entre lesdictes parties sans amende, et où cas que entre cy et le parlement prochain venant les dictes parties ne seront en accort, les dictes parties revendront audict parlement aus jours du baillage de Chartres pour aller avant sur le débat ou débas pendants entre elles, selon ce que sera de raison.

Vos loco magistrorum Johannis de Campellis et Girardi de Pommiers predictorum aliis negociis ad presens occupatorum tenor presentium subrogavit, mandamus et comictimus vobis qualiter, resumptis penes vos processibus predictis, quos processus a baillivo Carnotensi vel ejus locum tenenti et a quibusvis aliis vobis tradi volumus, et mandamus in dicto negotio, voce evocata (?), procedatis secundum tenorem accordii predicti, et nisi super debatis dictarum partium per vos, ut premictitur, fuerit concordatum, dictos processus curie nostre mictatis, sub vestris fideliter inclusos sigillis, ad dies baillive Carnotensis nostri futuri primi parlamenti, quos quidem processus ante litis ingressum in nostra curia debent primitus dicti religiosi videre. Ab omnibus autem justiciariis et subditis nostris vobis in hac parte pareri vo-

lumus et mandamus. Datum Parisiis, in parlamento nostro, de magistrorum Guillelmi de Chesneyo dicte domine et Johannis Ame dictorum religiosorum procuratoris consensu, die quinta junii anno Domini millesimo CCC° quadragesimo quinto, sub nostro novo sigillo.

P. Curia.

Original en parchemin. Le sceau sur queue simple perdu. *Arch. nat.* X, ic 3, n° 176.

CXXXIII

Don de la métairie de la Moussardière, sise paroisse de Bretoncelles, sauf la jouissance pendant leur vie, par Guillaume Le Taillandier et sa femme, pour la fondation de quatre anniversaires et la concession aux donateurs du privilège de l'association spirituelle.

Vendredi, 21 juillet 1407.

A tous ceulx qui ces lettres verront, frère Gilles, humble doyen de l'église de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou, de l'ordre de Clugni, ou diocèse de Chartres, et tout le couvent d'icelui lieu, salut en Notre Seigneur. Comme japiecea Guillaume Le Taillandier, bourgeois de Nogent, a peurement de dévotion, et pour li et Jehanne sa femme, pour le salut de leurs âmes, donné, cedé, transporté pour tousjours mes, sans aucun rappel, à notre dite église, à nous et à nos successeurs en icelle, à distribuer en partie par égale portion entre nous doyen, d'une part, et couvent, d'autre part, et avoir dorenavant part et portion es oraisons, prières et bienffaits de notre dite église, de nous et de nos successeurs et pour ce devons, après le decès de li et de sadite

femme, chascun en, quatre anniversaires célebrer par nous et nos successeurs au temps des Quatre-Temps, à chascun temps que les Quatre-Temps seront, un adniversaire solennellement, une mestairie appelée la Moussardière, située en la paroisse de Bretoncelles, tant ainsi que icelle se poursuit et comporte, et toutes ses appartenances quelconques, à tenir et posseder pour tousjoursmes, après le décès du plus vivant de li ou de sadite femme, et lequel don ladite Jehanne a eu pour agréable, et ait icelle de l'autorité de son mari et en la presence de li pour ledit fet, loue, confirme et approuve icelui, de point en point, selon la forme et teneur des lettres présentes et passées d'icelui don, qui nous ont été baillées. Saichent tousque nous, d'un commun assentiment et unanime volonté, considerant la bonne affection et dévotion que lesdits Guillaume[1] et sadite femme ont, à noustredite église et à nous, nous meus de cherité, iceux avons reçeus et accompagnés à partir doresnavant en toutes les oraisons et prières de nous et de nos successeurs et en tous les bienffaits de notredite église ; et pour les avoir à perpetuité en mémoire faire et célebrer doresnavant, par chascun an, par nous et nos successeurs, aux temps des Quatre-Temps, leur adniversaire solepnellement à chacuns temps après le décès du plus vivant de eux deux, ladite mestairie de la Moussardière e toutes ses appartenances quelconques qu'ils nous ont donné, cedé, transporté, avons prise, retenue et acceptée pour nous et nos successeurs à notre dite église sans aucun rappel. Et en plain chapitre, pour ce chapitre avons voulu, octroié et accordé et encore par ces présentes, voulons, octroions et accordons auxdits Guillaume et à sa dite femme leur adniversaire faire,

[1] Guillaume Le Taillandier était mort le 12 avril 1412, suivant un reçu donné à l'occasion de sa mort. *Arch. d'Eure-et-Loir*, G. 3566.

célébrer après leur décès, par nous et nos successeurs, comme dit est, sans aucun deffaut. Et avecq ce leur avons octroié et accordé que s'il advient que laditte Jehanne survive son dit mary, que elle liève, perçoive et ait, sa vie durant seulement, tous les fruits quelconques qui croistront en la dite mestairie et la tiendra. Et néantmoins de la mort de sondit mary serons tenus de paier le rachapt, et rachepter icelle mestairie des seigneurs féodaulx, et de paier les debvoirs en notre nom, sens ce que ladite femme contribue aucunement. Et laquelle mestairie lesdits Guillaume et sa femme ont eu par retrait à titre de leur conquêt, comme il nous est apparu par les lettres qu'ils nous ont baillées faisans mention de ce, que nous retenons par devers nous pour nous en aider au temps advenir, si mestiet nous est. Et aussi avons voulu et voulons que le mestaet qui tiendra ladite mestairie au temps que le plus vivant desdits Guillaume et sa femme trepassera, ait, prenge et reçoive la moitié des fruicts de l'année, et l'autre moitié nous leverons. Et lesquelles choses dessus dites et chacune d'icelle promettons et accordons pour nous et nos successeurs, en bonne foy et sur l'obligation et hipothèque de tous les biens de notre dite église presens et avenir, tenir ferme et stable et sens venir ne faire aucune encontre, par quelque manière que ce soit on puisse estre, et icelles bien et leaument accomplir. En tesmoing de ce, nous avons scellé ces lettres de nos sceaux dont usons. Donné l'an de grâce mil quatre cens et sept, le vendredi XXIIe jour de juillet.

Original en parchemin. — *Arch. départ. d'Eure-et-Loir*, G. 5506.

CXXXIV

Les religieux de Saint-Denis concèdent aux seigneurs de la Grande-Touche un banc dans le chœur de l'église d'Unverre.

Nogent, 7 novembre 1722.

Au nom de Dieu nostre seigneur, Ainsy soyt-il. Nous, humbles religieux et couvent du doyenné prieuré de Saint-Denys de Nogent le Rotrou, ordre de Cluny et diocèze de Chartres, assemblez en notre couvent, congrégation et chappistre, après le son de la cloche capitullaire, pour tous et ensemble traicter et délibérer des négoces et affaires de nostre communaulté, et là ayant veu, leu et considéré la requeste à nous présentée par illustre madame Françoise Anne de Rambures, femme et espouze auctorizée de illustre personnage monsieur messire Louys Servin, conseiller de Louys le Juste, très chrestien roy des Francoys, en ses conseils d'estat et privé, et son advocat général en sa court de parlement à Paris, par laquelle, elle suppliante, expose au seigneur doyen, prieur, religieulx, couvent dudit Sainct-Denys que de naguères elle a acquis le territoire et fond vulgairement appelé la grand Tousche, aveçq ses appartenances, en le territoire de la paroisse communément appellée du nom de Vnverre, autrement Inverre, et qu'elle a appris que les seigneurs antiens dudict lieu et paroisse de Inverre, entre plusieurs fondations et dotations lesquelles ils ont faictes en faveur de l'église, ont donné et conceddé ausditz doyen, religieulx et couvent de Sainct-Denys de Nogent le Rotrou le lieu en lequel ladicte église parroichialle de Sainct-Martin d'Inverre est sise et édiffiée, et qu'à raison desdites fondations et dotations il nous compette et appartient toutes les préé-

minences et prérogatives comme a patrons et tenans et ayans droict en lieu des fondateurs au temps passé, seigneurs desditz droitz et qui les ont possédez et à nous transferez avecq toute possession, coutumes par nous par tout le temps passé et escoullé depuys le temps des fondations jusques à ce jour présent. Partant et attendu qu'il nous compette et apartient tout droict, puissance et faculté de cedder, quitter, bailler et concedder licence et permission à ladicte dame suppliante de mettre vng banc au lieu le plus éminent et plus honorable du chœur de la dicte église parochialle Sainct-Martin d'Inverre, lequel lieu nous sembleroit luy debvoir estre accordé et conceddé, en lequel il soyt permis à icelle dame suppliante, M. Servin son espoulx, à leurs enfans et à leurs domestiques en l'absence desdictz seigneur et dame, leurs heritiers et ayant cause d'icelle suppliante et successeurs en ledit lieu de la grand Tousche et ses appartenances, et aux domesticques d'iceulx, leurs fermiers, colons, receveurs et famille, ils puissent user et se servir d'icelluy banc et icelluy fermer quant ils seront en icelluy ou leur famille, en telle fasson qu'il ne soyt permis à aulcun autre y entrer ou sortir, fors et excepté à icelle dame suppliante et aux susdictes personnes apartenans à icelle, leur postérité et succession ayans droictz par icelle et à la famille d'iceulx. Nous domps Marin Galiboux, vicaire général au spirituel de monseigneur l'illustrissime abbé du monastère de Cluny et prieur claustral dudict Saint-Denys, membre deppendant d'icelluy monastère, Louys Ozan, sacriste, Mathieu de Bézé, chantre, Martin Moullé prieur, du Sainct-Sépulchre de Chateaudun, Jehan Houys, René Lefébure presbtres, Jehan Guyot et Guillaume de Regnouard, prévost, tous religieux neufvement de faict profes dudict ordre de Cluny, avecq mais advis et deli-

bélibération, pour l'amour, grâce et faveur dudict monsieur Servin, avons donné et conceddé et par la teneur des présentes lettres donnons et conceddons à icelluy et à la dicte dame sa femme, dame dudict fond de la Grand-Tousche, licence, permission et faculté de mettre ung banc tel que luy semblera en le chœur de la dicte église parrochialle de Sainct-Martin d'Inverre, donné à notre couvent par les prieurs et seigneurs fondateurs de nostre dicte église et couvent de Sainct-Denys de Nogent le Rotrou, et en tant qu'il est besoing et que nous pouvons, nous ceddons le privilleige d'user et joyr dudict banc qui pourra estre mis par ladicte dame suppliante en le lieu le plus éminent et le plus honorable dudict chœur de la dicte église parrochiale de Sainct-Martin d'Inverre, au droict et vis à vis du lieu où est dict le sainct evangille ; ce que librement nous avons conceddé tant à icelluy monsieur Servin et à icelle dame sa femme suppliante que aux personnes cy-dessus mentionnées que leur apartiennent et apartiendront[1]. Laquelle chose de nous

[1] Les seigneurs de la Grande Touche ne furent pas toujours paisibles possesseurs de leur banc. Par un acte du 10 novembre 1622, passé devant Jacques de Baugé, sieur de Fée, licencié ès droits, bailly de la baronnie de Brou, ledit sieur Servin et sa dame firent constater que « les seigneurs dudit lieu de la Touche, successivement les uns après les autres et de tout temps immémorial, ont eu banc particulier distinct des autres habitans de la paroisse, dedans le chœur de laditte église, au côté gauche, vers septentrion et après leur décès ont eu leur sépulture audit endroit près les marches du grand autel, » et ont obtenu du prieur de Saint-Denys permission « de mettre ledit banc au cœur de laditte église, à main senestre, vers septentrion, proche la muraille et joignant par le devant aux marches pour monter au grand autel, déclarant néantmoings ne vouloir préjudicier aux droicts de Mr le marquis de Restang, baron de cette baronnie, seigneur, haut justicier etc. auquel les premières préhéminences et prérogatives appartiennent etc. » De plus intervinrent Jacques de Laufermat, chevalier, seigneur de Villiers d'Ardenay et des Grandes Maisons d'Ungverre, et dame Anne de Guiot, son épouse, dame des

délibérée a esté respondue et accordée d'aultant plus volontiers que nous attendons desdictz seigneur Servin et dame son espouze et de leurs enfans et de leurs successeurs, à cause de leur singuliaire pietté et religion, tout plaisir, honneur, respect, ayde, charité et confort, tant audit lieu de l'église Sainct-Martin d'Inverre que en tout aultre lieu où il sera besoing et que nous désirerons, mesmes selon le contenu et récyt de la requeste de ladicte dame, avecq l'autorité dudict seigneur Servin son mary, recevons, acceptons l'offre et recongnoissance faicte à ladite église de Saint-Denys d'une livre de cyre payable à tousiours mais au jour feste saint Denys, neufiesme d'octobre, au fermier qui recoyt nos dixmes et debvra par chacun an en ladicte paroisse d'Inverre, laquelle concession a este faicte par nous soubz le bon plaisir et voulloir de monseigneur le doyen-prieur, duquel avons entendu la même chose avoir esté librement promise et accordée auздictz seigneur

Grandes Maisons, Jacob de Thullières, chevalier, seigneur de Valainville et la Foucaudière, *alias* Forconnerie, d'Ungverre, qui représentent que leurs ancêtres ont été ensépulturés au même endroit, pourquoi ledit sieur Servin et sa dame « en considération de l'alliance et amitie qui a été entre leurs maisons, ont consenti mettre leur banc proche la place et sépulture des anciens seigneurs de la Forconnerie, et au même rang, laissant un espace entre deux, propre et convenable pour les chappiers et pour la commodité des gens d'église... laissant aussi entre la première marche et le banc un espace vide de trois pieds pour l'ordre du service divin et commodité des communians... à condition que lesdits sieurs de Vallainville, etc. ne puissent placer un banc plus haut et plus éminent et plus espacieux... et que les sieurs de la Touche, de Vallainville et de la Forconnerie, toutes fois et quantes ils se trouveront en laditte église, ils s'abstiendront chacun deux de prendre du pain bénit, aller aux offertes, adorations, processions et convois, et ne pourront prétendre avoir de l'eau bénite, ne encens, par préference les uns des autres... Fait en présence de messire Charles de Chahanay, chevalier gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et écuyer ordinaire de sa majeste, de Messire Jacques Jumeau curé d'Ungverre... »

Le banc etait ainsi au milieu du chœur et fort incommode, pour la

Servin et dame sa femme. En foy et tesmoignage de quoy nous avons commandé que la présente délibération et concession estre faicte en bonne et deue forme et délivrée par maistre Mathieu Chevalier, secrétaire ordinaire de nostre dict couvent et chappistre, nostaire royal au ressort de la seigneurie dudict Saint-Denys à maistre Pierre Phelippe, presbtre curé recteur de l'église parroichiale de Saint-Laurent dudit Nogent, present et stipullant et acceptant pour mesdictz seigneur Servin et dame son épouze, comme il est contenu cy-dessus, avecq lesquelz chevalier et Phelippe tous et vngs chacun de nous avons signé et soubzscriptz de noz mans es présentes, comme aussy en la minutte d'icelles, et avons ordonné estre confirmées et scellées du sel royal et de celluy de ceste seigneurye nostre en présence de noble maistre Florant Travers, sieur de la Planche, licentié es loix, lieutenant général dudit Nogent, et maistre René Lermite, sergent royal et bannyer fieffé dudit lieu, tesmoings requis et appellez, demourans

service divin et la communion, aussi le 4 septembre 1688, à la prière de François Renou, curé de Saint-Martin d'Unverre, messire Hierosme Mérault, chevalier seigneur de Boinville, la grande Tousche, baron de Saint-Denys des Coudrays, voulut bien le laisser transporter au côté de l'épitre, proche et joignant la muraille, au-dessous d'un pilier servant d'apui à la tour de l'église. »

M. des Ligneris, seigneur de la baronnie de Brou, écrivit en 1773 à monsieur le président Masson de Meslay qui avait épousé la fille de M. Mérault et à ce titre était seigneur de la grande Touche, pour lui contester ce droit de ban dans l'église, qui devait lui appartenir à lui seul « comme haut justicier, patron et fondateur d'Unverre, et ne partageant avec personne ladite haute justice, patronage et fondation » Plusieurs lettres s'échangèrent entre eux pendant quelques années sur le ton le plus affable, la question dût se terminer par un accord amiable.

(Extrait des archives de M. Boissieu, qui a bien voulu nous communiquer gracieusement la liasse relative à cette affaire, composée de 14 pièces papier et 4 parchemin. Qu'il veuille bien recevoir ici tous nos remerciements.

audict Nogent es paroisses Saint-Hillaire et Saint-Laurent, ainsi signez. Donné et faict en nostre dict chappitre le septiesme jour de novembre l'an de nostre seigneur mil six cens vingt deux, avant midy.

M. GALIBOUR, L. OZAN, MOULLÉ, R. LEFEBURE, J. GUIOT, DEBEZÉ, G. RENOUARD, F. TRAVERS, PHELIPPE, CHEVALIER, LERMITE.

Original en parchemin aux archives de M. de Boissieu, au château d'Unverre.

CXXXV

Décret de l'évêque de Chartres qui supprime la conventualité dans le prieuré de Saint-Denis et en sécularise tous les religieux.

Paris, 1er février 1791.

Jean-Baptiste-Joseph de Lubersac, par la grâce de Dieu et authorité du Saint-Siège apostolique, évêque de Chartres, premier aumônier de feue madame Sophie de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut, savoir faisons que, vu le bref de Notre Saint Père le pape, du quatre juillet mil sept cent quatrê vingt huit, sollicite par Sa Majesté, par lequel Sa Sainteté, pour les causes y contenues, supprime et éteint la conventualité dans les maisons de l'ancienne observance de Cluny establies en France, ordonne que sur les biens et revenus de ladite ancienne observance de Cluny, il sera assigné et fixé des pensions viagères aux religieux desdites maisons, et qu'ils seront en outre, suivant la volonté de chacun d'eux, sécularisés et rendus susceptibles de toutes les facultes propres aux ecclésiastiques séculiers; iceluy bref portant en outre que, pour procéder à sa fulmination et exécution,

archevêques et évêques du royaume, dans les diocèses
quels sont situés lesdites maisons, demeurent commis,
ec la faculté de déléguer pour cet objet telles personnes
nstituées en dignité ecclésiastique qu'ils jugeront à
opos ; les lettres patentes de S. M. intervenues le
mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, adressées au par-
nent de Paris, dans le ressort duquel une desdites
isons de notre diocèse est située, lesdites lettres pa-
ntes portant confirmation dudit bref et injonction aux
chevêques et évêques de procéder incessamment, par
ou plusieurs décrets distincts et séparés, suivant les
mes canoniques et civiles, à la suppression de la con-
ntualité dans lesdites maisons ; auxquelles lettres pa-
ntes est joint et annexé le tableau des religieux com-
sant la maison de ladite ancienne observance, establie
ns notre diocèse, et des pensions viagères fixées à chas-
n des religieux et membres de ladite maison ; le tout
registré au parlement de Paris, le quatorze août mil
ot cent quatre-vingt-neuf, la requeste à nous présentée
r les ci-devant prieur et religieux composant le prieuré-
yenné conventuel de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou
Perche, cette maison et communauté de l'ancienne
servance de l'ordre de Cluny étant la seule establie
nostre diocèse, dans le ressort du parlement de Pa-
; notre ordonnance rendue le premier décembre
l'année dernière sur ladite requête par laquelle
us avons ordonné que ladite requête soit montrée
notre vénérable promoteur, pour sur ses conclusions
re ordonné ce qu'il appartiendra ; les conclusions
notre dit promoteur en date du deux décembre
l'année dernière, par lesquelles il auroit requis
'avant faire droit, il nous plaise de commettre telle
rsonne que nous jugerons à propos pour informer *de*

commodo et incommodo sur les demandes contenues en ladite requête ; notre ordonnance du quatre décembre de la même année par laquelle nous avons nommé et commis le sieur Lubin Fougères, curé de Saint-Laurent de la ville de Nogent-le-Rotrou, pour faire, sur les demandes des ci-devant prieur et religieux du prieuré-doyenné de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou, toutes informations nécessaires, se faire representer tous les titres et documents requis, entendre toutes les parties intéressées et tous les témoins utiles, dresser procès-verbal de leurs dires et déclarations, et faire généralement toutes procédures d'instructions qui seront convenables pour le tout à nous rapporté, être ordonné ce qu'il appartiendra : l'ordonnance rendue le douze décembre de l'année dernière par ledit sieur Fougères, par laquelle il a accepté la commission que nous lui avons adressée et ordonné que toutes les pièces seroient communiquées à notre vénérable promoteur pour ensuite, de ses conclusions, être ordonné ce qu'il appartiendroit, et a nommé pour secrétaire-greffier de ladite commission le sieur Morin, son vicaire, dont il a pris et reçu le serment au cas requis ; les conclusions de notre dit promoteur du vingt décembre de l'année dernière, par lesquelles il auroit requis que les sieurs Beulé, bourgeois, et Nion, marchand, tous deux demeurant à Nogent-le-Rotrou, M. Charles Poncet, tant en son nom que comme fondé de pouvoir de M. Jacques-Michel Asselin, M. Jacques-Martin Juteau et M. Pierre Bichon ; religieux profès de l'ancienne observance de l'ordre de Cluny, parties intéressées, seroient assignés à sa requête pour dire leurs avis sur les avantages et les inconvénients de la suppression de la conventualité de la maison de Saint-Denis dudit Nogent-le-Rotrou et de la sécularisation des religieux qui composent ladite maison ; l'or-

donnance dudit sieur commissaire en date du vingt-sept décembre de l'année dernière, par laquelle notre dit commissaire a ordonné que les témoins, produits par notre dit promoteur et les parties intéressées, seroient assignés, à la requête dudit promoteur, à comparoître devant lui pour estre entendus au procès-verbal d'information de commodité et incommodité, qui seroit par lui dressé sur le contenu au réquisitoire dudit sieur promoteur : les originaux des assignations données à la requête de notre dit promoteur par Jacques Chalines, huissier à Nogent-le-Rotrou, le vingt-neuf décembre de l'année dernière, en vertu de l'ordonnance de notre dit commissaire, tant aux témoins produits par notre dit promoteur qu'aux parties intéressées, à comparoir devant notre dit commissaire le trente et un du même mois de la même année, pour être entendus et dire leurs avis sur les avantages et inconvénients de la suppression de la conventualité de ladite maison de Saint-Denis et de la sécularisation des religieux qui la composent ; le procès-verbal dressé par notre dit commissaire le trente et un décembre dernier, contenant : Primo, la prestation du serment des témoins assignés à la requête de notre promoteur pour déposer, dans les enquêtes, des avantages et inconvénients de l'extinction et suppression de ladite conventualité dudit prieuré doyenné de Saint-Denis, et la sécularisation des membres qui la composent ; l'enquête, faite en conséquence ledit jour, composée de deux témoins — 2° les dires des parties intéressées qui en vertu desdites assignations ont comparu par devant notre dit commissaire, savoir : le sieur Paul Charles Poncet, tant en son nom que comme porteur de la procuration du sieur Jacques Michel Asselin, ladite procuration passée devant messire de Caux, notaire au chatelet de Paris, le vingt et un may mil

sept cent quatre-vingt-dix et annexée à la susdite requête; le sieur Jacques-Martin Juteau, et le sieur Pierre Bichon tous ci-devant religieux de ladite communauté de Saint-Denis, lesquels ont persisté individuellement sur le contenu en leur requête à nous présentée, tendante à ce qu'il nous plaise procéder à la sécularisation de chacun d'eux et à les faire jouir des droits, prérogatives et facultés qui leur sont accordées par lesdits bref et lettres patentes; la réquisition faite le même jour et an que dessus à la suite du susdit procès-verbal par notre dit commissaire aux ci-devant prieur et religieux de ladite communauté, de lui donner un état de fondations faites à l'église dudit prieuré, ledit Bichon, l'un d'entr'eux, auroit répondu être dépositaire d'une ordonnance de monsieur l'abbé de Cambis, notre vicaire général, par laquelle il l'auroit chargé d'acquitter provisoirement les dites fondations, dont les titres primordiaux, après l'inventaire qui en auroit été fait par le commissaire du roy, auroient été transportées chez le sieur Renard, receveur des décimes de Chartres; laquelle ordonnance auroit été remise par ledit prieur Bichon à notre dit commissaire qui auroit ordonné qu'elle seroit jointe au susdit procès-verbal; notre ordonnance de fait montrée à notre promoteur en date du 15 janvier mil sept cent quatre-vingt-onze: les conclusions de notre dit promoteur en date du vingt-quatre du même mois de la même année.

Le tout vu et considéré, et le saint nom de Dieu invoqué, en exécution du bref de Notre Saint-Père le pape Pie VI, donné à Rome le quatre juillet mil sept cent quatre-vingt-huit, et des lettres patentes du roy du dix-neuf mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, dûment enregistrées au parlement de Paris, nous avons par ce premier décret, en ce qui concerne l'autorité ecclésiastique, éteint et sup-

primé, éteignons et supprimons à perpétuité la conventualité et monastère du prieuré-doyenné de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou, de l'ancienne observance de l'ordre de Cluny et de notre diocèse ; ensemble les titres de prieur claustral, places monachales, manses conventuelles et offices claustraux dudit monastère ; avons sécularisé et sécularisons, conformément aux dispositions desdit bref et lettres patentes, chacun des ci-devant prieur et religieux profès composans ledit monastère qui l'ont demandé, savoir le sieur Paul-Charles Poncet, le sieur Jacques Martin Juteau, le sieur Pierre Bichon, et le sieur Jacques-Michel Asselin, tous prêtres membres dudit monastère de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou.

En conséquence nous les avons dispensés et dispensons de leurs vœux de religion à l'exception de celui de chasteté, et les déchargeons de tous statuts, constitutions et observances réguliers, leur permettons de porter l'habit des ecclésiastiques séculiers et de demeurer où ils jugeront à propos, sous la juridiction et l'obéissance des ordinaires, selon les saints canons ; les déclarons habiles et les autorisons à jouir privativement des pensions annuelles et viagères qui leur sont respectivement attribuées, à partager entre eux le mobilier inventorié, à l'exception de celui qui sert au culte divin, et enfin à user des droits, facultés et prérogatives, qui leur sont accordées par les dits bref et lettres patentes, dont les dispositions seront exécutées selon leur forme et teneur.

Nous avons ordonné et ordonnons que les fondations particulières faites dans l'église dudit monastère continueront d'être provisoirement acquittées, conformément aux clauses portées dans l'ordonnance provisoire de M. l'abbé de Cambis, notre vicaire général, en date du douze juillet mil sept cent quatre-vingt-huit. Donné à

Paris sous notre seing et le sceau de nos armes le premier février mil sept cent quatre-vingt-onze.



Signé : J. B. Jos., *évêque de Chartres.*

Plus bas est écrit : Insinué et contrôlé au greffe des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Chartres le douze février mil sept cent quatre-vingt-onze.

Reçu dix huit livres. Signé : Duray.

Délivré par moi soussigné, secrétaire de l'évêché de Chartres, conforme à la minute déposée au secrétariat dudit évêché, le quatorze février mil sept cent quatre-vingt-onze. Signé : Costé.

Nous, Germain Nicolas Foreau, maire de la municipalité de la ville de Chartres, certifions que M. Costé qui a signé le decret de suppression des autres est tel qu'il se qualifie et que foy doit être ajoutée à sa signature. Donné à Chartres, en nostre hotel le quatorze février mil sept cent quatre-vingt-onze. Signé : Foreau.

Cette pièce, en papier, avec plusieurs autres relatives à des procédures entre la collégiale Saint-Jean et le prieuré de Saint-Denis, nous a été donnée par une dame de Nogent dont le père avait intimement connu dom Juteau, un des derniers religieux, cité plus haut.

DOCUMENTS ANNEXES

CXXXVI.

Vision du prieur Bernard.

Vers 1109.

Nostis quidem me nuper obedientiam Nogenti spontaneum dimisisse, sed qua eam ratione dimiserim, forsitan ignoratis. Dormienti mihi quædam venerabilis persona apparuit, Dionysium Areopagitam se nominans, et ut Cluniacum reverterer, his urgens verbis. Oportet, frater, oportet te Cluniacum quantocius redire, et abbatem salutare Hugonem, communis iter ingressurum peregrinationis. Videbis etiam ejus successorem, cui de Romanis finibus divina misso gratia, principes Apostolorum pastorales excubias commiserunt. Hac ego suggestione compulsus, regredi Cluniacum festinavi. Væ mihi misero! Pater quidem recessit, sed non merui salutare recedentem. Accusemne soporem qui me tenuit, an gratias agam? Incertus sum. Invidit et providit. Tenuit carnis oculos ne viderem cum recederet, sed quo recesserit, interioribus oculis ostendit. Vidi, et teste Deo vidi permixtos mortalibus superos, et beatissimam Dei genitricem Mariam. Astabant eminus sagittarii quidam, qui, sacratissima virgine cognita, velut perterriti abscesserunt et contusi. Visa est illic martyrum simul et confessorum multitudo, quorum quosdam desuper mihi cognoscere

datum est, et inter eorum discernere qualitates, beatum ibi Marcialem cognovi, et Martinum, et abbatum gloriam Benedictum. Visi sunt hi duo spiritum, B. Hugonis in fertilissimam deducere vineam, eumque ibi collocare, tamquam pausaturum post laborem. Quo in loco dum pariter et gloriam sanctorum, et quæ agebantur admirarer, ille, reductis blandius in me oculis, sta, inquit, frater, et comede nobiscum de candidis qui nobis abundant racemis. Ego hic modicum requiescam, donec pedum tumor subsideat, et pulvis excutiatur, quem multiplici viarum circuitu contraxi : dehinc ad aliam transibo mansionem, quam mihi Dominus preparavit in æternum. Dices autem Pontio successori meo, ut ab humilitate nullatenus declinare sustineat, operibus instet misericordiæ, suarum immemor, injuriis moveatur alienis. Super omnia zelo legis ferveat, circa delinquentes nec remissus sit indulgentia, nec immoratus disciplina. Adhuc ille loquebatur, cum, demulcente animam visione, somnus abscessit. Vos autem scitote me vera locutum, si cursum vitæ præsens terminet infirmitas. Si minus, in caput meum provocavi judicem, quia commentatus falsitatem. Hæc relata moverunt auditores, ipsius edoctos obitu, fratrem Bernardum nihil protulisse mendacii. Die siquidem tertio, hominem egressus, et testimonium gloriæ abbatis, et spem propriæ salutis fratribus requit.

Bibliotheca Cluniacensis, col. 436.

CXXXVII

Autre version de la vision du prieur Bernard.

Post tansitum B. viri, quamplurimis evolutis diebus, decidit in lectum Narbonensis Bernardus, diu in monastico religione probatus. Qui ut cognovit quia moreretur,

istanti sibi domno Pontio abbati cum fratribus, ait : Nosti, pater, quia Nogenti prioratum tenui, ibi quidem sanctus Dionysius mihi apparuit et ita præcepit. Vade inquit, frater, vade Cluniacum, videbis Hugonem abbatem tuum quantocius obiturum, videbis et ejus successorem Pontium, quem Apostolorum principes à Roma miserunt. Veni ego, sed, abeunte patre, me miserum ! fateor nimio gravatus sopore, discendentem patrem non merui salutare. Sed licet sopitis exterioribus oculis, interioribus tamen egredienti ejus animæ presens spiritu affui in oratorio beatæ Mariæ virginis, matris Domini, ubi idem pater delatus à fratribus, ea hora expiravit. Erat ibi, testor Deum, ipsa Dei genitrix, obvia obeunti. Aderant Petrus et Paulus, martyrum quoque et confessorum chorus, inter quos specialiter Martialem et Martinum agnoscebam et Benedictum. Qui dum susciperent animam morientis patris ; irruerunt eminus quidam sagittarii. Contra quos misericordiae mater manum suam elevavit, et egredientem protexit. Qua cognita sagittarii illico fugerunt territi et confusi. Deductus est autem in fertilissimam vineam pater Hugo pausaturus, me vero respiciens ita est allocutus. Accede, frater, et utere nobiscum candidis quibus abundamus racemis. Per triduum hic quiescam, donec pedum meorum tumore sedato, et pulvere, quem longo traxi circutu, deterso, ad mansionem transeam quam mihi Dominus paravit aeternam. Defer Pontio successori meo hanc admonitionem meam, ut servet sibi innocentiam, aliis misericordiam. His ita reseratis Bernardus adjecit. Ista quidem, ne vaniloquis indicarer, hucusque tacui. Cito moriturus sum mentiri timeo. Vera loquutus sum. His dictis, die tertio, festo scilicet omnium sanctorum, reddidit spiritum. Veneranda sunt ista, delectissimi, revelationum mysteria, quibus ser-

vum glorificat suum Christi magnificentia. Egredienti sancto exultans occurrit cœlorum curia, fideles in terris solemni gaudent letitia qui revelatione suspensi coelestium pro Hugone suscepto mirantur gaudia. Hugo iste, anno vitae, XV. monachus factus, XXV. abbas sacratus, L.XXXV defunctus, tertio calend. maii quievit in Domino, anno verbi incarnati MCVIII.

Bibliotheca Cluniacensis, col. 446.

CXXXVIII

Lettre de Pierre, abbé de Cluny, à Geoffroy, évêque de Chartres, au sujet du prieuré de Châteaudun.

1123-1148

HONORABILI ET MAGNO SACERDOTI DEI, NOBISQUE VALDE CHARISSIMO, DOMINO GAUFREDO, SANCTAE CARNOTENSIS ECCLESIAE FAMOSO EPISCOPO[1] FRATER PETRUS, HUMILIS CLUNIACENSIUM ABBAS, SALUTEM ET TOTIUS IN DOMINO AMORIS AFFECTUM.

Ut antequam gratias agam, querelas praemittam, amicabiliter conqueror : quod tantus, tam charus, tam antiquus amicus, ut non visum, ut ignotum, ut non probatum amicum me deservistis, sprevistis, abjecistis.

[1] Note de Duchesne : Gaufredo Carnotensis Ecclesiae episcopo, secundo nomine, cui scribit et sanctus Bernardus epist. LV, LVI, et LVII, fuisseque Sedis Apostolicae legatum in Aquitaniam docent Guillelmus abbas, libro II, vitae ejusdem sancti Bernardi, cap. VI et alii.

Ecclesiam Castriduni quam Cluniacus olim possedisse dicebatur, hoc est, ecclesiam Sancti-Sepulchri, quam Gaufridus, Castriduni vicecomes, primus ejus fundator, monachis basilicae Sancti-Dyonisii Nogenti, cujus et ipsum prima fundamenta jecisse diximus alibi, cum omnibus appendiciis suis deservire per testamentum praecepit. Unde et Gaufredus, Carnocensis episcopus, illam canonicis,

ıc non paucis diebus, sed multis jam annis fecisse vimini. Nam de concilio Pisano, tempore Papae Innotii celebrato, cui ет vos interfuistis, et ego non defui; c vestros apices legi, ne cnuncios vidi, nec aliquid eorum ae a partibus amici amicus sperare solet, accepi. Vidi idem literas, audivi et quosdam nuntios, sed qui gotia communia afferent, non qui aliquid de vero amici ectu referrent. Iccirco nihil me ex parte vestra vidisse :o, nihil me audisse profiteor. Nonne ergo merito quer? Nonne juste irascor? Dilexit vos, et adhuc diligit ima mea. Et quare? Quia semper in vobis Deum reveus sum, quia eum semper in vobis colui, quia pro habitante habitaculum adamavi. Cum enim omnibus ne Latinis episcopis, aliqua necessitudine, aliqua de usa plus minusve astrictus tenear : vobis tamen, licet rte hoc ignoretis, singularem jam ab antiquo inter ura cordis mei receptacula mansionem paravi et adhuc

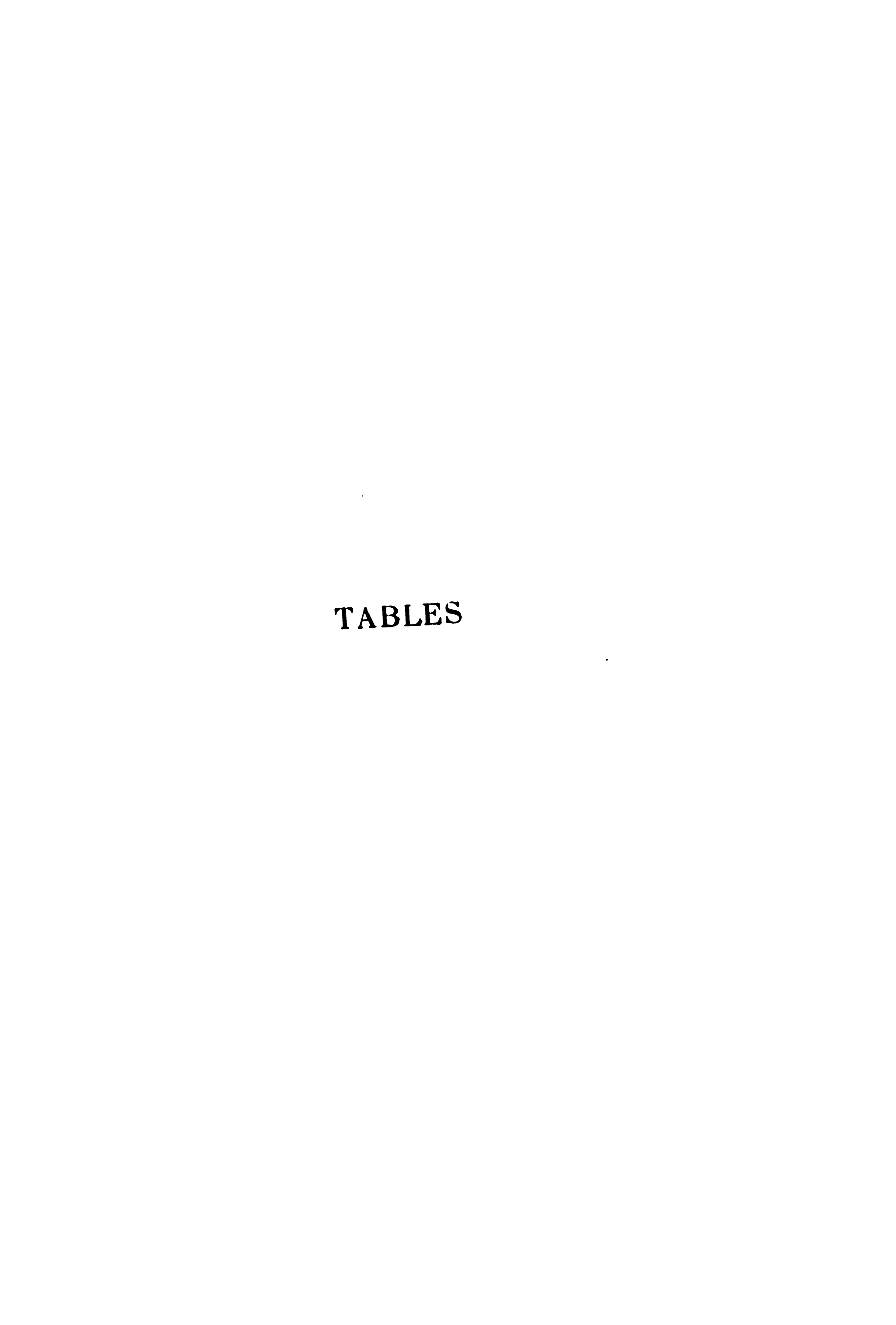
rocato ipsius ecclesiae vicecomiti, et omnibus aliis qui aliquid is in ea se habere dicebant, tam precibus quam vi justiatiae :orsit, et Cluniacensi ecclesiae, cujus juris erat, redditit, ut : Petrus noster ostendit. Sed nec propterea controversia ıntis inter monachos et vicecomitem quievit. Tempore enim Steani I, Cluniacensis abbatis, rursus inter Yvonem, Nogenti orem, et Hugonem, Castriduni vicecomitem, recruduit : quam ipsa statim per Guillelmum, quam Carnotensem episcopum, ıraefato Gaufredo quartum, terminata fuit, ut ex his notitiae pacistiopis verbis apparet : *Guillelmus, Dei gratia ecclesie Carnotensis :tas, etc, etc. Ne processu temporis, aut pravorum astutia controversia er ecclesiam Sancti-Sepulchri, et Vicecomitem Castriduni ad unitatis :em, et tranquillitatis concordiam diligentiae nostrae studio reformata, uris temporibus pertubari valeat, praesentis paginae decreto mandare cu·imus. Notum sit igitur omnibus quod controversia quae versabatur inter onem priorem de Nogento, et Hugonem vicecomitem Castriduni, super uetudinibus burgi Sancti-Sepulchri, qui in burgo eorum quasdam sibi ısuetudines vendicabat, ad preces Stephani, venerabilis abbatis Cluniacen-, et prefati Vicecomitis postulatiomen, qui se ratum habituros quod inde tueremus concesserunt, in presentia nostra sic terminata est., etc.*

Bibliotheca Cluniacensis, 2e partie, col. 149.

conservo. Hoc ideo, ut dixi, quia verum atque sincerum vos semper divinarum rerum cultorem expertus sum. Quando enim labores vestros, quando cursus, quando recursus, pro ecclesia Dei, sponsa Christi, enumerare potero? Quando religionis amorem, et ejus exquisitum ubique augmentum enarrare valebo? Quando et ipsas sacrorum locorum frequentes visitationes describere praevalebo? Sed haec, mi charissime, supprimenda sunt: nec in istis maxime plus justo stilum effluere decet. Credo enim, et etiam novi non praestolari vos de piis operibus vestris mortalium favorem, sed aeternam mercedem: haec tamen ea de causa breviter tetigi, ut sciretis, et recordaremini, quia et vos diligo, et qua de causa, et dilexi, et diligo. Jam ad gratias religiosae reverentiae vestrae agendas non sufficio, quia eas merita nostra superasse cognosco. Quid enim dignum referre possim his, quae per priorem de Nogento cognovi? Qui mihi scripsit, quantem amoris affectum erga Cluniacensem ecclesiam seque specialiter ac suos agnoverit quantumque hoc non affectu tantum, sed et effectu probaverit? Dixit enim ecclesiam Castriduni, quam Cluniacus olim possedisse dicebatur, a canonicis ejusdem ecclesiæ, ab advocato ecclesiæ vicecomite, ab omnibus tandem qui aliquid juris in ea se habere dicebant, tam precibus quam vi justitiæ extorsisse, et nostræ Cluniacensi ecclesiæ, cujus juris fuerat, reddidisse. Super his quidem gratias ago, sed longe majores, quia in hoc opere quanto affectu nostram, quod iterum dico, Cluniacensem ecclesiam diligatis, agnosco. Agnovissetis olim, et agnosceretis adhuc, si experiri placeret : si, ut dixi, vos diligo, si dilectionem hanc vere in corde conservo. Et quid his plura dicerem? Verbosus forsitan videri deberem, si non tam diuturno tempore tacuissem. Sed ad tam longi temporis silentium,

quod potest videri verbum prolixum? Ergo bone longaeve et probate senex, et pontifex Dei, memento (quod tamen semper tibi cordi inesse credo) quod nec tua, nec mea diuturna esse potest ulterius in hac vita misera mora. Es quidem tu senior, sed nec ego jam juvenis. Quid ergo nobis restat, nisi ut ad summum Pontificem, et Episcopum animarum nostrarum Jesum totus sermo noster recurrat, totus animus suspiret, totus homo noster interior et exterior anhelet? Jam pene, juxta verba Ipsius, fur nocturnus perfodere domum nostri corporis properat. Jam dominus domus venire festinat, jam clamor media nocte factus jacentes in lectis excitat, et dicit *Ecce sponsus venit, exite obviam ei.* Quid ergo ultra jam proderit episcopari? quid, ut sic loquar, abbatiari? Quid sub prætextu rerum cœlestium terrena diligere? Quid sub umbra æternorum, peritura, immo pereuntia amare? Sed insipiens factus sum. Videor, ut dicitur, Minervam docere, videor ligna ad silvam convehere, videor flumen maximum lagena aquæ infundere. Sed vere non hoc docens dico, sed hac licet parva occasione suscepta, miseriam meam defleo : et quia quo post mortem (quæ forte non longe abest) rapiendus sim ignoro tremesco. Valete in Jesu salutati nostro, domine episcope, et amice charissime ; et quia per gratiam Dei vos vobis credo sufficere, mei, qui in nullo mihi sufficio, apud Dominum mementote. Si quid boni spiritualis vel corporalis in ecclesia nostra est, vestrum est.

Bibliotheca Cluniacensis, col. 879.



TABLES

I

TABLE ANALYTIQUE DE L'ESSAI HISTORIQUE SUR L'ABBAYE DE SAINT-DENIS.

[1] Une erreur de mise en page a renvoyé Thibaut après Nicolas : les dates auront permis au lecteur de rectifier.

---

[1] Au moment où nous corrigions ces épreuves, nous avons reçu « *l'Amateur de livres* » de M. A. Foy, 81, rue de Seine, Paris. On y lit sous le n° 4297 : « Manuscrit sur le revenu temporel du prieuré de Nogent-le-Rotrou, Eure et Loir avec arrest de main levée de la Chambre des Comptes de Rouen, 1687. In fol. sur parchemin. 30 fr. ». Nous n'avons pu le consulter

TABLE DES PLANCHES ET DES SCEAUX GRAVÉS DANS L'ESSAI HISTORIQUE ET LE CARTULAIRE.

III

TABLE CHRONOLOGIQUE DES CHARTES

[1] Nous renvoyons ici au numéro de la charte et au folio du Cartulaire manuscrit des Archives d'Eure-et-Loir.

[1] Corriger l'erreur de date et lire 1080 au lieu de 1090.
[2] Corriger l'erreur de date et lire 1080 au lieu de 1060.

IV

Table alphabétique des noms cités dans le cartulaire

Note. — Les noms de personnes sont en caractères romains, les noms de lieux en italiques. — Les numéros renvoient aux Chartres.

A

B

C

[1] Les noms Cabrolus, Capreolus, Chevrol, Chevreul, formes différentes du nom de la famille percheronne Chevreuil et désignant souvent les mêmes personnages, sont cependant inscrits dans la table tels qu'ils sont dans le cartulaire. Voir ces divers noms.

D

E

G

H

I

J

L

M

N

O

P

Q

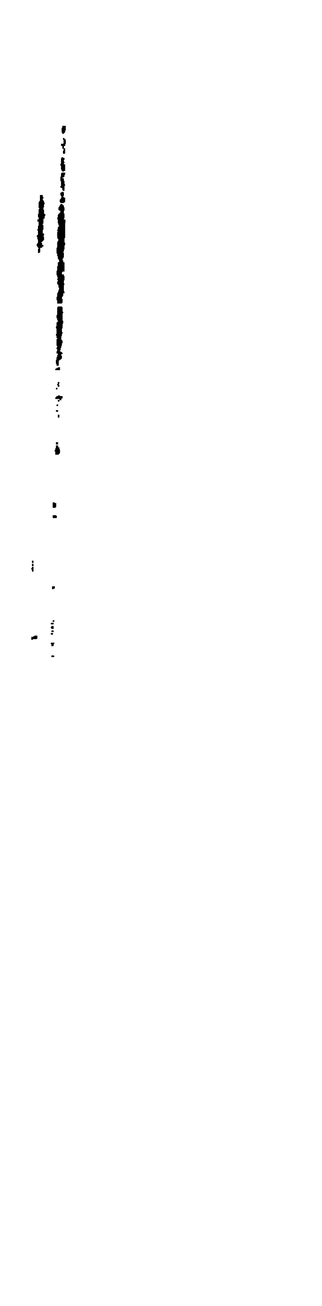
R

S

T

U.

V.



CORRECTIONS

Pages	Lignes	Versions défectueuses	Corrections
36	17	subiit,	humiliter expeciit
42	1	Huldoicus	Huldricus
—	8	Forro	Josro
47	2	burgi	extra burgum
50	3	Gilbertus	Gislebertus
54	3	Gruardus	Guiardus
59	17	patris	fratris
69	24	ivit	venit
75	9	si aliquis	Si quis aliquatenus
—	17	Aliron	Abiron
98	5	après Fulcherius	ajouter Fulchoisus
120	1	avant dono	— et Roberti
138	13	Boslessus	Boslenus
140	6	pro	et
141	24	Campolus	Capreolus
162	14	mee	sue
163	16	Raldonus	Balduinus
164	7	Galteranus	Galterius
176	3	buobus	duobus
187	24	Matheus	peut être Aucherius
190	13	après millesimo	ajoutez C° nonagesimo.
200	15	Tarreis	Tarzeis
203	23	Monte Ligino	Monte Ligerio
211	12	quadrinda	quadraginta

212 10 Une copie des archives d'Eure-et-Loir, H, 2603, ajoute la date suivante : « Datum apud Mauritaniam, anno ab incarnatione M CC°, mense martio. » La date de 1203 que nous avons imposée devrait alors être remplacée par mars 1201 (N.-S.)

La charte LXXXVI, p. 172 n'a pas été datée ; elle est de la fin du XII° siècle, vers 1100.

Le nom *Georgius* pour Gerogius, p. 39, l. 14, p. 59, l. 13 et 14, p. 62, l. 13 p 81, l. 18, p. 89, l. 20, p, 151, l. 3.













